

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°357

DECEMBRE 2014

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **KURDISTAN D'IRAK : LES PESHMERGAS REPRENNENT SINDJAR**
- **SYRIE : LES KURDES REPRENNENT PEU À PEU LE CONTRÔLE DE KOBANÎ**
- **IRAN : GRÈVE DE LA FAIM DE 33 JOURS DANS LES PRISONS D'OURMIA**
- **WASHINGTON : LE PDK ET L'UPK ENFIN RAYÉS DE LA LISTE DES ORGANISATIONS TERRORISTES**
- **STRASBOURG : UN SIÈGE D'OBSERVATEUR AU PARLEMENT EUROPÉEN POUR LE GRK**

---

## **KURDISTAN D'IRAK : LES PESHMERGAS REPRENNENT SINDJAR**

**L**e 17 décembre, une offensive des Peshmergas, appuyée par les frappes aériennes de la Coalition, a permis de chasser l'EI de plusieurs villages au sud de Zummar et près de la frontière syrienne, ce qui allait faciliter leur avancée vers les monts Sindjar, où des milliers de yézidis étaient, depuis août, assiégés par les djihadistes.

Cette offensive, qui avait pour but de reprendre Sindjar, s'est poursuivie les 18 et 19 décembre, toujours dans une coopération entre forces aériennes et Peshmergas, avec, à Sindjar même, l'appoint des unités

armées yézidies qui résistent à Daesh depuis l'été, et de YPG venus du côté syrien.

Le 19 décembre, les communiqués annonçaient que les Peshmergas étaient parvenus au mont Sindjar (Shingal en kurde) et que le siège des yézidis avait été enfin brisé. Coïncidence, ces succès militaires et la libération de Sindjar ont eu lieu lors de la grande fête solsticiale des Yézidis, qui observent un jeûne d'hiver diurne de trois jours. Massoud Barzani, le président du Kurdistan, leur adressant ses vœux à cette occasion, s'est ainsi dit « heureux de pouvoir offrir ce succès sans précédent des Peshmergas à l'occa-

sion de la Fête. Les succès des Peshmergas sont le cadeau le plus approprié que je puis offrir aux Yézidis ».

Joint par l'AFP, Faisal Saleh, un des yézidis restés bloqués dans les montagnes tout l'automne, a estimé que les Peshmergas avaient libéré environ 70% des monts Sindjar, et que l'EI tenait toujours la partie sud. Dans leur fuite, les hommes de Daesh ont détruit à l'explosif plusieurs maisons dans les villages qu'ils tenaient auparavant.

Deux corridors de sécurité ont rapidement été mis en place par les Peshmergas afin de permettre à la population assiégée dans les som-

mets de redescendre enfin et de pouvoir être évacuée vers les zones sûres du Kurdistan. En attendant, le Gouvernement régional kurde avait fait partir vers Sindjar un convoi de 32 camions, apportant de la nourriture, des tentes et du matériel médical.

Le 20 décembre, les Peshmergas entraient dans la ville de Sindjar par l'est, rencontrant une résistance de la part des combattants Daesh, qualifiée d'abord de « légère » par le porte-parole du PDK, qui s'est intensifiée lors de l'avance kurde vers le centre-ville. Les Peshmergas doivent progresser avec précaution en raison du grand nombre de bombes et divers pièges explosifs avec lesquels l'État islamique truffe toutes les positions dont il se retire.

Le 22 décembre le bilan était de 25 blessés et de deux morts parmi les Peshmergas. Un journaliste de Rudaw, a rapporté avoir vu de ses yeux les corps d'environ 70 combattants djihadistes, tandis que les forces kurdes évaluaient les pertes ennemies à plus de 220 tués.

Par ailleurs, des charniers sont peu à peu découverts par les Peshmergas au fur et à mesure de leur avancée, confirmant les rumeurs de massacres par Daesh contre les yézidis. Les corps de 70 Kurdes yézidis, dont des femmes et des enfants, ont ainsi été exhumés près d'un village au nord-est de la ville de Sindjar, comme le rapporte un yézidi à l'agence Anatolie, qui a indiqué que les victimes avaient été exécutées par balles, et que leurs vêtements les identifiaient formellement comme étant yézidis.

Le président Massoud Barzani est venu en personne à Sindjar, pour féliciter les Peshmergas.

Envisageant la situation politique de la région de Sindjar une fois la guerre terminée, un porte-parole du PDK a assuré aux Yézidis que son administration et sa sécurité seraient, à l'avenir, entre leurs mains dans une forme d'autonomie administrative et de défense, au sein du GRK, dispositif qui sera sans doute aussi appliqué pour des localités à forte population chrétienne, comme Al-Qosh :

« Des milliers de Yézidis ont rejoint volontairement les forces Peshmergas. Nous avons formé une brigade de Yézidis, dont les membres se battent sur le front en ce moment. Ils sont tous entraînés et peuvent protéger la sécurité des régions yézidies. Nous avons actuellement [aussi] un millier d'officiers de police qui peuvent être employés pour la protection des zones récemment libérées. »

La tragédie d'août dernier avait été causée par la retraite soudaine des unités Peshmergas basées à Sindjar, sans qu'ils laissent à la population yézidie le temps d'être évacuée sur Erbil ou Duhok (comme ce fut le cas pour les chrétiens de Qaraosh), ce qui a laissé un sentiment d'amertume aux Yézidis, dont certains estiment avoir été sacrifiés par leurs compatriotes, en raison de leur religion. Pourtant, les principaux officiers mis en cause ont été rapidement mis aux arrêts et font l'objet d'une enquête sur leur responsabilité et faute éventuelles. Une commission mise en place par la présidence a déjà interrogé 200 officiers

Peshmergas en vue de possibles sanctions disciplinaires.

Halgurd Hikmat, le responsable de la communication et des media au sein du ministère des Peshmergas, a précisé que cette commission comprenait un juge, un représentant de son ministère et un représentant de la présidence, et qu'ils étaient sur le point d'achever leur enquêtes. Tous les témoignages des officiers et commandants interrogés seront compilés dans un rapport qui sera ensuite envoyé directement au président Barzani, puisqu'il est aussi le chef des forces armées au Kurdistan. Halgurd Hikmat a aussi ajouté que beaucoup des officiers mentionnés dans le rapport ont été renvoyés au front, où ils combattent actuellement l'État islamique, de Sindjar à Khanaqin, et remportent de conséquents succès militaires : « Quand l'EI a attaqué, nous n'étions pas prêts. D'où les revers initiaux. »

Jabar Yawar, secrétaire général du ministère des Peshmergas, n'écarte pas la possibilité de sanctions disciplinaires pour certains officiers et assure que son ministère respectera les conclusions de cette enquête : « Je crois que certains pourraient être sanctionnés car cette commission est très sérieuse. »

Enfin, la fin de l'année 2014 a été une fois de plus assombrie par la décapitation filmée de 3 Peshmergas tombés aux mains de Daesh dans la région de Sindjar. La mise en scène est immuable : les condamnés sont vêtus d'une combinaison orange rappelant la tenue des prisonniers de Guantanamo, entourés de leurs bourreaux, dont les visages sont restés masqués.

## SYRIE :

### LES KURDES REPRENENT PEU À PEU LE CONTRÔLE DE KOBANÎ

**L**e 3 décembre, un deuxième contingent de 150 Peshmergas, venus du Kurdistan d'Irak, a rejoint Kobanî afin de remplacer le premier contingent qui s'est porté au secours de la

ville assiégée en novembre dernier. D'après l'agence turque Anatolia, ils seraient équipés d'un armement sophistiqué.

Les Peshmergas ont fait état de 13 blessés depuis leur entrée

dans la ville syrienne ; quatre d'entre eux ont été évacués au Kurdistan d'Irak pour y être soignés.

Interrogés par la presse, le premier contingent de retour a dit

regretter de rentrer sans avoir encore vu la ville libérée, mais l'un d'eux a assuré au journal Rudaw que le moral à Kobanî avait énormément changé depuis novembre : « Quand nous sommes entrés dans la cité assiégée, les YPG n'en contrôlaient plus qu'à peu près 15 % alors que maintenant, plus de la moitié de la ville est sous contrôle kurde. »

Si les Peshmergas sont peu à peu armés depuis août par les puissances occidentales, il n'en va pas de même des YPG, qui suscitent la méfiance des États-Unis (et l'hostilité de la Turquie) en raison de leur lien étroit avec le PKK.

Mais plusieurs rencontres ont déjà eu lieu, notamment en novembre, entre le président du PYD, Salih Muslim, et des responsables américains, rencontres qui avaient peut-être eu pour effet que la Turquie accepte à contre-cœur de laisser passer les Peshmergas sur son sol pour qu'ils gagnent Kobanî.

Cette fois, Salih Muslim essaie de persuader les États-Unis d'armer à leur tour les YPG, en donnant l'assurance que ces armes ne seraient pas « transférées » au PKK et dans une interview accordée au journal turc Hürriyet News le 8 décembre, le leader du PYD nie les propos d'Erdogan qui avait déclaré, le 25 octobre, qu'il s'était opposé à la venue des Peshmergas :

« Nous n'avons jamais été contre une coopération entre les Peshmergas et les Kurdes syriens. Bien que des questions sensibles se soient élevées entre ces groupes auparavant, l'EI, maintenant, a poussé les Kurdes à se rassembler, ce qui est une très bonne chose. Nous ne sommes pas non plus contre l'amélioration des relations entre les Kurdes et la Turquie. Nous souhaitons seule-

ment que la Turquie soit avec nous et contre l'EI. Si cela avait été le cas, tout aurait été très différent pour la Turquie, pour nous et pour tous les peuples du Moyen-Orient. »

Salih Muslim a reconnu que les Peshmergas avait « fait une différence' à Kobanî" sur le plan militaire et, interrogé sur le président syrien Bashar Al Assad, s'est prononcé, cette fois sans ambiguïté, pour son départ :

« Nous sommes ceux qui voulons le plus qu'Al-Assad parte. Nous avons la même position que la Turquie à ce sujet. La Turquie, cependant, veut parvenir à ce but en soutenant les groupes salafistes, auxquels nous sommes opposés. »

Le 9 décembre, le même Salih Muslim rencontrait à Erbil l'ancien ambassadeur des États-Unis en Irak, Zalmay Khalilzad, au sujet d'une future coopération militaire qui aurait pour résultat de chasser l'EI de Kobanî.

Mais la libération totale de ce « canton » est loin d'être aisée, malgré l'apport en armes et en hommes du Kurdistan d'Irak et les frappes aériennes de la Coalition. Plus encore qu'à Sindjar, les combattants du Daesh s'accrochent à leurs positions dans la ville, et la reconquête kurde se fait très lentement, presque maison par maison, dans des quartiers en ruines et souvent piégés par des bombes ou défendus par des snippers.

Le 23 décembre, un chef de district, Anwar Muslim, estimait que les Daesh tenaient encore un tiers de la ville :

« Il y a des affrontements à l'est et au sud. Les forces d'EI nous attaquent durement surtout sur le front est, mais la plupart de Kobanî est aux mains des YPG.

Nous sommes coordonnés avec les Américains et nous les informons des positions d'EI. C'est un combat de rue, il est donc difficile de prendre de nouvelles zones dans la ville. »

Mais les pertes des Djihadistes sont lourdes, surtout en raison de leur façon souvent suicidaire de combattre. Un coordinateur de la Coalition, le général à la retraite John Allen, a ainsi estimé que dans l'assaut du 20 novembre, EI s'était « empalé lui-même sur Kobanî », perdant plus de 600 hommes. En décembre, l'Observatoire syrien des droits de l'homme donnait pour chiffre 905 tués parmi l'EI.

De plus, les frappes aériennes ont eu pour effet de couper les routes qui permettait à EI d'envoyer des renforts, comme en témoigne Faris al-Qayyem, un commandant des Brigades révolutionnaires de Raqqa qui se bat aux côtés des Kurdes :

« Avant les frappes aériennes, l'EI tenait des positions similaires à celles de maintenant, mais avec une plus grande force. Quand nous tuions 100 combattants, ils étaient immédiatement remplacés, en une journée, tout juste comme des fourmis. Maintenant leurs lignes d'approvisionnement sont coupées, leurs convois détruits. » (propos recueillis par Dominique Soguel, pour le CS Monitor).

Par ailleurs l'EI a, depuis le début d'octobre, investi 381 villages aux alentours et les tient toujours, alors que 200 000 réfugiés sont encore du côté turc. Mais avec la venue de l'hiver, près de 80 familles ont décidé de repasser la frontière, plutôt que d'affronter les rigueurs des températures dans les abris de fortune érigés à Suruç, où, notamment, le matériel médical et les médicaments manquent cruellement.

## IRAN : GRÈVE DE LA FAIM DE 33 JOURS DANS LES PRISONS D'OURMIA

**L**e 20 novembre, 29 prisonniers politiques kurdes ont entamé une grève de la faim dans la prison d'Ourmia. L'un d'eux a été transféré dès la première semaine dans la prison de Mahabad : Il s'agit de Mansour Arvand, détenu politique condamné, attendant dans les « couloirs de la mort ». D'après Human Rights Activists News Agency (HRANA), qui a pu obtenir les témoignages d'autres prisonniers, Mansour Arvand a été emmené dans son nouveau lieu de détention menotté, les pieds enchaînés et aveuglé d'un sac sur la tête. D'autres prisonniers ont fait l'objet de « mesures disciplinaires » se traduisant par diverses brimades et humiliations. Ainsi, les détenus politiques de la 12ème section ont été, le jour des visites, dénudés et fouillés par les gardiens. Un autre prisonnier, Mohammad Abdullahi, devait être transféré du quartier des politiques à celui des meurtriers, mais les prisonniers s'y sont opposés.

La revendication majeure de ces détenus est précisément d'être séparés des droits communs (où un « politique » sera toujours en danger d'être soumis à la loi des bandes criminelles et mafieuses). Le piquant de l'affaire est que par ailleurs, ces mêmes prisonniers de droit commun (meurtriers ou trafiquants de drogue) transférés chez les politiques, ont eux aussi signé une requête collective pour être réintégrés dans la section correspondant à leurs crimes ou délits (peut-être parce qu'ils peuvent y bénéficier de la protection ou du soutien de leurs propres réseaux et peut-être de conditions de détention moins dures).

Deux semaines après le début de la grève, les autorités menaçaient toujours de transférer les grévistes dans la section des Narcotiques ou dans des villes éloignées, ou bien de voir s'accélérer les procédures d'application des peines de mort pour une

dizaine d'entre eux. L'un des grévistes, Osman Moustafapour, a même été convoqué par le représentant du ministère du Renseignement, le 6 décembre, et un autre, Vali Afshari, par le chef des gardiens, afin de les persuader de mettre fin à cette grève.

La santé des prisonniers a commencé de se détériorer et le 7 décembre, Alireza Rasooli a été admis à l'hôpital de la prison, en raison de son état de faiblesse. Mais il a refusé les injections de serum par intraveineuse, malgré la gravité de son état. La condition physique de plusieurs autres prisonniers est aussi critique. Il est à noter qu'Alireza Rasooli, atteint d'un cancer, a aussi entamé cette grève de la faim parce qu'on lui refuse des soins médicaux adéquats, et ce refus de soins est récurrent parmi les plaintes des détenus.

Parmi les grévistes, figure aussi l'avocat de certains d'entre eux, Masood Shamsnezhad, qui a fini par être arrêté par les autorités iraniennes pour « collaboration » avec ses clients, alors que sa licence d'avocat lui a été retirée en 2013, après son emprisonnement. En 2011, Masood Shamsnezhad s'était aussi porté candidat pour les élections parlementaires, mais le Conseil des Gardiens de la Révolution, chargé d'examiner les dossiers de tous les candidats afin de les autoriser à participer ou non aux élections, avait rejeté sa candidature. C'est deux ans plus tard, le 9 mai 2013, qu'il a été arrêté et emmené à la prison d'Ourmia accusé de propagande contre le régime (notamment pour avoir accordé plusieurs entretiens à des journaux kurdes à l'étranger), pour diffusion de « fausses informations » et appartenance à divers groupes d'opposition.

On est sans nouvelle de certains détenus transférés, comme Salman Khalipour, envoyé à Kermanshan, détenu au secret et avec qui sa famille n'a plus aucun contact.

Le 18 décembre, le chef de la prison a promis aux détenus d'accéder à leurs demandes « une fois qu'ils auraient cessé leur grève » ce que ces derniers ont refusé. Le 21 décembre, au 32e jour de grève, les autorités iraniennes se sont montrées résolues à en finir avec le mouvement et des forces spéciales se sont déployées autour de la prison, prêtes à intervenir, à l'issue d'une rencontre entre le Conseil national suprême de la Sécurité, les services de renseignements (Itlaat), le Département de la police et le gouverneur d'Ourmia. Les participants ayant conclu qu'il fallait mettre un terme à cette grève par tous les moyens, les détenus ont été agressés et menacés. Mais les prisonniers n'ont pas renoncé à leur mouvement et au 24 décembre, un rapport de Human Rights Activists News Agency faisait état de 13 d'entre eux dont l'état de santé était critique. Deux d'entre eux, Ali Ahmad Soleymani et Khazar Rasoulizadeh ont été emmenés à l'hôpital de la prison mais ils ont refusé tout sérum.

Enfin, le 25 décembre à 11 heures du soir, les 27 prisonniers de la section 12 ont cessé leur mouvement, après 33 jours de grève de la faim, alors que les autorités ont enfin accédé à leurs demandes, comme l'un d'eux l'a confirmé à HRANA :

« Les autorités de la prison ont promis d'accéder à toutes nos demandes et ont transféré 32 prisonniers apolitiques de la section 12, tandis que 13 politiques sont venus. Il reste cependant 20 prisonniers apolitiques dans la section 12 et la règle qui veut la « séparation des crimes » n'est pas encore entièrement appliquée ». Mais d'après lui, les autorités de la prison ont promis que la section 12 serait uniquement réservée aux politiques. Le seul détenu à continuer de refuser de s'alimenter est Alireza Rasooli qui n'a toujours pas reçu de traitement pour son cancer.

## WASHINGTON : LE PDK ET L'UPK ENFIN RAYÉS DE LA LISTE DES ORGANISATIONS TERRORISTES

**L**e 13 décembre, il était annoncé dans la presse que le Parti démocratique du Kurdistan, dirigé par Massoud Barzani, et celui de l'Union patriotique du Kurdistan, dirigé, au moins nominalement, par Jalal Talabani, ne figuraient plus sur la liste des organisations terroristes établie par les États-Unis. La nouvelle a été confirmée le jour même par Brett McGurk, le vice-secrétaire d'État américain pour l'Irak et la Syrie, via son compte twitter : « Le congrès a adopté le NDAA (National Defense Authorization Act) avec une disposition retirant l'UPK et le PDK de la liste des organisations désignées en vertu des lois américaines sur l'immigration. Cette

désignation injuste compliquait les procédures de visas pour beaucoup de Kurdes désireux de visiter les États-Unis. »

Alors que ni le PDK ni l'UPK n'ont jamais eu recours au terrorisme, que ce soit en Irak ou dans le reste du monde, ils avaient été tous deux placés sur cette liste noire en 2001, dans le cadre du Patriot Act, en tant que « groupe terroriste de niveau III » (Al Qaeda et EI étant de niveau I). Le climat de paranoïa sécuritaire suivant les attentats du 11 Septembre avait qualifié de « terroriste » tout mouvement d'opposition armée dans le monde même s'il s'agissait de groupes considérés comme des amis ou alliés des USA.

En février 2014, le président Massoud Barzani avait refusé de se rendre dans ce pays pour y rencontrer Obama, tant que les deux principaux partis du Kurdistan figuraient encore sur cette liste noire. En avril 2014, les deux sénateurs Robert Menedez et John McCain ont présenté un projet de loi pour en rayer les deux partis kurdes.

Selon Kamal Kirkuki, ancien président du parlement d'Erbil et un des hauts cadres du PDK, cette disposition va faciliter le soutien armé des États-Unis aux Kurdes, dans leur lutte contre Daesh et permettre à de nombreux Kurdes de se rendre aux États-Unis sans encourir le risque d'un refus arbitraire de visa.

---

## STRASBOURG : LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU KURDISTAN OBTIENT UN SIÈGE AU PARLEMENT EUROPÉEN

**L**e Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak a obtenu un siège d'observateur pour son représentant au Parlement européen dans toutes les sessions concernant les questions du Moyen-Orient.

Dlawar Azhgevi, le représentant du GRK pour l'Europe, a expliqué au journal Basnews que c'était un souhait de longue date, de la part des officiels du GRK et que finalement, le département du Protocole et les dirigeants du Parlement européen ont accédé à leur souhait.

Ces derniers mois, en raison de la crise irakienne et de l'aide humanitaire et militaire que reçoit le GRK, ses officiels ont été invités de nombreuses fois par le Parlement de l'UE pour débattre des questions régio-

nales et surtout de la guerre contre l'État islamique. Les liens et les relations entre les Kurdes et les États-membres de l'Union européenne sont ainsi renforcés et les rencontres diverses sont quasi mensuelles.

Le 23 décembre, Federica Mogherini, qui dirige les Affaires européennes au sein de l'UE, s'est ainsi rendue à Erbil, après avoir atterri en Irak le 22, où elle a rencontré le président irakien Fouad Massoum, le Premier Ministre Hayder al-Abadi et le ministre des Affaires étrangères Al-Jaffari, ainsi que le président du Parlement, Ibrahim al-Jabouri.

À Erbil, Federica Mogherini a rencontré le président Massoud Barzani et son Premier Ministre, Nêçirvan Barzani. Dans une conférence de pres-

se conjointe avec le président kurde, elle a mis l'accent sur le « combat commun » des Kurdes et de l'UE contre l'État islamique et a déclaré « très positive » la vision que l'Europe avait du GRK en assurant que l'envoi d'une aide militaire et humanitaire allait se poursuivre, se disant « reconnaissante » de l'accueil que les Kurdes faisaient aux réfugiés.

Mais abordant la question du référendum souhaité par les Kurdes concernant leur indépendance, Federica Mogherini a estimé que l'UE croyait que la puissance et la force de l'Irak « étaient dans son unité ». À cela, Massoud Barzani a répondu que la Région du Kurdistan avait droit à l'indépendance et que c'était au peuple du Kurdistan de se prononcer.

---

► Kirkouk, passée sous contrôle des forces militaires kurdes au mois de juin, fait partie des « territoires disputés » entre le gouvernement central irakien et la région autonome du Kurdistan irakien.

► Le gouvernement irakien et la région autonome du Kurdistan ont conclu mardi un accord sur les exportations pétrolières

et le déblocage de la part dévolue aux Kurdes dans le budget national.

► Au sud de la ville, combattants kurdes, milices chiites et forces gouvernementales tentent de regagner du terrain face à Daech.

● Une partie des déplacés arabes fuyant les zones de combats affluent en direction de Kirkouk, sous contrôle kurde depuis le mois de juin.

● Les autorités kurdes redoutent les infiltrations de djihadistes et une modification de l'équilibre démographique dans les « territoires disputés ».

#### KIRKOUK

De notre envoyé spécial

Rashad Bridge, un pont sur la route de Tikrit, à 20 km au sud-ouest de Kirkouk. Le drapeau rouge, blanc et vert du Kurdistan flotte au-dessus du remblai et des sacs de sable. De l'autre côté, le drapeau noir imprimé de caractères blancs de l'« État islamique ». Une quarantaine de mètres séparent les combattants kurdes des djihadistes sunnites.

Depuis le mois d'août, les peshmergas tiennent cette position, deux

# Dans la province de Kirkouk, la Jérusalem kurde



à trois kilomètres sur une ligne de front, de part et d'autre du canal. « Il ne se passe pas une semaine sans combats ou accrochages », affirme Zvar Tofiq Tattar, 48 ans, chef d'un détachement d'environ 300 hommes chargé du secteur.

Du côté de l'ennemi islamique, un grand panneau vert indique l'entrée dans Maryam Bag, un village arabe sunnite avec ses maisons en pisé. « La population soutient Daech », précise le commandant. Ses habitants appartiennent à la tribu des Al-Obaidi, une des trois principales tribus arabes sunnites de la région. Du temps de la présence militaire américaine, leurs cheikhs se plaignaient de l'administration de Kirkouk dominée par les Kurdes, accusés de confisquer des terres arabes et de leur couper l'eau d'irrigation pompée dans le canal.

Drôle de guerre sur la frontière de plus de mille kilomètres qui sépare en deux l'Irak, du nord-ouest, aux confins de la Syrie et de la Turquie, au sud-est, jusqu'à la ville de Khanaqin, proche de la frontière avec l'Iran.

En juin dernier, après la chute de Mossoul, les Kurdes ont sauté sur l'occasion pour s'emparer de Kirkouk, la « Jérusalem kurde », et ses champs de pétrole, dont ils disputaient depuis plusieurs années le contrôle au gouvernement de Bagdad.

Au nord-ouest de la ville, Wasta Rasul, commandant des forces peshmergas, a établi son quartier général sur la base K1, évacuée en juin par l'armée irakienne sous la pression kurde. Les peshmergas se sont emparés des équipements militaires avant de laisser piller les installations par les habitants kurdes des localités voisines. Après leur déroute face à l'organisation « État islamique », combattants kurdes, milices chiites et forces gouvernementales tentent de regagner du terrain avec le soutien aérien de la coalition dirigée par les États-Unis.

Sur la route de Bagdad, un chaquet de points de contrôle, d'enclaves et de poches marque une zone grise où coexistent, dans un mélange de coopération et de concurrence, peshmergas et miliciens chiites. Chardaghli, Brawchli et Karanaz, trois villages turkmènes chiites dans le gouvernorat de Salah Ad-Din, à une vingtaine de kilomètres au sud de Kirkouk, occupés par Daech entre le 17 juin et le 20 septembre, ont été systématiquement pillés et incendiés avec la participation d'une partie des habitants de Albu Hassan, Sulaiman Bek et Hucher, trois villages arabes sunnites voisins.

À Brawchli, un village d'environ



2 000 habitants, 22 personnes sont mortes, des hommes, des femmes et des enfants, fauchés par des tirs de snipers alors qu'ils tentaient de s'enfuir, surpris par les premiers tirs de mortier au milieu de la journée. Les autres ont marché jusqu'à Taza Khurmatu, une localité sous contrôle des forces kurdes, avant de rejoindre Kirkouk. ●●●

●●● Après leur départ, leurs voisins sunnites ont brûlé leurs maisons, mis le feu à leur blé et volé leur bétail. « Nos enfants fréquentaient les mêmes écoles et nous prenions l'eau du même réservoir », raconte Achour Hassan Ismail, un des rares habitants à être revenus dans le village, libéré le 20 septembre par des miliciens chiïtes. « Nous n'avions ni querelles ni problèmes. Ils nous ont trahis sans raison et il sera très difficile de leur pardonner. »

Des carcasses de voitures incendiées encombrant les ruelles à moitié désertes. Derrière les murs, recouverts de graffitis anti-chiïtes de Daech, des maisons saccagées, noircies de fumée, les ruines d'une mosquée dynamitée. « Nous n'avons ni électricité, ni fioul, ni aide alimentaire : le gouvernement nous ignore totalement », déplore Abou Moqtad, commandant de la brigade locale des Saraya Al-Salam (« Brigades de la paix », en arabe), la milice du chef chiïte Moqtada Al Sadr, censée assurer la sécurité des trois villages « libérés ».

Par peur de représailles, de nombreux habitants des trois villages voisins - arabes sunnites - avaient pris la fuite, sans attendre la contre-offensive des opposants à Daech. Au mois de septembre, les milices chiïtes ont pillé et détruit à leur tour les villages sunnites qui avaient « aidé » les combattants de Daech dans l'attaque contre les villages chiïtes. Yengija et Bastamli, deux villages turkmènes sunnites qui avaient également collaboré avec Daech ont été détruits.

Selon des témoignages recueillis par Human Rights Watch, les milices chiïtes ont réservé le même traitement à une vingtaine de villages des

environs et des dizaines d'autres plus au sud, autour de Tuz Khurmatu et Amerli, tous vidés de leurs habitants sunnites. Coincées dans un no man's land entre peshmergas, milices chiïtes et djihadistes de Daech, des centaines de familles, souvent déplacées plusieurs fois en fuyant les zones de combat, vivent dans des abris improvisés, sans accès à l'aide humanitaire.

Objectif de ces destructions systématiques, pratiquées par les deux camps, au gré de leurs offensives ? Empêcher les résidents de revenir, un nettoyage « ethnique » féroce dans ces régions mixtes où coexistaient sunnites et chiïtes.

Aux portes de Kirkouk, les peshmergas et la police kurde filtrent les entrées. Des familles arabes sont mises de côté aux barrages, sommées d'attendre ou de rebrousser chemin. Les déplacés continuent à affluer dans la province qui en a déjà accueilli entre 120 000 et 372 000, selon les estimations. Certains tentent de remonter jusqu'à Kirkouk, considérée comme plus sûre.

Les autorités kurdes ne redoutent pas seulement des infiltrations de djihadistes de Daech. Un afflux important de population arabe risquerait de remettre en cause l'équilibre démographique entre les communautés dans les « territoires disputés ». En ville, la tension monte, une peur de l'autre parfois irrationnelle, exacerbée par la rhétorique identitaire.

« Je n'avais jamais vu ça à Kirkouk », raconte Nermin, une enseignante kurde. *Les marchés sont remplis de gens de Mossoul et Tikrit, des femmes qui portent le niqab (voile intégral). Parmi ces déplacés, il y a des familles Daech. Des combattants ont mis leurs femmes et leurs filles à l'abri. »*

Les Arabes sunnites, locaux ou déplacés, se plaignent de discrimination. « Nous sommes considérés comme des terroristes présumés », affirme Mehdi Saleh, un homme politique sunnite. *Les sunnites ont manifesté pacifiquement pendant plus d'un an pour réclamer leurs droits.*

*Le gouvernement les a ignorés. C'est ce qui a fait le succès de Daech. Nous avons dirigé le pays pendant quatre-vingts ans et nous n'accepterons jamais d'être marginalisés. »*

Pour l'heure, la priorité est à la confrontation avec l'ennemi venu de l'Ouest. Peu d'habitants regrettent la présence des forces irakiennes, réputées pour leur corruption, leur brutalité et leurs arrestations arbitraires. « Nous préférons les Kurdes à l'armée de Maliki », affirme Ramzi, un résident arabe, en référence à l'ancien premier ministre irakien, bête noire des sunnites.

« La question clé, c'est de s'entendre sur l'après-Daech », souligne Ahmed Abdullah Askari, membre kurde du conseil provincial de Kirkouk. *L'Irak est divisé de facto en trois parties : le Kurdistan, le "Chiïstan" et le "Sunnistan", en grande partie contrôlé par les djihadistes. Si on veut mettre fin au conflit, il faut se mettre d'accord sur un partage des richesses entre Kurdes, chiïtes et sunnites. »*

FRANÇOIS D'ALANÇON

## REPÈRES KIRKOUK, UNE VILLE DISPUTÉE

- Kirkouk compte environ 1 million d'habitants, une ville à la fois multi-ethnique (Kurdes, Turkmènes, Arabes) et multiconfessionnelle (sunnites, chiïtes, chrétiens, yézidis). Au moins la moitié des habitants sont des Kurdes. Entre 1979 et 2003, le régime de Saddam Hussein a déplacé plus de 300 000 Kurdes pour « arabiser » la population avec des chiïtes du sud du pays et des sunnites de l'Anbar. Depuis la chute du régime en 2003, près de 350 000 Kurdes sont retournés à Kirkouk.
- Pour les Kurdes, Kirkouk et ses champs de pétrole font partie du Kurdistan, tout comme l'ensemble des « territoires disputés » entre le gouvernement central et le gouvernement régional du Kurdistan, qui s'étendent vers le sud jusqu'aux provinces de Salah Ad-Din et de Diyala.
- Les Turkmènes s'opposent à l'incorporation de Kirkouk au Kurdistan irakien et demandent l'octroi d'un statut spécial de région autonome à la province.
- Les Arabes souhaitent le maintien de Kirkouk sous le contrôle du gouvernement central.

## PAROLES

**GÉRARD CHALIAND**, géopolitologue, spécialiste des conflits armés  
« Les Kurdes irakiens restent divisés »

« Les relations entre Bagdad et Erbil s'améliorent. Mardi, le gouvernement irakien et les autorités du Kurdistan irakien ont conclu un accord sur les exportations de pétrole, le déblocage de la part dévolue au gouvernement régional kurde dans le budget national, ainsi que sur la prise en charge par le budget de la défense des salaires et de l'équipement des peshmergas, les forces armées kurdes. De nombreux problèmes restent toutefois en suspens, en particu-

lier la question des "territoires disputés", dont Kirkouk et ses champs de pétrole, aujourd'hui sous contrôle militaire kurde. Les Kurdes irakiens restent divisés et peuvent rater la chance historique de s'unir à la faveur de la menace commune représentée par Daech. Les ressentiments, les calculs des dirigeants, les pesanteurs sociologiques et le poids des interférences de l'Iran et de la Turquie pèsent dans ce sens. »

RECUEILLI PAR FRANÇOIS D'ALANÇON



Distribution de nourriture pour les réfugiés yézidies à Dohouk, en septembre.  
PHOTO ARI JALAL. REUTERS

A Dohouk, au Kurdistan irakien, «Libération» a rencontré deux femmes yézidies qui ont fui la captivité et les abominations des hommes de l'Etat islamique.

# «Le but de Daech était de ne laisser aucune fille vierge»

Par **CÉLIA MERCIER** Envoyée spéciale à Dohouk (Kurdistan irakien)

«**L**es hommes du califat ? Ce ne sont pas des êtres humains, ce sont des bêtes !» s'écrie Adar (1) en tordant nerveusement ses doigts sur sa robe de velours noir. La petite maison délabrée de Dohouk, au Kurdistan irakien où elle est réfugiée, donne sur une cour de terre battue, avec quelques poules déplumées, où les gamins jouent pieds nus, le visage couvert de mouches. C'est au moins un toit sur leur tête, avec l'hiver mordant qui est déjà là. Et surtout, c'est la liberté.

Adar dit avoir 35 ans, mais elle n'en est pas sûre, en fait elle n'a pas vraiment idée de son âge. Elle habitait avec sa famille dans un village du district de Sinjar, une région pauvre et aride où vit depuis des siècles la plus grande communauté yézidie d'Irak. Le yézidisme, sans doute l'une des premières religions monothéistes du monde, trouve ses racines dans la Perse ancienne, et ses fidèles prient face au soleil, symbole de la lumière divine. Mais depuis l'islamisation de la région au VII<sup>e</sup> siècle, les yézidies ont été persécutés et considérés par les musulmans comme des adorateurs de Satan, à cause d'une interprétation erronée de

## REPORTAGE

## LES YÉZIDIS

Cette communauté (environ 500 000 personnes en Irak) professe une foi vieille de plus de 4 000 ans et a des racines communes avec le zoroastrisme, la religion de la Perse antique. Ils croient en un Dieu unique qui a créé le monde avec sept anges dont Malek Taous, représenté par un paon.



leurs croyances. Cette communauté paisible était une proie idéale pour les fanatiques du califat, qui ont entrepris de détruire toutes les minorités locales...

Début août, les combattants de Daech (l'acronyme arabe de l'Etat islamique) déferlent sur Sinjar dans leurs SUV, équipés d'armes lourdes prises à Mossoul. Face à eux, des peshmergas (combattants kurdes) peu nombreux et mal armés, surpris par cette offensive éclair. Certains de leurs généraux désertent et les villageois se trouvent livrés en pâture aux jihadistes. Sous un soleil de plomb, des dizaines de milliers de yézidies fuient alors dans les montagnes. Elles deviendront, pour beaucoup, un tombeau.

«**RIZ MOISI**». Encerclés dans leurs villages, ceux qui n'ont pu s'échapper à temps seront exécutés ou capturés comme «butin de guerre». Adar raconte : «Les hommes de Daech ont entassé tous les habitants de mon village dans des bus à destination de la Syrie. J'étais enceinte de neuf mois, j'étais avec mon mari et mes cinq enfants. Nous sommes arrivés près d'Alep, et là-bas, ils nous ont enfermés dans une école, ils ont pris tous nos bijoux, notre argent, nos pièces d'identité. On nous donnait à manger du riz moisi et de l'eau sale à boire. Les hommes de Daech, avec parmi eux des étrangers aux cheveux longs, menaçaient de nous tuer si nous ne nous convertissions pas à l'islam. Terrorisée, j'ai accepté. Mais dans mon for intérieur, je récitais mes prières yézidies.»

En captivité, Adar accouche d'une petite fille. «Je l'ai baptisée d'un prénom kurde qui signifie "celle qui s'est enfuie"», sourit-elle. Le septième jour, les hommes et les femmes sont séparés, «ils ont emmené mon mari et mes fils aînés». Les femmes sont envoyées à Mossoul, dans une maison derrière une

grande mosquée. «Nous avons demandé où étaient nos hommes, les geôliers nous ont répondu qu'ils les avaient tués et enterrés au bulldozer. Puis ils nous ont à nouveau triées; les femmes mariées d'un côté et les jeunes filles de l'autre. J'ai donné mon bébé à ma nièce, pour faire croire que c'était le sien. Mais cela n'a pas marché. Ils avaient fait venir un docteur de Tal Afar pour vérifier que les filles étaient vierges.»

**ESCLAVES**. «Des hommes venaient par groupe de dix ou quinze pour choisir des filles, ils disaient qu'ils allaient les garder pour eux et ensuite les revendre. Leurs chefs sont passés les premiers et ont choisi les plus belles. Les femmes se frottaient le visage avec du charbon pour cacher leur beauté et elles ne prenaient pas de bains pour être sales. Mais cela ne servait à rien.

Ils emmenaient même des fillettes de dix ans.» Adar raconte, en larmes, comment, le quatrième jour, on lui a arraché sa fille aînée : «Elle s'agrippait à ma robe en pleurant... Ils l'ont emmenée de force... Les filles qui avaient été choisies hurlaient, ils les traînaient par les cheveux, certaines appuyaient l'arme de leurs géoliers sur leur front en demandant qu'on les tue... L'une d'elle a demandé la permission d'aller aux toilettes. Là, elle s'est pendue avec son voile à un crochet de métal». Quelques jours plus tard, deux adolescentes sont ramenées dans le bâtiment, «elles nous ont dit ce qu'ils leur avaient fait, que c'était des monstres, elles voulaient se tuer dès qu'elles en auraient l'occasion».

Dans une culture où la virginité des filles est considérée comme l'honneur d'une famille, les fanatiques s'acharnent sur les jeunes yézidies. «C'est simple, ils ont violé quasiment toutes les femmes», raconte une jeune activiste de Dohouk. Leur but était de ne laisser aucune fille vierge, et ils ont pris aussi les femmes mariées qui leur plaisaient. Elle a enregistré de nombreux témoignages d'anciennes «esclaves», toutes traumatisées.

Un long travail de documentation des crimes de l'Etat islamique a été entrepris par plusieurs organisations. Le gouvernement kurde entend faire reconnaître un jour le génocide des yézidis devant la Cour pénale internationale de La Haye. Dans son magazine de propagande, *Dabiq*, l'Etat islamique, lui, se targue d'avoir mis en esclavage ses prisonniers : «Les yézidis sont vendus par nos soldats, tout comme les infidèles étaient vendus par les compagnons du Prophète.»

Adar parviendra à s'échapper avec ses enfants. Après Mossoul, elle est emmenée dans un village près de Tal Afar, où les femmes sont enfermées dans des maisons chiites désertées. Là-bas, les hommes viennent à nouveau se servir. «Un soir, nous avons décidé de nous évader, la porte était ouverte, il n'y avait pas de gardes.» Commence alors une fuite éperdue, avec six autres femmes et une dizaine d'enfants : «La nuit, on marchait, la journée, on se cachait dans des vallées. On a croisé un campement de nomades arabes, ils tiraient des balles au-dessus de nos têtes. Ils nous ont dit de déguerpir sinon ils nous ramèneraient à Daech. On a supplié leurs femmes de nous donner de l'eau pour nos enfants. Elles ont

accepté et nous sommes reparties.» Les femmes se relaient pour porter les petits. Le troisième jour, elles arrivent dans la montagne et seront secourues, mais l'un des enfants, épuisé et malade, agonise. Adar essuie ses larmes. «Nous sommes toujours sans nouvelles d'une vingtaine de personnes de notre famille.»

**RÉCHAUD.** Hana (1), elle, dort dans un grand bâtiment en construction, ouvert aux quatre vents. Un abri de fortune pour quelques dizaines de familles, dans cette région où survivent désormais plus de 500 000 déplacés. Bientôt, les travaux doivent reprendre dans le bâtiment et les familles devront se trouver un autre toit. Des camps de tentes ont été montés dans les faubourgs de la ville de Dohouk, mais ils accueilleront en priorité les déplacés hébergés dans les écoles, afin d'assurer la rentrée scolaire. Dans l'abri d'Hana, une bâche en plastique fait office de mur, un tapis a été jeté au sol, et un petit réchaud lutte avec le froid glacé de la nuit.

Hana a 16 ans. La semaine dernière, elle a voulu sauter du dernier étage du bâtiment, mais son oncle est arrivé à temps. Une heure

**«Les filles qui avaient été choisies hurlaient, ils les traînaient par les cheveux, certaines appuyaient l'arme de leurs géoliers sur leur front en demandant qu'on les tue.»**

**Adar 35 ans, ex-captive de l'Etat islamique**

après, elle se jetait sous les roues d'une voiture. Elle a été récupérée couverte de sang et de boue. Hana venait d'apprendre que son grand frère avait été exécuté par les soldats de l'Etat islamique. Un voisin de son quartier avait posté la photo sur Internet. On y voit le jeune garçon allongé sur le sol, les mains attachées dans le dos, la tête dans une mare de sang. «Je le vengerai», murmure-t-elle. Elle porte une robe et un voile noirs, la tenue de deuil.

«Le 3 août, un ami yézidi nous a prévenus que Daech encerclait notre village, raconte-t-elle. Cela ne servait à rien de fuir dans la montagne.

Nous avons attendu, terrés dans notre maison. Ils sont entrés, ils ont emmené mon grand frère. Ma mère et moi, ils nous ont fait monter avec d'autres prisonniers dans un bus jusqu'à Tal

Afar. Là-bas, on nous a mis dans une école, il n'y avait que des femmes, c'était bondé. Ils ont mis les filles de 10 à 30 ans à part. Je les suppliais de me laisser avec ma mère, mais ils répondaient : «On vous emmène dans un meilleur endroit.» Elles sont emmenées en bus à Mossoul. «On nous a enfermées dans une grande maison. Le premier jour, leur chef est venu avec quatre hommes. Ils ont choisi les plus belles filles, et même une femme mariée qui avait un petit garçon. La maison était entourée de gardes, il était impossible de s'enfuir. Ensuite, on nous a vendues à un autre chef. J'étais enfermée dans une maison avec cinq filles, les hommes venaient nous violer le soir. Puis, j'ai appris qu'on allait me revendre à un Syrien.»

**GRIFFES.** Hana décide de s'enfuir avec une amie. «Nous avons volé un portable qui chargeait dans la cuisine et nous sommes parties en courant dans les bois pendant que les hommes dinaient. Ils nous ont tiré dessus, mais nous avons continué, nous avons couru toute la nuit. Nous étions poursuivies par une meute de chiens errants, ils étaient attirés par l'odeur des cadavres qui pourrissaient dans les villages.» Les jeunes filles finissent par atteindre les montagnes et sont secourues par un chef de leur communauté.

Depuis deux mois, le gouvernement du Kurdistan irakien tente de sortir les yézidis des griffes de l'Etat islamique. Il aurait déjà dépensé 1,5 million de dollars (1,2 million d'euros) pour récupérer 250 prisonniers, hommes, femmes et enfants, souvent grâce à l'aide de tribus arabes sunnites. Dans son bureau de Dohouk, un fonctionnaire, qui souhaite rester anonyme, assure : «Nous n'avons pas de contact direct avec Daech, nous payons des intermédiaires. Parfois, lorsque des femmes parviennent à s'enfuir, nous envoyons aussi quelqu'un pour les ramener ici en sécurité. Notre seule priorité, c'est de les sauver.» Il resterait encore entre 2000 et 3 000 yézidis esclaves du califat. ◆

(1) Les prénoms ont été changés.

## En août, l'Etat islamique a lancé une offensive dans la région des monts Sinjar,

où vit une grande partie de la communauté des Kurdes yézidis. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont fui vers la montagne. Considérés comme des «adorateurs du diable» et des païens par les islamistes, les yézidis savent n'avoir aucune merci à attendre des jihadistes.

## FRAPPES IRANIENNES

Des avions de combat iraniens F4-Phantom ont effectué des frappes en Irak contre l'Etat islamique dans la région de Diyala. Al-Jezira a montré ces bombardements qui, pour la première fois, ont été confirmés de source américaine. Le Pentagone nie toute coordination avec Téhéran.



DECEMBER 3, 2014

# Syrian Kurdistan's Kobani: scenes of devastation on every side

By Nick Paton Walsh, CNN  
December 3, 2014

**Kobani, Syria (CNN)** — When violence swallows a city as wholly as it has Kobani, as in so many of Syria's mottled cities, the fight becomes about who wins, rather than what is left for the victor.

Its streets have been so ground down to the bone, that the prize -- so small but so intensely fought over -- is now unrecognizable.

Every time you open your eyes in Kobani, you see the damage.

There are people still there, but it is hard to gauge how many. Food is scarce, as is fuel for heat. And day and night, indiscriminate, homemade mortars rain down on Kurdish homes -- ISIS borrowing a technique, it seems, from the Syrian regime, and using domestic gas canisters and junk metal to kill or maim civilians.

You can hear the clank of these metal shards bouncing on the street outside as you try to sleep.

Airstrikes by the U.S.-led coalition against ISIS -- often three thuds in rapid succession -- shake the very ground you are lying on. They have held ISIS back, but not enough for the Kurds.

From what we saw, the front lines appear much more toward the city's center than some Kurdish advocates would suggest. To the city's west, too, ISIS fighters are nearer than sometimes advertised. This is a fight that is still in the balance.

To the city's east is the most hotly contested front line. We are led there by Meedy Raqqa, the pseudonym of a 22-year-old Kurdish female fighter.

In a testament to the egalitarian way the Kurds live, she is this unit's commander. She has been fighting ISIS for two years -- almost since the Sunni extremist group's beginning.

ISIS fighters have been as close as five



Kobani town in Syrian Kurdistan.  
Photo: CNN

yards away from her. She has lost friends here, but also made them.

### 'I RESIST TO AVENGE THEIR DEATH'

"I lost a lot of friends in this war and I resist to avenge their death," she tells me. "No matter the destruction in Kobani, it can be built again -- the important thing is to destroy this strange enemy that entered our land."

The hardest loss to bear is that of her closest friend Reeban early this year. The Kurds have been fighting a lot longer than coalition airstrikes have been falling.

"I lost my best friend eight months ago. She killed herself to save her friends and the injured around her," Raqqa said.

"These are the difficult moments that we live, but I told you we gain strength from these martyrs. They are difficult moments that make you do more to avenge their death to make her dreams come true. The road she began, you finish."

The death itself was heroic and chilling. Reeban was surrounded but also injured. Her fellow fighters were too. They had used all their ammunition.

"Reeban pulled back the injured. She advanced while injured and then ISIS surrounded her. Girls are very prized by ISIS. She blew herself up. She killed a lot of them with her. Her last words to me were: 'We will



liberate our land with the last drop of blood in my body."

### Breaking the rules

Amid all the machismo war usually generates, it is jarring to see the defense of this city performed by women in theirwww.Ekurd.net early 20s. They are very emotionally in touch with each other, often hugging -- the polar opposite of ISIS' world-view.

"Kurdish women's resistance will show the world a new history of women in which (women) can break all the rules that have no real basis in customs or traditions," said Raqqa.

### BUT FIRST, THE FIGHT FOR KOBANI.

She leads us through a series of holes made in the walls of buildings rendered skeletal by the fighting in the east.

One official called the city "Kobanigrad," after the city whose people and essence the Soviet Union's Joseph Stalin sacrificed to make a point.

### SCAVENGED, AGING WEAPONS

It is hard to know what will be left to celebrate once the fighting ends, but up on the gun position she takes us to, the intensity of the battle remains clear.

Heavy machine guns try to hit ISIS in the rubble. ISIS fighters lie dead in the no-man's land between the two front lines -- distant in their decay from the glorious death of which ISIS propaganda often talks.

One navy machine gun jams repeatedly. This is a war the Kurds are still fighting with aging, scavenged weapons, even though pinpoint munitions fall from coalition jets onto their common enemy. Their fighters' repeated plea is for better weaponry.

Across no-man's land, you can hear ISIS call out "Alla-u-akhbar," God is the greatest -- the group's common rallying cry.

The Kurds, also Muslims, mock it gently. Their two views of civilization are almost millennia apart, but now separated by a stretch of icy mud, increasingly smaller than they would like.



# Iraqi Government and Kurds Reach Deal to Share Oil Revenues

By TIM ARANGO  
December 2, 2014

**B**AGHDAD — The Iraqi government agreed Tuesday to a long-term accord with the autonomous Kurdish region to share the country's oil wealth and military resources in a far-reaching deal that helps reunite the country in the face of a bitter war with Islamic extremists.

The deal settles a long dispute between Baghdad and Erbil, the Kurdish capital in the north, over oil revenue and budget payments. It is also likely to halt a drive — at least in the short term — by the Kurds for an independent state, which appeared imminent this summer after a violent territory grab by the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

As the jihadists marched toward Baghdad in June, routing Iraqi Army forces, the Kurds took control of Kirkuk and its rich oil fields. And they intensified efforts to market Kurdish oil independently, arguing that the government had withheld payments to Kurdistan that were badly needed to keep up the fight against the Islamic State in the army's absence.

Now, Prime Minister Haider al-Abadi's government has agreed to pay the salaries of Kurdish security forces, known as the pesh merga, and will also allow the flow of weapons from the United States to the Kurds, with the government in Baghdad as intermediary.

"Now the priority really is to confront ISIS," Hoshiyar Zebari, Iraq's finance minister, said in an interview Tuesday after emerging from the cabinet meeting to complete the deal after several days of talks.

In reaching a deal, Mr. Abadi, who has been prime minister for less than three months, has further distanced his government from a legacy of bitter sectarian and ethnic division under his predecessor, Nuri Kamal al-Maliki. As the prime minister, Mr. Maliki deeply alienated the Kurds and enraged Iraq's Sunni Arab minority with his confrontational personality and policies that were seen as exclusive and abusive.

"The new team, under Abadi, is a cooperative team, a positive team," said Mr. Zebari, a Kurdish politician who was Iraq's foreign minister in the Maliki government.

With relations with Kurds now nominally mended, Mr. Abadi's Shiite-led government faces a tougher task, but a critical one, in reaching an accommodation with the Sunnis. Relations had grown so hostile in recent years that many Iraqi Sunnis welcomed Islamic State jihadists as their defen-



Under the deal between the central government and the Kurds, the Kirkuk region will provide 300,000 barrels of oil a day, with proceeds to be divided equally. *Andrea Bruce for The New York Times*

ders against the government and the Iranian-backed Shiite militias allied with it.

Reconciling Sunnis with the central government is widely seen as an essential step to retaking land from the Islamic State. Mr. Abadi has backed a plan, supported by the United States, to set up local National Guard forces that would fight alongside the Iraqi Army. But that plan has stalled, as have intermediate steps to arm Sunni tribes in the face of opposition by some Shiite factions. Those factions worry that the government would be raising a Sunni army that could then turn on the Shiites.

The oil deal, which put a final imprimatur on a temporary pact that was agreed to three weeks ago, also represented a significant victory for the United States, which has made a priority of pushing the Kurds and the central government to settle their political and economic differences.

American officials had expressed fear that if the two parties did not reach an arrangement, the country would break up, with the Kurds pushing forward on longstanding ambitions for independence.

On Tuesday, Secretary of State John Kerry, who was attending a NATO conference in Brussels along with Mr. Abadi, praised the agreement. "This has been a long time in coming, and it is a very significant step forward," Mr. Kerry said.

The deal also appeared to be a blow to the ambitions of Turkey, which had positioned itself as the savior of the Kurds by reaching deals during the impasse of the Maliki years in which the Kurds would export their oil and gas unilaterally through Turkey. Those agreements were considered illegal by Baghdad and the United States, and in recent months, tankers filled with Kurdish oil loaded at a Turkish port were sailing the

seas, unable to dock anywhere because potential buyers worried about lawsuits.

The rapprochement between Baghdad and the autonomous Kurdish region also appeared to validate one element of President Obama's strategy in confronting the Islamic State: the push for a more inclusive leader of Iraq. When the extremists swept into Mosul, Mr. Obama decided that Mr. Maliki had to go before the United States would ramp up its military efforts against the Islamic State.

After protracted negotiations and high political drama over the summer, with the United States and Iran playing major roles, Mr. Maliki was replaced by Mr. Abadi.

So far, Mr. Abadi has proved to be a more inclusive figure than Mr. Maliki, in style and substance. He has removed corrupt officials and military officers who were seen as loyalists to Mr. Maliki, and has reached out to Sunni Arab countries like Saudi Arabia that have historically been hostile to the Shiite-led government here. He has even reduced his salary and those of his ministers, in a bow to public anger over the compensation for lawmakers.

But by far, his biggest victory to date is the deal with the Kurds, which establishes what Kurdish officials see as a more equitable split of oil revenue and officially brings Kurdish oil operations back under the auspices of the central government.

Mr. Abadi's office released a statement Tuesday underscoring a simple philosophy at the heart of the complicated negotiations: "that Iraqi oil belongs to all Iraqis."

Under the deal, the Kurdistan region will provide 550,000 barrels of oil a day that will be sold through government channels, with the proceeds divided between Baghdad and Erbil. This includes 300,000 barrels a →

→ day from the disputed region of Kirkuk, which the Kurds took control over in June after the onslaught by the Islamic State forced the retreat of Iraq's Army.

At a time when oil revenue is so critical to Iraq, the unlocking of those oil shipments may actually have a temporarily negative effect for the country as a whole: With prices recently hitting a five-year low, adding more Iraqi oil to a glutted market may drive them

down even further, industry experts say.

The deal signed Tuesday also stipulates that Baghdad will permanently resume payments to the region — which had been halted under Mr. Maliki — that amount to 17 percent of the national budget, and another \$1 billion to pay for salaries and weapons for the pesh merga, who are on the front lines fighting ISIS, sometimes with Iraqi security forces and Shiite militias.

In a news conference here Tuesday,

Nechirvan Barzani, the Kurdish region's prime minister, alluded to the tensions of the Maliki era and praised Mr. Abadi.

"Abadi's desire to reach an agreement was motivational," he said. "We hope to turn this into a new chapter in the relations between Baghdad and Erbil, and we never accepted the threatening tone which was commonly used before." ■

Omar al-Jawoshy contributed reporting.



December 4, 2014

## Kirkuk bombing kills 21, wounding dozens more

By RUDAW  
4 december 2014

**KIRKUK, Kurdistan Region**—A double bombing in the city of Kirkuk Thursday evening killed 21 people and wounded dozens of others, local security officials said.

According to security officials the first bombing was carried out by a suicide bomber who blew himself up inside Salah Teashop in the Kurdish neighborhood of Shorija.

Health officials reported that around 30 people were wounded in the first attack, some

of them sustaining severe burns from the blast that also destroyed several vehicles.

Rudaw correspondent Halo Ahmed said "The suicide bomber had targeted the civilian crowd otherwise there are no party or government buildings in this neighborhood."

Many people rushed to the site of bombing and to Azadi hospital worried and looking for their relatives, he reported.

Ahmed said that two hours after the first attack a planted bomb exploded but didn't cause any casualties.

Shorija has been the target of at least four



deadly attacks in the past few years, killing scores of the neighborhood's Kurdish residents.

As part of tightening security measures, officials said that they have caught several suspected suicide bombers and militants in the city in recent days. ■



## Iraqi Kurdistan says oil exports could total 800,000 bpd next year

December 17, 2014 LONDON, (Reuters) -  
By Sam Wilkin and David Sheppard

**IRAQ'S SEMI-AUTONOMOUS Kurdistan Regional Government will ramp up oil exports in the coming months, moving it closer to economic self-sufficiency while it works to clinch a final deal with Baghdad on crude sales and revenue sharing.**

KRG natural resources minister Ashti Hawrami told a conference in London the Kurd's pipeline to Turkey could carry 800,000 barrels per day next year, including 550,000 bpd to be marketed by Baghdad under a first-stage deal reached this month.

The increase in exports from the north of the country, which are currently about half that amount, could exacerbate an oil glut that has helped to push benchmark Brent crude down 45 percent since June to a five-year low below \$60 a barrel.

Hawrami said he was "hopeful for the first time" the long-running dispute over independent Kurdish oil sales could be resolved due to a "big change in attitude" under the new Iraqi prime minister, Haider al-Abadi, who took office in September.

"The KRG will play its full role in helping Iraq to meet its energy export targets," in 2015, Hawrami said.

The two governments are yet to reach a final agreement on Iraqi Kurdistan's right to export oil independently, but Hawrami said the KRG would continue to sell a portion of its crude while negotiating the terms with Baghdad.

"We have set ourselves clear targets for self-sufficiency, so we will never again face the violence of economic threats and embargoes on our region."

Baghdad this year cut off Kurdistan's budget allocation in response to the autonomous region's decision to export oil unilaterally, a move it derided as smuggling. The KRG says its right to export oil is enshrined in the 2005 constitution.

The interim deal agreed this month restored the KRG's budget allocation in return for handing some Kurdish oil over to Baghdad.

Hawrami said he saw Kurdish-produced oil shipments on its pipeline to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan rising to 500,000 barrels per day (bpd) by the end of the first quarter of 2015 from current levels of around 400,000 bpd.

The KRG will give 250,000 bpd of Kurdish crude to the federal State Oil Marketing Organisation (SOMO) under the terms of a draft 2015 federal budget. Hawrami said Erbil would be a net contributor to Iraq's finances by the end of next year.

The KRG will market the remainder of its oil independently, Hawrami said. He added the KRG will also allow an estimated 300,000 bpd of crude from fields in the disputed province of Kirkuk to be exported through the KRG's pipeline under SOMO.

The pipeline, which has rapidly increased exports this year, is being expanded by new pumping stations, Hawrami said.

Baghdad's own pipeline from Kirkuk to Ceyhan is no longer operational because it runs through territory controlled by Islamic State fighters. ○

# L'Iran lance ses avions contre Daech

Les États-Unis qualifient de « positives » les premières frappes iraniennes menées dans l'est de l'Irak.

GEORGES MALBRUNOT  
gmalbrunot@lefigaro.fr

**MOYEN-ORIENT** Un mois à peine après avoir assuré le gouvernement de Bagdad que l'Iran mettrait « toutes ses capacités à la disposition de l'Irak » pour lutter contre les djihadistes de Daech, la République islamique a tenu sa promesse. Pour la première fois, des avions F-4 Phantom iraniens ont lancé ces derniers jours des raids aériens en territoire irakien voisin.

Les cibles visées dans la province frontalière de Diyala ne doivent rien au hasard. En investissant une partie de cette région dans la foulée de sa conquête de Mossoul et du « pays sunnite » à partir de juin, Daech (l'État islamique ou EI) a porté la menace à la frontière de l'Iran. Ces derniers mois, d'insistantes rumeurs ont même fait état d'infiltration d'éléments de Daech en territoire iranien.

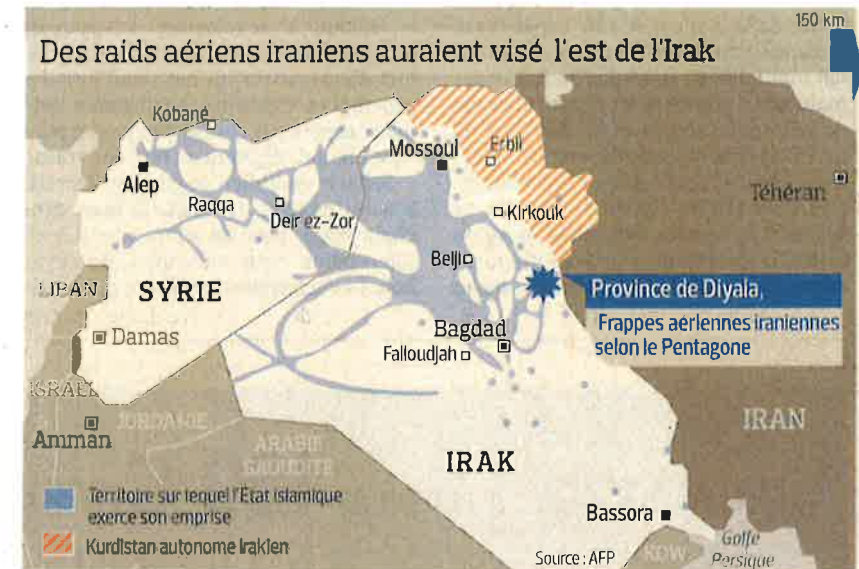
Sur des images diffusées par la chaîne qatarienne al-Jazeera, on distingue un F-4 apporter un appui aérien, le 30 novembre, aux forces irakiennes qui tentent de reprendre le contrôle de la ville de Sa'adiya, un bastion djihadiste dans le nord de la province de Diyala. Une semaine auparavant, le 23 novembre, les pechmergas kurdes, associés à l'armée et aux milices chiïtes, avaient réalisé d'importantes avancées territoriales contre Daech dans les districts de Sa'adiya et Jalula. Depuis, les pechmergas contrô-

« Le patron de la redoutée Force al-Qods supervise les combats depuis son hélicoptère »

UN EXPERT MILITAIRE

laient Jalula, tandis que l'armée et les milices cherchaient à sécuriser Sa'adiya. Mais de l'avis des spécialistes, la reconquête pleine et entière de ces zones ne pouvait pas se concrétiser immédiatement, car les combattants de Daech disposaient de nombreuses poches de retranchement. L'appui iranien a probablement été décisif. « Ces derniers jours, les forces irakiennes et les milices tentaient d'isoler les djihadistes dans les montagnes proches d'Hamreen », constate maintenant à Bagdad un expert militaire.

Ironie de l'histoire : les raids iraniens rappellent étrangement l'aide apportée



par les avions américains pour permettre à l'armée irakienne de regagner du terrain sur Daech plus à l'ouest, en « pays sunnite ». Mais le Pentagone, qui a révélé les frappes iraniennes tandis que le secrétaire d'État, John Kerry, les qualifiait de « positives », dément cependant toute coordination avec son ennemi chiïte. La Maison-Blanche a rappelé mercredi soir sa politique à cet égard : « Pas de coopération avec l'Iran. » « Il s'agit plus vraisemblablement de deux actions parallèles », souligne l'institut de recherche Jane's à Londres. Selon le Pentagone, Américains et Iraniens opéreraient dans deux zones d'intervention distinctes.

Une chose est sûre : ces premiers raids soulignent l'implication croissante de l'Iran dans le combat contre Daech en Irak. Téhéran, qui livra à Bagdad des Sukhoï Su-25 aux premiers jours de l'offensive djihadiste, ne se contente plus de fournir des armes aux combattants kurdes et d'envoyer des conseillers militaires à l'armée et aux milices chiïtes. À Bagdad, la présence du général Qassem Suleimani, le patron de la redoutée Force al-Qods, bras armé de l'Iran hors de ses frontières, n'est plus qu'un secret de polichinelle. « Il supervise les combats depuis son hélicoptère », affirme un expert militaire.

L'armée irakienne se révélant toujours incapable d'affronter seule les djihadistes, les États-Unis vont devoir de plus en plus composer sur le terrain avec la Force al-Qods, et pas seulement dans la défense de Bagdad ou des sites religieux chiïtes de

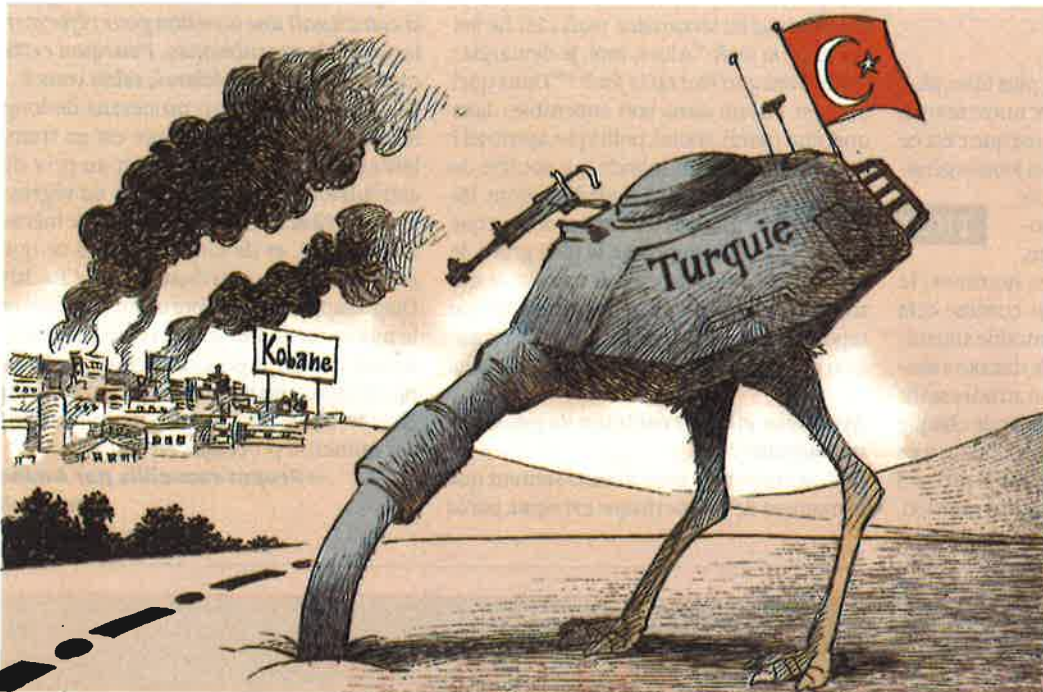
Nadjaf ou Kerbala. Ses hommes sont en première ligne dans la formation de milices chiïtes, l'un des principaux vecteurs de l'influence iranienne en Irak depuis la chute de Saddam Hussein. Pour mieux lutter contre Daech, certains stratèges iraniens souhaitent même fédérer ces milices (Hezbollah irakien, Asaeb al-Haq). D'autres veulent carrément copier le modèle iranien pour créer des pasdarans irakiens, sorte de garde prétorienne chiïte à partir notamment de la Force Badr, cette milice dirigée par l'ancien ministre des Transports, Hadi al-Améri, qui a repris ses habits de guérillero contre Daech. À Téhéran, cette dernière option est favorisée par ceux qui pensent qu'un Irak multiconfessionnel uni a définitivement vécu.

Si cet engagement iranien offre d'indéniables avantages à court terme, il présente toutefois un sérieux inconvénient en creusant le mécontentement de la minorité sunnite irakienne, traditionnellement hostile à Téhéran. « Lorsque les milices chiïtes entraînées par les Iraniens libèrent un secteur occupé par Daech, elles se livrent souvent à des massacres ou des destructions de maisons des sunnites, regrette un diplomate. Ce n'est pas ainsi que l'on va encourager les tribus sunnites à cesser de protéger Daech. » ■

KURDISTAN

# Harcelé et encerclé par ses voisins

Contrairement aux Arabes, aux Turcs et aux Iraniens, les Kurdes ne sont pas marqués par la haine de l'Occident. Leurs bourreaux ont toujours été les Etats moyen-orientaux.



—Al-Hayat Londres

Un point important échappe généralement aux Syriens arabes : les Kurdes, contrairement à la plupart des peuples d'Asie et d'Afrique, n'ont pas subi la colonisation. N'ayant pas eu d'Etat [au moment du partage de l'Empire ottoman, en 1919], ils ont une identité et une perception d'eux-mêmes qui ne sont pas marquées par une mémoire de colonisés. Les accords [franco-britanniques] Sykes-Picot [1916], qui ont divisé l'Orient arabe en plusieurs pays, ont également divisé le Kurdistan en le répartissant sur quatre pays. Mais cet argument, bien qu'à forte charge polémique, ne se traduit pas en réelle colère contre les puissances coloniales.

Certes il y avait des militants et des intellectuels kurdes qui, dans les années 1950-1970, prônaient l'anti-impérialisme, mais ces prises de position se situaient à un niveau idéologique, sans lien avec une expérience concrète. Certes les Kurdes ont participé à

la lutte contre la colonisation française en Syrie [1920-1943], le plus connu d'entre eux étant Ibrahim Hananou. Mais cette lutte se faisait sous la bannière de l'arabisme. Et même si en Irak, dans les années 1920, les premiers à subir les bombardements britanniques à l'arme chimique étaient les Kurdes, ces faits ont disparu de leur mémoire collective, ensevelis sous les événements ultérieurs.

La conscience arabe, au contraire, s'est constituée autour de l'expérience coloniale. Et ce d'autant plus que l'existence d'Israël est perçue jusqu'à aujourd'hui comme la persistance du fait colonial occidental au Moyen-Orient. Aussi l'Occident est-il considéré comme l'autre par excellence, par rapport auquel on se définit en opposition. Et, malgré le recul de l'arabisme, leur rapport à l'Occident reste extrêmement problématique, et l'hostilité à son égard tout ce qu'il y a de plus intact. Les Arabes syriens, et notamment les sunnites, qui sont le carburant de la révolution, nourrissent, à des

degrés divers, de la suspicion à l'égard de l'Occident. Cela va de la politique à la culture en passant par des aspects anthropologiques, de l'actualité à l'histoire ancienne – le rejet occidental de l'islam contribuant à son tour à entretenir la polarisation.

**Dominés.** Tel n'est pas le cas des Kurdes, qui n'ont pas de raison particulière de détester l'Occident. Ce qui se rapproche le plus d'une expérience coloniale pour eux est le fait d'être dominés par d'autres groupes ethniques : Arabes, Perses, Turcs. Cette domination est considérée par eux comme un fait colonial.

Il est vrai que la Turquie non plus n'a pas été colonisée, mais l'Empire ottoman a été constamment menacé par l'Occident, et la Turquie d'aujourd'hui est le résultat de la bataille contre les tentatives occidentales de démembrer le pays après la Première Guerre mondiale. Les Turcs restent convaincus que leurs ennemis ne cessent de vouloir dépecer leur pays. La

lutte kurde [en Turquie] apparaît comme participant de ce complot. L'Irak non plus n'a pas été colonisé, mais lui aussi a eu de mauvaises expériences avec les Britanniques comme avec les Américains.

Les Kurdes, eux, ont plutôt de bons souvenirs de leurs relations avec l'Occident. Certes, les Occidentaux ont à maintes reprises abandonné les Kurdes d'Irak à leur sort, mais les Américains ont été les protecteurs d'une quasi-indépendance du Kurdistan irakien de 1991 à 2003. Et aujourd'hui ils les protègent contre Daech, à la fois dans le Kurdistan irakien et autour de la ville syrienne kurde de Kobané. Ce soutien américain a jusqu'à présent bien manqué à l'opposition syrienne (arabe), même quand celle-ci se battait contre Daech.

**Les ennemis turcs.** L'aigreur des Kurdes a pour objet non pas l'Occident, mais les Etats moyen-orientaux. Et en premier lieu la Turquie, là où la résistance kurde a été jusqu'à un passé récent la plus forte. Ensuite l'Irak, avant la chute de Saddam Hussein, en 2003. Quant à la Syrie, elle n'a jamais été centrale pour la cause kurde, les Kurdes de Syrie regardant vers la Turquie et vers l'Irak. Les protestations kurdes de mars 2004 en Syrie ont été provoquées à la fois par une réelle situation de discrimination et par le séisme de la chute de Saddam Hussein.

Avec la révolution actuelle en Syrie, des "unités [kurdes] de protection populaire" sont apparues dans la zone kurde syrienne. Elles n'ont pas combattu le régime syrien. Au contraire, elles ont profité de la révolution pour s'imposer comme le principal acteur dans la zone kurde.

Par conséquent, l'autre par rapport auquel se définissent les Kurdes aujourd'hui, ce sont les Turcs et les Arabes. Et cela va jusqu'à un certain degré d'identification à l'Occident. Il peut arriver que des militants kurdes prennent la défense d'Israël, non par ignorance de la sensibilité arabe sur cette question, mais par volonté délibérée de passer outre. Il faut dire que les Arabes, notamment les islamistes, ne ménagent pas eux non plus la sensibilité des Kurdes quand ils vouent une admiration sans bornes à la Turquie d'Erdogan, le principal ennemi des Kurdes.

—Yassine Al-Haj Saleh  
Publié le 28 octobre



# Iran strikes at ISIS targets in Iraq

BAGHDAD

## Operation reflects shift in strategy by Tehran to exert Shiite influence

BY TIM ARANGO AND THOMAS ERDBRINK

When Iranian fighter jets struck extremist targets this week in Iraq, enforcing a self-declared buffer zone along the border, it was only the latest display of Tehran's new willingness to conduct military operations openly on foreign battlefields rather than covertly and through proxies.

The shift stems in part from Iran's deepening military role in Iraq in the war against the Sunni extremists of the Islamic State. But it also reflects a profound shift in Iran's strategy, a new effort to exert Shiite influence around the region and counter Sunni powers such as Saudi Arabia.

Analysts also say it follows a calculation that what Iran's rulers see as a less engaged United States will tolerate or even encourage their overt military activities. While there is no direct coordination with the United States military in the region, there is what might be characterized as a de facto nonaggression pact, where the two sides stay out of each other's way, as the Syrian government and the Americans do in managing airstrikes in Syria.

"We are flying missions over Iraq, we coordinate with the Iraqi government as we conduct those," Rear Adm. John F. Kirby, the Pentagon's press secretary,



MANUEL BALCE CENETA/ASSOCIATED PRESS

Rear Admiral John F. Kirby said the Iranian airstrikes so far appeared to be limited.

said on Tuesday. "It's up to the Iraqi government to de-conflict that airspace."

Iran has also delivered weapons to the Lebanese army and supported the Shiite Houthi rebels in Yemen that have taken over the capital, Sana, where on Wednesday a car bomb struck the Iranian ambassador's residence.

In Syria, working with Hezbollah, the Iranian-supported Shiite militant move-

ment, Iran has kept President Bashar al-Assad in power. In Iraq, Iran has entered in a de-facto nonaggression pact with the United States, as the two rivals focus on fighting the Islamic State.

Iran's once-elusive spymaster, Maj. Gen. Qassem Suleimani, the commander of Iran's paramilitary Quds Force who has spent a career in the shadows orchestrating terrorist attacks — including some that killed American soldiers in Iraq — has emerged as a public figure, with pictures of Mr. Suleimani on Iraq's battlefields popping up on social media.

The apparent shift in Iran's strategy has been most noticeable in Iraq, where even American officials acknowledge the decisive role of Iranian-backed militias, particularly in protecting Baghdad from an assault by the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

While Iran's growing military role has proven essential in repelling the advances of the Islamic State, American officials worry that it could ultimately destabilize Iraq by deepening sectarian divisions. Iraq's Sunnis blame the Iranian-backed Shiite militias for sectarian abuses, and are reluctant to join with the Iraqi government in the fight against extremists because of Iran's influence.

On Tuesday, Admiral Kirby said, "Our message to Iran is the same today as it was when it started, and as it is to any neighbor in the region that is involved in the anti-ISIL activities, and that's that we want nothing to be done that further inflames sectarian tensions in the country."

Admiral Kirby said the Iranian airstrikes, which he indirectly confirmed by saying he had "no reason to believe" the reports were untrue, so far appeared to be limited.

Speaking on Wednesday in Brussels, Secretary of State John Kerry said: "I think it is self-evident that if Iran is taking on ISIL in some particular place, and it's confined to taking on ISIL and it has an impact, the net effect is going to be positive. But that is not something we are coordinating."

The strikes occurred at the end of November in Iraq's eastern Diyala province, where Iran's territory is closest to Iraq's battlefields, Hamid Reza Taraghi, an Iranian politician confirmed. He also confirmed the buffer zone, which he said was accepted by Iraqi authorities.

"We do not tolerate any threats within the buffer zone, and these targets were in the vicinity of the buffer zone," Mr. Taraghi said. He claimed that dozens of extremist fighters had been killed in the operation.

The backdrop to Iran's growing military role in Iraq is the American-led air campaign against the Islamic State in both Syria and Iraq. The United States and Iran, once bitter enemies who fought a bloody, shadow war in Iraq, now share

the same goal — defeating the extremists — and are largely working in parallel, but without direct coordination. Often, though, it is a single Iraqi officer who is used as an intermediary between the Americans and Iranians, as they synchronize their efforts on the battlefield.

Working through intermediaries is not the most efficient way to conduct operations, and sometimes it can lead to awkward moments on the battlefield. Recently, for example, both coalition aircraft and jets from Mr. Assad's forces bombed targets in Raqqa, the Islamic State's capital. In Syria, the United States and Iran are at odds over Mr. Assad, with Iran his most important supporter, and the United States preferring that he leave power.

When the Islamic State stormed Mosul, Iraq's second largest city, in June and moved south toward Baghdad, President Obama took a measured approach, pushing for political changes before committing to military action. But Iran jumped right in. It was the first country to send weapons to the Kurds in the north, and moved quickly to protect Baghdad, working with militias it supported already.

"When Baghdad was threatened, the Iranians did not hesitate to help us, and



EMMANUEL DUNAND/AGENCE FRANCE-PRESSE

Secretary of State John Kerry was in Brussels on Wednesday for talks on ISIS.

did not hesitate to help the Kurds, when Erbil was threatened," said Iraq's prime minister, Haider al-Abadi, in a recent television interview here, referring to the Kurdish capital in the north.

He contrasted the Iranian approach to that of the Americans, "who hesitated to help us when Baghdad was in danger, and hesitated to help our security forces. And the reason why Iran did not hesitate to help us was because they consider ISIS as a threat to them, not only to us."

Ali Khedery, a former American official in Iraq who advised several ambassadors and generals, said, "for the Iranians, really, the gloves are off."

Of the growing regional role of General Suleimani, who has a residence in the Green Zone, the fortified center of Baghdad that houses many government ministries, palaces and embassies, Mr. Khedery was blunt. "Suleimani is the leader of Lebanon, Syria, Iraq and Yemen," he said. "Iraq is not sovereign. It

is led by Suleimani, and his boss Grand Ayatollah Ali Khamenei," Iran's supreme leader.

The rivalry between the Iranian Shiite clerics and the Sunni leaders of Saudi Arabia has played out in any number of proxy contests around the region, especially in Syria and Iraq. Normally, the United States and Iran are rivals, but the dire threat of the Islamic State has brought them closer to together.

And, if the two sides can reach a deal over Iran's nuclear program, more normal relations could follow, including close cooperation against the Islamic State. That was the point Mr. Obama was making in a letter to Mr. Khamenei urging him to sign off on the nuclear deal last month.

But the letter, as well as an earlier one

wishing the Iranian leader a speedy recovery from surgery, may have backfired, one analyst said.

"When Obama sends letters to our leader wishing him a speedy recovery, to us that is a sign of weakness," said one Iranian journalist closely connected to the conservative Revolutionary Guards. "During meetings the letter is discussed and we conclude, 'Obama needs a deal, he needs us.' We would never write him such a letter."

That perceived weakness may be encouraging Iran to project power in a more prominent and public way, analysts have said.

Shiite politicians in Iraq are hopeful that a nuclear deal would lead to greater coordination between the United States and Iran in the war here, though experts

say there is no indication Iran would welcome direct coordination. Sunnis fear that such a deal would give Iran legitimacy on the world stage, and embolden them to exert even more influence here and across the region.

In an interview this week, Hakim al-Zamili, an Iraqi politician and a Shiite militia leader, said that "if there were an honest coordination between U.S. and Iranian advisers, Iraq could have been liberated within a week."

Mithal al-Alusi, a Sunni lawmaker, said that an agreement between the United States and Iran would be bad for Iraq, meaning that "the Americans are handing over Iraq to Iran."

International New York Times

DECEMBER 9, 2014

## U.S. and Iraq differ over battling ISIS in Mosul

MANAMA, BAHRAIN

### Baghdad seeks fast strike but ability to carry out urban combat is in doubt

BY ERIC SCHMITT

Allied warplanes and Iraqi ground troops are increasingly isolating Islamic State militants in the captured city of Mosul, prompting Iraqi officials to push for a winter offensive to wrest control of the area months ahead of the previous schedule — and over American warnings.

The ground campaign to retake Iraq's second-largest city from the Islamic State, is probably many weeks away, American officials said. Its timing will depend on the pace of training additional Iraqi ground troops to retake the city and to hold it, as well as sorting out a dispute between Baghdad and Washington over whether Iraq is ready to carry out such a complex urban battle.

The United States and its coalition partners have conducted more than 660 airstrikes in Iraq, making it more difficult for the Islamic State to mass large numbers of forces or to travel in convoys. The attacks, including raids in the past few days, and Iraqi ground operations in the north and west have made it more difficult for the Islamic State to resupply and reinforce its fighters in Mosul, which the group seized in June

when it swept in from Syria and made its headquarters in Iraq.

But there is no indication that the militants have lost their fighting spirit, and there are still thousands of them. At least several hundred fighters are in and around Mosul, an American intelligence official said.

Even if Iraqi forces successfully push the Islamic State from their territory, that strategy will do little to deal with the militant group's safe haven inside Syria. A successful campaign to counter the Islamic State in Iraq might actually exacerbate the situation across the border if militants from Mosul and elsewhere simply returned to Syria, where the Obama administration's plan to train and equip moderate rebels is lagging.

Any military campaign to retake Mosul in early 2015 would also push closer a decision by President Obama on whether scores of United States military advisers should leave the relative safety of the command posts in Iraq, where they work now, to join Iraqi and Kurdish forces on the front lines of a challenging urban fight.

The United States currently does not



A Kurdish fighter with the pesh merga forces firing a mortar in September toward a position held by Islamic State militants in Zumar, Iraq, about 40 miles northwest of Mosul.

plan to advise Iraqi forces below the level of a brigade, which in the Iraqi Army usually has 2,000 troops. It is also unclear under what circumstances the White House might allow American advisers to accompany Iraqi units onto the battlefield or to call in airstrikes, as Gen. Martin E. Dempsey, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, has indicated might be necessary. Relatively small numbers of American Special Forces, or Green Berets, worked alongside allied Afghan militia units in 2001 to successfully rout the Taliban, and Qaeda leaders living there as Taliban guests, in the early months of that war.

"I'm not predicting at this point that I would recommend that those forces in Mosul and along the border would need to be accompanied by U.S. forces, but we're certainly considering it," General Dempsey told a House hearing last month.

American and Iraqi officials had previously confirmed that planning was underway for a broad military campaign to dislodge the Islamic State from Iraq to begin in the spring. But these new in-

dications of an offensive for Mosul early in the year show that pieces of the effort could be underway sooner than previously thought.

Allied planes and armed drones have carried out more than 30 airstrikes near Mosul in the past two weeks. The strikes have damaged or destroyed enemy bunkers, artillery, combat vehicles and even bulldozers erecting earthen fortifications around the city, and killed several top Islamic State leaders, officials said.

"We have to beat ISIS in Mosul," Hoshiyar Zebari, Iraq's finance minister and a former foreign minister, told a security conference here on Friday.

Retaking Mosul would probably involve bloody, block-by-block fighting, based on previous urban campaigns in Iraq, like Falluja in 2004, American officials said. Success in Mosul would de-

**"I've spent a lot of time in Mosul. It is difficult terrain."**

pend largely on the ability of the new Shiite-led Iraqi government of Prime Minister Haider al-Abadi to win the cooperation of the local police, many of whom are Sunnis, as well as Kurdish fighters and Sunni tribesmen.

"I've spent a lot of time in Mosul. It is difficult terrain," Gen. Lloyd J. Austin III, the head of the Pentagon's Central Command, said in October. "So we want to make sure that when we take that on, that we have the adequate capability and we've set the conditions right to get things done."

General Austin, once a top allied commander in Iraq, added, "Certainly it will be an important fight and a difficult fight."

USA Today last week reported some elements of a possible accelerated Iraqi offensive.

On the heels of a string of military victories — including breaking the siege of an oil refinery in Baiji; the liberation of Jurf al-Sahkar, southwest of Baghdad; and Jalawla and Sadiya in Diyala Province — some newly confident Iraqi officials have been pressing the Americans to back a major operation in Mosul sooner than they would like.

Among the Iraqis advocating for an offensive soon in Mosul are some officials close to the prime minister, as well as high-level officials in the Ministry of Defense.

American officials in Baghdad, however, have stressed that the Iraqi military lacks the necessary combat power and logistical capacity, noting that the initial Iraqi force the United States is now advising will consist of only nine Iraqi brigades and three similar Kurdish pesh merga units, or roughly 24,000 troops. The Iraqi spring offensive had called for at least doubling that force before mounting the assault.

Moreover, American officials say there are not enough local Sunni forces to hold the territory in Mosul once it is cleared by the security forces.

Instead, the Americans are urging the Iraqis to push forward with a plan to raise National Guard units, which would be composed of local forces. But Parliament has yet to take up a draft bill in the face of opposition from some Shiite leaders, and there is a growing sense that the effort is likely to be stalled for some time.

As the Iraqi security forces, along with Kurdish pesh merga units and Shiite militias aligned with Iran, rack of up victories, there are growing calls to allow

these fighters to move on Sunni-dominated areas such as Mosul and Tikrit. The Americans have opposed such a move because they worry it that would deepen sectarian divisions and perhaps set off a Sunni-on-Shiite civil war.

Hadi al-Ameri, an Iraqi lawmaker and the head of the Badr Corps, a Shiite militia with close links to Iran that has been crucial in the recent victories, complained in an interview that the United States and its coalition partners "don't want the people of Iraq to liberate Iraq."

Mosul residents and Iraqi security officials who monitor the city say that the Islamic State has largely failed to provide civilian services like electricity and potable water, angering even residents who cheered the militants' arrival in June.

But few see local residents rising up against the group because of how effectively the Islamic State has chased out, destroyed or co-opted other armed elements in the city, and especially anyone tied to the government in Baghdad.

Many in Mosul still harbor deep distrust of the Iraqi Army and its cooperation with Shiite militias. They say the Islamic States has so thoroughly mixed its fighters in with the city's civilian population that any effort to push them out could lead to a protracted guerrilla campaign that could endanger residents.

A journalist in Mosul who spoke on the condition of anonymity for fear of revenge by the extremists, said: "People are very scared that once the battle starts, it will destroy the houses and markets."

*Tim Arango contributed reporting from Baghdad, and Ben Hubbard from Erbil, Iraq.*

International New York Times DECEMBER 5, 2014

## U.S. warns of extremist threat to Turkish city

ISTANBUL

BY SEBNEM ARSU

American officials in Turkey are warning that extremist groups might be planning an attack on the offices of the Western-backed Syrian political opposition group in Gaziantep, a city on Turkey's border with Syria.

The statement, issued on Wednesday by the United States Embassy in Ankara, did not name the supposed planners

of the attack, including the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, which has been active in recent months along Turkey's 560 miles of border with Syria. But it did specify the building that might be the target.

"The U.S. Embassy has received reports that extremist groups may be planning an attack against the Syrian Interim Government building" in Gaziantep, the statement said.

"We remind U.S. citizens that the situation in southeast Turkey, while usually calm, can change without warning, and U.S. citizens should avoid traveling in areas close to the Syrian border," it said.

The Syrian Interim Government represents the National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition Forces, an umbrella opposition group with international recognition. It also receives logistical support from Turkey's governing, pro-Islamic Justice and Development Party in coordinating efforts to topple the government of President Bashar al-Assad of Syria.

The warning came as journalists and members of international organizations based in southeastern Turkey were on alert after news reports claimed that Islamic State militants would try to kidnap foreigners and take them across the border into Syria.

"Our country-specific information sheet notes that U.S. citizens should take precaution in any meetings with individuals claiming to represent or be affiliated with anyone involved in the Syrian conflict," the statement said.

For some terrorism analysts, the warning highlighted the gravity of the threat posed by the Islamic State.

"This cannot be rated as a regular and ordinary warning," said Nihat Ali Ozcan, an analyst at the Economic Policy Research Foundation of Turkey in Ankara. "The U.S. has an active intelligence operation along Turkey's borders, and they must have gathered information that pointed at risks that are impossible to dismiss."

# A Kobané, au cœur de la bataille

TEXTE EDITH BOUVIER,  
PHOTOS JAKE SIMKIN  
KOBANÉ – envoyés spéciaux

## Ils sont kurdes ou membres de l'Armée syrienne libre. Ils ne partagent pas les mêmes idéaux, mais ils avancent ensemble pour reconquérir la ville kurde syrienne attaquée par l'Etat islamique

**D**ès que le soleil se couche sur les montagnes de Kobané, les premières frappes de la coalition commencent à retentir. Elles viennent presque toujours par deux, comme un terrible écho. D'abord, le moteur de l'avion, puis les explosions, très rapprochées, font vibrer les murs des dernières maisons encore intactes. « *Au moins, ici, on n'a pas besoin de craindre que les bombes nous tombent dessus, comme dans le reste de la Syrie* », plaisante Mustapha en regardant le ciel. Au début de la révolution, ce jeune homme travaillait à Alep, dans le nord de la Syrie. Là-bas, il a connu la violence des barils d'explosifs que largue le régime du président Bachar Al-Assad sur sa population.

Depuis le 16 septembre, l'Etat islamique (EI) tente de s'emparer de Kobané, une ville kurde frontalière avec la Turquie. Malgré le soutien des frappes de la coalition, les Kurdes n'ont pas pu empêcher les djihadistes d'entrer dans la ville, le 6 octobre. Depuis, les combattants kurdes syriens, aidés de volontaires de l'Armée syrienne libre (ASL) ainsi que d'un bataillon de 150 peshmergas du Kurdistan d'Irak lourdement armés, avancent rue après rue pour reconquérir leur ville. Ils auraient repris le contrôle de près de 70 % du territoire aux djihadistes. Après plusieurs jours de combats, ils sont enfin parvenus à s'approcher du bâtiment du conseil local. Un symbole important pour les habitants.

Avant de pénétrer à l'intérieur, un groupe de soldats patrouille dans le quartier et tente d'éliminer les dernières poches de résistance. La zone n'est plus, comme presque toute la ville, qu'un champ de ruines. Plus de rues, des maisons éventrées par les bombes, les traces de vie englouties par les gravats. Et, partout, cette odeur de mort qui colle aux vêtements. Puis les hommes s'approchent, pas à pas, du bâtiment. Ils inspectent chaque recoin. « *Les djihadistes ont la mauvaise habitude de fabriquer des explosifs "maison" et de les dissimuler dans les voitures ou les maisons avant de fuir. On n'a aucun matériel pour déminer, alors on doit avancer prudemment. Nettoyer mètre après mètre* », explique Mehsun, l'un des chefs kurdes.

La route à sa droite est barrée par de grands draps pour se protéger de la vue des snipers de

l'EI. Alors qu'il passe devant, trois balles sifflent tout près de lui. Quelques secondes pour reprendre son souffle, puis Mehsun éclate d'un grand rire bruyant. Il dénoue le foulard fleuri attaché autour de son cou et le brandit en dansant. Trois pas de côté, les obus qui continuent de tomber ramènent le jeune homme à la guerre. Il attrape son talkie-walkie et vérifie les positions de ses hommes, leur donne des consignes.

### DU THÉ ET DES ARMES

Une frêle jeune fille ajuste son blouson et grimpe deux à deux les marches de l'immeuble. Elle s'allonge sur des sacs de débris, sur la position du guetteur. « *Les djihadistes de l'EI ne sont qu'à une dizaine de mètres. Si l'on se tait, on pourra peut-être les entendre*. » Quelques secondes de calme, puis Perwin se met à chanter. Une voix claire et triste, une histoire de guerre et d'amour. Elle éclate de rire. « *Ils détestent nous entendre chanter. On les a entendus aux talkies-walkies l'autre jour dire que les démons arrivaient, ils parlaient de nous*. » Elle sourit encore. « *Leur hargne renforce encore notre courage. On va au plus près d'eux pour les narguer et les déstabiliser. Ils veulent transformer les femmes en esclaves sexuelles ? On doit leur apprendre à nous respecter. Et venger ce qu'ils ont fait à nos sœurs, ici mais aussi les yézidiés en Irak*. » Une ombre semble se déplacer, elle ajuste son arme et tire plusieurs balles.

Perwin a rejoint les unités de femmes combattantes kurdes (PYJ) dès le début de la révolution syrienne, en 2011. A la fin de sa formation, elle s'est rendue sur le front des combats et n'est plus jamais retournée chez elle. Officiellement, les combattants n'ont pas le droit d'utiliser leur téléphone portable sur le front. C'est par hasard, quelques jours plus tôt, que Perwin a croisé son père au détour d'une rue, fusil à l'épaule. Quand elle raconte ses retrouvailles, ses yeux se mouillent. « *Mon papa est fermier, il a un troupeau de moutons dans un des villages à l'est de Kobané. Je l'avais laissé là quand je suis partie en 2011*. » Quelques secon-

des de silence. « *Je suis fière. Ce n'est plus vraiment mon père, c'est comme mon frère d'armes maintenant*. »

Assis au rez-de-chaussée de cette maison, à deux rues du front, les combattants boivent du thé et nettoient leurs armes. Certains s'installent dans un coin et dorment quelques heures. Ce soir, ils reprendront leur tour de garde. De jour comme de nuit, les djihadistes tentent quotidiennement de forcer l'accès à la ville. Sur la ligne de front, combattants kurdes et soldats de l'ASL se partagent les positions. Mais pas les idéaux : alors que les Kurdes se battent essentiellement pour défendre leur ville, les autres viennent de tout le pays pour prôner les idéaux de la révolution syrienne et une unité du pays.

### « VERMINE »

A l'est de la ville, de profondes tranchées ont été creusées pour protéger les hommes pendant leurs déplacements. Abou Leila en sort en courant, suivi de plusieurs hommes, et monté sur un pick-up armé d'un lance-roquettes. La voiture démarre en trombe et se rapproche encore des lignes ennemies.

C'est le chef de Shams Al-Shamal, l'une des plus importantes brigades de l'ASL à Kobané. Avec ses hommes, il a dû fuir Rakka quand la ville est tombée sous le contrôle de l'EI, l'an dernier. « *Depuis, j'ai une revanche à prendre contre eux. Je pense que c'est la pire maladie que la révolution syrienne ait contractée. Autant on peut discuter avec ceux qui défendent encore le régime syrien. Ce sont des Syriens comme nous. Mais on ne peut pas parler avec ces barbares. Ils viennent du monde entier pour se faire exploser ici et tuer nos familles. Il faut qu'on se débarrasse de cette vermine*. »

Début novembre, Abou Leila et ses hommes ont retrouvé un djihadiste encore en vie au milieu des décombres d'une de leurs bases. « *On l'a interrogé pendant plusieurs heures, puis il est mort des suites de ses blessures. Il faut se rendre à l'évidence, ce sont de bons combattants, ils ont de bons stratégies militaires, et sur-*



**Plusieurs milliers d'habitants ont quitté la ville, devenue un immense champ de ruines, dès les premiers affrontements.**

**Beaucoup d'entre eux sont partis à l'est, le long des barbelés turcs qui encerclent Kobané.**



*tout, ils sont prêts à mourir.* » A chaque avancée, les troupes récupèrent des armes légères, des munitions, mais aussi des talkies-walkies et parfois même des papiers d'identité.

A l'abri d'une maison, l'un des leaders kurdes nous montre un vieil appareil, relié à une batterie de piles par des câbles pleins de ruban adhésif jaune. Il tourne un bouton et règle le canal de transmission. Aussitôt, des voix se mettent à parler en russe, « du tchéchène », précise Jamil Mazoun. « Heureusement, on a quelques traducteurs. » Des hommes se parlent, échangent des informations sur une localisation. Puis un dialogue en anglais : « Où êtes-vous ? Comment ça se passe ? »

L'autre voix est moins audible, le son brouillé. Le chef bouge un peu l'appareil, mais rien n'y fait. L'interlocuteur doit être trop loin. « On capte leurs conversations sur 6 km. Cela nous permet d'appréhender leurs déplacements et les approvisionnements en armes. On peut ainsi coordonner les frappes aériennes avec les responsables de la coalition internationale. » Il s'interrompt. L'appareil grésille encore. Cette fois, un homme parle en français. Une liste d'armes. Puis le son se brouille à nouveau.

Depuis le début des combats à Kobané, quelque 2 000 djihadistes de l'EI auraient été tués. Tous les corps retrouvés ont été enterrés au nord de la ville, tout près de la frontière tur-

que. Une longue dune de terre. Pas d'insignes particuliers, pas de drapeau. « On garde toutes les informations sur leurs identités, mais on ne va pas leur rendre hommage non plus », s'énerve Farhad en désignant les lieux. A quelques mètres de ce cimetière, plusieurs enfants jouent au foot. Les familles commencent à revenir dans la ville. Malgré la guerre, le froid qui se fait de plus en plus mordant les contraint à venir s'abriter entre les lignes de front. Farhad regarde autour de lui, le drapeau turc est tout proche. « Partir pour vivre sous une tente en Turquie ? Je préfère encore rester sur mes terres, avec mon bétail. » ■

## Le Monde

MERCREDI 3 DÉCEMBRE 2014

# L'HISTOIRE DU JOUR

## L'Israélienne engagée aux côtés des Kurdes contre les djihadistes

La page Facebook de Gill Rosenberg s'ouvre sur une photo de l'aéroport d'Erbil, au Kurdistan irakien. Le 20 novembre, son dernier message stipulait qu'elle serait dans l'impossibilité de s'exprimer sur le réseau social au cours des deux prochaines semaines. Depuis, on était sans nouvelles de cette femme de 31 ans originaire de Colombie britannique, de nationalité canadienne et israélienne, qui a décidé de combattre les djihadistes de l'Etat islamique (EI) en rejoignant les rangs des forces kurdes.

Dimanche, un site proche de l'EI, appelé Samoach Al-Islam, a affirmé que Gill Rosenberg avait été enlevée près de la ville kurde syrienne de Kobané, proche de la frontière turque, où de féroces combats ont eu lieu ces derniers jours. Mais lundi soir, sur sa page Facebook, Gill Rosenberg a publié un message destiné à rassurer ses amis et admirateurs : elle serait à l'abri, sans accès direct à Internet. Les autorités canadiennes et israéliennes s'étaient bien gardées de confirmer sa capture.

Le retentissement qu'a eu cette rumeur est dû à la personnalité de la jeune femme. Dans la présentation de son compte

**SUR TWITTER, LA JEUNE FEMME SE DIT PORTÉE PAR UN « VOYAGE SPIRITUEL ET UNE QUÊTE D'AUTHENTICITÉ »**

Twitter, Gill Rosenberg précise qu'elle est engagée dans un « voyage spirituel et une quête d'authenticité ». Sur sa page Facebook, elle explique avoir accompli son service militaire en Israël à partir de 2006, après y avoir émigré pour retrouver ses racines juives. Première femme occidentale connue à rejoindre les rangs des combattants kurdes, Gill Rosenberg a quitté son domicile de Tel-Aviv le 2 novembre. Elle est arrivée à Amman pour prendre un avion en direc-

tion d'Erbil. Depuis, elle a publié plusieurs photos de ses pérégrinations dans les zones montagneuses irakiennes.

La presse israélienne a rapporté récemment des épisodes moins glorieux de son passé. Gill Rosenberg a été arrêtée en 2009 dans le cadre d'une opération conjointe de la police israélienne et du FBI américain. Elle a été condamnée à plusieurs années de prison pour s'être fait passer pour un employé d'une loterie fictive auprès de retraités. ■

PIOTR SMOLAR (JÉRUSALEM, CORRESPONDANT)

# Contre l'EI, Iran et Etats-Unis ensemble mais pas unis

Téhéran a mené des raids aériens contre l'Etat islamique dans l'est de l'Irak, jugés « positifs » par Washington

Quelque soixante délégations étaient représentées à la première réunion des pays qui soutiennent les opérations militaires contre le mouvement de l'Etat islamique (EI, ou Daech en arabe), mercredi 3 décembre, à Bruxelles. C'est toutefois d'un absent, l'Iran, qu'il a surtout été question lors de cette rencontre organisée par les Etats-Unis au siège de l'OTAN.

Le secrétaire d'Etat, John Kerry, n'a voulu « ni confirmer ni démentir » ce que le Pentagone avait pourtant indiqué quelques heures plus tôt : l'Iran a mené, au cours des derniers jours, des raids aériens avec des F-4 Phantom contre l'Etat islamique dans l'est de l'Irak, essentiellement dans la province de Diyala.

De telles opérations visant le groupe terroriste auraient toutefois, « au final, un effet positif », a toutefois déclaré M. Kerry, avec la volonté évidente de ne pas troubler ses relations ni avec ses alliés sunnites du Golfe ou d'Arabie saoudite, ni avec le nouveau premier ministre irakien, le chiite Haider Al-Abadi, venu à Bruxelles – accompagné d'un responsable sunnite et d'un représentant kurde – essentiellement pour réclamer des aides en vue de la reconstruction de son pays et un soutien à son armée.

M. Abadi a dit « ne pas être informé » des actions des forces iraniennes, même si la chaîne Al-Jazira a diffusé des images tournées dans la province de Diyala. « Nous menons des missions aériennes en Irak et nous les coordonnons avec le gouvernement », a expliqué, quant à lui, le secrétaire d'Etat américain.

Manifestement, l'Iran ne voit, en tout cas, aucun inconvénient à assumer et à reconnaître son implication militaire en Irak contre les forces sunnites de l'EI. Au contraire : il s'en vante et n'a en rien démenti les propos du Penta-

gone. « Aujourd'hui, le peuple irakien se bat contre les terroristes et les étrangers aux côtés de son gouvernement et des forces volontaires », a expliqué, mercredi, le vice-commandant en chef des forces armées iraniennes, Seyed Massoud Jazayeri, sans donner plus de détails sur ces « forces volontaires ». Une formulation ambiguë qui peut faire référence aussi bien aux milices chiites irakiennes qu'à la force Al-Qods, la troupe d'élite iranienne chargée des opérations extérieures, dirigée par Ghassem Soleimani, devenu « héros national » et principal coordinateur du combat contre l'EI.

## Avlons de chasse Soukhoï

Ce commandant dirige les quelques milliers de miliciens chiites engagés au sol aux côtés de l'armée irakienne pour lutter contre les djihadistes. « La République islamique d'Iran tient les Etats-Unis pour responsables des problèmes en Irak et des agissements terroristes de Daech », a ajouté le général Jazayeri pour écarter toute rumeur sur une collaboration de Téhéran avec Washington.

Dans sa propagande, le régime de Téhéran n'a de cesse de souligner le rôle décisif des militaires iraniens, auquel il oppose l'inefficacité de la coalition menée par les Américains dans le combat contre les djihadistes. Les journaux conservateurs ont ainsi publié de longs reportages et analyses sur la reprise d'Amerli, une ville située à 150 kilomètres au nord de Bagdad, ou de Jourf Al-Sakhr (50 km au sud de la capitale irakienne), en octobre.

Des victoires rendues possibles « grâce aux forces iraniennes d'Al-Qods », selon les médias conservateurs iraniens. Si des militaires iraniens sont aujourd'hui présents en Irak, c'est à la demande des autorités de Bagdad, à en croire des responsables irakiens et kurdes. « Nous n'avons aucune peur de dire que nous avons sollicité notre voisin, l'Iran, dans la

**Depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, Téhéran n'a cessé d'avancer ses pions chez son voisin arabe**

guerre contre Daech », avait expliqué le ministre irakien des affaires étrangères, Ibrahim Al-Jaafari, en octobre.

Massoud Barzani, le leader du Kurdistan autonome d'Irak et le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), est allé plus loin

en confirmant que Téhéran était « parmi les premiers pays à avoir envoyé des armes aux combattants kurdes ».

Cette précision, donnée en août à Erbil lors d'une conférence de presse avec le ministre iranien des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, n'avait pas été démentie par ce dernier. Le chef de la diplomatie iranienne s'est même félicité que l'Iran « ait rempli ses engagements », contrairement aux « Occidentaux, qui promettent des choses sans les faire ». Téhéran aurait même fourni à l'Irak des avions de chasse Soukhoï, peut-être avec leurs pilotes.

L'engagement de l'Iran en Irak ne date pas de la guerre contre l'Etat islamique. Depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, Téhéran n'a cessé d'avancer ses pions chez son voisin arabe, sans même attendre le départ des troupes américaines en 2011. Contrer les djihadistes sunnites en Irak est d'autant plus primordial pour Téhéran que le régime iranien veut éviter tout risque de contagion sur son territoire, où vivent des minorités arabe et sunnite. Ce souci est partagé par un grand nombre d'Iraniens, qui

ont en mémoire les épreuves des huit années de guerre (1980-1988) avec l'Irak.

## Autre grand absent : la Russie

Conclue par une déclaration très consensuelle sur une campagne qui « sera gagnée » mais « durera certainement des années », selon M. Kerry, la réunion de Bruxelles s'est achevée sur des questions plutôt que sur l'ébauche d'une stratégie claire. « On a, en fait, assisté à soixante monologues sur la nécessité de lutter contre le terrorisme », expliquait une source européenne désireuse de conserver l'anonymat.

Les participants rejettent toujours, en tout cas, l'idée d'une intervention militaire au sol, même

si l'Espagne et d'autres délégations ont estimé qu'il fallait soutenir, en Irak, une offensive terrestre de l'armée régulière et, en Syrie, de l'Armée syrienne libre, l'opposition modérée à Bachar Al-Assad. Cette dernière option n'a engendré que très peu d'engouement, voire beaucoup de scepticisme, et n'a débouché que sur la réaffirmation par Washington de la nécessité du départ du président syrien.

Au-delà de l'aspect militaire, la réunion de Bruxelles a évoqué la nécessité d'œuvrer pour la prévention du radicalisme, la détection et le suivi des combattants djihadistes étrangers, un contrôle accru des frontières, etc. Des participants ont souligné que rien de déterminant ne pourrait se réaliser dans la région sans l'implication d'un autre grand absent de cette rencontre : la Russie. ■

**JEAN-PIERRE STROOBANTS  
(À BRUXELLES)  
ET GHAZAL GOLSHIRI**

# Iran's Kurds seek coexistence with Shia as life improves

December 3, 2014

www.ft.com

Najmeh Bozorgmehr in Sanandaj, Iranian Kurdistan

Vafa, an Iranian Kurd, was born in the Kurdish city of Sne (Sanandaj) in East Kurdistan just as Iran's 1979 Islamic Revolution erupted. He spent the first years of his life witnessing the turmoil as young Kurds rose up to fight for independence from the new Islamic regime.

More than a decade of fighting between Kurdish separatists and central government forces followed and is believed to have cost tens of thousands of lives on both sides, although official figures have never been made public.

Vafa and his generation have learnt from this bloody episode. They now say fighting for an independent Kurdish state is unrealistic; instead they are quietly lobbying for equal rights. They hope they can eventually establish a federal relationship with Tehran, similar to that achieved by the Kurdistan Regional Government in neighbouring Iraq.

"I can coexist with any state and rulers who give me my rights as a citizen," says Vafa, sitting in the bookstore he owns in Sanandaj, the capital city of Kurdistan province in northwestern Iran. "But I will not accept to be treated as a second-rate citizen."

There are 8m Kurds in Iran, spread over the provinces of West Azerbaijan, Kurdistan, Kermanshah and Ilam. An ancient community that has lived in the region for centuries, it has been treated as a security risk by the government in Tehran in the aftermath of the failed fight for independence, fuelling resentment. Many Kurds are also Sunni Muslims, and feel doubly discriminated against under the Shia regime.

Recent developments in the Kurdish regions of Iraq, Turkey and Syria, where the Kurdish



©Reuters A Sunni Kurd prays at a mosque in Sanandaj, in Iran's Kurdistan province

cause has strengthened – or at least caught global attention – have compounded their frustration at being politically “frozen”. “We feel we have lagged behind and fallen from first position [among Kurds] to the fourth,” says one Kurdish activist.

Most Kurds acknowledge that belonging to the Islamic Republic brings some benefits, not least being shielded from the jihadis of the Islamic State of Iraq and the Levant, known as Isis, the militant group that has swept through Syria and Iraq.

The government's investment in education has pushed literacy rates in Kurdistan province from 28 per cent in 1979 to 80 per cent today. There are 90,000 univer-

sity graduates and 65,000 university students. Kurds also stress that they share deep cultural bonds with other Iranians.

But the desire of many to be recognised as a nation with its own language, history and culture, rather than simply as an ethnicity, remains strong. Among their demands are the right to hold senior positions in the government, for the Kurdish language to be taught in schools and for action to promote economic development in Kurdish provinces.

Activists are engaged in a non-violent campaign to promote their message, standing in elections, publishing books and using social media and Kurdish televi-

sion. They have also undertaken civil disobedience – for example, many closed their shops in a one-day protest three years ago when five Kurds were hanged on charges of acting against national security.

However, Tehran is unlikely to accept any form of Kurdish self-rule in a country where half the population is composed of non-Persian minorities, including Azeris, Arabs and Baluchis as well as Kurds, for fear of encouraging other breakaway movements.

“Federalism is a real demand of Kurds, but we know that the chance under the Islamic Republic is next to zero,” says one activist, who asked not to be named. “We may have to wait at least a decade to achieve only some of our demands for equal rights.”

Iranian analysts say the Islamic regime fears the revival of Kurdish separatism but is divided on how to address the threat.

The centrist government of president Hassan Rouhani appears to favour bolstering the region's economy and increasing freedoms, and it recently embarked on negotiations with Iranian Kurdish opposition leaders based outside the country.

However, the hardline Revolutionary Guards, the elite force responsible for defending the Islamic revolution – insists on maintaining a tough security-led policy, justifying it, according to analysts, by citing violence by Pejak, a marginal Iranian Kurdish group allied to Turkey's PKK and operating in the northwestern mountains.

Mr Rouhani received 72 per cent of the vote in the province in last year's election and Kurds say they are disappointed that he has yet to fulfil their expectations – notably by failing to appoint a Sunni Kurd as the governor.

They also complain that the government is not investing in the province, which has little industry and struggles with unemployment of about 28 per cent. However, this is partly

➤ because the state's budget has been hit by international sanctions over the nuclear programme.

"The era [of armed struggle] is history," says Hossein Firouzi, a reform-minded deputy governor. "Now people expect good governance."

Despite the frustration, many Kurds see grounds for optimism. "The level of repression under

Rouhani is probably a quarter of what we faced in the previous years," says Ejlal Ghavami, a human rights activist who has been publicising the plight of about 250 Kurdish prisoners.

To the surprise of activists such as Mr Ghavami, the government in October permitted Kurds to hold a peaceful rally in Sanandaj – the first since 1979 – in solidarity with Syrian Kurds in the besieged town of Kobani. An

estimated 10,000 people participated.

Mr Rouhani's government has also eased curbs on cultural activities, sparking a rise in the number of events, according to Omid Varzandeh, head of the Kurdish Studies Centre at Azad University, which was established three months ago and is the first such department in Iran.

This approach may offer the

regime the best chance of quelling separatist sentiment. "Even federalism can gradually wane if people see a fair distribution of power and wealth," says Mr Varzandeh. "Kurds are not Persians but are Iranians. The view that Iran belongs to us is gaining strength." ♦



THE WASHINGTON INSTITUTE  
for Near East Policy

The Washington Institute for Near East Policy

DECEMBER 3, 2015

## MAKING THE IRAQI REVENUE-GENERATING DEAL WORK

**Leaders in Baghdad and Iraqi Kurdistan have taken a brave step toward reunifying the country through revenue sharing. The United States should support implementation of the deal.**



**Michael Knights**  
December 3, 2014  
washingtoninstitute.org

**O**n December 1 and 2, the federal Iraqi government and Kurdistan Regional Government (KRG) conducted three rounds of negotiations in Baghdad over the sharing of oil revenues in the 2015 budget. The talks marked the culmination of three months of intensifying discussion between federal and Kurdish leaders, which followed more than a year of U.S.-supported discussions between the two sides. The agreement also came against the backdrop of extremely challenging fiscal circumstances for Iraq caused by plummeting oil prices. The arrangement that emerged is foremost a "revenue-generating" rather than a "revenue-sharing" deal because it has been carefully crafted to generate new revenues for both Baghdad and the Kurds.

### THE DRAFT BAGHDAD-KRG DEAL

In most years since the fall of Saddam Hussein's regime, the Iraqi federal government instituted a customary form of revenue sharing with the KRG, a subnational entity that encompasses three of Iraq's eighteen provinces. Based on a United Nations estimate that the Kurds constituted 17 percent of Iraq's population, the Kurds received 17 percent of Iraq's net state revenues (gross revenues minus sovereign expenses such as the military and federal oil-contractor payments). As a result, the Kurdish share of Iraqi gross revenues was actually around 11 percent, and dropped year after year as sovereign expenses grew. Against fiscal nitpicking between Baghdad and Erbil over revenue sharing, the Kurds began to independently produce and export oil. Baghdad sought to force the Kurds to contribute this oil to the federal export system, run by the State Oil Marketing Organization (SOMO), inserting punitive language into the 2013 and 2014 budgets to withhold Kurdish monthly budget transfers if SOMO did not receive the prescribed volumes of oil.

In early 2014, the government of Prime Minister Nouri al-Maliki

acted on this threat, pushing the Kurds to the brink of bankruptcy and driving them to accelerate their independent oil exports to 300,000 barrels per day (bpd) in November 2014. This independent oil sales path has proceeded very successfully in 2014. Of the twenty-six tanker loads of KRG crude exported by November 1, twenty-five have been bought and paid into Kurdish-controlled bank accounts. The KRG is now exporting around 300,000 bpd of crude through a combination of pipeline and trucked exports. This means that after various deducted expenses, including contractor costs, the KRG can now draw on monthly revenues of around \$380 million to set against its monthly salary requirements of around \$670 million.

Under the auspices of U.S.-backed reconciliation talks, Baghdad and the KRG have been feeling their way toward a revenue-sharing deal for most of the last year. A deal almost unfolded in March 2014 whereby the KRG would allow its oil to be jointly marketed but only if Baghdad increased Kurdistan's share of Iraqi gross revenues by shaving \$14 billion in federal petroleum costs off Iraq's sovereign expenses. Then, in November 2014 the KRG activated a long-planned confidence-building initiative, providing 150,000 bpd of oil to SOMO at the Turkish port of Ceyhan for the last fifteen days of November in return for a onetime payment to the KRG of \$500 million. The new deal struck in recent days needs to be written into Iraq's draft 2015 budget law, and provides strong incentives to both Baghdad and the KRG to reintegrate their oil production and export activities.

● **What Baghdad gets.** The draft deal includes a KRG commitment to provide 250,000 bpd of KRG export blend to SOMO at Ceyhan, whereupon SOMO sells the oil using the same mechanisms used for selling oil from Basra or elsewhere in federally administered Iraq. The KRG also agrees to facilitate SOMO's export of 300,000 bpd of oil from the federally administered Kirkuk oil fields. Such oil cannot reach export terminals via federal territory due to insecurity and the destruction of pipeline infrastructure between Kirkuk and Mosul. Instead, Kirkuk oil might be exported via the KRG's secure internal pipeline network to Turkey. This combined 550,000 bpd of new exports will generate just under a billion dollars a month for Baghdad. As a goodwill gesture, the KRG is already providing



☛ SOMO with 150,000 bpd of KRG export blend at Ceyhan for the remainder of 2014.

● What Kurdistan gets. As a reciprocal goodwill gesture, Baghdad will grant the KRG a new \$500 million payment in December 2014 to ease near-term budget pressure. Throughout 2015, the Kurds will see their monthly budget transfers from Baghdad restored. (If oil prices allow a \$60 per barrel "netback" -- net revenue after production costs -- for Iraq, and if Iraqi export volumes are in the expected range of around three million bpd, the Kurds will receive around \$600 million per month). The Kurds have not achieved a capping or significant reduction of sovereign expenses, but they will, for the first time, receive around \$100 million in monthly salaries for their peshmerga fighters as a line item of the Iraqi Ministry of Defense budget -- in addition to their monthly transfers from the federal budget. In addition to these agreed items, there is a high probability that the KRG will implicitly maintain control of all KRG oil production in excess of the 250,000 bpd transferred to SOMO. This excess is currently 150,000 bpd and could be as high as 250,000 bpd by the second half of 2015. After satisfying domestic refining requirements of around 120,000 bpd, the Kurds will independently export the remainder and access further revenues in this manner, in part to pay their contractors -- who are not covered under federal petroleum costs.

### U.S. SUPPORT FOR IMPLEMENTATION

Delivered through the energetic midwifery of Iraqi minister of oil Adil Abdulmahdi, the December 2 agreement between Iraqi prime minister Haider al-Abadi and KRG prime minister Nechirvan Barzani now needs to be approved by Iraq's body politic and institutionalized in the forthcoming 2015 budget. Key milestones and challenges include:

● Drafting the 2015 budget. The devil is often in the details, and now specific language must be written into the new budget law by a special committee charged with drafting the legislation. To stand the best chance of success, the budget needs to give Iraqi politicians as much latitude as possible in meeting the agreed oil volume targets. This may mean tiptoeing around issues like the KRG's use of excess oil production over 250,000 bpd. Likewise, as noted, the 2013 and 2014 budgets included punitive clauses concerning KRG nondelivery of oil. New efforts to include tough language in the 2015 budget could derail the initiative. All parties entered the current agreement voluntarily, due to mutual economic need and largely driven by domestic Iraqi considerations -- not international pressure, in a departure from previous revenue-sharing initiatives. Both sides can therefore afford to accentuate the positive and demonstrate good faith without issuing punitive threats. In general, the United States should offer its good offices during the drafting process to iron out misunderstandings and guide all parties to keep the budget language positive and not overly detailed.

● Ratifying the budget. The budget law needs to be ratified by a simple majority of the 328-seat Iraqi Council of Representatives. The United States should back all efforts by the Abadi government to build consensus for the budget. One potential source of opposition will be the fifteen non-KRG provinces, which receive services through the federal ministries and whose direct per-capita transfers from the federal government are much smaller than those received by the KRG. (Erbil funds its own ministries from the monthly transfers). Oil-producing provinces like Basra may be particularly disgruntled given that they produce oil but cannot directly sell any portion of it, as the Kurds do. U.S. officials and other international actors should reassure such provinces that they will support provincial demands to receive petrodollar royalties in the budget and foreign direct investment, and help develop project management capacity at the provincial level. Likewise, the United States can advise and assist emerging Iraqi government plans to establish Central Bank of Iraq-funded commercial and industrial development banks to provide loans to local businesses within the provinces.

● Keeping the deal alive. Any Baghdad-KRG deal will need to be monitored for lapses in implementation. With a Kurd, Hoshiyar Zebari, heading Iraq's Ministry of Finance, and with monthly transfers flowing automatically once the budget is approved, the basic implementation of a deal may not be too complex or fragile. The payment of monthly peshmerga salaries introduces an element that could potentially be delayed by Baghdad politics, given that the defense minister needs to approve each payment. Using its leverage as a major security-cooperation partner, the United States should closely track these payments to prevent backsliding.

● Coping with oil price volatility. If the average price for Iraqi oil is \$70, Iraq's netback is \$60. In that case, the draft deal results in the KRG receiving just under \$690 million per month from Baghdad -- \$600 million in budget transfers plus \$88.5 million in peshmerga salaries -- and may allow the KRG to receive around \$300 million in monthly independent oil exports as well by mid-2015. This will more than cover the KRG's monthly salaries, which as noted are around \$670 million. In a price scenario in which oil prices drop to \$40 (with netback to Iraq of around \$30 per barrel), both Baghdad and the KRG are critically underfunded. More important, the Kurds could be tempted to withdraw from the deal so as to make about \$170 million more a month by independently selling all the KRG and Kirkuk crude -- assuming they still had access to this and Turkey agreed -- from which they would get \$685 million a month, as compared to about \$515 million a month under the deal. The United States needs to pay careful attention to the calculations of both sides, particularly if they are under severe fiscal distress due to further oil price reductions. Turkey offers the best means of pressuring the Kurds to forgo destabilizing moves around Kirkuk.

● Exporting Kirkuk's oil. SOMO's export of Kirkuk crude is vital to ensuring Baghdad's fiscal upside in the deal, but building Kirkuk exports up to 300,000 bpd will not be easy. Since July, the KRG has extracted more than 120,000 bpd from Bai Hassan and Avana, oil fields that have historically been administered by the federal government's Northern Oil Company (NOC) and are considered "Kirkuk fields" by most Iraqi officials. There will undoubtedly be calls during 2015 for SOMO to regain access to oil from these fields. Baghdad will also seek help from international oil companies to boost production at the remaining NOC-administered Baba field, involvement that the Kurds have previously opposed due to Kirkuk's disputed status. Alternatively, the Kurds may seek to play a larger role within the NOC. U.S. mediation could prove very valuable in resolving disputes and finding common ground in these sensitive locations.

The draft agreement announced December 2 represents a brave step by prime ministers Abadi and Barzani, who are ably supported by oil ministers Abdulmahdi for the federal Iraqi government and Ashti Hawrami for the Kurds. The deal could be cynically used by either side to relieve short-term fiscal and political pressures, with no real commitment to see the agreement through in 2015. But if the deal catches on and is implemented, some profoundly positive outcomes could flow out of a workable revenue-maximizing and revenue-sharing deal in 2015. Export of 550,000 bpd of oil will buttress a desperately overstretched Iraqi war economy. Cooperation in the war against the Islamic State of Iraq and al-Sham, or ISIS, can be optimized, improving the chances of a joint federal-Kurdish recapture of Mosul in the first half of 2015. The basic fabric of Iraq might not only survive but even be strengthened by a successful experience of inter-communal power sharing. As Abdulmahdi said on November 20 at the Atlantic Council Summit in Istanbul: "Oil since the foundation of Iraq has been a reason for wars, and disputes. Now we want it to be a reason for peace, and cooperation." ■

*Michael Knights is a Boston-based Lafer Fellow with The Washington Institute.*

# IRAQI KURDS SEEK GREATER BALANCE BETWEEN ANKARA AND BAGHDAD

Analysis by Mohammed A. Salih  
ERBIL, December 4, 2014 (IPS) -

After a period of frostiness, Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG) and Turkey seem intent on mending ties, as each of the parties show signs of needing the other.

But the Kurds appear more cautious this time around, apparently leery of moving too close to Ankara lest they alienate the new Iraqi government in Baghdad with which they signed a breakthrough oil deal Tuesday.

It's clear that despite the recent slide in relations, both sides need each other. As a land-locked territory, Kurds will be looking for an alternative that they can use to counter pressure from the central Iraqi government.

The agreement, which will give Baghdad greater control over oil produced in Kurdistan and Kurdish-occupied Kirkuk in exchange for the KRG's receipt of a bigger share of the central government's budget, may signal an effort to reduce Erbil's heavy reliance on Turkey.

The warmth between Iraqi Kurds and Turkey was a rather strange affair to begin with. It emerged unexpectedly and evolved dramatically, particularly after the 2003 U.S. invasion.

Whereas Turkey is a major player in the Middle East and Eurasia regions, Iraqi Kurdistan is not even an independent state. The imbalance of power between the two parties made their development of a "strategic" relationship particularly remarkable.

And given the deep historical animosity in Ankara toward all things Kurdish, the change of heart on its leaders' part seemed almost miraculous, even if highly lucrative to Turkish construction companies in particular.

But those ties suffered a major blow in August when the forces of Islamic State (IS) swept into Kurdish-held territories in Iraq.

With the IS threatening Kurdistan's capital city, Erbil, Turkey did little to assist the Kurds. Many in Kurdistan were baffled; the overwhelming sense here was that Turkey had abandoned Iraqi Kurds in the middle of a life-or-death crisis. KRG President Masoud Barzani, Ankara's closest ally, even felt moved to publicly thank Iran, Turkey's regional rival, for rushing arms and other supplies to the Peshmerga in their hour of need.

In an attempt to simultaneously develop an understanding and save face, some senior KRG officials defended Ankara, insisting that its hands were tied by the fact that more than 40 staff members in its consulate in the Iraqi city of Mosul, including the consul himself, had been taken hostage by the IS. Other officials were more critical, slamming Ankara for not having acted decisively in KRG's support.

And the fact that Turkey was experiencing elections where the ambitious then-Prime Minister Recep Tayyip Erdogan was running for the newly enhanced office of president was also invoked as a reason for his reluctance to enter into war with such a ruthless foe.

It also appeared to observers here that Erdogan did not want to do anything that could strengthen his arch-enemy, Syrian President Bashar al-Assad, even if that meant effectively siding with the Sunni jihadists.

But last month's visit to Iraq by Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu appears to have helped repair the relationship with the Kurds in the north. Davutoglu turned on his personal charm to reassure his hosts, even visiting a mountainous area where Turkish spe-

cial forces are now training members of Peshmerga and a Turkish-built refugee camp for Iraqis displaced by the war.

The question of how long it takes for the relationship to bounce back to the point where it was six months ago is anyone's guess.

But it's clear that despite the recent slide in relations, both sides need each other. As a land-locked territory, Kurds will be looking for an alternative that they can use to counter pressure from the central Iraqi government.

Focused on laying the foundation for a high degree of economic and political autonomy – if not independence — from Baghdad, the Kurds' strategic ambition is to be able to control and ideally sell their oil and gas to international clients. And geography dictates that the most obvious and economically efficient route runs through Turkey, with or without Baghdad's blessing.

As for Ankara, Iraqi Kurdistan is now its only friend in an otherwise hostile region. Once upon a time, not long ago, politicians in Ankara boasted of the success of their "zero-problems-with-neighbours" policy that had reshuffled regional politics and turned some of Turkey's long-standing foes in the region, including Syria, into friends. But that era is now gone.

Ankara has come to see Iraqi Kurdistan as a potential major supplier of its own energy needs and has generally sided with the KRG in its disputes with Baghdad.

At the same time, however, Kurdish leaders have been criticised here for putting most of their eggs in Ankara's basket.

The last time Kurds invested so much of their trust in a neighbouring country was during in the 1960s and 1970s when the Shah of Iran supported their insurgency as a means of exerting pressure on Baghdad. When the Shah abruptly abandoned Kurds in return for territorial concessions by the government of Iraqi President Saddam Hussein in the Shatt al-Arab River separating southern Iran from Iraq in 1975, the results were catastrophic.

Turkey's indifference and passivity in August when all of Iraqi Kurdistan came under existential threat by IS jihadists reminded many here of the consequences of placing too much trust in their neighbours. The hoary proverb that "Kurds have no friends but the mountains" suddenly regained its currency.

IS's siege of the Syrian Kurdish town of Kobani – just one kilometre from the Turkish frontier – compounded that distrust, not only for Iraqi Kurds, but for Kurds throughout the region, including in Turkey itself.

Turkey's refusal to assist Kurdish fighters against IS's brutal onslaught has made it harder for the KRG to initiate a reconciliation.

Although Ankara has now changed its position – under heavy U.S. pressure — and is now permitting the Peshmerga to provide limited assistance and re-inforcements for Kobani's defenders, the process of mending fences is still moving rather slowly.

While that process has now begun, it remains unclear how far both sides will go. Will it be again a case of Ankara and Erbil jointly versus Baghdad, or will Erbil play the game differently this time, aiming for greater balance between the two capitals.

Indeed, the much-lauded oil deal struck Tuesday between the Baghdad and the KRG may indicate a preference for the latter strategy, particularly in light of their mutual interest in both confronting IS and compensating for losses in revenue resulting from the steep plunge in oil prices.

Still, given the history of deals sealed and then broken that have long characterised relations between the Kurds and Baghdad, nothing can be taken for granted. ♦

# La coalition en quête d'une stratégie commune contre l'EI

Les Etats-Unis et leurs alliés divergent sur les priorités de la lutte contre l'Etat islamique en Irak et en Syrie

CHRISTOPHE AYAD, NATHALIE GUIBERT,  
MARIE JÉGO (À ISTANBUL),  
GILLES PARIS (À WASHINGTON)  
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS  
(À BRUXELLES)

**E**n même temps que l'annonce, vendredi 5 décembre, par le président américain Barack Obama du choix d'Ashton Carter pour occuper le poste de secrétaire à la défense, en remplacement de Chuck Hagel, le Pentagone officialisait la naissance d'une nouvelle structure : le commandement intégré (CJTF) chargé de mener à bien l'opération « Inherent Resolve » en Irak et en Syrie contre l'organisation Etat islamique (EI).

Bien qu'inexpliquée, la démission de M. Hagel a été imputée, selon plusieurs fuites dans les médias américains, à des désaccords sur la stratégie à mener en Syrie, où le chef du Pentagone aurait plaidé pour un engagement plus clair et affirmé, contre l'avis des conseillers de M. Obama, favorables à la ligne « Iraq first », dont Denis McDonough, actuel chef de cabinet de la Maison Blanche.

L'arrivée d'un nouvel occupant au Pentagone et la création d'une structure intégrant les deux fronts de la guerre contre l'EI, sous la direction du général James Terry, suffiront-elles à rendre cohérente une stratégie jusqu'ici peu lisible ? Rien n'est moins sûr. En dépit d'un démarrage politique fort dans la foulée du sommet de l'OTAN, début septembre à Cardiff, la coalition n'a aucune cohérence. La dernière réunion de l'OTAN tenue à Bruxelles la semaine dernière, suivie d'une rencontre des pays membres de la coalition anti-EI, l'a bien illustré : chaque pays a ses priorités et chacun reste maître du rythme de sa participation. Une autre réunion de ce type ne devrait pas être convoquée avant plusieurs mois, ce qui confirme que personne n'imagine une solution rapide.

## 50 000 POSTES FICTIFS

Pourtant, en apparence, la guerre contre l'EI enregistre des succès. Sous la pression de l'Irak, le mouvement a reculé dans l'est et le nord-est de l'Irak. Sur le front nord, les frappes occidentales et la pression des peshmergas kurdes ont permis de reprendre le bar-



A Kobané, à la frontière entre Syrie et Turquie, en octobre, une frappe de la coalition menée par les Etats-Unis contre l'Etat islamique. ALFRED YAGHOBZADEH

rage de Mossoul en août. Plus récemment, l'armée irakienne a mis fin à l'occupation de Baiji, où se trouve la principale raffinerie du pays. Les troupes de Bagdad ont également lancé une offensive à Ramadi, principale ville de la province d'Anbar, qui est l'un des principaux fiefs de l'EI.

Malgré ces succès, il est encore trop tôt pour parler de reconquête en Irak. L'armée nationale est loin d'être prête : un audit vient de mettre au jour l'existence d'au moins 50 000 postes fictifs en son sein, qui servaient à enrichir les hauts gradés. De même, les modalités d'une réintégration des sunnites dans les forces armées ne sont pas arrêtées : prendra-t-elle la forme d'une « garde nationale » sunnite ou des unités sunnites seront-elles intégrées dans l'armée ? Rien n'est tranché, mais sur une question aussi sensible, il faudra compter avec l'Irak, dont le pouvoir d'influence en Irak n'a jamais été aussi important, depuis que Ghassem Soleimani, le chef de la force Al-Qods (les forces spéciales extérieures du corps des pasdars, les gardiens de la révolution), intervient directement dans les combats contre l'EI (notamment en ordonnant des frappes aériennes) et coordonne les offensives. Il su-

pervise également les milices chiites irakiennes d'autodéfense.

Jusqu'à présent, la cohabitation américano-iranienne en Irak se passe bien, sans qu'une coordination formelle soit instaurée. Une telle éventualité ne manquerait pas de braquer les puissances sunnites que Washington a voulu enrôler dans la coalition pour contrer la propagande « pansunnite » de l'EI.

Malgré sa volonté de ne pas envoyer de troupes au sol, Barack Obama se trouve peu à peu « aspiré » par la logique du terrain irakien : de 300 hommes en juin (afin de sécuriser l'ambassade), les Etats-Unis sont passés à 3 000, officiellement pour former l'armée irakienne, quitte à l'encadrer sur le terrain, et aussi peut-être afin de guider les frappes aériennes par du renseignement au sol. La liste des objectifs fixes et sans risques de dégâts

collatéraux majeurs est en effet épuisée. Les frappes se font plus rares et difficiles. Pour trouver des « frappes d'opportunité », il faut effectuer de longues et épuisantes sorties.

Les règles d'engagement très restrictives observées par les pilotes américains ou français témoignent de l'extrême difficulté de cette guerre : toute frappe doit être précédée de

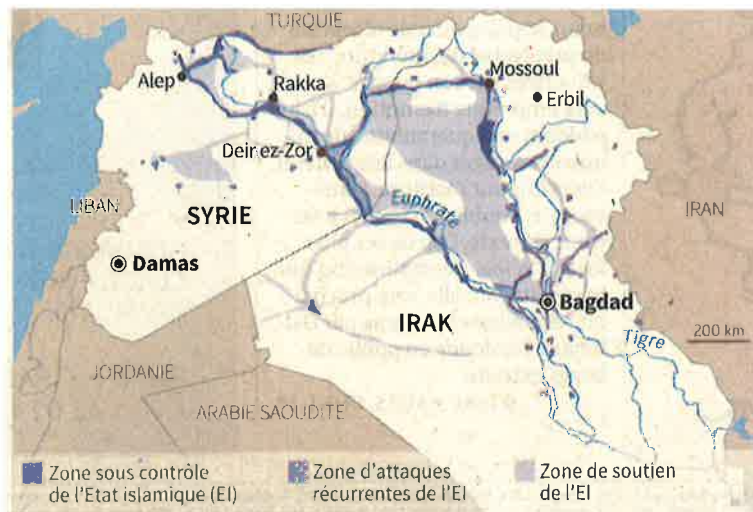
plusieurs passages de drones ; les bombardements doivent éviter les infrastructures à la demande de Bagdad.

**UN SEUL POINT COMMUN.**

« Beaucoup de temps est consacré à l'étude des possibles dommages collatéraux », témoigne un responsable de l'armée de l'air française. « Il n'y a pas réellement de stratégie en raison des débats internes américains, poursuit cette source. Pour l'instant, c'est du "containment" [endiguement]. C'est bien car cela donne des marges aux forces irakiennes, mais après on fait quoi ? »

La guerre contre l'Etat islamique se déploie sur deux fronts, sur lesquels Washington et

**VU DE WASHINGTON, L'IRAK EST LE CHAMP DE BATAILLE PRINCIPAL ; POUR LES EUROPÉENS ET LES PAYS DU GOLFE, LA SYRIE NE SAURAIT PASSER EN SECOND**



ses alliés ont des approches radicalement différentes. Sans compter que la coalition est à géométrie variable : les alliés occidentaux (France, Royaume-Uni) n'interviennent qu'en Irak, tandis que les Arabes (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Bahreïn) ne sont présents que dans le ciel syrien. Un seul point commun : pas d'intervention au sol.

Le versant syrien du problème est le plus complexe. Vu de Washington, l'Irak est le champ de bataille principal ; pour les Européens et les pays du Golfe, la Syrie ne saurait passer en second. Les Etats-Unis ont leurs raisons : une meilleure connaissance et de meilleurs relais dans un pays qu'ils ont occupé huit ans ; la volonté de racheter un bilan catastrophique, notamment en matière de formation de l'armée irakienne ; et enfin, la conviction – justifiée – que le « noyau dur » de l'EI est irakien, à l'instar de son chef Abou Bakr Al-Baghdadi, et que ses places fortes (dont Mossoul) se trouvent en Irak.

Pour la France, mais aussi pour d'autres Européens comme l'Espagne, aucune victoire ne peut être remportée contre l'Etat islamique sans « traiter » le front syrien. C'est en Syrie que l'EI se replie à chaque fois qu'il est sous pression en Irak, c'est là que le rejoignent les milliers de djihadistes internationaux, et là, enfin, que son potentiel de recrutement local est le plus fort.

**« ZONE PRÉMATURÉE »**

Or, l'Etat syrien, incarné par Bachar Al-Assad, ne peut être un partenaire au même titre que le gouvernement de Bagdad, dirigé par le chiïte Haïdar Al-Abadi. « On ne peut pas travailler avec quelqu'un qui a fait plus de 200 000 morts et a laissé Daech [l'acronyme arabe de l'EI] prospérer tranquillement pendant un an et demi pour s'acharner contre l'opposition modérée », résume un diplomate français. D'autant que, depuis le début des bombardements de la coalition, Damas ne se prive pas de multiplier les raids aériens meurtriers dans les zones sous contrôle de

l'EI, exaspérant un peu plus les sunnites, persuadés d'une collusion entre Damas, Washington et Téhéran.

La Turquie, puissance sunnite qui contrôle un millier de kilomètres de frontières avec la Syrie, conditionne sa pleine collaboration avec la coalition à l'arrêt de ce carnage. Ankara ne veut pas ouvrir sa base d'Inçirlik aux avions américains tant que Washington ne s'engagera pas à installer une zone-tampon à la frontière, pour accueillir les réfugiés syriens (ils sont 1,5 million en Turquie), et une zone d'exclusion aérienne pour les protéger. Dans les faits, cela revient à déclarer la guerre à Bachar Al-Assad, dont le président turc, Recep Tayyip Erdogan, veut ouvertement la

► Les Etats-Unis, leurs alliés occidentaux, l'Irak et la Turquie, engagés dans la guerre contre l'Etat islamique, divergent sur la stratégie à adopter

► Au sein de la coalition, chaque pays garde ses priorités : France et Royaume-Uni se cantonnent à l'Irak, les pays arabes sont présents dans le ciel syrien

► Sur place, l'armée irakienne a réussi à regagner du terrain sur l'Etat islamique. Mais les frappes aériennes se font de plus en plus rares

► La France souhaiterait un engagement plus grand en Syrie. Une stratégie que les Etats-Unis ne sont pas prêts à adopter

chute. Sans aller aussi loin, la France refuse de s'engager en Syrie tant que la coalition ne prendra pas des mesures pour protéger les civils, notamment à Alep.

Washington fait mine de réfléchir, envoie des hauts responsables à Ankara – le vice-président Joe Biden, le général Allen s'y sont succédé –, mais, dans le fond, rien n'a changé. Accéder aux demandes turques reviendrait à entrer en conflit avec les alliés du régime Assad : l'Iran, indispensable sur le front irakien, et la Russie, avec laquelle les sources de conflit sont déjà assez nombreuses. « A ce stade, nous n'allons pas vers la création d'une zone d'interdiction aérienne ou de sécurité, a expliqué Susan Rice, conseillère de sécurité de Barack Obama, le 3 décembre. Une telle zone est prématurée et demanderait beaucoup de ressources, ce qui nous ferait dévier de la tâche que nous nous sommes fixée. »

Or, sans couverture aérienne et sans troupes au sol, la guerre contre les djihadistes paraît vouée à l'échec en Syrie. La France et la Turquie plaident pour un renforcement significatif de l'opposition modérée syrienne. Washington, tout en ayant annoncé la formation de 5 000 combattants modérés syriens en un an, ne semble pas y croire. Malgré l'urgence, le programme, trop lent et insuffisant selon les experts, n'a toujours pas débuté. ■

# Kouchner : "Contre Daech, armons les Kurdes de Syrie"

**INTERVIEW - Bernard Kouchner, ancien ministre des Affaires étrangères (2007-2010), souhaite que les occidentaux arment les Kurdes pour pouvoir défaire l'Etat islamique sur le terrain.**

François Clemenceau  
leJDD.fr

14 décembre 2014

**Vous venez de passer une semaine au Kurdistan syrien. On a beaucoup parlé du siège de Kobané, qu'en est-il dans le reste de la région où 16 djihadistes ont été tués samedi dans un assaut des forces kurdes?**

Ces forces kurdes du PYD se battent contre Daech avec héroïsme. Elles ont réussi à reconquérir des territoires qu'elles avaient perdus et ont par endroits repoussé les djihadistes de 30 km. Mais leurs moyens sont très insuffisants. Les combattants kurdes manquent de munitions, les camions en provenance du Kurdistan irakien n'ont qu'un seul point de passage, par un pont qui est souvent fermé. La plupart des installations pétrolières que l'on voit sont en panne et l'électricité fonctionne au minimum. Mes interlocuteurs ne demandent aucune troupe étrangère au sol, juste des armes, à commencer par des armes antichars pour détruire les tanks de Daech que j'ai pu voir sur la ligne de front.

**Qu'est-ce qui vous a frappé dans le comportement des populations kurdes face aux sièges qu'elles subissent?**

D'abord, leur nouvelle unité. Après de longs mois de négociations, les forces kurdes, qui représentent des partis souvent en contentieux entre eux, se sont rassemblées. Les Kurdes de Syrie étaient allés l'été dernier au secours de leurs frères irakiens dans la grande bataille du mont Sinjar, ils en avaient profité pour sauver de nombreux Yézidis et chrétiens menacés. Aujourd'hui, les Kurdes irakiens aimeraient davantage aider leurs camarades en Syrie, et il est honteux que le gouvernement turc ne les laisse pas passer en nombre



alors que tous les passeports des tués ou des prisonniers appartenant à Daech que l'on m'a montrés étaient tamponnés en Turquie. Ensuite, leur tolérance. Le gouvernement régional est dirigé par une femme kurde qui a passé quatre ans en prison sous Bachar El-Assad et par un cheikh arabe de la grande tribu des Chammar. Il a mis à disposition des forces kurdes un millier de ses hommes. Dans l'une des villes que j'ai visitées, les deux vice-présidents du conseil local sont une chrétienne et un représentant de la minorité arabe. Pour les Kurdes, clairement, la démocratie, la laïcité et la parité ne sont pas de

vains mots.

**Comment expliquer que sans aide étrangère notable les Kurdes parviennent à se défendre malgré tout?**

Leur détermination est incroyable. J'ai passé une journée avec eux sur le front. Les femmes étaient en simple treillis, rampant dans la boue des boyaux qu'ils ont construits pour protéger leurs lignes. Le service militaire a été ramené de trois mois à un seul pour disposer du maximum de combattants majeurs. Une combattante m'a raconté qu'elle préférerait mourir au combat plutôt que d'être faite prisonnière, vu le sort réservé jusqu'à présent aux femmes par Daech. C'est une ambiance qui tient de la Commune de Paris mais aussi de Guernica.

**Vous n'avez pas pu entrer à Kobané?**

Non, le jour où nous avons souhaité le faire, le général kurde commandant la zone, un ancien médecin, nous a signalé que ce serait difficile. Mais j'ai pu m'entretenir à distance avec Nalin Afrin, la femme qui dirige les 1.500 combattants kurdes dans la ville. Elle m'a expliqué par liaison vidéo qu'elle manquait cruellement de médicaments pour soigner ses blessés. Plus que jamais un corridor humanitaire doit être créé depuis la Turquie pour exfiltrer les blessés et approvisionner Kobané. Je plaide également pour que la France donne des armes aux Kurdes de Syrie pour se battre. Comme on l'a fait, et plutôt bien, pour les Kurdes d'Irak. Si Nalin Afrin un jour l'emporte sur Daech, rendez-vous compte du symbole que cela représentera face à la barbarie! ♦

**AP** Associated Press

## Nord de l'Irak: l'Allemagne entraînera les Kurdes contre l'État islamique

BERLIN – 17 décembre 2014 – The Associated Press

**LE GOUVERNEMENT de l'Allemagne donne le feu vert à l'envoi dans le nord de l'Irak d'une centaine de militaires allemands qui donneront de la formation aux forces kurdes qui combattent dans cette région les militants de l'État islamique.**

L'envoi de ces militaires allemands devra faire l'objet d'un débat au Parlement en janvier, à Berlin. Cependant, puisque le gouvernement dispose d'une majorité parlementaire, cette mission en Irak devrait être approuvée.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a expliqué aux journalistes mercredi qu'il était important que les forces de première ligne soient maintenues contre l'État islamique.

Il y a quelque temps, l'Allemagne a approuvé l'envoi aux forces kurdes d'une aide militaire d'une valeur d'environ 87,8 millions \$ US notamment constituée d'armements.

La ministre de la Défense, Ursula von der Leyen, a ajouté que les relations entre l'Allemagne et les combattants kurdes étaient bonnes. Elle a souligné qu'ils étaient motivés et fiables mais qu'ils avaient besoin d'équipement et de formation. ●



## Irak: le gouvernement et les Kurdes règlent leur différend pétrolier

Bagdad, 2 décembre 2014 (AFP)

**LE GOUVERNEMENT IRAKIEN et la région autonome du Kurdistan ont conclu mardi un accord pour régler un long différend sur les exportations pétrolières, ce qui devrait favoriser leur coopération dans la lutte contre les jihadistes.**

Il prévoit que le Kurdistan mette à disposition du gouvernement fédéral 250.000 barils par jour à partir de début 2015, tandis que 300.000 barils seront transférés de la province disputée de Kirkouk.

Cet accord, scellé à Bagdad en présence du Premier ministre fédéral Haïdar al-Abadi et du Premier ministre de cette région autonome Nechirvan Barzani, pourrait aider l'Irak à porter sa production -- estimée à 2,5 millions de barils par jour -- au dessus des 3 millions et à réduire son déficit.

Le pétrole sera transporté par le réseau de pipelines kurdes mais sous le contrôle de la compagnie pétrolière fédérale.

En contrepartie, Bagdad va débloquer la part dévolue au gouvernement régional kurde dans le budget national, gelée depuis plus d'un an en raison du différend pétrolier qui empoisonnait les relations entre Bagdad et le Kurdistan.

Une partie du budget fédéral de la Défense sera en outre consacrée aux peshmergas, les forces militaires kurdes.

"Nous avons conclu un accord qui bénéficiera aux deux parties", s'est félicité M. Barzani. "Le Premier ministre fédéral s'est déclaré prêt à garantir un milliard de dollars du budget irakien pour les forces peshmergas".

Ce chiffre n'a pas été confirmé par les services de M. Abadi.

- 'UNITÉ ET COMPROMIS' -

Le gouvernement fédéral irakien estime que l'énergie produite dans les régions

appartient au pays tout entier alors que le Kurdistan traite directement avec des compagnies pétrolières car il estime que le pétrole produit sur son sol est sa propriété.

Depuis un an, cette crise avait créé "des dissensions qui menaçaient non seulement les intérêts économiques, sécuritaires et politiques mais également l'unité nationale", avait déclaré à la mi-novembre le ministre du Pétrole Adel Abdel Mahdi.

En juillet, les autorités kurdes étaient allées jusqu'à annoncer leur volonté de tenir un référendum d'indépendance.

Les relations s'étaient tendues lorsque, à l'occasion de la déroute de l'armée fédérale face au groupe Etat islamique (EI) dans le nord, les forces kurdes avaient pris le contrôle de zones fédérales disputées proches de la région kurde, notamment autour de Kirkouk.

Elles se sont améliorées depuis l'arrivée au pouvoir en août de M. Abadi, qui a assuré lundi que les négociations avec les Kurdes n'étaient en rien un signe de faiblesse de sa part.

L'envoyé spécial de l'ONU en Irak Nickolay Mladenov a salué l'accord de mardi, appelant les deux parties à "traiter les priorités urgentes dans le même état d'esprit d'unité et de compromis".

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a lui loué un accord équitable qui "renforcera et le gouvernement fédéral irakien et le gouvernement régionale du Kurdistan alors qu'ils travaillent ensemble à défaire" l'EI.

L'accord est intérimaire et les deux parties vont continuer à négocier pour résoudre les points en suspens.

Ces "négociations pourraient durer six mois ou plus", a prévenu M. Barzani. ●



14 décembre 2014

## Londres enverra des troupes dans le Kurdistan Irakien

Michael Fallon, le ministre britannique de la Défense veut déployer plusieurs centaines de soldats britanniques en Irak pour former l'armée Kurde.

Courrier international  
Hugo Dos Santos - 14 Décembre 2014

C'est dans un entretien exclusif accordé au Daily Telegraph que Michael Fallon, ministre britannique à la Défense a annoncé hier l'envoi de troupes britannique au Kurdistan Irakien. Ainsi, dès le mois prochain, un contingent sera envoyé dans le Nord de l'Irak afin de consolider les positions de l'armée Kurde qui se bat contre l'État Islamique (EI).

Cela sera d'abord dans un souci de formation, comme l'indique Michael Fallon dans le quotidien anglais : "Les soldats de l'armée britannique entraîneront les irakiens et les forces kurdes à combattre l'État Islamique". Mais le ministre précise également "qu'une petite 'force de protection' sera déployée. Elle comptera avec des soldats prêts au combat, qui seront envoyés pour sécurisées les bases d'entraînement, situées en Irak dans quatre lieux différents".

### Relayer au sol les frappes aériennes

Le ministre de la Défense justifie cette prise de décision par les limites atteintes par les frappes aériennes : "Le problème est que les frappes aériennes ont changées la tactique de l'EI. Ils n'attaquent plus à découvert et avec de grands contingents. Ils se sont progressivement terrés dans les villes et les villages. Cela signifie qu'ils doivent maintenant être déracinés par des



Un soldat britannique en train de donner des instructions à des soldats kurdes à Arbil, au nord de l'Irak. [Azad Lashkari - Reuters]

troupes au sol. Et cela doit être fait par une armée locale et non pas par des troupes occidentales".

Dimanche, le Sunday Times a choisi de titrer en une sur l'évènement : "Les troupes britanniques de retour en Irak pour stopper l'EI". Le journal se veut rassurant pour ses lecteurs dominicaux : "Les troupes britanniques qui seront déployées en Irak resteront loin de la ligne de front."

### Quel champ d'application?

The Guardian se montre plus prudent, voire suspicieux : "Le Royaume-Uni a quitté cette année l'Afghanistan. La contribution britannique en Irak répond à l'effort du gouverne-

ment des États-Unis d'alimenter une coalition internationale pour revenir en Irak, en commençant par un rôle de formation et d'entraînement. Ainsi, le gouvernement allemand a également annoncé l'envoi de 100 soldats dans le Kurdistan irakien".

Le quotidien britannique rappelle d'ailleurs que Vernon Coaker, porte-parole du parti travailliste a indiqué que son parti, s'il soutient l'assistance portée au gouvernement irakien, demande au Ministre de la Défense "des précisions sur l'échelle, le champ d'application et la durée de ce déploiement de troupes". ♦

# In stalemate at Kobani, Turks and Kurds carry on a propaganda battle

By Mitchell Prothero  
McClatchy Foreign Staff  
December 5, 2014  
mcclatchydc.com

**SURUC, Turkey** — The four-month siege of the Syrian city of Kobani by the Islamic State has settled into a bloody stalemate, with its mostly Kurdish defenders, backed by U.S. air power, maintaining control over a several-square-mile area adjacent to the Turkish border but unable to retake the estimated half of the city the extremists occupy.

That's turned the battle for the town not just into a fight between the Kurds and the Islamic State but into a propaganda skirmish between the Turks and the Kurds — both of whom supposedly oppose the Islamic State but who are also on opposite sides of a three-decade war that pits the Kurdistan Workers Party, better known as the PKK, against the Turkish government over Kurdish cultural rights.

Kurdish fighters describe the battle against the Islamic State as a daily back and forth of urban street warfare, with mortars and artillery duels with the Islamic State, while snipers on both sides target anything they see moving between Kobani's ruined buildings.

Daily U.S. airstrikes have made it hard for the Islamic State to bring in fresh men and equipment, and that's stopped the group's initial advance, which saw the city nearly swallowed up by the militants in September. But the group has proven impossible to dislodge from the city's eastern and southern reaches.

Who's to blame for the inability to rout the Islamic State from Kobani, which is known in Arabic as Ayn al Arab, is a topic of bitter debate: The Turkish government, which controls access to the Kurdish lines and has demanded that the Kurdish militias give up the dream of an autonomous Kurdish entity; or the Kurds, who have steadfastly refused to accept too much assistance from groups they believe are likely to do Turkey's bidding.

"The problem is not the Turks but the refusal of the Kurds to allow fighters from the FSA into Kobani to liberate it from ISIS," said Abu Mohammed al Arakwi, a spokesman for the Free Syrian Army rebel coalition, using a common acronym to refer to the Islamic State. The FSA operates a control room in Saniurfa, a Turkish city about 30 miles north of here. "The Kurds will not allow the FSA to contribute properly because they are afraid they will lose their autonomy."

Baran Misko, a Kurdish journalist inside Kobani with close ties to the local YPG mili-



Kobani, Syria, Nov. 19, 2014, after fighting between Islamic State militants, Kurdish fighters and US-led airstrikes. JAKE SIMKIN — AP

tia, offers the Kurdish position, which portrays the Turks as strategic allies of the Islamic State and the FSA as an extension of Turkey.

"The FSA works for Turkish intelligence and is only interested in reducing the Kurds and covering up the relationship between Turkey and ISIS," he said. "The Turks are working with ISIS to make sure that the Kurds don't start to establish their own state. They refuse to allow the PKK and YPG to enter to liberate Kobani because they want the FSA to do it because the FSA will control the Kurdish people."

Accusations that the Kurdish militia cooperated with the government of Syrian President Bashar Assad in the early days of the civil war also color the anti-Islamic State fight.

"Everyone knows the Kurds worked with the regime in the early days of the revolution," said a one-time Syrian activist who fled Aleppo for the safety of Turkey after infighting between the rebel groups left non-violent activists like him targeted by both Islamists and Assad sympathizers.

"There are still Syrian regime troops operating checkpoints in the Kurdish-controlled sections of Syria and nobody has fired a shot at them," the former activist said.

But the former activist, who asked to remain anonymous for security reasons, also saw some reason to see Turkey's hand in the stalemate, describing Daash, as the Islamic State is often called by its Arabic acronym, as sharing the same strategic interests as Turkey.

"Any FSA group left in northern Syria is controlled by Turkish intelligence — they have to work with them or they won't be allowed to operate from Turkey," the former activist said. "I don't believe the Turks work directly with Daash, but they're not doing anything to stop them from moving along the border

because they're fighting the (Assad) regime and the Kurds, the Turks' two biggest enemies."

Kurds and Turks offer conflicting versions of recent incidents along the border to show the other's duplicity.

The first was a Kurdish claim that Turkey allowed the Islamic State to launch suicide bombs from Turkish territory on the Mursitpinar border crossing that links Kobani with its Turkish counterpart, Suruc. Such a gambit allowed the bomber to attack YPG positions from behind, the Kurds claimed.

But eyewitnesses said that version is untrue. They note that the bombers were able to drive in a straight line 100 meters from Islamic State areas to the YPG checkpoint without ever having to leave Syrian territory. Arakwi, the FSA spokesman, said FSA fighters saw the explosion. "You can see the fence from Suruc," he said, referring to the border divider. "The bomb happened well on the other side."

Equally untrue are Turkish claims that the YPG had invaded Turkish territory on Tuesday, the second time, the Turks said, that the Kurds had tried to provoke an incident on behalf of the PKK. What took place in fact was a headlong retreat by a dozen Kurdish fighters who, pushed from their positions by the Islamic State, had fled into Turkey.

"They were fighting and were forced to escape through the grain silos on the Turkish side of the fence to keep from being slaughtered," said Baran Misko, the Kurdish journalist with ties to the YPG. He said Turkish soldiers later arrested five wounded YPG fighters who'd gone to Suruc's hospital for treatment.

■ ■ ■

# Kurds and Iraq reach significant deal to share oil revenues

rudaw.net — By Salih Waladbagi  
December 8, 2014

The Iraqi Government agreed to a long-term accord with the autonomous Kurdish Region to share the country's oil wealth and military resources in a far-reaching deal that helps reunite the country in the face of a bitter war with Islamic extremists.

The Iraqi Government agreed to a long-term accord with the autonomous Kurdish Region to share the country's oil wealth and military resources in a far-reaching deal that helps reunite the country in the face of a bitter war with Islamic extremists.

The deal settles a long dispute between Baghdad and Erbil, the Kurdish capital, over oil revenue and budget payments.

In a news conference here Tuesday, Nechirvan Barzani, the Kurdish Region's Prime Minister, alluded to the tensions of the Maliki era and praised Abadi.

«Abadi's desire to reach an agreement was motivational,» he said.

«We hope to turn this into a new chapter in the relations between Baghdad and Erbil, and we never accepted the threatening tone which was commonly used before.»

Barzani added that the agreement includes 200 billion Iraqi dinars for the Kurdish Peshmerga forces. «The money which will be sent by Baghdad will not be counted on the KRG budget but on the budget of Iraqi Defense Ministry,» he revealed.

«What we have done is not enough but it is a good beginning for solving other pending issues,» Barzani said. «I am happy with the agreement and it is a good achievement for all the parties.»

As the jihadists marched toward Baghdad in June, routing Iraqi Army forces, the Kurds took control of Kirkuk and its rich oil fields. And they intensified efforts to market Kurdish oil independently, arguing that the government had withheld payments to Kurdistan that were badly needed to keep up the fight against the Islamic State in the army's absence.

Now, Prime Minister Haider



al-Abadi's Government has agreed to pay the salaries of Kurdish security forces, known as the Peshmerga, and will also allow the flow of weapons from the United States to the Kurds, with the government in Baghdad as intermediary.

«Now the priority really is to confront ISIS,» Hoshiyar Zebari, Iraq's Finance Minister, said in an interview after emerging from the cabinet meeting to complete the deal after several days of talks.

In reaching a deal, Abadi, who has been Prime Minister for less than three months, has further distanced his government from a legacy of bitter sectarian and ethnic division under his predecessor, Nuri Kamal al-Maliki.

As the Prime Minister, Maliki deeply alienated the Kurds and enraged Iraq's Sunni Arab minority with his confrontational personality and policies that were seen as exclusive and abusive.

«The new team, under Abadi, is a cooperative team, a positive team,» said Zebari, a Kurdish politician who was Iraq's Foreign Minister in the Maliki Government.

With relations with Kurds now nominally mended, Abadi's Shiite-led government faces a tougher task, but a critical one, in reaching an accommodation with the Sunnis.

Relations had grown so hostile in recent years that many Iraqi Sunnis welcomed Islamic State jihadists as their defenders against the Government and the Iranian-backed Shiite militias allied with it.

Reconciling Sunnis with the Central Government is widely seen as an essential step to retaining

land from the Islamic State.

Mr. Abadi has backed a plan, supported by the United States, to set up local National Guard forces that would fight alongside the Iraqi army.

But that plan has stalled, as have intermediate steps to arm Sunni tribes in the face of opposition by some Shiite factions.

Those factions worry that the Government would be raising a Sunni army that could then turn on the Shiites.

The oil deal, which put a final imprimatur on a temporary pact that was agreed to three weeks ago, also represented a significant victory for the United States, which has made a priority of pushing the Kurds and the Central Government to settle their political and economic differences.

American officials had expressed fear that if the two parties did not reach an arrangement, the country would break up, with the Kurds pushing forward on longstanding ambitions for independence.

Secretary of State John Kerry, who was attending a NATO conference in Brussels along with Abadi, praised the agreement. «This has been a long time in coming, and it is a very significant step forward,» Kerry said.

The deal also appeared to be a blow to the ambitions of Turkey, which had positioned itself as the saviour of the Kurds by reaching deals during the impasse of the Maliki years in which the Kurds would export their oil and gas unilaterally through Turkey.

Those agreements were considered illegal by Baghdad and the United States.

The rapprochement between

Baghdad and the autonomous Kurdish region also appeared to validate one element of President Obama's strategy in confronting the Islamic State: the push for a more inclusive leader of Iraq. When the extremists swept into Mosul, Obama decided that Maliki had to go before the United States would ramp up its military efforts against the Islamic State.

After protracted negotiations and high political drama over the summer, with the United States and Iran playing major roles, Maliki was replaced by Abadi.

So far, Abadi has proved to be a more inclusive figure than Maliki, in style and substance.

He has removed corrupt officials and military officers who were seen as loyalists to Maliki, and has reached out to Sunni Arab countries like Saudi Arabia that has historically been hostile to the Shiite-led government here. He has even reduced his salary and those of his ministers, in a bow to public anger over the compensation for lawmakers.

Under the deal, the Kurdistan region will provide 550,000 barrels of oil a day that will be sold through government channels, with the proceeds divided between Baghdad and Erbil. This includes 300,000 barrels a day from the disputed region of Kirkuk, which the Kurds took control over in June after the onslaught by the Islamic State forced the retreat of Iraq's Army.

At a time when oil revenue is so critical to Iraq, the unlocking of those oil shipments may actually have a temporarily negative effect for the country as a whole: with prices recently hitting a five-year low, adding more Iraqi oil to a glutted market may drive them down even further, industry experts say.

The deal signed also stipulates that Baghdad will permanently resume payments to the Region « which had been halted under Maliki » that amount to 17 percent of the national budget, and another \$1 billion to pay for salaries and weapons for the Peshmerga, who are on the front lines fighting ISIS, sometimes with Iraqi security forces and Shiite militias. O



# Rivalries resurface in Iraqi town recaptured from ISIS

Isabel Coles | Reuters  
December 09, 2014

**JALAWLA, Iraq: The blood of two militants killed during the rout of ISIS militants in the Iraqi town of Jalawla has yet to be washed away, but a turf war is already brewing between Kurdish and Shiite forces that jointly drove the insurgents out.**

The recapture of disputed territory and towns such as Jalawla is reopening rivalries over the boundary between areas of Kurdish control and those administered by the Shiite-led Baghdad government.

Local Sunni Arabs displaced in the fighting are left with little choice but to align themselves with one side or the other.

Not long after ISIS began its offensive across Iraq this summer, Kurdish commanders in the eastern Diyala province invited the head of the largest Sunni Arab tribe in Jalawla to discuss jointly resisting the militants.

"We sat with them here in this very building," says Brig. Gen. Barzan Ali Shawas, describing the meeting with Sheikh Faisal al-Karwi in a Kurdish peshmerga barracks on the date-palm-lined banks of the Diyala river.

"We said: What do you want? True, you are Arabs and we are Kurds, but the unity of Iraq is in our interest." The sheikh had replied he would consider the Kurds' offer to set up a unit for local Sunnis under peshmerga command, but he never came back with an answer.

Since that June day, Jalawla changed hands several times, until the peshmerga and Shiite militia drove the militants out on Nov. 23. According to Shawas, they agreed before the offensive that the Shiite militia would withdraw as soon as it

was over and hand full control to the Kurds, but that has yet to happen.

Jalawla, which lies about 150 km northeast of Baghdad, is overwhelmingly Arab and was under the central government's jurisdiction until ISIS overran it. But the Kurds say it was theirs until the 1970s, when Saddam Hussein brought in Sheikh Faisal's Karwiya tribe to "Arabize" the area.

Now it is deserted except for stray animals, Shiite militiamen and peshmerga, marking their territory with flags and graffiti.

"Jalawla is Kurdistani," is spray-painted on the front of a bakery. Fridges dragged into the road as barricades are beginning to rust.

Shiite fighters drive a pickup truck with a picture of Iran's Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei on the hood. One gets out and approaches the Kurds, finger on the trigger of his rifle, to ask if they have permission to be there from the head of the Shiite Khorasani Brigades militia.

"If they retain a fanatic stance about the areas they have taken, there's no way we will allow them," says Jawad al-Hosnawi, the Khorasani Brigades' field commander.

Iraqi Kurds have controlled an autonomous region since the early 1990s and their fighters moved into other disputed areas this year to combat ISIS.

But Hosnawi rejects any further Kurdish ambitions.

"Our problem is if they want to separate from Iraq or form an ethnic state - no way," he says.

Cats pick through uncollected rubbish in Jalawla and a cow strolls down the street, oblivious to the danger of thousands of mines planted by the militants. A burst of gunfire and the occasional thud of an explosion can be heard.

Shawas promises that civilians will be allowed to return, except those who sided with



Members of the Kurdish security forces take part in an intensive security deployment after clashes with Islamic State militants in Jalawla, Diyala province November 23, 2014. REUTERS/Stringer

ISIS, once a bomb disposal team finishes its work, and water and electricity are restored.

Hosnawi says the Kurds are bulldozing Sunni homes to discourage them from coming back.

Many Jalawla residents are camping a few kilometers away on a football field, its perimeter fence draped with laundry. They celebrated the news that ISIS had been forced from Jalawla and the adjacent town of Saadiya.

Most said they had fled not the militants, but airstrikes targeting them. Now they fear the Shiite forces, who have killed Sunnis and destroyed their homes in other towns they recaptured from ISIS.

"We want to go back but the militias will slaughter us," said a 40-year-old farmer from Saadiya who was too afraid to identify himself. "We ask the peshmerga to annex Jalawla and Saadiya to the [Kurdistan] region so we can live in peace."

To slow enemy advances, ISIS blew up bridges across the milky waters of the Diyala river, into which some militants flung themselves to escape when the game was up.

The blood of two insurgents who did not get away stains the

entrance to a shop that used to sell roofing. Its shutters are down now and daubed with Shiite slogans.

Sheikh Faisal confirms rejecting the Kurds' proposal, and says his tribe fought the peshmerga to prevent them taking over a base abandoned by the Iraqi army.

"They won't let Arabs return, mostly the Karwiya. They want to take Jalawla. It's an Arab area," he said by telephone from the nearby town of Baqouba.

He denies collaborating with ISIS, as the Kurds allege, and says the militants blew up his house in Jalawla because he refused to join them.

Unlike the displaced residents, Sheikh Faisal's nephew Zumhar Jamal al-Karwi says Jalawla should remain under the Baghdad government, not the Kurds.

"We won't accept Jalawla remaining in Kurdish clutches. If they cling to it by force, it will be retaken by force," Zumhar says. "We are prepared to fight against the Kurds alongside the militias unless the peshmerga leave Jalawla." ■



## KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

### PESHMERGA DEFUSED 3,000 IS BOMBS: OFFICIAL

December 6, 2014

**Erbil:** Kurdish Peshmerga forces have cleared as many as 3,000 bombs in the areas they liberated from the Islamic State IS group, a military official said. "[The Peshmerga] have disabled more than 3,000 bombs on frontlines, cities and houses in the areas it recaptured from [IS]," commander of the Peshmerga military engineering unit Maj. Gen. Mohamed Hussein told Asharq Al-Awsat. The Islamist group has taken to booby-trapping streets and buildings in areas they control as a defensive strategy in case they are forced to withdraw. The tactic has proven successful in stemming the advance of the Peshmerga forces who lack the necessary equipment to deal with planted bombs. "Our forces rely on their own resources in order to fulfill their duties," the official said, highlighting the lack of equipment for detecting and defusing bombs. "Seventy percent of the casualties of the war on IS have been caused by exploding bombs IS have planted," military expert and retired Kurdish officer Salah Al-Fili said...[aawsat.net](http://aawsat.net) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### SYRIAN-KURDISH LAWMAKER URGES PESHMERGA HELP FOR QAMISHLI

December 9, 2014

**Erbil:** A Syrian-Kurdish parliamentarian called for the deployment of Iraqi Kurdish Peshmerga forces in Qamishli, saying the Islamic State (IS) could launch an attack on the Kurdish town at any time. "I ask the Peshmerga forces to intervene to protect the Kurdish areas, which are at risk because of IS's presence in the outskirts of the city of Qamishli," said Omer Ose, a Kurdish MP in the Syrian parliament. "I also call on the Syrian air force to intensify air strikes on IS strongholds in Jazira," he added. According to Ose, IS has recently bolstered its military presence in the region and plans a surprise attack on Qamishli. He urged Kurdistan Region President Massoud Barzani to dispatch Peshmerga forces to protect the Kurds and other minorities in the area. The lawmaker added that the military situation has dramatically improved in Kobani since Peshmerga forces intervened in late October to defend the town on the Turkish border with heavy weapons. The Peshmerga have been fighting alongside the Kurdish Peoples Protection Units (YPG), the main force fighting to defend Kobani. Military commanders say that since the Peshmerga deployment Kurdish forces have been able to reverse 20 percent of the territorial gains made by IS, which had come close to taking control of Kobani. [rudaw.net](http://rudaw.net) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### MALIKI'S COALITION: BASRA DEMANDS PRIVILEGES, SUCH AS THOSE GIVEN TO KURDISTAN

December 9, 2014

**Baghdad:** Member of the State of Law Coalition, MP Muwafaq al-Rubaie said that Basra province is trying to claim the advantages granted by the federal government to Kurdistan region, over the recent oil agreement which granted Kurdistan federal privileges and additional financial resources, but Basra demanded these privileges and were rejected. Al-Rubaie said in a statement issued by his Media Office that "Basra province produces an estimated 95 percent of Iraq's oil exports, which means that this year budget is from Basra oil while Kurdistan Regional Government receive its full budget and export Kurdistan's oil by Erbil - Ceyhan oil pipeline." He added that "the federal government must not include directed Basra with reduction of the budget, because the establishment of Basra region in the current circumstances is beneficial in terms of the coherence of Iraq's economic and political geography, so the federal government must send oil agreement with the region to the parliament". [shafaaq.com](http://shafaaq.com)

### SO FAR 500 KURDS HAVE JOINED ISLAMIC

### STATE FROM KURDISTAN REGION

December 11, 2014

**Erbil:** The Kurdistan Regional Government (KRG) Minister of Endowment and Religious Affairs believes that fewer people have joined the group from the Kurdistan Region than other areas and countries. According to the new data, 500 people from Kurdistan Region have joined IS in the last two years. Of this number, 100 have been killed fighting for IS in Syria and Iraq and 50 have returned to the Kurdistan Region. A further 65 have left IS and been smuggled to Europe or Morocco. Former Spokesman of the Ministry of Endowment and Religious Affairs and the current head of the Communication Department of the ministry, Mariwan Naqshbandi said "So far three Kurdish mullahs are among the 500 Kurds - they are from Daratu, Sangasar and Garmian. Two of them joined IS seven months ago and the other one only recently," added Naqshbandi...[basnews.com](http://basnews.com)

### PARTS OF NINEVEH BELONG TO KURDISTAN REGION: KURDISH DEPUTY

December 11, 2014

**Erbil:** A Kurdish deputy in Iraqi parliament claimed that parts of the Iraqi northern province of Nineveh belong to the northern autonomous region of Kurdistan. A member of Kurdistan Democratic Party (KDP), Arafat Karam, told al-Maeloma news agency that Zomar, Rabiya and Shingal, all parts in the province, had been divided from the Kurdish region by toppled Iraqi President Saddam Hussein in his plan to Arabize Kurdish regions in the state. He further reiterated on Iraqi PM Haidaer al-Abadi's promise to solve the conflict over disputed regions, the regions both Baghdad and Erbil claim authority over, and stressed the delay in implementing Article 140 means ignoring the article. He, however, accepted implementing the article needs time at a time that the militants of the Islamic State (IS) are controlling a large part of Iraq. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### IS SUICIDE BOMBER ATTACKS SHERFEDIN IN SINJAR

December 12, 2014

**Shingal:** The Islamic State IS group militants launched Thursday a massive attacks on the Kurdish Yazidi pilgrimage site Sherfedin north of Sinjar (Shingal) mountains. Sinjar's Protection Unit HPS reports that three vehicles were approaching the pilgrimage site, including a suicide bomber. The vehicle loaded with explosives could be destroyed at the right time by Kurdish Yazidi resistance fighters of the HPS before the suicide bomber, who is said to have been stopped by heavy shelling, was able to reach the pilgrimage site and civilians. The two other vehicles which were involved in that offensive eventually retreated following heavy clashes. According to resistance fighters, the suicide bomber's vehicle was a truck that was escorted by two armoured IS vehicles. Four resistance fighters were reportedly injured as the result of that suicide attack, the suicide bomber himself died together with four further IS militants who were killed by HPS fighters. The months-long clashes over the pilgrimage site Sherfedin are intensifying. For the first time, the Islamic State sends out suicide bombers, as in other embattled regions. [ezidipress.com](http://ezidipress.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### US REMOVES IRAQI KURDISH RULING PARTIES PUK, KDP FROM TERRORIST LIST

December 13, 2014

**WASHINGTON,**— The two Kurdish ruling parties in Iraqi Kurdistan, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani and the Kurdistan Democratic Union (KDP) led by Massoud Barzani, have been removed from the United States terrorist list, media reported on Saturday.

According to a senior US official, US Congress has passed a law that will pave the way for Washington to remove the parties from the terrorist list. Brett McGurk, the U.S. Deputy Assistant Secretary of State for Iraq and Syria, also confirmed that the two Kurdish parties have been removed from the list via his twitter account.

"Congress has passed the NDAA [The National Defense Authorization Act] w/a provision removing PUK & KDP from the list of designated organizations under U.S. immigration laws", read the tweet that McGurk shared on Saturday.

"This unfair designation complicated visa processing for many Kurds wishing to visit the US. We are pleased to see it fixed", added the senior US official.

In February the president of Iraqi Kurdistan, [www.Ekurd.net](http://www.Ekurd.net) Massoud Barzani, refused to meet the US president, Barack Obama, until →

⇒ the US removed the Kurdistan region's two main political parties from its terrorist blacklist.

The KDP and PUK have been on the US blacklist since 2001, under the existing Patriot Act as a Tier III terrorist group. Members of the KDP and the PUK were classified as terrorists and thus prohibited from obtaining visas to enter the United States.

In April, two prominent U.S. Senators, Robert Menendez and John McCain, introduced a bill to remove the Kurdish political parties from the US terror list.

The bill is expected to be approved by the US President Barack Obama. The Obama administration had also previously supported the bill. [Ekurd.net](#) | [dailysabah.com](#) | [congress.gov](#)

## KIRKUK IS A RED LINE: KDP OFFICIAL

December 14, 2014

**Erbil:** A leading member of Kurdistan Region's ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) reiterated on Kurdish identity of Iraqi northern province of Kirkuk and said the province is a red line and no one but Kurdish forces of Peshmerga are allowed to defend the province. KDP council leader in Garmian region, Salih Delo told Basnews that the identity of Kirkuk is the main and historical problem between Kurds and former governments in Baghdad and KDP is leading a national freedom movement in Kurdistan and never forgets its right in Kirkuk and that's a red line for the party. Salihi is not the representative of any Turkman party or other sects in Kirkuk and no one buys his remarks, Delo said about recent remarks by Turkmani leader Arshad Salihi who called Kirkuk a Turkman province. He further warned some officials who are trying to "bring Shiite militias into Kirkuk on the pretext that Peshmerga forces are unable to defend the city," and reiterated the Kurdish forces would allow no attempt to insecure Kirkuk. [kurdpress.ir](#)

## GENERAL SECRETARY OF PESHMERGA MINISTRY WARNS ABOUT MOSUL OPERATION BEFORE RELEASING SALAHADDIN

December 15, 2014

**Erbil:** The General Secretary of Peshmerga Ministry in Kurdistan Region, Jabbar Yawar, warned about any military operation to release Mosul, in the north of Iraq, before releasing the southern province of Salahaddin. Speaking with al-Maeluma news agency, Yawar said releasing Salahaddin after Mosul in a military mistake as the main path of the operation to release Mosul goes through al-Sharghat, in Salahaddin, and therefore any operation should begin from the province. Reiterating that Mosul release operation should be conducted along with extensive aerial operation and participation of Mosul residents in the city, Yawar stated Peshmerga forces are fully ready to participate in the operation. [kurdpress.ir](#) | [Ekurd.net](#)

## MASSOUD BARZANI RATIFIES OFFICIAL LANGUAGES LAW IN IRAQI KURDISTAN REGION

December 15, 2014

**Erbil:** Iraqi Kurdistan President Massoud Barzani has signed the language bill, pursuant to which Armenian, Assyrian, and Turkmen also will become official languages in autonomous Kurdistan Region, and in addition to Kurdish and Arabic, [Rudaw.net](#) reported. Kurdistan Parliament's Media Advisor Tariq Jawhar stated to the media that "The law refers to the Kurdish and Arabic languages as official one in Kurdistan Region, whereas the other Turkmen, Siryan and Armenian are considered officials in the areas that are of their majority residents.". He added that the parliament had passed this bill on October 29, and on November 20, it was submitted for Barzani's approval. Jawhar stressed that, pursuant to the new law, Armenian, Assyrian, and Turkmen will become official languages in the Iraqi Kurdistan regions where Armenians, Assyrians, and Turkmens live. [news.am](#) | [Agencies](#) | [Ekurd.net](#)

## QUBAD TALABANI: US HAS 'DIRECTLY' ARMED KURDS

December 17, 2014

**Washington:** A senior Iraqi Kurdish politician reveals that the United States has supplied weapons to the Peshmerga forces battling the Islamic State (IS) in northern Iraq, a claim that appears to contradict America's stated position. "America has provided some weaponries directly to Kurdistan," said

Qubad Talabani, deputy prime minister of the autonomous Kurdistan Region, in an exclusive interview with [Rudaw TV](#) in the U.S. capital last week. "One of the things, which I believe is not entirely clear, is that the United States has not only supplied weapons directly to us, it has also encouraged other nations to send us arms." Talabani's statements, the first such a revelation made by a senior Kurdish official, raise fresh questions on the nature of the existing relationship between the world's mightiest military power and Iraqi Kurds. Talabani adds that it is not only the military aspect of the relationship that has improved between the US and the Kurds. "I believe US policy on Kurdistan's oil [policy] has changed to some extent. I believe their previous understanding has changed," said Talabani, without elaborating further on what the claimed change entailed...[rudaw.net](#)

## TWO KURDISH JOURNALISTS CAPTURED IN SYRIAN KURDISTAN BY ISLAMIC STATE

December 17, 2014

**Erbil:** A reporter and a photographer were captured by the Islamic State (IS) near the Syrian Kurdish city of Qamishlo on Monday while on a mission for [Rudaw TV](#). Farhad Hamo and Masoud Aqil, two freelance journalists were picked by members of the Islamic State at the Heso-Ratla junction on the main highway connecting Qamishlo to Tel Kochoer. [Rudaw Media Network](#) demands the release of both journalists and urges local tribes to play their role in securing their freedom. [Rudaw](#) described Hamo and Aqil as two professional journalists who have worked for the network in a professional and unbiased manner. [rudaw.net](#)

## MASSOUD BARZANI: ABADI IS STRONGER THAN MALIKI AND HAS BROAD SUPPORT

December 17, 2014

**Erbil:** Kurdistan president, Massoud Barzani praised on a positive difference between the current Iraqi PM Haider al-Abadi and his predecessor, Nuri al-Maliki. Barzani said in an interview with [Al-Arabiya TV](#) that, "the first thing that Abadi has done is to abolish the General Commander of the Armed Forces Office, and this was a very good step, then opened up to the Kurds and to Sunnis and Shiites, the man has done good pace." "Previously there was actually a distinction and we don't say that Sunnis supported IS, but they have not been hostile to Islamic State IS in the same time, or it was the result of the wrong policy, which has been practiced against our people. Abadi is different, he is far from sectarianism and discrimination that existed previously." Barzani noted that, "the popular support enjoyed by Mr. Abadi, didn't exist in al-Maliki's period ... Maliki may be thought that he is just strong, in some institutions, which he was conceived that they are strong institutions as the military, intelligence and internal police institution that shows that these are just illusions. I believe that al-Abadi is stronger, because he enjoys broad support." [shafaq.com](#) | [Ekurd.net](#)

## IRAQI KURDISTAN SAYS TO DEEPEN TIES WITH IRAN

December 17, 2014

**LONDON,—** Iraqi Kurdistan plans to strengthen its relationship with Iran, the prime minister of the semi-autonomous Kurdistan region said on Wednesday in an acknowledgement of the deepening ties between Erbil and Tehran.

Prime Minister Nechirvan Barzani said in a statement a new oil deal between Erbil and Baghdad would not impact the Kurdistan Regional Government's ties with Turkey, or its growing partnership with Iran.

"We will continue to strengthen our relationship with our eastern neighbor Iran," Barzani said in a statement read at a Kurdish oil and gas conference in London. The statement was read by Sir Jeremy Greenstock, the former UK ambassador to the United Nations, after Barzani was unable to attend. Kurdistan president Massoud Barzani said last August that Iran was the first country to provide Iraq's embattled autonomous Kurdish region with weapons to fight off Islamic State group IS militants.

"The Islamic Republic of Iran was the first state to help us... and it provided us with weapons and equipment," Barzani said at a joint news conference with Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif.

Zarif, who arrived in Iraqi Kurdistan on August 26, reiterated his assertion that while Iran is supporting its neighbour to the west, it is not doing so with forces on the ground. [Reuters](#) | [Ekurd.net](#) ♦

AFP

## Syrie: fosse commune avec 230 corps de personnes tuées par l'EI (ONG)

Beyrouth, 17 décembre 2014 (AFP)

**LES CORPS de 230 personnes exécutées par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) ont été découverts par leurs proches dans une fosse commune dans la province syrienne de Deir Ezzor, dans l'est du pays ravagé par la guerre, a indiqué mercredi une ONG.**

Les victimes sont des membres de la tribu sunnite des Chaïtat, originaire de cette province pétrolière, qui s'était soulevée contre l'EI. Au total plus de 900 membres de cette tribu ont péri, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) qui s'appuie sur un large réseau de militants.

L'OSDH a précisé que "la vaste majorité" des morts étaient des civils et beaucoup ont été exécutés de sang froid en guise de "représailles" à leur soulèvement contre l'EI qui s'est emparé de vastes régions de Syrie, dont la quasi-totalité de la province de Deir Ezzor.

Les membres des Chaïtat ont découvert le charnier après avoir été autorisés par l'EI à regagner leur village d'où ils avaient été chassés. Pour revenir, ils ont dû accepter de respecter un couvre-feu nocturne, de ne pas se rassembler et de ne pas porter des armes.

Les Chaïtat avaient tenté de se rebeller contre l'EI, mais début août plus de 700 d'entre eux avaient été "massacrés" par le groupe jihadiste, en grande majorité des civils, selon l'OSDH.

Responsable d'atrocités et accusé de "crimes contre l'Humanité" par l'ONU, le groupe ultra-radical sunnite de l'EI combat en Syrie sur plusieurs fronts -le régime, les rebelles, les Kurdes- et n'hésite pas à décapiter et même à crucifier ses "ennemis".

Le conflit en Syrie a commencé en mars 2011 avec la répression de manifestations pacifiques anti-régime, qui a provoqué une insurrection armée contre le pouvoir du président Bachar al-Assad. Celle-ci a été largement éclipsée par la montée en puissance en 2013 de groupes jihadistes, notamment l'EI qui sévit également en Irak voisin.

Plus de 200.000 personnes ont péri depuis le début du conflit syrien.

Du côté du régime, l'OSDH a affirmé que des miliciens chiites afghans combattent auprès de l'armée de M. Assad contre les rebelles et les jihadistes. Le Hezbollah libanais, des miliciens de l'Iran chiite, des combattants chiites irakiens et des Palestiniens se battent aussi du côté du régime Assad.

"Les miliciens chiites afghans se battent aux côtés des forces loyalistes partout en Syrie, notamment dans la province d'Alep (nord)", a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

C'est dans la ville d'Alep qu'un émissaire de l'ONU, Ramzi Ezzedine Ramzi, tente d'instaurer une trêve dans les combats pour mieux distribuer l'aide humanitaire et il a eu à Damas des discussions en ce sens avec les responsables syriens.

### - INTENSIFICATION DES FRAPPES EN IRAK -

A New York, le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé d'un an, jusqu'au 10 janvier 2016, l'autorisation pour les convois de l'ONU de passer par les frontières de la Syrie pour livrer de l'aide à des centaines de milliers de civils, en particulier dans les zones rebelles.

Selon l'ONU, qui évoque "une situation humanitaire dévastatrice", 12,2 millions de Syriens "ont besoin d'urgence de secours", 7,6 millions de civils sont déplacés à l'intérieur du pays, et 220.000 sont assiégés par l'armée ou les rebelles.

En Irak, les forces kurdes ont lancé une offensive d'envergure destinée à reprendre à l'EI des zones du nord du pays, comme la région de Sinjar, selon des responsables.

Selon l'armée américaine, les Etats-Unis et leurs alliés ont intensifié depuis lundi leurs bombardements en Irak, menant 61 frappes contre l'EI, dont 45 pour soutenir les forces kurdes et irakiennes. L'armée ne précise pas cependant où la coalition a mené exactement les 45 raids.

Enfin, deux journalistes kurdes travaillant pour la chaîne de télévision kurde irakienne Rudaw Media Network ont été enlevés par l'EI lundi dans le nord-est syrien, a indiqué leur employeur. ●

Le Monde 22 décembre 2014

# En Irak, Kurdes et yézidis célèbrent la fin du siège du mont Sinjar

Le Monde.fr avec AFP et Reuters, 22 décembre 2014

Le chef des Kurdes d'Irak, Massoud Barzani, a célébré dimanche 21 décembre « les victoires » remportées ces derniers jours sur l'Etat islamique (EI) en effectuant une visite au mont Sinjar, assiégé durant des mois par les djihadistes.

« Durant les derniers quarante-huit heures, les peshmergas ont ouvert les principales routes menant au mont Sinjar », s'est félicité M. Barzani, en faisant référence à la vaste offensive lancée mercredi par quelque 8 000 combattants kurdes.

Soutenus par des frappes de la coalition internationale, ils ont réussi à briser le siège imposé depuis septembre par les djihadistes de l'EI, leur infligeant ainsi un revers significatif dans cette région frontalière de la Syrie. « Nous étions encerclés depuis trois mois. Nous vivions en mangeant du blé et de l'orge », racontait Haso Mishko Haso, un combattant

yézidi. Un convoi de 32 camions a acheminé samedi aux réfugiés yézidis du mont Sinjar de la nourriture, des tentes, des fournitures médicales. Aucun de ces réfugiés ne semble avoir quitté la montagne, attendant de connaître l'issue des affrontements en cours.

C'est le sort des yézidis assiégés par l'EI, ainsi que la progression des djihadistes vers Erbil, la capitale du Kurdistan autonome, qui a incité Barack Obama à ordonner des bombardements aériens contre le groupe islamiste en août. Des milliers de yézidis, minorité religieuse kurdophone, ont été tués ou capturés par les hommes de l'EI.

Grâce à cette offensive, les Kurdes affirment avoir repris 700 km<sup>2</sup> de territoire, renforçant ainsi leur emprise sur le nord du pays face à l'Etat fédéral. « Nous ne laisserons pas un centimètre de notre terre du Kurdistan à l'EI », a affirmé M. Barzani.

### ATTAQUE DE L'EI AU SUD DE MOSSOUL

Les peshmergas ont lancé samedi une nouvelle offensive



Vue générale de Sinjar, entourée de montagnes, enfumées par les combats entre peshmergas kurdes, résistants yézidis et jihadistes du groupe EI, le 22 décembre 2014.

depuis le sud de la ville de Rabia, à la frontière avec la Syrie. Elle vise à reconquérir au total un territoire d'environ 2 100 km<sup>2</sup>, selon le conseil de sécurité du Kurdistan irakien.

L'EI a, de son côté, mené samedi un assaut sur la ville stratégique de Baiji, située au sud de Mossoul, près de la plus grande raffinerie du pays, et partiellement reprise en novembre par Bagdad. Le gouverneur de la province a affirmé dimanche que cette attaque avait été repoussée, mais deux offi-

ciers ont indiqué que les forces gouvernementales avaient perdu du terrain.

Le président de la région autonome du Kurdistan a indiqué que les peshmergas pourraient participer à une future opération lancée pour reprendre Mossoul, la deuxième ville d'Irak, aux mains de l'EI depuis juin. « Nous y participerons si le gouvernement irakien nous le demande, et, bien sûr, nous aurons nos conditions », a-t-il déclaré, sans les dévoiler. ■

# À Kirkouk, la drôle de guerre des pechmergas

THIERRY OBERLÉ @ThierryOberlé  
ENVOYÉ SPÉCIAL À DAQUHQ (IRAK)

LA DÉFERLANTE de l'État islamique en Irak et au Levant (ISIS) est stoppée dans le nord de l'Irak. Combattants kurdes et djihadistes s'observent à la jumelle sur la ligne de front de la région de Kirkouk qui serpente sur des dizaines de kilomètres dans la plaine couverte de champs de céréales. C'est la drôle de guerre dans ce secteur disputé de Daquhuq situé un peu à l'écart de l'autoroute qui conduit vers Bagdad des automobilistes pressés, au pied vissé sur l'accélérateur.

**« Nous sommes prêts à protéger tous les Irakiens sans faire de distinction »**

LE GÉNÉRAL KURDE ARAZ

Voici quelques jours, les djihadistes ont planté leur drapeau noir calligraphié de lettres blanches sur un monticule devant le hameau de « 7 avril ». La localité est baptisée ainsi en souvenir de la date de fondation du Baas, le parti de Saddam Hussein qui a assis la domination des sunnites sur l'Irak. Elle est voisine du village d'Abou Mohamed, un patronyme donné en référence au prophète de l'islam. « Ces noms résument bien la situation ; nous avons en face de nous une alliance arabe sunnite composée des anciens militaires baasistes et des fanatiques religieux », commente, nar-

quois, Rajab Assay Kakae, un avocat kurde habitant en face à Kakayi, en secteur pechmerga. Le juriste au pantalon bouffant et à la chemise blanche brillante est la quintessence de tout ce que l'État islamique exècre : il est issu d'une minorité ethnique mais aussi religieuse puisqu'il est adepte du yarsanisme, une religion non musulmane mâtinée de chiïsme. Une proie de choix pour Daech. Face à la menace, Rajab et ses voisins yarsanites sont organisés en groupe d'autodéfense mixtes. Hommes et femmes se sont formés au maniement des armes. Ils patrouillent la nuit pour prévenir les tentatives d'incursion dans leur hameau. « Le jour on est paysan, la nuit pechmerga, explique un agriculteur descendu de son tracteur. On est habitué dans ce pays à ce genre de vie. »

Le front s'est figé en juin peu après la prise de Mossoul, la capitale de Daech, et l'avancée des djihadistes vers le nord. Les insurgés sunnites contrôlent des zones arabes sunnites. Les Kurdes occupent, depuis la débandade de l'armée irakienne devant l'ennemi au printemps dernier, un territoire en forme de mosaïque où cohabitent des Arabes, des Kurdes et des Turkmènes, des sunnites et des chiïtes, des yazidis et des yarsanites. Ils tiennent Kirkouk, « la Jérusalem des Kurdes ». « Sans nous, la région serait sous le joug de l'État islamique, mais nous sommes prêts à protéger tous les Irakiens sans faire de distinction », rappelle le général kurde Araz, le chef de la compagnie pechmerga de Daquhuq. « Les sunnites sont politiquement divisés. On ne peut pas généraliser et dire qu'un clan nous est acquis ou nous



est hostile. C'est toute la difficulté de notre mission », explique-t-il. « Ceux qui vivent en face de nous soutiennent l'État islamique mais il y a aussi, parmi eux, de simples civils. Certains se battent contre nous alors que leurs femmes et leurs enfants se sont réfugiés de notre côté. Nous accueillons ces déplacés sans être dupes d'un possible double jeu. »

Présents dans les deux camps de la ligne de front, les membres des grandes tribus al-Jabouri, al-Hadid ou al-Obeidi sont surveillés de près. Les pechmergas redoutent les attentats à la voiture piégée des réseaux de poseurs de bombes qui sèment régulièrement la désolation à Kirkouk, la grande cité pétrolière du Nord. « Il y avait al-Qaida sous les Américains, il y a, depuis leur départ, l'État islamique mais ce sont toujours les mêmes ennemis et la même histoire qui continue. Cela fait dix ans que nous luttons contre le terrorisme », estime le général Araz.

Cet été, la nouveauté est venue du ciel avec l'entrée en action des avions de chasse de la coalition internationale et la préparation au sol par des instructeurs occidentaux des troupes kurdes. Les positions de Daech sont régulièrement bombardées pour desserrer l'étoupe et affaiblir les capacités opérationnelles des djihadistes. Des armes comme des mitrailleuses et des canons légers ainsi que des munitions ont été livrées.

Responsable du renseignement de la compagnie, le lieutenant-colonel Djaza sert d'officier de liaison au bureau des opérations de la coalition internationale installé discrètement par les alliés à Erbil. « Des civils sunnites sont parmi nous et informent Daech de nos mouvements mais nous avons aussi des gens en face », sourit le lieutenant-colonel Djaza, le visage marqué par la fatigue. La nuit précédente, l'officier a suivi à distance, jusqu'à l'aube, le manège suspect près de la localité de Zanker de véhicules de Daech. L'aviation occidentale n'a pas eu à intervenir, ni les troupes kurdes. C'est que la coalition rechigne, par sou-



En tenue de combattant pechmerga, des étudiants kurdes de l'université de Kirkouk (Irak) commémorent la création par les nationalistes kurdes iraniens, de l'éphémère République kurde de la Mahabad, de janvier 1946 à 1947. XINHUA/NEWS PICTURES

ci à la fois d'efficacité et d'économie – une bombe standard de l'armée française revient à 250 000 euros -, à frapper des cibles mineures. « Il est rare que des objectifs humains de moins de vingt individus soient visés », note le pechmerga. Les artilleurs pechmergas se sont contentés de tirer des salves d'obus de mortier. Daech a répliqué pour marquer sa présence. Une roquette s'est fracassée à l'arrière d'une ferme. Daech n'a pas avancé. La stratégie d'endiguement fonctionne.

Mieux équipés qu'il y a quelques mois, les hommes de la compagnie du général Araz portent des uniformes flambant neufs. Des bottines militaires américaines ont remplacé les chaussures de sport et les gros souliers de ville. Dans la cour du cantonnement gît une quarantaine de caisses éventrées en provenance de Waren, une ville du nord-est de l'Allemagne. Elles contenaient un stock de fusils d'assaut allemand HK G36 à trente coups. Les armes

## Plus de 700 combattants kurdes tués

Plus de 700 combattants kurdes ont été tués depuis le début de l'offensive djihadiste en Irak il y a six mois, a annoncé mercredi la région autonome du Kurdistan irakien. Depuis le 10 juin, au lendemain du début de l'offensive du groupe État islamique (EI), 727 pechmergas ont péri et 3 564 ont été blessés. Les chiffres n'incluent pas les éventuelles pertes infligées aux

renforts kurdes venus de Syrie, Turquie ou Iran, ni celles des pechmergas irakiens envoyés pour défendre la ville syrienne de Kobané. Les forces fédérales irakiennes auraient, pour leur part, perdu des milliers d'hommes depuis juin. Les violences ont déplacé plus de deux millions d'habitants cette année, dont 946 266 ont trouvé refuge au Kurdistan.

sont désormais entre les mains des combattants qui se familiarisent avec leur nouvel engin. La livraison a été validée par les autorités centrales irakiennes. Depuis l'accord passé récemment entre Bagdad et les Kurdes, le gouvernement régional du Kurdistan peut légalement s'armer. Un droit qui renforce les capacités de défense de l'Irak mais ouvre un peu plus la voie vers une

émancipation politique totale des Kurdes. « Les pechmergas se mobilisent, se restructurent et se forment avec une montée en puissance de leur armement et de leur dispositif », commente un observateur français à Erbil. Mais de l'avis général, plusieurs mois de préparation seront encore nécessaires avant un passage en mode offensif. ■

LE FIGARO | lundi 15 décembre 2014

# La France pourrait envoyer des troupes en Irak pour une mission de formation

## La coalition internationale contre l'État islamique déploie des forces terrestres tout en craignant une escalade.

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes  
AVEC ALAIN BARLUET @abarluet

**IRAK** Commencée en août dernier comme une opération purement aérienne, la guerre contre l'État islamique commence à impliquer peu à peu des troupes occidentales au sol. Le nombre de soldats déployés est encore très faible, mais leur présence augmente, en contradiction avec les déclarations initiales des dirigeants occidentaux qui avaient promis que la campagne n'engagerait que l'aviation. Le problème est que les bombardements aériens comme les alliés locaux de la coalition ont montré leurs limites. L'État islamique s'est adapté aux frappes de l'aviation en se dispersant et en se fondant dans la population civile, rendant les bombardements moins efficaces. Au sol, ni les pechmergas kurdes ni l'armée irakienne ne se sont montrés très efficaces contre les combattants de l'État islamique.

D'abord opposé à tout retour de forces terrestres en Irak, trois ans à peine après le retrait des derniers contingents américains de Bagdad, Obama a cédé peu à peu aux demandes de ses généraux, autorisant le déploiement de 3 000 soldats. Ces personnels sont destinés à l'entraînement des troupes irakiennes et kurdes, ainsi qu'à l'acquisition des cibles et au guidage au sol des avions de la coalition. Malgré toute la technologie actuelle, un appui aérien efficace de troupes au contact avec l'ennemi nécessite la pré-

sence de ces contrôleurs aériens avancés.

La Grande-Bretagne, qui avait exclu tout déploiement de troupes au sol, est aussi revenue sur sa décision. Des militaires britanniques se trouvent déjà à Erbil au Kurdistan, où ils forment les combat-

« Cette formation n'a pas encore débuté et nous devons encore affiner les conditions de notre participation »

ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES (EMA)

tants kurdes. D'autres instructeurs, de l'ordre de « quelques centaines », pourraient être déployés en janvier prochain.

L'Allemagne, qui ne participe pas aux opérations aériennes, mais a déjà livré des armes aux combattants kurdes, pourrait aussi envoyer une centaine de soldats au Kurdistan dans le cadre d'une mission de formation.

La France envisage aussi de participer à cette mission. « Cette formation n'a pas encore débuté et nous devons encore affiner les conditions de notre participation », a indiqué l'état-major des armées (EMA). « Les modalités de cette participation sont à définir », fait-on écho dans l'entourage du ministre de la Défense. Des contacts sont en cours entre Européens et avec les Américains, concernant cette mission.

L'enjeu est important puisqu'une telle

décision reviendrait à dépêcher sur le terrain irakien plusieurs dizaines de militaires, voire davantage, ce à quoi Paris s'est jusqu'à présent refusé.

Au Kurdistan irakien toutefois, une dizaine de militaires des forces spéciales ont été dépêchés, début août, pour recueillir du renseignement mais aussi pour former les pechmergas, les combattants kurdes, largement sous-équipés. La France leur a envoyé des armes : mitrailleuses et canons de 20 mm, équipés de munitions spéciales pour percer les blindages à très longue distance. Ces livraisons se seraient poursuivies, en plusieurs envois par avion, jusqu'à l'automne. « Depuis, il n'y aurait pas eu de nouvelle livraison d'armement aux pechmergas au nord-est de l'Irak », indiquait-on à l'EMA. « Nous achevons notre programme de formation sur les armes livrées à l'automne », précise-t-on encore.

Mais des forces spéciales seraient déjà arrivées à Bagdad il y a plusieurs semaines « pour étudier le contexte d'un éventuel renforcement des troupes françaises au sol », selon une source militaire à Paris. Stationnés dans l'ex-zone verte ultraprotégée de Bagdad, une dizaine de commandos de l'air seraient ainsi en « liaison » avec les autorités irakiennes et les militaires américains. « Nos forces spéciales sont là pour examiner quelle serait la mission des soldats français au sol et quelles unités devraient être déployées si un jour une décision en ce sens est prise », notamment à des fins d'instruction de l'armée irakienne, ajoutait récemment cette source au Figaro. ■

# A dangerous rivalry for the Kurds

Ranj Alaaldin

**LONDON** In August, Iraq's Kurds faced their most serious threat since the Baath Party's massacres and genocide of the 1980s. The Islamic State came within 30 kilometers of Erbil, the bustling capital of the Kurdistan region.

The jihadist offensive forced the once-feared Kurdish fighters, known as pesh merga, to withdraw from the town of Sinjar, in northern Iraq. Up to 300,000 residents fled and tens of thousands were stranded on Mount Sinjar, leading to a humanitarian crisis and the threat of a genocide. It was only through American airstrikes that the Islamic State's gains, which many Kurds believed involved the very survival of Kurdistan, were reversed.

Since then, the Kurds have proved a useful partner in the war against the Islamic State. But the Kurds' security is in jeopardy again — this time because of internal divisions. The historic rivalry between the region's two ruling parties, the Patriotic Union of Kurdistan, or P.U.K., and the Kurdistan

Democratic Party, or K.D.P., has revived since August.

The P.U.K. started as a split from the K.D.P. in the 1970s. The two factions fought for power in a bloody civil war in the '90s that was known in Kurdish as "brakuji," or the killing of brothers. Formed as a reaction to the K.D.P.'s nepotism and tribalism, the P.U.K. itself fell victim to the same dynamics and suffered a decline, particularly over the past decade. Matters were not helped by the ailing health of its cofounder, Jalal Talabani, the former president of Iraq who had also been a unifying and stabilizing force in the Kurdish region.

The fall of Sinjar to the Islamic State changed the situation. It was pesh merga units affiliated with the K.D.P. who were forced to withdraw. Seeing this as an opportunity to reverse its decline, the P.U.K. capitalized on the retreat by calling it a capitulation and pointing out that P.U.K.-aligned forces had suffered no such defeats.

Most Kurds in the region have adopted this perspective. The P.U.K. succeeded in undermining the narrative that the K.D.P. ran the more effective organization.

Then followed the siege of the town of Kobani, close to the Turkish border in Syrian Kurdistan. Once again, the P.U.K. saw a chance to seize the initiative, by suggesting that it, rather than the Kurdistan regional government or the K.D.P., was providing weapons and

**Iraqi Kurdistan's leading parties maintain their own security forces. The pesh merga must be unified.**

regional government of Iraqi Kurdistan, including the posts of both prime minister and president, the pesh merga forces of each party have operational autonomy. Despite more than two decades of self-rule and nation-building, there is no unified military command.

The fact that pesh merga units often act according to political objectives determined by party cliques is clearly a danger to the security of the region. As

a senior official in Erbil told me last month, "We talk about independence, but talk counts for little when our pesh merga are more loyal to party than nation."

The two parties have actually come a long way since the worst days of their internecine conflict. After 2003, they completed a reconciliation that had begun earlier with American support, and both secured their legitimacy by participating in elections that were seen as largely free and fair. The two parties, along with an opposition group named Gorran (itself a splinter of the P.U.K.), belong to a coalition government in the Kurdistan region.

As the advance of the Islamic State has shown, this accord no longer goes far enough. The Kurds must unify militarily if they are to contain the jihadist threat and secure their region from the kind of terrorist atrocity that Erbil witnessed just over three weeks ago, when suicide bombers struck the governor's office and killed at least six people. A unified security force would be far more effective in fighting the Islamic State's battle-hardened units. If pesh merga forces in Sinjar had been operating under central authority, they might in fact have held the town.

The Islamic State also proved that the Kurds remain heavily dependent on international support. This reliance is not sustainable. Once the immediate threat from the Islamic State has passed, long-term support from the international community is not realistic. The recent rush of aid does not signal a major shift in Western foreign policy toward Kurdistan.

The political reconciliation that has taken place is just one element of unification, and a relatively fragile and re-

supplies to the Syrian Kurdish fighters, who belong to a party that has historically been at odds with the K.D.P.

These events dramatically raised tensions between the two Iraqi Kurdish parties. Although K.D.P. officials hold key positions in the

versible one. To ensure that the Kurds never again fall into civil strife, the two main parties must reform the structure of the military command.

The pesh merga can no longer be a security force with divided loyalties. Both on the battlefield and behind the lines, the pesh merga must evolve into a professional army that is answerable to the regional government and its Parliament, rather than partisan elites.

The United States and the international community need to support the Kurds in this process. Erbil is already a regional center for diplomacy and business, but there must be a more engaged, less laissez-faire approach on the ground from the Kurdistan region's international allies. It is in their interests, too, to see a transformation of Kurdistan's armed forces into a more effective partner in the fight against the Islamic State. A centralized, professionalized pesh merga would also be a model for the region's other Kurds who are fighting the jihadists, like the Syrian Kurdish forces around Kobani.

A unified military would help prevent the two parties from entrenching themselves in unyielding positions, and so reduce the risk of renewed hostilities. The lack of military unity has also undermined the judiciary, the independence of the media and the political process. Reforming the pesh merga command will strengthen the rule of law in the region more generally.

In the end, unity alone can truly insulate the region from the threat from the Islamic State. Without it, it is much harder to imagine the Kurds' achieving the statehood that most, if not all, want.

*RANJ ALAALDIN is a doctoral candidate at the London School of Economics and a visiting scholar at Columbia University.*

# Iraqi premier narrows a sectarian divide, but risks and challenges remain

BAGHDAD

BY TIM ARANGO

When a court in Iraq sentenced a prominent Sunni politician to death recently, it seemed like an unmitigated disaster for the country's new prime minister, Haider al-Abadi.

Mr. Abadi, after all, had taken office with an international mandate to create a more inclusive government and win the trust of Iraq's disaffected Sunnis so they would fight Islamic State militants rather than support them. But the verdict, on capital murder charges brought by the previous government against the politician, Ahmed al-Alwani, prompted the defendant's Alwani tribe to threaten that it would stop battling the Islamic State.

Mr. Abadi swung into action. He immediately contacted Sunni officials and Alwani tribe members, assuring them that there would be no execution. And he urged them to solve the matter by the tribal tradition of paying "blood money" to the families of the victims, two soldiers who were killed in a gun battle when commandos came to arrest Mr. Alwani last year.

His handling of the crisis in November was the most tangible sign yet that Mr. Abadi was successfully shifting the tone of politics here, and that courting Sunnis could help the government battle the Islamic State more effectively. Reassured by Mr. Abadi's outreach, the Alwani tribe stayed in the fight on the government's side.

In nearly every way, Mr. Abadi has so far been a different leader than his predecessor, Nuri Kamal al-Maliki, despite their common Shiite political bloc. And though the obstacles facing his government are vast, and he faces political challenges within his own party, his early performance has encouraged a wide array of Iraqi and Western officials.

In his first months in office, Mr. Abadi has already appeared three times before Parliament, something Mr. Maliki did only twice in eight years.

Mr. Abadi has fired incompetent and corrupt military commanders appointed by Mr. Maliki and rooted out 50,000 so-called ghost soldiers, no-show troops for whom commanders nevertheless collect salaries.

In his signature success so far, Mr. Abadi reached a deal to share oil revenue with the Kurds in northern Iraq, an issue that Mr. Maliki had pushed nearly to the point of Kurdish secession.

"He is doing all the things we feared he wouldn't be doing," said Gyorgy Busztin, the deputy special representative for the United Nations in Iraq. "I re-

spect him more and more each day."

While many officials credit Mr. Abadi's conciliatory style for much of the improved political atmosphere, they say the changes also point to a larger shift: a new sense of urgency among Iraq's leaders that finally — after years of crises — the country could break apart in the face of the threat from the Islamic State, also known as ISIS or ISIL. The Sunni extremist group's march across a vast swath of Iraq has been aided by the sectarian hostility that Mr. Maliki's leadership inflamed.

"Almost everyone recognizes that this is the last chance for this country to survive as Iraq as we know it," said Ayad Allawi, an Iraqi vice president who was appointed by Mr. Abadi to oversee reconciliation programs. "Everyone is giving him a chance."

Still, the obstacles facing Mr. Abadi's government remain vast.

Kirk Sowell, a Jordan-based political risk analyst and publisher of the newsletter Inside Iraqi Politics, said that even though Mr. Abadi had succeeded in doing away with sectarian intimidation, "at the same time, it's important to say how weak he is."

A third of the country is beyond Mr. Abadi's control and in the hands of militants. As commander in chief, he does not even control all of the country's security forces. While attempts have been made to bring Shiite militias under government control, the reality is that many operate with impunity and continue to commit abuses against Sunnis, human rights activists say.

Ominously, Mr. Abadi also faces constraints from hard-line factions within his own Shiite constituency.

Osama Nujaifi, the Sunni vice president, said that even though Sunni officials were optimistic about Mr. Abadi's intentions, they remained worried about the "old guard," a reference to Mr. Maliki and his cronies, who many believe are working behind the scenes to undermine Mr. Abadi.

"Maliki is absolutely convinced that he will be back sometime in 2015," said one Western official, speaking on condition of anonymity to avoid angering Iraqi officials.

In the Alwani case, Mr. Abadi's advisers, as well as diplomats and other officials, saw something sinister at work: the hand of Mr. Maliki, who many believe still exerts influence within the judiciary. Mr. Abadi's advisers privately say they were shocked at the verdict, especially because Mr. Abadi himself, according to Mr. Nujaifi, had privately asked Iraq's top judge to delay a decision.

"Maliki's control over the justice system was on full display" in the Alwani death sentence, wrote Renad Mansour, an Iraq scholar at the Carnegie Endowment for International Peace.

For their part, Mr. Maliki's supporters deny that the former prime minister is working against Mr. Abadi, though

**"He is doing all the things we feared he wouldn't be doing. I respect him more and more each day."**

they have begun publicly criticizing the new prime minister's policies.

Abbas al-Mussawi, a spokesman for Mr. Maliki, said, "Maliki had nothing to do with the Alwani death sentence, and he never interferes." Mr. Mussawi said it was too early to assess Mr. Abadi's performance in office, but said Mr. Maliki believed it was "incorrect" that there were more than 50,000 ghost soldiers on Defense Ministry payrolls, as Mr. Abadi has claimed, and asked for a parliamentary investigation into the matter.

Balancing two imperatives — accommodating Sunni concerns without alienating Shiites — has required Mr. Abadi to walk a fine line, sometimes taking private actions that diverge from his public comments.

In the Alwani case, for instance, Mr. Abadi gave private assurances to Mr. Alwani's tribe and Sunni leaders that there would be no execution. Publicly, however, he supported the independence of the judiciary, saying he had no right to intervene. He even criticized a recent Human Rights Watch report that urged him to order a stay of execution and highlighted claims that Mr. Alwani, who has denied firing the weapon that killed the two soldiers, had been tortured and was refused access to lawyers.

Still, it was clear that the verdict posed a crucial moment for Mr. Abadi. Mr. Alwani's own tribe was fighting alongside the government in Anbar Province, and after the death sentence threatened to lay down their guns.

On other major issues, including the accord with the Kurds and an internationally backed plan to establish Sunni-led National Guard units to bolster the government's security forces, Mr. Abadi continues to face pushback from fellow Shiites, especially Mr. Maliki.

Mr. Maliki has opposed the deal with the Kurds, called the fall of Mosul to the Islamic State in June a conspiracy orchestrated by the Kurds and warned against arming Sunni tribes to fight ISIS.



He has also traveled, tending to his relationships with regional Shiite powers, meeting Hassan Nasrallah, the leader of the militant Shiite movement Hezbollah in Lebanon, and top officials in Iran.

Mr. Maliki has also refused to vacate his prime minister's offices and palace in Baghdad's Green Zone, but has given up his state-owned jet.

In taking on corruption within the mil-

itary and removing officers who were loyal to Mr. Maliki, Mr. Abadi is making plenty of enemies, and fears for his safety have been raised in conversations within the Green Zone. This is Iraq, after all, where the usual exit from power is the coffin.

Visiting the city of Karbala recently ahead of an important Shiite religious holiday to mark the martyrdom of Im-

am Hussein, Mr. Abadi said he would continue to root out corruption in government ministries.

He vowed not to back off, "even if I get assassinated because of it."

Omar al-Jawshy contributed reporting.

LE FIGARO

samedi 20 - dimanche 21 décembre 2014

## À Mossoul, les premiers signes de rejet des djihadistes

**C'EST UN SIGNE :** pour éviter les communications avec le reste du monde, Daech (acronyme en arabe de l'État islamique) a coupé le réseau de téléphonie mobile à Mossoul. Après six mois de vie sous le joug des djihadistes, « la population est mécontente de leurs agissements, nous affirmez depuis le Kurdistan voisin un expert militaire occidental. Et Daech sent bien que celle-ci refuse de plus en plus sa présence ».

Les 20 000 à 25 000 arrestations de personnes qui buvaient de l'alcool, critiquaient Daech ou ne respectaient pas le nouveau code ultrarigoriste édicté par l'organisation terroriste semblent avoir changé la donne. Après avoir vu l'État islamique (EI) comme un libérateur de l'oppression longtemps exercée par le pouvoir chiite à Bagdad, la population sunnite de Mossoul commence à manifester des signes de ras-le-bol.

En réaction, Daech a durci son contrôle sur les habitants de la deuxième plus grande ville d'Irak, multipliant les actions de représailles. Des maisons de personnes soupçonnées d'avoir des sympathies pour les forces kurdes ou gouvernementales ont été détruites. Comme dans la région de Hawija, plus au sud, Daech forcerait maintenant des jeunes de Mossoul à combattre dans ses rangs pour combler les pertes subies, lors des 1 300 raids menés depuis août contre ses positions.

Avec les premières liquidations ciblées de dirigeants de Daech, la paranoïa gagne du terrain. L'EI a limité le déplacement des habitants de Mossoul. Persuadés que certains d'entre eux livraient des informations permettant ensuite à l'armée de l'air irakienne et à ses alliés américains de bombarder ses positions, Daech a enlevé de nombreux

suspects. L'EI n'ignore pas que les forces spéciales américaines et britanniques sont sur les traces de ses chefs, grâce à leurs informateurs au sein des tribus qui leur offrent encore l'hospitalité.

### Eau et électricité coupées

Face à l'avancée des pechmergas, les djihadistes ont renforcé leurs appuis défensifs, en construisant des fortifications et en creusant des tranchées autour de la ville. « Ils ne peuvent plus sortir de Mossoul que par les accès ouest, car les accès nord et est, et une partie des accès sud sont bloqués par les pechmergas », souligne l'expert militaire. Depuis plus d'un mois, les djihadistes ont abandonné leurs positions dans les casernes et les bâtiments administratifs au profit d'abris dans de simples maisons, afin d'être le moins repérables possible.

Peu après la conquête de la ville par Daech, les murs de sécurité qui entravaient les déplacements avaient été détruits et un certain sentiment de sécurité régnait à Mossoul. Mais six mois plus tard, les conditions de vie se font de plus en plus dures : le prix de la bouteille de gaz est passé de 7 à près de 80 dollars, et celui de la douzaine d'œufs a augmenté de 50 % à 4 500 dinars. « Les Kurdes coupent l'approvisionnement en eau au barrage de Mossoul et ils ont le levier sur l'électricité », observe depuis Bagdad un expatrié. Par ailleurs, les médicaments manquent. Il n'y a plus de réapprovisionnement autrement que par la contrebande. « L'hôpital de Mossoul a besoin de toutes sortes de matériel que ce soit chirurgical ou de simples bandages », s'alarme un cadre humanitaire à Bagdad. ■

G. M.

## Al-Qaida en Syrie s'empare de dizaines de chars de l'armée de Bachar el-Assad

Le Front al-Nosra, représentant d'al-Qaida en Syrie, et des groupes islamistes ont mis la main sur 35 chars et 20 transports de troupes remplis de munitions, en début de semaine dernière, lors de la prise de deux bases militaires dans le nord de la Syrie, rapporte vendredi l'OSDH, l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Il n'aura fallu que quelques heures aux combattants islamistes pour faire tomber les bases de Wadi al-Delf et de Hamldiyé, dans la province d'Idlib,

frontalière de la Turquie, au terme de combats contre l'armée syrienne qui ont fait près de 200 morts dans les deux camps. Selon les analystes, ce succès va permettre à al-Nosra d'asseoir son contrôle dans cette zone d'où il a déjà chassé il y a quelques semaines les rebelles soutenus par les Occidentaux. Cela pourrait également pousser le groupe djihadiste à attaquer Idlib, chef-lieu de la province et dernière ville de la région encore aux mains du régime de Bachar el-Assad. (AFP)

# Les noces barbares de Daech

Elles seraient 4 000 femmes yézidiées enlevées, violées et réduites en esclavage par les djihadistes de l'Etat islamique. « Nous préférons mourir », supplient-elles



Kidnappée dans son village, puis vendue à Mossoul, cette jeune fille a réussi à échapper à son « maître » et a fui grâce à la complicité d'une famille sunnite hostile à Daech.

LAURIE ELLIEN POLAR - LE MONDE

**ANNICK COJBAN**

ERBIL, DOHUK (KURDISTAN IRAKIEN) –  
envoyée spéciale

Elle se souvient des premiers appels de numéros inconnus sur son téléphone portable. C'était à l'aube du 3 août et elle dormait encore, dans sa grande maison d'un quartier chic d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. Elle n'a pas tout de suite répondu mais quand elle a vu les appels se succéder, elle a pressenti une urgence et décroché avec anxiété. « Des combattants de Daech prenaient d'assaut tous les villages yézidiés de la région du Sinjar, au nord-est de l'Irak. Des femmes m'appelaient dans une panique totale. Et ce qu'elles disaient était effroyable. »

A travers le combiné, Vian Dakhil a entendu, pétrifiée, des hurlements, des coups de feu, des sanglots, des menaces. Elle a compris qu'un massacre à grande échelle se produisait. Que les hommes étaient exécutés et les femmes capturées, triées par âge et emportées dans des bus vers des destinations inconnues. Les appels s'interrompaient brutalement mais d'autres surgissaient, d'un village, puis d'un autre. Une, deux, dix femmes terrorisées téléphonaient en cachette, en un réflexe ultime, à la seule députée yézidie du Parlement irakien, âgée de 43 ans. « Pendant ma campagne électorale, j'avais souvent donné mon numéro de portable aux femmes. J'avais promis que je serai toujours là pour elles. » Elles s'en étaient souvenues.

En quelques heures, la nouvelle s'était répandue en Irak et dans le reste du monde. Des dizaines de milliers de yézidiés de tous âges fuyaient la violence islamiste en cherchant refuge, sous une chaleur caniculaire, vers les massifs désolés du mont Sinjar. Leur situation était catastrophique et des appels pour les sauver s'élevaient du monde entier. Mais

des femmes emportées par Daech (acronyme arabe de l'Etat islamique), on ne savait rien encore. Où étaient-elles passées ? Pourquoi les combattants s'étaient-ils encombrés de tant de prisonnières quand leur objectif avoué était d'éradiquer les yézidiés, cette minorité religieuse kurdophone dont les souvenirs remontent à l'arche de Noé et que les islamistes qualifient d'« infidèles » ?

## « VENEZ NOUS LIBÉRER »

C'est alors que Vian Dakhil a reçu un premier appel de Mossoul, la deuxième ville d'Irak sous le contrôle des islamistes depuis le mois de juin. Un appel furtif, affolé, d'une jeune fille qui se trouvait au milieu de centaines de femmes et d'enfants tout juste débarqués dans la prison Badush, entassés les uns contre les autres, privés d'air, d'eau, de nourriture, ignorant tout du sort qui leur serait réservé. Puis un autre à téléphoné : « Les hommes de Daech viennent se servir ! Ils choisissent les filles qui leur plaisent et les prennent de force. Ils les tabassent si elles résistent, ils les traînent par les cheveux ! » Vian Dakhil restait agrippée à son portable. « Je me doutais bien qu'il ne s'agissait pas d'arrestations politiques. » Et les appels ont continué, confirmant ses pressentiments les plus sombres : « Les filles sont revenues ! Elles ont été violées ! » Les voix se sont faites implorantes : « Vous savez où nous sommes ! Venez nous libérer ! »

Pendant des jours, la députée a multiplié les appels à l'aide, s'est adressée aux ambassades et aux chancelleries, s'est rendue au Parlement de Bagdad pour supplier, en pleurs, le président et ses collègues de tout faire pour venir en aide aux yézidiés. La vidéo de son intervention a fait le tour du monde et renforcé son image d'icône du peuple yézidi peu de temps avant qu'elle ne soit grièvement blessée dans le crash d'un hélicoptère qui apportait de l'aide aux réfugiés du mont Sinjar. Mais comment faire pour libérer les femmes

dans une zone entièrement contrôlée par Daech ? « J'ai reçu alors de la prison une demande inouïe émanant de plusieurs femmes : "Demandez à l'armée de bombarder le site ! Nous préférons mourir !" Comme je les comprenais ! Alors en tant que parlementaire, j'en ai fait la demande officielle, soutenue par de nombreuses familles. C'était fou, irréalisable. Mais j'assume. Mieux valait des martyres au ciel plutôt que des esclaves. »

Elle se tient bien droite dans la salle de réception de sa maison d'Erbil, le cheveu libre, auburn, et le regard contredisant l'impression de fragilité qui émane de sa frêle silhouette, soutenue par des béquilles. Mais l'évocation des prisonnières de Daech lui met instantanément les larmes aux yeux. Sa voix tremble lorsqu'elle affirme : « Quatre mille femmes yézidiées servent actuellement d'esclaves sexuelles aux hommes de Daech ! 4 000, entendez-vous ? Violées, vendues comme du bétail. En Irak, en Syrie, peut-être ailleurs. C'est un crime contre l'humanité. Et le monde ne fait rien. Imaginez l'indignation et la mobilisation internationales si 4 000 femmes occidentales étaient ainsi livrées à la folie des djihadistes. »

Quatre mille femmes... Impossible bien sûr de vérifier ce chiffre régulièrement évoqué tant par les autorités irakiennes et kurdes que par nombre d'associations qui, parfois, y incluent les jeunes enfants capturés en même temps que leur mère. Des recensements sont entrepris dans les nombreux camps de yézidiés réfugiés au Kurdistan. Combien de personnes de votre famille ont disparu ? Combien de femmes enlevées ? 6, 15, 18, 26 entendra-t-on en posant nous-mêmes la question, chaque famille s'empressant d'énumérer les noms de mère, grand-mère, fille, sœur, épouse, nièce disparues ce mois d'août 2014 dans les cars ou les bennes des pick-up de Daech sur lesquels flottait le drapeau noir. « Des milliers de femmes », confirme Shimal Mohamed Adib, responsable du district de

Dohuk, au Kurdistan et qui voudrait faire de la libération des yézidiés « une cause nationale ». « Dieu sait si l'Irak a connu des guerres !, dit-il, des tortures, des carnages. Ça, jamais ! » Ça ? « La vente ! L'esclavagisme ! Qui aurait pu imaginer pareilles pratiques au XXI<sup>e</sup> siècle ? »

Ce sont les premiers appels, très brefs, des quelques malheureuses ayant pu cacher leur téléphone portable dans des vêtements, un chignon ou des couches de bébé, qui ont vite donné une idée des intentions des geôliers de Daech. Les familles captaient ainsi leurs bribes de récit, stupéfaites et horrifiées, même si les femmes se gardaient bien d'évoquer leur propre viol. Il est arrivé aussi que leurs ravisseurs ou les hommes qui les avaient rachetées leur passent eux-mêmes un téléphone en exigeant, avec perversité, qu'elles appellent devant eux leur famille pour dire l'humiliation, la déchéance. Une vidéo a également circulé sur Internet qui montrait des combattants islamistes hilares, excités à la perspective de se rendre au marché aux esclaves pour acheter « une yézidié ». Si possible aux yeux bleus ou verts, après avoir vérifié l'état de ses dents. Enfin, Dabiq, le magazine en ligne de Daech, a expressément revendiqué, dans son édition d'octobre, la mise en esclavage des femmes et des enfants yézidiés conformément, écrivait-il, à ce que prévoit la charia pour les infidèles qu'elle considère comme polythéistes et leur distribution selon les règles prévalant pour les « prises de guerre » : un cinquième pour les autorités de Daech, le reste à répartir entre les combattants.

Mais ce sont les témoignages des quelques femmes ayant réussi à s'enfuir d'un centre de détention collective ou de la maison du « maître » qui les avait achetées qui fournissent une idée assez précise des pratiques de Daech. « Essayez d'en rencontrer ! Racontez au monde les turpitudes des djihadistes qui ne méritent pas le titre d'humains, conseille Vian Dakhil. Mais protégez leur anonymat ! Malgré la joie qu'a procurée leur retour, elles risquent le rejet de leur famille et de la communauté. La virginité est chez nous une notion essentielle, je crains pour leur avenir. »

C'est dans une sorte de bergerie, isolée dans une campagne aride près du village de Shariya, que l'on rencontre ainsi à la tombée de la nuit Yassemine (les noms des jeunes victimes ont tous été changés), la toute première des femmes à s'être échappée des griffes de Daech. Les murs en parpaings laissent passer un vent froid et humide et une dizaine de petits enfants en anorak sont rassemblés devant un poêle électrique que l'on tourne spontanément vers les visiteurs. Les adultes sont assis autour de la pièce sur des coussins, dos aux murs. Un petit téléviseur branché sur une chaîne d'info en continu diffuse une lumière bleutée dans la pénombre de la pièce, attirant les regards fatigués. Yassemine est un peu à l'écart, son petit garçon de 2 ans qui se gave de chips sur les genoux. Les traits fins et les cheveux blonds recouverts d'un foulard noir, l'enfant sourit timidement. Oui, bien sûr, elle va raconter son histoire, devant frères, cousins, neveux, ce n'est pas idéal mais cela la rassure. La garantie qu'elle ne sera pas amenée à en dire trop.

« Le 3 août au matin, en apprenant que

Daech arrivait dans notre village du Sinjar, nous avons tenté de fuir à pied, avec d'autres familles, vers la montagne. Nous étions sept : mon petit garçon, mon mari, ses parents, son frère et sa sœur. Daech nous a rattrapés et, en hurlant et tirant des coups de feu, a séparé les hommes et les femmes. Mon mari a tout de suite disparu. » Les femmes doivent monter dans un bus qui fait une première étape dans un village proche, puis les dépose pendant quatre heures dans une école de Bahadj où est opéré un tri entre les jeunes et les vieilles, avant de les débarquer à Mossoul dans une salle des fêtes immense appelée Galaxy, grouillante de plus d'un millier de femmes et de petits enfants. « Tout de suite, des hommes de Daech sont venus faire leur choix. » Il y en avait de tous les âges et de différents pays, Irakiens, Syriens, Saoudiens, Turcs, Égyptiens, tous avec une barbe fournie, la chemise longue de type pakistanaï et une arme. « Ils achetaient les femmes par lots, d'abord pour eux, mais avec l'intention de les revendre. Je voyais les dollars s'échanger. On nous criait de nous laver, de nous faire belles. Moi, je ne me lavais pas et faisais tout pour être reposante. » Au bout d'une dizaine de jours, Yassemine a été achetée avec un petit groupe de filles qu'on a enfermées dans une maison tout juste évacuée par une famille en fuite. « A nouveau des hommes sont venus nous prendre, nuit et jour, souvent violents, et les filles ont été dispersées. Quand l'un a voulu m'acheter, le chef de la maison a dit : "Je me la garde !" C'est ce soir-là que mon fils m'a sauvé la vie. »

Le petit a eu soif et s'est mis à pleurer au milieu de la nuit. La maman a crié pour qu'on lui ouvre la porte bloquée de sa chambre. Personne n'a bougé. Le petit hurlait, elle a forcé la porte. Trois gardes étaient profondément endormis dans la pièce d'à côté. Elle a saisi une bouteille d'eau, surprise que personne ne s'éveille et a senti que c'était le moment ou jamais. En un éclair, elle s'est retrouvée dans une ruelle de Mossoul, le cœur battant, frôlant les murs, le petit garçon dans ses bras. Elle a marché près de quatre heures, d'est en ouest, évitant les places et carrefours, jusqu'à ce qu'un vieil homme qui, avant le lever du soleil, arrosait les plantes de sa terrasse, ne l'interpelle :

« Es-tu donc inconsciente, ma petite ! Tu circules seule, et sans porter le voile intégral ? Sais-tu que Daech pourrait te tuer pour ça ?

– Je suis en fuite de chez Daech !

– Ciel ! Rentre vite dans ma maison. »

L'homme était sunnite, hostile à Daech, et aussi accueillant que l'ensemble de sa famille. Un contact téléphonique a été établi avec un frère de Yassemine réfugié au Kurdistan. Puis on a rasé les cheveux blonds du petit et fourni à sa maman une abaya noire, ainsi que le niqab et les gants réglementaires pour circuler dans Mossoul avant de les confier tous deux à un ami très sûr qui a réussi à les exfiltrer de la ville et les remettre – gratuitement – aux soldats kurdes. C'était le 28 août, Yassemine était sauvée. « Je n'ai aucune nouvelle du reste de ma famille. Rien sur les hommes ni sur ma belle-mère. Ma belle-sœur de 17 ans, vendue, a réussi à téléphoner deux fois. Plus rien depuis quarante-cinq jours. » En pré-

sence de ses frères et cousins, elle n'en dit pas davantage.

#### « LA MORT EST PLUS DOUCE »

Sara sera plus disert, elle qui vient du village de Kotcho, attaqué par Daech le 15 août, et tristement connu pour le massacre de tous les hommes (près de 700) interpellés ce matin-là. Mais la jeune femme de 22 ans, qui vient de retrouver près de Dohuk le seul de ses huit frères absent ce jour-là, ne semble pas avoir encore été mise au courant. Immédiatement séparées des hommes et dépouillées de leur argent et de leurs bijoux, les femmes ont subi un premier tri entre mariées et non mariées. Sara s'est ainsi retrouvée dans un bus roulant vers Mossoul avec ses deux sœurs et ses nièces de 11 et 12 ans, puis enfermée avec plus de 200 femmes dans un immeuble de trois étages avant d'être expédiée le surlendemain à Rakka, en Syrie. « Douze heures de route pour débarquer dans la grande salle d'un bâtiment officiel de Daech où attendaient plein d'hommes armés. "Qui veut en acheter ?", a crié quelqu'un. Vous n'imaginez pas le choc qu'a provoqué cette phrase. Nous nous regardions, effarées, espérant avoir mal compris. Cela semblait irréel. Les hommes nous dévisageaient avec des regards sauvages. Nous n'étions plus qu'une marchandise. » Il y eut comme un sursaut de

« "QUI VEUT EN ACHETER ?", A CRIÉ QUELQU'UN. LES HOMMES NOUS DÉVISAGEAIENT AVEC DES REGARDS SAUVAGES. NOUS N'ÉTIONS PLUS QU'UNE MARCHANDISE »

SARA, 22 ANS  
ancienne esclave

révolte, des femmes ont crié, protesté, exigé de retrouver leurs familles. Elles ont été violemment frappées avec les crosses de kalachnikov.

Plusieurs jours ont passé. Les filles dormaient sur la moquette et les coussins de la salle, résistant à leur manière par une sorte de grève de la toilette. Les portes étaient ouvertes de 9 heures à 23 heures, des hommes de Daech venant à tout moment observer et sélectionner des femmes. Les nièces de Sara sont parties les premières. Puis l'une de ses jeunes sœurs. Un déchirement. « Elles s'accrochaient à moi en hurlant. Il a fallu plusieurs hommes de Daech pour les arracher avec des coups. La mort est forcément plus douce que ce que j'ai ressenti ce jour-là. » Le quinzième jour, ce fut son tour. Un djihadiste australien l'a emportée contre quelques

billets. « Il s'était converti pendant un séjour de quatre ans dans une prison australienne et avait rejoint la Syrie onze mois plus tôt, bientôt rejoint par sa femme. » Dans la voiture, Sara l'a supplié d'acheter aussi sa sœur. « L'émir interdit qu'on achète deux sœurs », répondit-il, avant de faire demi-tour pour retourner la prendre. Finalement humain ? « Ne dites jamais ça ! Les Daech sont des bêtes sauvages ! » L'Australien avait déjà acheté d'autres yézidiés qu'il gardait dans sa maison, violait et tabassait régulièrement. Il a bien sûr essayé de forcer les deux sœurs à des rapports sexuels. Sara affirme avoir réussi à le convaincre d'en faire plutôt des esclaves domestiques, confinées au ménage et à la cuisine. Mais elle raconte aussi avoir été conduite chez une femme médecin après un épisode particulièrement violent...

La maison était grande, il y avait du passage, beaucoup de combattants. Sara dit y avoir vu des Saoudiens, des Iraniens, des Libyens, des Tchétchènes, des Pakistanais, des Chinois, des Italiens, des Anglais. Au rez-de-chaussée de la maison, habitait un autre Australien qui lui aussi s'était acheté « contre un revolver » une jeune yézidie que nous rencontrerons plus tard.

Bien sûr, elle ne songeait qu'à fuir et à la première occasion, elle a volé un téléphone portable de la maison. Le début du salut. Elle a contacté son frère et lui a transmis par Viber le maximum de renseignements et de photos qui pouvaient permettre de localiser la maison, y compris celle de l'Australien. Un grand château d'eau, visible d'une fenêtre, fournit un bon point de repère. En quelques semaines, le frère a pu trouver – et payer –

quelques intermédiaires capables d'organiser sa fuite. Le jour où les deux Australiens sont partis au combat, les sept yézidiés de la maison, menées par Sara, ont revêtu une abaya et se sont glissées en file indienne dans la rue, incognito, jusqu'à un premier point de rendez-vous où elles sont montées dans une voiture, puis dans une autre, puis une autre encore. Jusqu'à leur arrivée à Dohuk. Il en aura coûté au frère 7 000 dollars. « Et alors ? », dit-il. *J'ai aussi payé 10 000 dollars à des intermédiaires pour libérer ma femme. Je suis pauvre, des gens de la communauté m'ont heureusement aidé, mais je n'aurai pas de repos tant que je n'aurai pas récupéré mon autre sœur, mes nièces, la femme d'un de mes frères. Je passe mon temps à recouper des informations pour les localiser. A tester des contacts qui pourraient nous aider. Ma tête n'est occupée qu'à cela. C'est la sonnerie du téléphone qui me maintient en vie. Et si c'était elles qui appelaient ? »* Au sein de sa famille, vingt-sept femmes sont encore aux mains de Daech. Sa mère de 52 ans est la plus âgée. La plus jeune, lui a-t-on dit, est née il y a un mois.

Nous rencontrerons ainsi, entre Dohuk et Erbil, une douzaine de jeunes femmes échappées de l'enfer de Daech. Leurs récits se complètent, racontés sobrement avec des digressions sur les horreurs perpétrées contre leurs compagnes de détention, des ellipses pudiques sur leurs propres souffrances. Aucune ne sait ce qu'il est advenu de leur mère et des femmes dites « âgées ». Plusieurs d'entre elles, comme Jihane, 24 ans, ont tenté de se faire passer pour « mariées » en s'accrochant à un petit-neveu, espérant le statut d'épouse

plus protecteur. Mais une femme voilée, travaillant sous les ordres de Daech dans la prison de Badush, « vérifiait », par un rapide examen gynécologique, leur assertion. Et malheur aux menteuses. Plusieurs ont songé à mettre un terme à leurs jours. Zarah, 19 ans, a vu une fille de 15 ans s'ouvrir les veines avec une lame de rasoir juste en sortant de la salle de bains où on l'avait envoyée avant de la livrer à un djihadiste. Son corps a aussitôt été roulé dans une couverture : « Débarrassons-nous de cette saleté. » Une petite coiffeuse de son village réussira à s'étrangler avec son foulard. Une étudiante en médecine, particulièrement belle et violée par plusieurs djihadistes, a demandé à se préparer dans les toilettes avant d'être amenée à l'émir qui la désirait. Elle s'est coupé veines et tendons avec un couteau volé. Personne n'a encore osé l'annoncer à sa mère qui continue à l'attendre.

Les récits des jeunes filles sont parfois compliqués à suivre tant les déplacements qu'elles racontent paraissent erratiques. Cinq jours dans une école à Baahj, huit dans un gymnase de Mossoul, dix dans une maison privée de Tal Afar... Est-ce une stratégie ? Le signe d'une confusion ? « Peut-être le déplacement-on pour les garder à disposition des combattants. Ou pour servir de boucliers humains. Ou pour rendre impossible toute opération de sauvetage. Comment le savoir ? », s'interroge le docteur Nouri Abdulrahman, responsable du dossier des réfugiés pour le gouvernement du Kurdistan et chargé de tout mettre en œuvre pour faciliter le retour des captives. La question des conversions et des mariages

forcés est également flou. La plupart disent avoir été contraintes de faire semblant d'accepter l'islam et d'en avoir mimé les prières au moins cinq fois par jour. Il a même parfois été question de mariage avec des djihadistes. Voire de cérémonie collective devant un imam. « Parodie pour permettre des relations sexuelles immédiates, affirment les rescapées. En aucun cas un gage de sécurité. »

#### « CERTIFICAT DE PARDON »

Un drame absolu pour la communauté yézidie. « Notre religion date de plus de 4 700 ans avant Jésus-Christ, nous explique le baba cheikh, leader spirituel des yézidiés, âgé de 81 ans, que nous rencontrons près du temple de Lalesh. Nous avons survécu au Déluge et à 74 massacres sans jamais nous dissoudre, car on est yézidi par naissance, on ne se marie qu'entre nous. Mais ce qui est arrivé à nos femmes, en cette année 2014, constitue la catastrophe la plus grave de tous les temps. » Il a fait, dit-il, le tour du monde pour sensibiliser gouvernements et Parlements au drame des yézidiés. « Et j'en appelle encore à la communauté internationale pour délivrer nos femmes. » Mais il a pris aussi une fatwa historique appelant chaque famille yézidie à accueillir avec chaleur, tendresse, soutien, les femmes de retour de chez Daech.

« Pas plus tard qu'hier soir, une rescapée est venue ici même implorer mon pardon. "Tu n'es en rien responsable, ma petite ! Tu n'es pas coupable d'avoir été victime !" », lui ai-je dit. Et je lui ai fourni le certificat de pardon. » Un certificat ? Serait-il possible de voir ce papier ? Le baba cheikh sourit dans sa longue barbe blanche. Un signe à un serviteur et l'on nous présente une petite bille blanche que l'on n'ose pas toucher. « Elle est constituée d'un sable fin que l'on trouve ici dans une grotte d'où coule une eau blanche sacrée. Des jeunes filles vierges les façonnent. Un symbole de pureté. »

Mais que se passera-t-il si des femmes reviennent enceintes de chez Daech ? Le cas s'est déjà posé plusieurs fois et le sujet, nous affirme un proche du baba cheikh, a longuement été débattu lors d'un conseil religieux. « Les leaders de la communauté sont formels : un enfant non yézidi ne peut naître chez nous. Un dispositif médical a donc été mis en place pour faire face à ce drame. » Autrement dit, l'avortement d'ordinaire interdit devient dans ce cas précis une exigence absolue. Pas de sang mélangé ! Et les évadées de chez Daech sont systématiquement orientées vers des médecins avertis.

Un soir, alors qu'on écoutait, assis en tailleur dans une pièce glaciale, le récit tendu de Leyla, une jeune rescapée que traduisait son frère (de kurde en arabe) sous les yeux d'un clan familial sinistré, son téléphone portable a sonné. Tous les regards se sont fixés sur l'appareil. Les petits ont arrêté de jouer, les femmes de chuchoter, les respirations étaient comme suspendues et les visages figés. « Allô ? », a murmuré Leyla avec appréhension. « C'est Naween », a répondu une voix de petite fille mise sur haut-parleur. Et le grand frère, sous le coup de l'émotion, a plongé la tête dans ses mains. Naween, 12 ans, vendue à un djihadiste de Mossoul, appelait de chez son nouveau « maître »... ■

**« DIEU SAIT SI L'IRAK A CONNU DES QUERRES ! DES CARNAGES. ÇA, JAMAIS ! L'ESCLAVAGISME ! QUI AURAIT PU IMAGINER PAREILLES PRATIQUES AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE ? »**

**SHIMAL MOHAMED ADIB**  
responsable du district  
de Dohuk, au Kurdistan

# Kurdish fighters in Iraq make headway in battle against Islamic State Iraq fighting

By Molly Hennessy-Fiske and Nabih Bulos contact the reporter  
December 19, 2014 latimes.com

**K**urdish forces backed by U.S.-led airstrikes have gained ground against Islamic State militants in northern Iraq, potentially clearing an escape route for persecuted minorities remaining on and near Mt. Sinjar.

The offensive, begun this week, paired the aerial assault with thousands of Kurdish peshmerga fighters in what Kurdish officials called the largest attack so far in the fight against the militants, also known as ISIS.

"ISIS elements are starting to flee and leave the area; their morale is very low," Masrour Barzani, leader of the Kurdistan regional government's security council, said in a statement late Thursday. He called it "the biggest military operation so far conducted against ISIS

Islamic State's August siege of Mt. Sinjar drew international attention and eventually prompted President Obama to approve the campaign of airstrikes -- nearly 1,400 to date -- after thousands of members of the local Yazidi minority community were trapped. Many were subsequently able to flee the area, though others remain.

Humanitarian aid flowed into the area and Yazidis fled into the Kurdish region and neighboring Syria, where they were later pushed out again by fighting.

"This is a war that the peshmerga are fighting on behalf of the rest of the world," Barzani said, adding that Kurdish fighters proved that "protecting innocent lives, the principles and values of democracy and res-



A member of the Kurdish forces stands next to an armored vehicle destroyed during the push toward Mt. Sinjar. (Zana Ahmed / Associated Press)



Kurdish Peshmerga forces with an Yazidi fighter (C) in Shingal (Sinjar).

pect for other religions is much more important than the destruction and killing machines that ISIS has brought to this country."

**R**ear Adm. John F. Kirby of the U.S. Navy confirmed reports that the airstrike campaign, dubbed Operation Inherent Resolve, had killed several Islamic State leaders, although he would not identify them or their rank within the extremist group, except to say that their deaths damaged the group's command structure.

"Combined efforts like these are having a significant effect on Daesh's ability to command and control, to resupply, and to conduct maneuvering," Kirby said, using an Arabic acronym for Islamic State.

The 53 airstrikes at Sinjar destroyed Islamic State buildings, bridges, guard towers and vehicles, U.S. Army Lt. Gen. James L. Terry, the Kuwait-based commander of the campaign, said Thursday.

Fifteen more airstrikes followed Friday -- four in Syria and 11 in Iraq, including near Mt. Sinjar and to the east in Tal Afar, striking Islamic State units at both locations, according to a statement from the U.S. military.

The United States is sending an additional 1,500 military advisors to Iraq, Terry said, bringing the total to more than 3,100, though he added that they still will be deployed to train local forces, not join the fight -- except from the air.

"Iraqi security forces must be a capable force -- one that can restore Iraq's sovereign borders, retake territory from Daesh

and secure the Iraqi people," he said. "An offensively minded and trained security force, backed by an inclusive government of Iraq, is the key to future stability."

The Iraqi army has been fending off Islamic State fighters in the country's north and on several other fronts: to the west in largely Sunni Anbar province, to the east in Diyala, in the heart of the country near Samarra and the Baiji oil refinery, and in the belt of towns surrounding the capital.

An important component of that effort has been enlisting the help of Sunni Muslim tribes to fight Islamic State, which is also Sunni but fundamentalist. Any attempt to create a viable fighting force against the group, however, will be difficult; many Sunnis are suspicious of Shiite Muslims, who now dominate the Iraqi government and are often accused of persecuting Sunnis.

After the U.S. invasion of Iraq in 2003, sectarian fighting broke out. The uprising in neighboring Syria, now in its fourth year, also devolved into a sectarian-fueled civil war.

**O**n Thursday, Obama phoned Iraqi Prime Minister Haider Abadi to praise him for governing inclusively and building a united front among Iraqis to fight Islamic State. The president also "reiterated his commitment to supporting the Iraqi security forces' success through train and assist programs, provision of weapons and equipment, and airstrikes," the White House said.

In a Facebook post following the phone call, Abadi said he had told Obama of recent victories by Iraqi forces, as well as their efforts to recruit Sunni tribesmen to fight Islamic State. He called for more support from the international community in a war that he said threatens not just Iraq, but also the region and the world.

"With support from the international coalition and closer coordination with the Kurdish peshmerga fighters, the Iraqi security forces and their partners are pushing forward, recapturing strategic roads and other locations and liberating entire towns," Abadi wrote in an op-ed for the Wall Street Journal on Thursday. "Iraqis are doing our part to defeat the best-funded, best-equipped and best-organized terrorists on Earth. But the challenge is greater than any country can answer alone."

○○○

# Kurdish forces kill dozens of European, African ISIS fighters

<http://rudaw.net> 19/12/2014

**ERBIL, Kurdistan Region—** Kurdish Peshmerga forces have killed dozens of Islamic State (ISIS) foreign fighters in three days of battle near the Syrian border, a frontline commander said.

Captain Ali, a Peshmerga commander near the town of Sinune said that his forces have killed more than 75 foreign fighters, among them Germans, Tunisians, Nigerians, Russians, Africans and Europeans.

"We have taken photos of their passports and IDs and their

bodies still lie there," Cpt. Ali told Rudaw.

He said that the ISIS militants are in disarray and they have fled in every direction, some of them to Mosul and others to Syria.

"Most of the militants around here are foreign nationals," he said.

He said that the Peshmerga had advanced 102 kilometers into ISIS territory in the past 12 hours.

"There was little resistance or counterattack from ISIS," he explained. "They did not expect us to advance so quickly and go this far."

According to Cpt. Ali, local

Arabs have turned their back on the radical group "and the fighting is mostly done by the foreign fighters."

"We have captured around 30 villages and currently surround about 100 villages," he added.

Cpt. Ali said that ISIS militants have been completely cut off from their main base of Mosul and parts of Syria due to the Peshmerga control of the border area.

On Wednesday Kurdish Peshmerga forces launched a major assault against ISIS west of the Tigris River, capturing more than 700 square kilometers.



*"There was little resistance or counterattack from ISIS," he explained. "They did not expect us to advance so quickly and go this far.".....*

Cpt. Ali said that the attack has been conducted in nine different operations and on many fronts.

In the latest operation the Kurdish forces lifted a four-month long siege on Mount Shingal where hundreds of Yazidi families were stranded since they came under ISIS attack last summer. ■

INTERNATIONAL BUSINESS TIMES December 30, 2014

# Islamic State behead three Kurdish soldiers dressed in orange in new video

Executed soldiers had been captured defending the Iraqi town of Sinjar

December 30, 2014 — By Thomas Wyke — [www.ibtimes.co.uk](http://www.ibtimes.co.uk)

**I**slamic State (Isis) have released a new video showing the beheading of three Kurdish prisoners of war in the Iraqi town of Sinjar.

The graphic video shows three prisoners, dressed in Guantanamo Bay-style orange overalls, being beheaded by three masked Islamic State fighters.

As well as the beheadings, the propaganda video shows a Syrian suicide bomber blowing himself up in a lorry at a Kurdish checkpoint.

Supposed aerial footage of the town from a drone also features at the beginning of the video.

Islamic State fighters are also seen wandering through the seemingly deserted town and posing near the burnt-out remains of a Kurdish tank.

Whilst the video suggests that the extremist group have captured the town, Sinjar remains a contested battle site between Islamic State and Kurdish militia groups.

Located about 120km from the city of Mosul, which is held by Islamic State, Sinjar is an important strategic town linking Mosul with other Islamic State-controlled areas in neighbouring Syria.

Islamic State has been trying to capture the mountainous region since launching a large offensive in the summer. Thousands of members from



the religious minority Yazidi community fled from the region with many seeking refuge on Mount Sinjar.

Recently Peshmerga officials have claimed that Kurdish soldiers have made significant ground in Sinjar, successfully delivering aid to the Yazidi minority.

The Sinjar operation is part of a larger plan to isolate Mosul from other regions and to attack Islamic State militants from all directions.

◆◆◆

# « Les daechistes posent un soulier sur un Coran, et... »

**Témoignages : Au cœur de la guerre entre les peshmergas et l'EI dans le Kurdistan irakien.**

De **MAKHMOUR**

par **Salim YASSINE** | OJ

16 décembre 2014

lorientlejour.com/

À travers la fente d'une casemate, le colonel Peshmerga Dugirdkan observe à la jumelle les mouvements des jihadistes de l'État islamique retranchés dans un village à un kilomètre des positions des combattants kurdes. « Aujourd'hui est une journée relativement calme, car nous avons récemment délogé les daechistes de sept villages de la région, alors qu'ils s'étaient approchés de 40 kilomètres d'Erbil (la capitale du Kurdistan irakien) », affirme le colonel.

À quelques kilomètres de la ville de Makhmour, située au sud-ouest d'Erbil, les combattants kurdes ont érigé des murs de sable qui courent sur plusieurs kilomètres, une sorte de ligne Maginot pour empêcher l'avancée des intégristes sunnites. À la jumelle, des mouvements de véhicules militaires sont visibles au loin, alors que le colonel capte sur un talkie-walkie les échanges en arabe des jihadistes. « La bataille a pris trois jours et les daechistes ont laissé une centaine de cadavres derrière eux, mais nous n'avons pas pu faire de prisonniers. Pour notre part, nous avons eu 32 martyrs », ajoute-t-il. Soudain sur notre gauche, le canon tonne et un panache de fumée noire s'élève. Le colonel reprend ses jumelles et nous dit satisfait : « Nous avons détruit un de leurs véhicules, un de moins. »

## « L'EXPÉRIENCE DES COMBATS À DÉCOUVERT »

À l'avancée des daechistes, tous les habitants kurdes ont fui les villages de Makhmour, Ghweir, Jalloula, Adwiya, Amerli, Zoummar, Rabi'a, mais maintenant 80 % sont revenus et la vie a repris malgré la proximité de la ligne de front. Pourtant les combattants kurdes retranchés derrière le mur de sable sont rares. À notre étonnement, le colonel Dugirkhan répond. « Notre ligne de front avec les daechistes s'étend sur un millier de kilomètres, et pour le moment nous ne disposons que de 90 000 combattants. Nous ne pouvons pas les



Un peshmerga observe à la jumelle les mouvements des daechistes retranchés dans un village à un kilomètre des positions des combattants kurdes. Photo Joseph Barrak

déployer tous en même temps. Nous les gardons en réserve en arrière pour les utiliser en cas d'une nouvelle offensive des daechistes. » Selon lui, le travail le plus délicat et le plus dangereux a été le nettoyage des régions libérées des mines enfouies par les intégristes. Il nous montre trois mines rondes de cinquante kilos, selon lui, de fabrication américaine. « Les daechistes emploient des méthodes fourbes pour cacher leurs mines. Nous savons maintenant qu'ils piègent le cadavre des leurs et nous faisons exploser les corps à distance, mais ils ont d'autres méthodes plus insidieuses. Par exemple, ils posent un soulier sur un Coran. Le premier réflexe de nos combattants est de retirer la chaussure posée sur le Livre sacré, parce que nous sommes tout de même des musulmans et le détonateur explose. » « De notre côté, les peshmergas ont toujours combattu comme des guérilleros et dans les montagnes. Nous n'avons pas l'expérience des combats à découvert et sur un terrain plat, mais nous sommes en train de l'acquérir », ajoute-t-il.

## « TAVIN ET DILAN »

Dans la ville de Makhmour, le Parti démocratique du Kurdistan PDK a autorisé le PKK à installer une petite caserne, à l'entrée de laquelle trône un portrait en mosaïque du guide Abdallah Oçalan. « Nous ne participons pas ici aux combats, mais nous consti-

tuons une force de réserve », affirme un jeune combattant qui refuse de décliner son nom. Ici pas de grades visibles, car il ne s'agit pas d'une armée régulière, mais d'un mouvement de guérilla. Sous le portrait d'Apo, deux très jeunes femmes en treillis militaires sont assises, la kalachnikov entre les jambes. C'est Tavin et Dilan. Tavin, une brunette de 22 ans, a le visage dur et des yeux de braise, mais elle sourit quand elle parle du combat qu'elle mène. Elle s'est engagée à 17 ans, puis a rejoint sa famille qui vivait en Allemagne, mais elle est retournée au Kurdistan lorsque la guerre avec les daechistes a éclaté. Tavin tient un discours tiers-mondiste. Le PKK est une organisation d'obédience marxiste. « Notre combat est international. C'est celui de la justice contre l'oppression », affirme-t-elle. « Nous sommes le seul mouvement kurde où il y a autant de femmes, car le chef Apo, prône l'égalité entre les sexes. D'ailleurs notre combat ne finira pas avec la libération du Kurdistan. Nous poursuivrons alors notre combat pour les droits des femmes, tellement bafoué par l'Islam », affirme-t-elle. Elle indique qu'à part les écrits du guide, Apo, ses lectures servent à renforcer sa détermination au combat et ses œuvres préférés sont ceux d'Hegel, de Marx, de Lénine et son héros après Apo, s'appelle Che Guevara. Dilan, 20 ans, aux cheveux châains et aux yeux verts à l'air d'une jeune vierge effarouchée. Elle rougit avant de

répondre aux questions, encouragée par sa camarade plus âgée. On lui demande comment une femme qui donne la vie peut-elle tuer de sang-froid. « C'est la guerre et c'est eux les agresseurs », répond-elle. Elle affirme qu'elle a déjà tué « beaucoup » de daechistes.

## « CELA NE LES MÈNERA PAS AU PARADIS, MAIS EN ENFER »

Alors que d'autres filles de son âge attendent le prince charmant, rêvent à l'amour et au mariage, Dilan affirme qu'elle n'a pas le temps pour ces « futilités ». N'a-t-elle pas des envies sexuelles ? Elle répond qu'Apo croit à l'amour libre mais qu'il affirme que pour l'instant toute notre énergie doit être dirigée vers le combat. « Mon amour c'est notre terre et le peuple kurde », indique-t-elle. « Je voudrais lancer un message aux femmes qui soutiennent les daechistes. Comment peuvent-elles soutenir des gens qui violent des filles de dix ans et tuent des enfants devant leurs mères. Je voudrais leur dire que leurs cinq prières quotidiennes et leurs voiles ne les mèneront pas au paradis, mais en enfer dans cette vie et dans l'autre, si elle existe. »

Soudain au loin, la canonnade a repris et des chars montés sur des remorques, drapeau kurde flottant au vent, remontent vers la ligne de front. « Il y a trop de mouvements, ils préparent quelque chose », affirme le colonel Peshmerga derrière ses jumelles. « Mais tout cela c'est des escarmouches, affirme-t-il. La vraie bataille commencera avec l'offensive pour la reprise de Mossoul. On envisage une attaque en tenaille de l'Ouest par nous et de l'Est par l'armée irakienne avec l'appui de l'aviation de la coalition menée par les États-Unis. Je crois qu'elle aura lieu en janvier. Mais le problème c'est les centaines de milliers de civils pris au piège dans la ville et qui risquent d'être pris en otage par les daechistes. »





21 décembre 2014

## Avancée kurde en Irak: les peshmergas et Washington enthousiastes

Par RFI / 19 décembre 2014

Les combattants kurdes d'Irak affirment avoir remporté une victoire majeure, sur leurs adversaires du groupe Etat islamique. Selon le commandement peshmerga, l'offensive lancée cette semaine sur le mont Sinjar a permis de reprendre plusieurs villages tenus jusqu'à présent par les jihadistes. Elle a aussi brisé le siège autour du massif montagneux où se trouvaient plusieurs milliers de civils.

Les combattants du Kurdistan irakien parlent de l'offensive militaire la plus grande et la plus réussie à ce jour contre le groupe Etat islamique. Le principal résultat de cette offensive, selon les peshmergas, est donc le retrait des combattants jihadistes. Ces derniers se seraient repliés vers Tal Afar et vers Mossoul.

Les Kurdes irakiens ne sont pas les seuls à affirmer

aujourd'hui que leurs adversaires jihadistes sont en train de perdre du terrain. A Washington, le Pentagone s'est lui aussi félicité des progrès significatifs enregistrés contre le groupe Etat islamique. De fait, depuis quelques semaines, le groupe jihadiste ne parvient plus à avancer. Il est même obligé de céder des positions acquises au cours des premiers mois de son offensive.

C'est le cas aujourd'hui à Sinjar. Ce fut le cas précédemment autour de la raffinerie de pétrole de Baiji et du secteur situé entre Bagdad et Kerbala. Si les peshmergas parviennent à s'assurer le contrôle complet des monts Sinjar, ils pourront ensuite porter le fer sur d'autres secteurs. Et à terme, puisque c'est l'objectif affiché par la coalition anti-jihadistes, se diriger vers la ville de Mossoul. ●



Masrour Barzani, le président du conseil de sécurité de la région autonome du Kurdistan, sur la ligne de front dans la province de Dohuk, le 18 décembre. REUTERS/Ari Jalal

Le nouvel Observateur

22 décembre 2014

## "L'EI est beaucoup plus dangereux que l'on croit"

Un journaliste allemand s'est rendu dans trois places fortes contrôlées par les djihadistes.



Le journaliste allemand Juergen Todenhoefer avec des combattants de l'Etat islamique. (DR)

22 décembre 2014  
tempsreel.nouvelobs.com

**E**ncadré par plusieurs hommes armés du groupe djihadiste Etat islamique (EI), foulard noué sur la tête, sac à dos porté à l'épaule, le journaliste allemand Juergen Todenhoefer a fait la tournée des places fortes tenues par le groupe terroriste : Raqqa, Deir ez-Zor en Syrie et Mossoul en Irak où il a visité la mosquée dans laquelle le leader de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, avait tenu son unique discours public.

Dans ces bouts de territoires contrôlés, le régime de la terreur règne. "Je pense que l'EI est beaucoup plus dangereux que ce que pensent les dirigeants occidentaux", a confié le

journaliste à son retour de reportage "embedded" avec les djihadistes à CNN qui a diffusé quelques extraits de son reportage.

Alarmiste, il estime que les combattants de l'EI "préparent la plus grande campagne de nettoyage religieux que le monde ait jamais vu".

Si rien ne permet aujourd'hui d'avancer un tel scénario, la lutte engagée par les forces de la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis promet d'être de longue haleine. Et dans ces villes, les combattants ont écarté tous ceux qui pouvaient constituer un obstacle à leur volonté d'y installer leur "califat".

Il y a un sentiment terrible de normalité à

Mossoul", ville prise lors d'une offensive-éclair en juin dernier, explique Juergen Todenhoefer. "130.000 chrétiens ont été chassés, les chiites ont fui, beaucoup de gens ont été assassinés ; maintenant la ville fonctionne et les habitants ont l'air d'apprécier la stabilité retrouvée avec l'arrivée de l'EI [...] Bien sûr, nombre d'entre eux ont peur, car les punitions infligées en cas de manquement aux règles de l'EI sont sévères".

### "NOTRE EXPANSION SERA SANS FIN"

Juergen Todenhoefer explique avoir visité l'un des centres de recrutement de l'EI qui accueille près de 50 nouveaux combattants par jour. "Ils ont l'impression qu'ils viennent en terre promise, comme s'ils venaient se battre pour une bonne chose." Des apprentis djihadistes venus d'Europe et des Etats-Unis, certains avec un diplôme de droit en poche, des opportunités de job dans leur pays d'origine, tous prêts à sacrifier leur vie sur le champ de bataille.

L'un d'eux, un Allemand, affirme au journaliste : "La question n'est pas de savoir si nous allons conquérir l'Europe, mais quand. Pour nous, il n'y a plus de frontières, il y a juste des lignes de front [...] Notre expansion sera sans fin. Les Européens doivent savoir que lorsque nous arriverons, ce ne sera pas agréable. Nous serons avec nos armes. Et ceux qui ne voudront pas se convertir à l'islam ou payer la taxe islamique, seront tués".

Pour Juergen Todenhoefer, aucun signe sur place ne montre que l'EI perd du terrain dans les principales zones que l'organisation terroriste contrôle, malgré les quelques victoires enregistrées ces derniers temps par les forces kurdes dans le nord de l'Irak. ■

S. D.



# IRAQ'S KURDS AND SHIITES ARE FACING OFF IN A NEW NORTHERN FRONTLINE

www.ekurd.net / December 18, 2014

**DIYALA, Iraq.**—In Iraq's northern disputed territories, minor skirmishes, rumours of looting, arson and speculation about political power plays have locals frightened of a new front line near Iraqi Kurdistan. It has nothing to do with extremists, rather it's about the Iraqi Kurdish military and the increasingly troublesome and lawless Shiite Muslim militias.

For a long time the Iraqi Kurdish military didn't have any reason to pick a fight with the Shiite Muslim Arabs in the rest of the country. The Iraqi Kurdish have never fought about Iraq's so-called "disputed areas" with Shiite Muslims. Rather these areas were often populated by local Sunni Muslims. And the frontiers of any such scraps over disputed areas – that is, land that the Iraqi Kurdish feel belongs to their semi-autonomous zones but which Baghdad says belongs to Iraq proper – have been a long way from southern Iraq, where the majority of the Shiite Muslim population lives.

However recent fighting with the extremist group known as the Islamic State has completely changed this state of affairs. In late November Iraqi Kurdish military and Iraqi armed forces, including the Iraqi army and less official fighting groups, the Shiite Muslim militias, managed to regain the areas of Sadiya and Jalawla near Khanaqin.

Both of these areas are disputed territories. Jalawla, for example, had hosted a mainly Arab population before the Islamic State, or IS, group captured it. But Iraqi Kurdistan had also argued that it was a mainly Kurdish town before the 1970s.

According to the latest movements, the Iraqi Kurdish military are currently present only in Jalawla. Meanwhile other parts of the disputed area, including Sadiya, are being occupied by various Shiite Muslim militias from further down the country, including the Badr Brigade, the League of the Righteous and the Khorasani Brigades. Iraqi Kurdish military sources say these militias are cooperating with the Iran's Revolutionary Guards, with whom they have close connections.

Iraqi Kurdish military also say that a force from the Khorasani Brigades about 400-strong is in some of Jalawla's neighbourhoods and members of the Badr Brigades were positioned outside the city.

Some locals have claimed that members of the militias are behaving badly, looting and burning homes and not allowing Sunni Muslim families to return to them. They also suggest that the militias are fomenting unrest in other areas inside the semi-autonomous region of Iraqi Kurdistan, so that local Arabs turn against the Iraqi Kurdish military in charge there. Then again there have also been reports that the Iraqi Kurdish are bulldozing homes owned by Arabs to ensure that they cannot return and claim the territory again.

"These forces are not at all disciplined," says Jafar Mustafa, who heads the Khanaqin branch of the Kurdish Democratic Party, or KDP. "They're composed of a diverse mixture of individuals and they don't fight for the nation, just for their own sect. They don't take into account a lot of important factors about this dispute."

"The Shiite militias have looted and burned entire areas in the Sadiya sub-district and they won't allow any Iraqi Kurdish forces, or any Iraqi Kurdish individuals, into the city," Mustafa said.

An Iraqi Kurdish official from the Diyala province, of which Sadiya and Jalawla are part, agreed. "The Shiite militias are trying to change the demographic composition of this area," said the official, who could not be named because he was not authorized to comment on the topic. "They are doing this together with Iraq and their refusal to allow Sunni families back into their homes is simply their first step toward this goal."

"Kurds used to make up about a third of the population in this city before the IS fighters came here," the head of Sadiya's administration, Ahmed al-Zarkoushi, told Niqash. "The Shiites used to make up about 10 percent and the Sunnis were the majority here. But today they are unable to return to their homes in Sadiya," he concluded.

Despite the presence of the Shiite militias and the various rumours about



*Kurdish Peshmerga troops stand during an intensive security deployment after clashes with militants of the Islamic State in Jalawla. Photo: Reuters*

their wrong doing and motivation for being there, a representative from the Ministry of Peshmerga (the Iraqi Kurdish military) told Niqash that presently they were not worried. "The Shiite militias came into the region, in coordination with the official Iraqi army and they do not pose a threat to the region or to its inhabitants," says Jabbar Yawar, the official spokesman for the Iraqi Kurdish military.

"The Shiite forces have been coordinating with the Iraqi Kurdish military and in fact, they have helped to rescue Iraqi Kurdistan from the threat presented by the IS group," Sherko Mirwais, who heads another major Iraqi Kurdish political party, the Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, in Khanaqin, told Niqash.

Then again it is also worth remembering that as a party, the PUK has long had good relations with neighbouring Iran, a Shiite-Muslim-led theocracy – in fact, far better than the relationship the KDP has with Iran; the KDP is closer to the Turkish. Some of the places where the Shiite Muslim militias have set up are considered centres of power for the PUK.

"It's not like these militias arrived from another planet," Mirwais continued. "They too are sons of Iraq."

Some other political observers have suggested that in fact the Shiite Muslim militias will only remain in the disputed territories as long as Iran wants them to. The goal of the Iranians in this case is to use the disputed territories as leverage. Their long term aim is to even up the population in the territories so there is a more even split between Sunni Muslim Arabs and Shiite Muslim Arabs. If there are more Shiite Muslims in areas close to Iraqi Kurdistan, the Iranians will also have more influence on Iraqi Kurdistan – or so the speculation goes.

One thing is for sure though. The areas of Jalawla and Sadiya have always been potential conflict zones because of their location – they link the province of Diyala and Kirkuk and each of Iraq's main military groups has tried to control them in turn. Some Iraqi Kurdish now fear they are going to have to fight the country's Shiite Muslims as well as the radicalized Sunni Muslim ones belonging to the IS group.

"If these armed militias don't eventually withdraw, we may need to fight them to keep them away from Iraqi Kurdistan," repeats Mustafa, echoing the concern a lot of locals are already feeling, no matter which stories about political power plays, looting and arson they choose to believe. ■

**Dashty Ali, Sulaymaniyah - Niqash.**

# Brave new Turkey

Andrew Finkel

**ISTANBUL** Freedom House, the democracy watchdog, earlier this year downgraded the Turkish press from being “partly free” to “not free.” Now it may have to create a new category: “not free at all.”

On Sunday, Dec. 14, Turkish police raided the headquarters of Zaman, the country’s most widely circulated daily, and a major television station, taking into custody at least 24 people, including the paper’s editor-in-chief and the station’s director. (The editor has since been released.) They were detained on suspicions of “establishing a terrorist group.” But the New York-based Committee to Protect Journalists said the raids smacked “of political vengeance.”

A decade ago Recep Tayyip Erdogan, then Turkey’s prime minister, was the most likely candidate to lead the Islamic world. He had managed to keep Turkey out of the 2003 Iraq War, was grooming it for membership in the European Union, and was getting on with economic reform. Ordinary Turks were feeling prosperous, proud and hopeful. So why is the Turkish government now going off the rails when it has been perfectly popular doing the right things?

Today Mr. Erdogan is the president, and his style is in-your-face confrontational. He is revered by enough people to get his party re-elected, but many others loathe him (remember the protests in Gezi Park?), and some of his eccentricities have made him a favorite of headline writers. Like a potentate of some Sacha Baron Cohen parody, he has had a presidential palace with over a thousand rooms built for himself. No one knows how much it cost: The government agency responsible for the construction says the sum is a state secret because its disclosure would damage the economy.

The joke only goes so far. No one was chuckling during the police raids on Zaman and Samanyolu television that Sunday. Like Zaman, Samanyolu is affiliated with the self-exiled cleric Fethullah Gulen, whose followers have founded a network of schools, businesses and me-

dia companies. The case revolves around the allegation that the Gulen movement may have tried to discredit a small, rival religious group called Tahsiyeciler (“Annotators”), by portraying it as having links to Islamic radicals — including in a political thriller series broadcast by Samanyolu. (The show’s producer, director and scriptwriter were also taken into custody.)

More likely, the Gulen movement’s real offense was to withdraw its support for the Erdogan government last year. It may have done so in opposition to the government’s attempt to broker a peace deal with rebel Kurdish groups. Or because government corruption was spiraling out of control. In any event, police officers and prosecutors loyal to Mr. Gulen are believed to have been behind

**Why is the government going off the rails when it has been perfectly popular doing the right things?**

a series of raids last year against senior police officers, the sons of ministers and the head of a state-owned bank, in which huge amounts of cash were seized. Many of those police officers and prosecutors have since been purged. And the government now seems determined to rule by fiat. New legislation allows the police to search premises and detain people on grounds of “reasonable suspicion” rather than concrete evidence. The authorities are clamping down on dissent, including on social media, which Mr. Erdogan once described as “the worst menace to society.” Over 50,000 websites have been banned. The government blocked access to YouTube and Twitter in the run-up to local elections in March, until the Constitutional Court ruled that this violated freedom of expression and individual rights.

The government remains popular enough. In nationwide local elections last March, the ruling Justice and Development Party, known as the A.K.P., scored at least 43 percent overall, compared with 26 to 28 percent for its closest rival. In August, Mr. Erdogan won the presidential election in the first round. The A.K.P. is expected to do well in the general election scheduled to take place

by June 2015. Apparently, many voters accept Mr. Erdogan’s line that the Gulenists are not fighting corruption but rather trying to stage a coup d’état, or at least undermine his government.

But Mr. Erdogan is playing rough with his opponents at home at the cost of Turkey’s reputation abroad. His ambitions to project power in the Islamic world have already been thwarted: He had banked that Mohamed Morsi would retain power in Egypt, and before Syria erupted in civil war he had pinned his hopes on coming to an understanding with President Bashar al-Assad. Now the Turkish government risks being ostracized in Brussels as well. The European Commission declared that the wave of arrests on Dec. 14 was contrary to “the European values and standards Turkey aspires to be part of,” and some are calling for the European Union to suspend entirely the already stalled negotiations over Turkey’s membership.

Mr. Erdogan promised his followers a “New Turkey,” unfettered by the narrow ideology of the old. But he doesn’t seem to believe his own rhetoric. When he first came to power in 2003, Turkey had just been devastated by an economic crisis and an old political machine powered by nepotism, favors and spoils that had run out of fuel.

After vowing to do politics differently, Mr. Erdogan has brought Turkey back to its former ways. He woos voters with better transportation and health care, and he woos the close supporters who bankroll him with lucrative deals.

As long as the economy expands, the wheels continue to turn. It’s just that the next decade presents challenges much more complex than the last. Under A.K.P. rule, average per capita income rose from about \$3,500 in 2002 to about \$11,000, but that figure has been largely static for several years. To get to the next level, Turkey needs wholesale reform; it needs to reward not just party loyalty but initiative and innovation. And it can’t do that by banning Twitter and raiding newspapers.

**ANDREW FINKEL**, an Istanbul-based journalist, is a founder of P24, a civil society organization that supports press independence in Turkey.

## Moyen-Orient / Les défis



CARNÉGIE ENDOWMENT

## « L'Iran s'est mué en autocratie militaire »

**Karim Sadjadpour passe à juste titre pour l'un des meilleurs experts de la scène iranienne et de ses coulisses. Dans un entretien exclusif avec L'Express, il décrypte, au-delà de l'écume des apparences, les lignes de force de la stratégie de Téhéran et les aspirations d'une société indocile.**

Propos recueillis par **Vincent Huguex**

### **Au-delà du bras de fer en cours à Vienne, quel est le dessein véritable de Téhéran sur le front nucléaire ?**

↳ Compte tenu de l'opacité du régime, on ne peut que spéculer quant à son but ultime. Et je soupçonne ses leaders de ne pas savoir exactement ce qu'ils espèrent obtenir. Soyons clairs : le programme iranien n'a économiquement aucun sens dans une perspective purement civile. Les gouvernants sacrifient des centaines de milliards de dollars pour un dispositif couvrant moins de 2 % des besoins énergétiques du pays. Sont-ils simplement en quête d'une capacité nucléaire militaire ou veulent-ils se doter concrètement de l'arme atomique ? J'ai toujours penché pour la première hypothèse.

### **Y a-t-il en la matière une continuité historique, du défunt chah au tandem que forment l'ayatollah Ali Khamenei, Guide de la révolution, et le président Hassan Rohani, élu l'an dernier ?**

↳ La différence essentielle entre le chah et la République islamique réside dans le fait que la politique étrangère du premier nommé était principalement guidée par les intérêts nationaux de l'Iran, tandis que les options majeures de la seconde – l'hostilité envers les États-Unis, le rejet d'Israël – relèvent de l'idéologie révolutionnaire et s'avèrent préjudiciables à la sécurité et au bien-être de la population.

### **Le régime actuel pourrait-il se satisfaire d'un statut de « pays**

### **du seuil », doté des composants et du savoir-faire requis pour produire dans un délai très bref une charge atomique ?**

↳ Le leadership iranien affirme volontiers que les régimes qui ont abdiqué leur ambition nucléaire, telle la Libye de Mouammar Kadhafi, se sont rendus vulnérables aux interventions extérieures, alors que ceux qui ont persisté, à l'instar du Pakistan et de la Corée du Nord, bénéficient d'une forme d'immunité. Il n'y a donc aucune chance de le voir démanteler totalement son programme. Cela posé, s'il fonçait vers l'arme atomique, l'Iran s'exposerait à des risques significatifs, des représailles militaires à l'opprobre international. En outre, Khamenei contredirait alors la vieille antienne qui veut qu'il s'oppose aux armes nucléaires pour des motifs religieux. Voilà pourquoi prévaut l'idée selon laquelle le but de l'Iran est de détenir la capacité de *breakout* [basculer rapidement vers le militaire]. Et que la négociation en cours porte sur la distance qui le sépare de ce stade.

### **Le pouvoir en place se prévaut d'un consensus au sein de la société iranienne quant à la légitimité de ses exigences. Est-il fondé à le faire ?**

↳ Le gouvernement manipule ce soutien et exagère son ampleur. S'il avait vraiment confiance dans l'adhésion publique, il autoriserait un débat authentique. Or toute discussion ouverte sur le dossier nucléaire est interdite. Les journalistes et les universitaires

qui contestent la sagesse et les fondements du programme peuvent atterrir en prison. Pour avoir remis en question son utilité, Sadegh Zibakalam, un professeur de science politique de l'université de Téhéran, a écopé [en juin] de dix-huit mois de détention. Lorsque je vivais en Iran, voilà une décennie environ, la plupart des gens en avaient déjà plus que marre d'entendre parler de centrifugeuses et d'uranium enrichi. Je doute que, après avoir subi les affres d'une épouvantable guerre de huit ans avec l'Irak de Saddam Hussein [1980-1988], les Iraniens idéalisent la militarisation.

### **Dans quelle mesure un succès dans l'arène nucléaire apparaît-il vital pour le duo Khamenei-Rohani ?**

↳ Rohani a investi la totalité de son capital politique sur un accord nucléaire, comme le joueur du casino de Las Vegas mise tout à la roulette sur un seul chiffre. Pour Khamenei, en revanche, un arrangement serait gros de dangers. Jamais, au long de ses vingt-cinq ans d'exercice, le Guide suprême n'a consenti au moindre compromis essentiel ou durable avec les États-Unis. Il risquerait donc de s'aliéner le noyau dur de ses partisans et d'amplifier les attentes d'une société qui, au-delà de cet épisode, souhaite une normalisation des relations avec l'Amérique.

### **Quel est l'impact réel des sanctions internationales ?**

↳ Trois décennies durant, les officiels ont prétendu que celles-ci étaient



**PRÉTORIENS** Défilé des Gardiens de la révolution (les pasdaran) au cours de la célébration annuelle du déclenchement de la guerre avec l'Irak (1980), à Téhéran, en septembre 2013.



propices, et non néfastes, en ce qu'elles obligeaient l'Iran à atteindre l'auto-suffisance. Aujourd'hui, les mêmes officiels soutiennent que ces sanctions sont injustes et qu'elles doivent être intégralement levées. La pression économique – qui résulte aussi de la mal-gouvernance de l'ère Mahmoud Ahmadinejad [2005-2013] – a forcé la République islamique à réviser sa tactique de négociation. Reste à savoir si elle la contraindra à revoir sa stratégie nucléaire d'ensemble. Depuis 1979, on l'a rarement vu faire prévaloir le bien-être de la population.

### **L'Iran serait-il mû par l'obsession historique d'accéder à la dignité de puissance régionale ?**

↳ Tout comme la Russie, l'Iran est tiraillé entre la folie des grandeurs et une profonde insécurité. Il veut être traité avec les égards dus non seulement à une puissance régionale, mais à une superpuissance planétaire. Au vu de sa taille, de son capital humain et de ses ressources naturelles, le pays pourrait, s'il était dirigé correctement, accéder au rang de puissance globale émergente, voire rejoindre le G 20 au même titre que la Turquie.

### **Le défi transnational imposé par les djihadistes de Daech favorise-t-il un rapprochement avec les Etats-Unis et l'Arabie saoudite ?**

↳ Depuis la Révolution islamique de 1979, les Etats-Unis et l'Iran ont eu des adversaires communs : l'Union soviétique, l'Irakien Saddam, les talibans afghans, et maintenant l'Etat islamique. Il y a eu de temps à autre entre ces deux pays une coopération tactique, laquelle n'a jamais pris la forme d'une entente stratégique. Je suppose qu'il en sera de

même cette fois. Téhéran et Riyad ont un différend fondamental quant aux racines de Daech. L'Iran voit en lui le fruit du mariage maléfique entre l'idéologie wahhabite et les financements venus du Golfe. L'Arabie le tient pour un symptôme de l'asservissement sunnite en réaction à la brutalité de l'Iran et de ses alliés à Damas et à Bagdad.

### **Le régime tire-t-il profit du chaos dans lequel ont plongé la plupart des pays voisins ?**

↳ Oui, de deux manières. Quand les autres acteurs majeurs de la région sont dévorés par les maux intérieurs, leur aptitude à se projeter hors frontières faiblit; ce qui laisse un vide que l'Iran tente de combler. Par ailleurs, le spectacle du tumulte et du carnage qui ravagent la Syrie ou l'Irak, tel que relayé par la télé, dissuade les Iraniens de s'aventurer dans l'agitation politique.

### **Le corps des Gardiens de la révolution, ou pasdaran, passe pour l'organe le plus influent du pays. A juste titre ?**

↳ Ce corps est devenu l'institution la plus puissante d'Iran. Mais Khamenei demeure le commandant en chef des pasdaran et continue d'exercer sur eux une énorme autorité. Il choisit et ménage les hauts gradés, quitte à les muter fréquemment afin de les empêcher d'asseoir leurs propres centres de pouvoir. La relation entre le Guide et les Gardiens est d'ordre symbiotique : politiquement opportune pour le premier, économiquement profitable pour les seconds.

### **L'Iran mérite-t-il toujours le « titre » de théocratie ?**

↳ L'autocratie cléricale s'est muée en une forme d'autocratie militaire. La puissance économique et l'influence politique des Gardiens de la révolution

ont éclipsé celles du clergé. Du fait de son déficit de références religieuses, Ali Khamenei a recherché force et légitimité dans les casernes plutôt que dans les séminaires. De plus, derrière la façade théocratique, la société iranienne figure parmi les moins pieuses du Moyen-Orient. Au temps de la guerre froide, on disait que le meilleur antidote au communisme était de vivre sous un régime communiste. Il en va de même pour l'islamisme.

### **L'establishment politique iranien est-il disposé à remettre en question le principe du velayat-e faqih, fondement doctrinal du primat absolu du religieux ?**

↳ Voilà presque deux décennies que la société y est prête. Mais, au sein de l'élite politique, personne ne conteste ouvertement la primauté de Khamenei. Au temps de Mohammad Khatami [président de 1997 à 2005], les réformistes

ont tenté d'affaiblir l'emprise du Guide suprême. A l'inverse, Rohani et son équipe ont fait preuve d'une incroyable prudence, tant ils ont besoin de sa bénédiction pour boucler un accord nucléaire.

### **Cette élite a-t-elle renoncé à la chimère initiale : l'exportation de la Révolution islamique ?**

↳ Téhéran n'en parle plus ouvertement, mais s'efforce toujours de promouvoir son idéologie, ses intérêts et son influence à travers tout le Moyen-Orient. Les pasdaran se vantent ainsi de l'ascendant de l'Iran sur quatre pays arabes : la Syrie, l'Irak, le Liban et désormais le Yémen. Nation perse et chiite au cœur d'une région majoritairement arabe et sunnite, l'Iran a tenté de rallier le monde arabomusulman sous l'étendard de l'anti-impérialisme et de l'antisémitisme. Mais sa complicité dans les tueries commises

aux dépens de sunnites en Syrie et en Irak a considérablement terni son image.

**Téhéran est-il perçu comme un mentor naturel et légitime par tous les chiïtes de la région ?**

↳ Dans une période de polarisation sectaire extrême, nombre de communautés chiïtes voient par défaut l'Iran, sinon comme une source d'émulation, du moins comme un facteur de protection. Bien peu de chiïtes irakiens ou bahreïnais aimeraient vivre sous le *velayat-e faqih*. Mais dès lors qu'ils sentent leur existence ou leur identité en péril, ils ne refusent pas le concours de Téhéran.

**Plus de cinq ans après, quels enseignements tirez-vous de la « révolution verte », insurrection civique muselée par le régime ?**

↳ L'une des leçons essentielles de 1979, c'est qu'il ne suffit pas de renverser un pouvoir despotique. Il faut aussi offrir une alternative incontestable. Le soulèvement vert a commencé de manière soudaine et accidentelle – en réaction à la réélection frauduleuse d'Ahmadinejad –, sans objectif ultime arrêté ni stratégie claire. A la différence du pouvoir, alors prêt à tout pour rester aux commandes. Les rancœurs

économiques, politiques et sociales qui ont alimenté la révolte de 2009 ne se sont pas évanouies. Mais la population n'a guère envie de risquer sa vie dans la rue pour un but incertain.

**« Deux révolutions, c'est une de trop pour une même génération », m'a un jour confié le philosophe iranien Abdolkarim Soroush. A-t-il raison ?**

↳ Les générations postrévolutionnaires ne partagent pas les idéaux utopiques et naïfs de jadis. Plus personne ne rêve d'un paradis marxiste ou islamique. Les désirs sont plus prosaïques : opportunités économiques et libertés politico-sociales. Cela dit, les Iraniens veulent voir leur pays changer en profondeur. En 1979, ils ont eu une révolution sans démocratie. Aujourd'hui, ils aspirent à une démocratie sans révolution.

**La neutralisation des figures de proue politiques de cette vague contestataire, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, est-elle efficace ?**

↳ Jusqu'à maintenant, oui. Ces deux hommes ont disparu de la société depuis trois ans. De plus, le tollé international et intérieur a faibli, dès lors qu'ils sont assignés à résidence et non

internés à la prison d'Evin [redoutée pour la férocité de son régime carcéral]. S'il est un domaine dans lequel la République islamique excelle, c'est la répression. Une science qu'elle a affinée au long des trente-cinq années écoulées.

**La stratégie visant à bâillonner les réseaux sociaux, les médias indépendants et les défenseurs des droits de l'homme est-elle vouée à l'échec ?**

↳ Tous les régimes répressifs ont une date d'expiration, et les tentatives de réduire au silence les médias et les esprits libres ne peuvent tenir lieu de stratégie durable. Mais je doute que ce régime planifie à long terme. L'ayatollah Khamenei a 75 ans. Si la répression lui permet de rester au pouvoir jusqu'à sa mort, c'est tout le temps dont il a besoin. ●

**KARIM SADJADPOUR**

est chercheur émérite à la Fondation Carnegie pour la paix internationale de Washington. Cet « iranologue » aguerri, consulté par d'innombrables officiels et diplomates de haut rang, a enseigné dans les prestigieuses universités de Harvard, Princeton et Stanford.



**HIÉRARCHIE** Le président Hassan Rohani (2<sup>e</sup> à dr.) et l'ayatollah Ali Khamenei (au centre), en prière, le 14 juillet 2014, lors des frappes israéliennes sur Gaza.

## Moyen-Orient / Les défis

# La Syrie entre deux enfers

**Plus de 200 000 morts, près de 10 millions de réfugiés et déplacés : le pays, quasi détruit, est pris dans le double étau de la barbarie islamiste et d'une dictature qui se sert de l'épouvantail terroriste pour tenter de se sauver. Pourra-t-il se relever ?**

Par **Sofia Amara**

La Syrie est à genoux, en ruine, dépeçée par un conflit dont l'internationalisation a connu un important coup d'accélérateur, avec la campagne aérienne lancée par les Etats-Unis en août dernier.

La radiographie de cette lente agonie laisse perplexes les observateurs et esquisse un avenir aux contours incertains. Tandis que Damas parvient à préserver des airs de normalité, implacablement quadrillée par des services de sécurité aussi nombreux que zélés, les villes qui avaient donné le signal de la révolte, en mars 2011, de Deraa à Hama en passant par Homs ou Rastan, sont retombées entre les mains des forces loyalistes, entrées triomphalement dans des agglomérations partiellement rasées et vidées de leurs populations. Plus de 3 millions de réfugiés, principalement hébergés par les pays limitrophes de la Syrie, auxquels s'ajoutent 6,5 millions de déplacés, fuient de zone en zone, au gré des combats, de la répression, des épidémies ou des pénuries. Tout cela à l'intérieur des frontières du grand champ de bataille qu'est désormais leur patrie.

Dans le Nord-Est syrien, devenu le laboratoire d'un djihadisme inédit, la population reste tiraillée entre les raids du régime, qui recourt au lâcher de barils de TNT, et les nouveaux fous de Dieu du groupe Etat islamique (EI), que les frappes occidentales peinent à neutraliser, même si elles ont empêché la ville syrienne kurde de Kobané de passer

sous le contrôle des hordes d'Abou Bakr al-Baghdadi, chef autoproclamé d'un califat aux frontières sans cesse repoussées. Ce dernier a trouvé chez les Kurdes syriens ses plus farouches adversaires militaires, un ennemi bien plus redoutable que l'armée de Bachar el-Assad, pourtant mieux équipée. Les Kurdes ne manqueront pas de se prévaloir de leurs sacrifices s'ils en viennent à réclamer plus d'autonomie, une fois que les armes se seront tues.

## Une pornographie de la terreur

Mais Kobané n'est qu'une bataille dans la grande guerre syrienne. Avant elle, des dizaines de batailles ont été perdues, parce que la résistance était orpheline. « Où étaient les forces syriennes libres, l'Occident ou l'ONU lorsque Raqqa est tombée entre les mains de l'Etat islamique en septembre 2013 ? » s'insurge Hadi Salamé, activiste laïque de la première heure, qui a décidé de ne pas fuir sa ville pour révéler au monde, caché derrière un fragile pseudonyme, le martyre quotidien des habitants de ce fief syrien du groupe djihadiste à cheval sur la Syrie et l'Irak. Depuis sa *safe house*, désespérément vide après l'arrestation de ses colocataires par les cagoules noirs de l'EI, Hadi me décrit, dans une série de courriers qui semblent venus de l'enfer, la vie sous Daech : lapidations de femmes déclarées adultères, décapitations d'activistes jugés « apostats », crucifixions



**SACRIFIÉS** La population subit tantôt les raids du régime (ici, à Ain Tarma, près de Damas, en juillet 2013) tantôt les attaques du groupe Etat islamique.

de « traîtres », corps de suppliciés exposés, filmés, bafoués jusqu'après la mort, afin d'étouffer toute velléité d'insoumission. « Avant, on avait les prisons de Bachar el-Assad, maintenant on est dans l'asile de l'Etat islamique », ironise Hadi, sans cacher son épouvante. Une pornographie de la terreur clairement revendiquée et abondamment diffusée

par le biais des réseaux sociaux, pour préparer le terrain aux conquêtes fulgurantes de l'organisation terroriste.

Au-delà de Raqqa, c'est sur une grande partie du Nord-Est syrien et de larges pans de territoires irakiens que finiront par flotter les drapeaux noirs de l'Etat islamique, qui détruira, au bulldozer, le poste-frontière entre les

deux pays, pour signifier la fin des frontières issues des accords Sykes-Picot. Un Djihadistan conquis, depuis le début de l'année 2014, à coups d'attaques meurtrières et de massacres commis en toute impunité, sous le regard de la communauté internationale, contre les minorités chrétienne et yézidie, mais aussi contre tous ceux qui s'opposent, parmi les sunnites, à cette atroce vision du monde, comme c'est le cas des membres de l'Armée syrienne libre, initialement engagés contre le régime assadien au nom de la démocratie et non sous la bannière du djihad global.

Ce n'est que quand les hordes cagoulées du calife Ibrahim se sont approchées dangereusement des champs ●●●



**CONQUÊTE** Le 24 août dernier, un militant de l'EI annonce à la population de Tabqa la prise de l'aéroport.

STRINGER/REUTERS

●●● pétroliers du Kurdistan irakien que Washington s'est décidé à intervenir par les airs, en août dernier, soit plus de trois ans après le début de la révolte syrienne. Trois années de tueries, durant lesquelles le régime de Bachar el-Assad aura eu toute latitude pour réprimer la population, employant contre elle ses armes chimiques, entre autres crimes de guerre; et libérant par centaines, dès mai 2011, des salafistes extrémistes, afin de djihadiser la révolte et de discréditer le mouvement de contestation pacifique. Ces vétérans de l'Irak, longtemps instrumentalisés par le pouvoir assadien pour combattre les forces américaines enlisées dans le borbier irakien, et renvoyés ensuite dans la redoutable prison de Saydnaya, au nord de Damas, ont été relâchés à l'issue de procès expéditifs, alors que les manifestants du « printemps de Damas » de 2011 étaient, eux, incarcérés, torturés ou tués par milliers.

Certains de ces anciens bagnards dirigent aujourd'hui les groupes djihadistes les plus extrémistes de Syrie, tels que le Front al-Nosra, soutenu à ses débuts par l'Etat islamique en Irak (EII), devenu Etat islamique en Irak et au

Levant (EIIL), puis Etat islamique (EI), soit Daech en arabe ou Isis en anglais.

Pour parfaire le travail de sape machiavélique entrepris par le régime d'el-Assad, le terrorisme irakien s'est invité sur la scène syrienne. Le calife de l'Etat islamique, al-Baghdadi, a su exploiter l'interminable conflit syrien, dont le bilan vient de passer le cap des 200 000 morts, pour doper la branche irakienne moribonde du réseau Ben Laden, qu'il commandait avant la révolution syrienne, et la transformer en organisation transnationale.

#### **Des prisons syriennes « usines à terroristes »**

Réfugié dans un quartier chrétien de Beyrouth, Maher Esber, activiste démocrate syrien de 34 ans, a passé cinq longues années dans ce bagne de Saydnaya, véritable « usine à terroristes ». Délibérément enfermé avec des prisonniers djihadistes qui tentent à plusieurs reprises de le liquider, il assiste, dès le printemps 2011, à la libération massive par les autorités syriennes des plus dangereux détenus salafistes du pénitencier, dont Abou Mohamad al-Joulani, qui fondera, une

fois libre, le redoutable Front al-Nosra. « Le régime d'Assad est le plus grand manipulateur en matière de djihadisme », affirme ce militant, enchaînant cigarette sur cigarette. « Cette soudaine mansuétude avec ces anciens combattants d'Al-Qaeda n'avait qu'un seul but : discréditer les millions de Syriens qui réclamaient pacifiquement la démocratisation du pays. »

Pour Maher, et pour beaucoup de Syriens, Kobané, aujourd'hui objet de toutes les attentions, symbolise, comme Raqqa, un triple échec.

Celui de l'Etat islamique, dont l'image d'invincibilité a volé en éclats aux portes de la ville syrienne kurde. Aidée par les raids de la coalition anti-Daech, Kobané résiste depuis trois mois, avec bien plus d'âpreté que n'en ont jamais montré les soldats syriens contre les djihadistes.

Celui de Bachar el-Assad, qui, malgré l'épouvantail islamiste qu'il n'a cessé de brandir tout en l'alimentant, n'a pas réussi à s'imposer auprès du monde libre comme un « moindre mal » ou un allié « incontournable » dans la lutte actuelle contre le terrorisme.

Celui de la communauté internationale, qui, rattrapé par son inaction, en

est réduite à bombarder un ennemi insaisissable, sans l'appui au sol, côté syrien, de l'Armée syrienne libre (ASL).

Seule force militaire modérée représentative de la rébellion, l'ASL est gravement affaiblie par son double combat à la fois contre le régime et contre les djihadistes. Elle se vide de ce qu'il lui reste de substance, tandis que les Occidentaux étudient encore, trois ans et demi après le début de la révolte, les moyens « adéquats » pour l'armer efficacement.

Ils doivent, en attendant, mener leur campagne aérienne concomitamment avec les raids de l'armée d'Assad, qui feint d'être l'alliée de l'Occident dans la lutte contre le terrorisme.

### La clef du conflit pourrait être à Téhéran

« A Raqqa, les avions de Bachar bombardent le jour et ceux des Américains bombardent la nuit », explique Hadi Salamé, resté dans le fief syrien de l'EI malgré les raids meurtriers qui visent la ville quotidiennement. « On dirait deux alliés brouillés, qui tentent de ne pas se croiser sur le champ de bataille, en l'occurrence au-dessus de nos têtes. La seule différence, c'est que les MiG-21 d'el-Assad ne tuent que des civils à Raqqa ! »

En réalité, longtemps épargné par l'armée du régime, le fief de Daech résume à lui seul le drame du peuple syrien, doublement crucifié par la dictature assadienne et par son allié objectif, Daech. « Le monde regarde le doigt, alors que les Syriens lui montraient la lune », lançait récemment un activiste d'Alep menacé par l'EI, lors d'une discussion enflammée sur l'inaction de la communauté internationale. Dès l'hiver 2012, le jeune militant dénonçait, comme nombre d'opposants, les risques d'islamisation de la révolte. Daech a fini d'occulter le combat de toute une population et fait tomber dans l'oubli les crimes de Bachar el-Assad, qui continue à tuer imperturbablement.

Quel avenir attend les Syriens ? Selon le groupe d'activistes Naame Shaam, basé à Amsterdam, ce n'est plus el-Assad qui dirige la Syrie, mais Téhéran. « Même si Bachar voulait céder, il ne le pourrait pas, car l'Iran a pris le contrôle du pays », affirme son directeur, l'activiste allemand d'origine libanaise

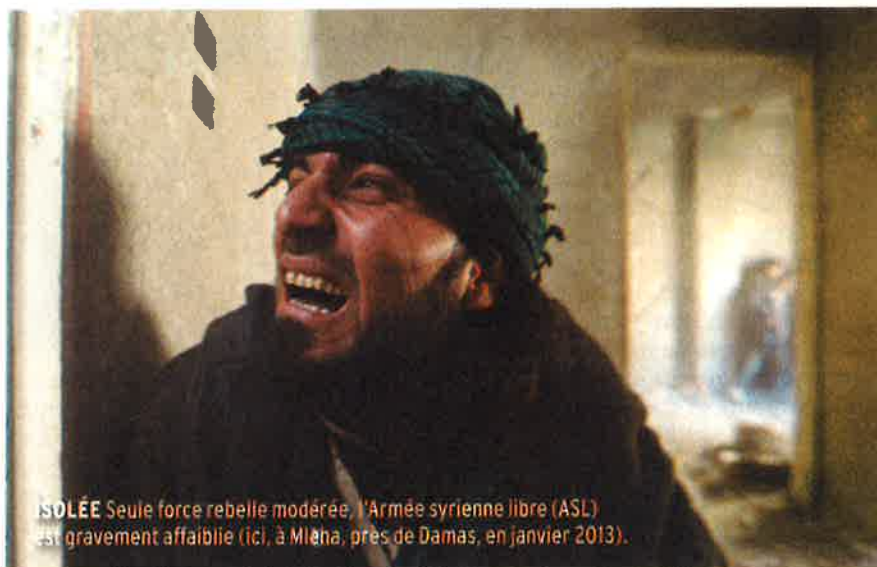
Fouad Hamdane. « Le régime syrien n'existe plus. Les Iraniens gèrent tout, et pas seulement militairement. Téhéran ne peut pas se permettre de perdre la carte maîtresse que représente pour elle la Syrie sur l'échiquier régional. » Selon l'ONG, la crise syrienne ne connaîtra pas d'issue tant que le dossier du nucléaire iranien ne sera pas réglé.

La Syrie a longtemps utilisé ses voisins afin de marquer des points sur

les chrétiens se sont rendus coupables de complicité avec le régime, par crainte ou par réelle conviction ; tandis que la communauté alaouite, dont est issu le président syrien, s'est vue diabolisée par certains rebelles qui l'accusent de participer massivement à la répression ou de la cautionner par son silence.

Malgré tout, les Syriens se caractérisent par une tradition ancestrale de tolérance et de coexistence. Et ils conti-

## « Les avions de Bachar bombardent le jour et ceux des Américains bombardent la nuit »



**SOLÉE** Seule force rebelle modérée, l'Armée syrienne libre (ASL) est gravement affaiblie (ici, à Mleha, près de Damas, en janvier 2013).

G. TOMASEVIC/REUTERS

le plan stratégique. Le temps est-il venu pour elle de payer à son tour ? Le chemin de croix des Syriens serait alors encore très long, les négociations entre Téhéran et les grandes puissances étant, depuis douze ans, sempiternellement prorogées.

Au-delà de ces affirmations, tous les scénarios restent possibles : un interminable statu quo ou un départ précipité d'Assad, qui laisserait derrière lui, en plus du chaos qu'il avait promis, des opposants plus ou moins libéraux et une population résolument divisée. La guerre a engendré de graves fractures confessionnelles. Pour une partie de la majorité sunnite,

nuent de résister à l'obscurantisme de Daech, convaincus que le djihadisme et la dictature sont les deux revers d'une même médaille : ils se renforcent mutuellement et ne sauraient être combattus que conjointement.

« Regardez la lune ! » pourraient-ils même dire. ●



### SOFIA AMARA,

basée à Beyrouth, est correspondante au Proche-Orient pour différents médias. Première journaliste occidentale entrée en Syrie pour couvrir la révolte, elle a reçu, en 2011, le grand prix Jean-Louis Calderon. En 2014, elle publie un livre remarqué, **Infiltrée dans l'enfer syrien** (Stock).



REUTERS

# Iraqi Kurds, Yazidis fight Islamic State for strategic town of Sinjar

December 21, 2014 By Isabel Coles (Reuters)  
MOUNT SINJAR, Iraq

**KURDISH AND YAZIDI fighters battled to take the strategic northern Iraqi town of Sinjar back from Islamic State on Sunday after breaking a months-long siege of the mountain above it.**

Seizing the town would restore the majority of territory Iraq's Kurds lost in the jihadist group's surprise August offensive.

It would also give a huge strategic victory to both the Iraqi Kurds and the central government in Baghdad, as the Kurdish fighters could then cut the highway from Syria to Mosul, a vital supply line for Islamic State.

Backed by U.S. warplanes, Iraqi Kurdish and Yazidi fighters, also joined by Kurdish guerrillas from Syria and Turkey, pushed into Sinjar from the western border post of Rabia and from Sinjar mountain to the north, to which Iraqi Kurdish fighters opened a corridor on Thursday.

The Iraqi Kurdish region's president, Masoud Barzani, visited Sinjar mountain and vowed that all of the town of Sinjar would be retaken.

"Most of Sinjar is under our control now. With the help of God we will free all of it. The help of the coalition forces was noteworthy and their support was very effective," Barzani said on the mountain's summit.

Wounded peshmerga, as Iraqi Kurdish fighters are known, were raced by vehicle to the mountain summit for treatment. Planes and helicopters rumbled overhead, while from time to time the boom of an airstrike reverberated.

The U.S. military said it had carried out four air strikes around Sinjar on Sunday.

Pick-up trucks full of peshmerga fighters hurtled down to Sinjar town, which was blanketed in smoke.

The military campaign also promised relief for Iraq's Yazidi religious minority. When Islamic State pushed into the Sinjar area in August, killing or capturing thousands of Yazidis, some took refuge on the Sinjar mountain.

President Barack Obama cited the plight of the Yazidis when he first ordered air strikes against Islamic State this summer.

Returning from the town of Sinjar late on Saturday, Yazidi fighter Qassem Sheshou, head of the Sinjar Protection Forces, said the area was heavily mined, but bragged that the militants had not put up much of a fight. "They fled like rats," he said.



*Kurdish Peshmerga forces ride in a vehicle at Mount Sinjar, in the town of Sinjar, December 21, 2014. Photo: Reuters*



*Iraqi Kurdistan president Massoud Barzani visits Mount Sinjar, praises the advances of Kurdish Peshmerga fighters against the Islamic State on Dec. 21, 2014.*

Fahd Hamid, a Yazidi fighter from Sinjar, said there were 1,700 Yazidi families on the mountain.

Hamid sought refuge there at the beginning of Islamic State's blitz in August, enduring both near starvation and the fear that the Sunni Arab jihadists would storm the area.

"Our faith in God and this mountain was strong," Hamid said.

"Our fathers and grandfathers used to talk about past genocides and we didn't really believe them, but it happened again."

Asked why he and other Yazidis were not leaving the mountain now that a safe passage had been opened to the north, he said "this mountain is the safest and best place."

Others longed to return home immediately. "Islamic State has been at our throats for a long time. We want to go back to our village," said a woman named Gule who was baking bread at an encampment. She said her brother and son had been killed three weeks earlier when they tried to sneak back to their village near Sinjar to try to retrieve some belongings.

The battle for Sinjar is being conducted by a range of groups.

Fighters from Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and its sister organization, the Syrian Kurdish armed faction known as the YPG, claimed to have about 500 men present on Sinjar mountain, including those from affiliated armed groups.

The YPG's supporters said they had opened a new route from Syria to Sinjar on Saturday, and the group's flag was visible at intervals along the road leading from the mountain to the Rabia border crossing. The two factions said that they had initiated the offensive on Sinjar town. "The YPG came to Sinjar before the peshmerga," said one YPG guerrilla.

Despite such internal rivalry, some were simply elated to see the Islamic State on the backfoot. A Yazidi volunteer named Kheder, who had made his way to Sinjar mountain from a refugee camp in the north, exulted in the fight and the spectacle of U.S. air power.

"I came to kill the terrorists," Kheder said. "I like going to war with the Americans." ●

# Kurds Get Closer to a State of Their Own

By Eli Lake / December 22, 2014  
bloombergview.com

With Cuba and North Korea dominating the headlines, Americans may have missed the good news from a corner of the world that has provided very little: Iraq. Kurdish peshmerga fighters have inflicted a series of defeats on Islamic State forces, freeing a broad swath of northern Iraq from the jihadists' control.

These battlefield victories underline an equally striking change in U.S. policy: Starting in 2015, the U.S. military will be training three brigades of peshmerga and spending more than \$350 million equipping them for battle with the fanatics tearing Iraq apart. While the Kurds have been semi-independent since 1991, with their own government, militias and foreign policy, this is the biggest step yet toward Washington allowing them to have a state of their own.

To understand the significance, recall that for the almost the entire Barack Obama presidency, the Kurds and the U.S. have been at odds. In Obama's first term, the White House asked the highest-ranking Kurd in Iraq's government, President Jalal Talabani, to resign his post in favor of Iyad Allawi, the secular Arab whose party won the most parliamentary seats in the 2010 election. (Talabani declined.) Obama's diplomats consistently acceded to the sensitivities of Iraq's Shiite-led government and refused to send promised equipment and weapons directly to Kurdish fighters. When the Kurds tried to fend for themselves by selling oil on the international market, U.S. diplomats warned oil companies not to purchase it.

But then came the Islamic State. After Mosul, Iraq's second-largest city, fell in June to jihadists using vehicles and weapons the U.S. had provided to Iraq's army, Obama realized that the Kurds are America's only competent friends left in Iraq. Indeed, last week Kurdish forces finally broke the Islamic State's siege of Sinjar near the Syrian border.

This dependence on the Kurds to stop the jihadists complicates U.S. foreign policy tremendously. Since the fall of Saddam Hussein in 2003, Presidents George W. Bush and Obama have supported a "one Iraq" policy that commits the U.S. to discouraging Iraq's Kurds from declaring themselves an independent country. Militarily, this meant the U.S. was committed to standing up a national Iraqi Army, not a regional militia that could challenge Baghdad's monopoly of power.

"The unity of Iraq is absolutely essential both for longstanding U.S. policy and for regional stability; for American credibility and predictability with other partners; and for defeating IS," James Jeffrey, the U.S. ambassador to Iraq between 2010 and 2012 told me last week. Current U.S. officials working on the Iraq file echo this view. In short, Washington cannot be perceived by Iraq's neighbors to be encouraging the dissolution of the country. For one thing, it could very well spur Turkey and the Persian Gulf States to defect from the international campaign against IS.

Yet the question of a Kurdish state is getting harder to avoid. In July, Massoud Barzani, the president of the Kurdistan region, came out in support of a referendum on Kurdish independence from Iraq. The month before, Kurdish fighters had taken up posts abandoned by the Iraqi army in Kirkuk, a strategic city at the heart of disputes between Baghdad and the Kurdistan region.

Even though Kurdistan is landlocked, it's no longer such a stretch to imagine it being independent. Kurdish customs officials already stamp your passport at its airports. The Kurds have their diplomats and lobbyists in foreign capitals. And now, thanks to an oil deal reached early this month with Baghdad, they have staved off financial collapse and gotten Baghdad to agree to pay the salaries of their Peshmerga fighters. Over the summer Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, came out for an independent Iraqi Kurdistan.



The one thing the Kurds do not have, however, is a modern army. The peshmerga own some tanks, some rifles and have in the past worked very closely with American special-operations forces in Iraq. But they are still organized like a militia, with various commanders more loyal to local Kurdish political leaders than to the Kurdistan Regional Government, or KRG. Between 1994 and 1997, forces loyal to the two major Kurdish parties fought one another in a civil war.

On a visit to Washington last month, Fuad Hussein, Barzani's chief of staff, told reporters that his government was now beginning the process of creating a centralized Kurdish army. And this is where U.S. training of three Kurdish brigades could make a major difference. If the peshmerga transforms from a localized guerrilla militia into a modern army, then one of the remaining pieces necessary for Kurdish independence will fall into place.

The Pentagon plays this down -- the budget justification for the training of peshmerga fighters for example says that arming them "will provide them needed capability and will provide interoperability with the Iraqi Army." It also says that such training "will provide visual proof of American commitment to the Kurdish people and will facilitate our desire for a unified Iraq."

Yet many observers feel that this language is belied by a softening in U.S. policy. Privately, Kurdish officials tell me there is no chance the Peshmerga will be commanded by officers from the Iraqi Army, particularly after many of those officers fled the fight against the Islamic State.

In pure policy terms, the training of the peshmerga, along with the establishment of a military operations center on Kurdish territory to fight the Islamic State, represents a major victory for the Kurds.

"Since the Islamic State turned its guns on the outskirts of Irbil this past summer, the U.S. government has started providing security assistance to the KRG in ways it had been asking for almost a decade and not receiving from consecutive administrations," said Ayal Frank, a Washington based adviser to the regional government.

Kenneth Katzman, an Iraq expert at the Congressional Research Service, said the new training and the fact that Congress gave the administration the authority to directly arm the Kurds and bypass Baghdad in legislation passed this month has weakened the longstanding one-Iraq policy.

Katzman says this policy shift reflects the tremendous threat the Islamic State poses to Iraq's sovereignty. "The bottom line is that the one-Iraq policy has been weakened by the exigencies of the situation in Iraq, mainly the Islamic State," Katzman said. "So these policies are in response to a dire threat that could turn Iraq into a failed state."

For now, the Kurds are partners in helping to destroy the makeshift caliphate that has effectively erased the border between Syria and Iraq. For this the world owes them a debt of gratitude. But by training and equipping a modern Kurdish army to achieve this task, Obama may find that he is helping destroy Iraq in order to save it.

To contact the author on this story:  
Eli Lake at [elake1@bloomberg.net](mailto:elake1@bloomberg.net)





22 December 2014

# REPORT: CZECH SENDS 5,000 ANTI-TANK MISSILES TO KURDS FIGHTING ISIS

by Edwin Mora  
www.breitbart.com

The government of the Czech Republic has sent 5,000 anti-tank missiles to Iraqi Kurdish peshmerga fighters waging a fierce battle against Islamic State jihadists on the ground, Kurdish news agency Bas News reports.

Peshmerga forces, with the help of U.S.-led airstrikes, won a strategically important victory against the Islamic State (IS, ISIS, or ISIL) by recapturing large sections of the town of Sinjar in northern Iraq, home to a Kurdish Yazidi majority.

A U.S. military plane carried the heavy ammo supply from the Czech Republic to the Kurdish forces fighting ISIS on the ground, a spokeswoman for the General Staff of the Czech Army confirmed to Bas News.

"The cargo plane contains 5,000 anti-tank missiles to help the Peshmerga forces in the fight against IS militants," a Czech military official told Czech media.

The Kurdish news agency notes that the Czech government has already approved the delivery of "10 million rounds of ammunition for Kalashnikov assault rifles, eight million rounds for machine guns, 5,000 for rocket-propelled grenades and 5,000 hand grenades for Kurdish fighters."

Last week, nearly 8,000 peshmerga fighters launched an offensive against ISIS jihadist, recapturing Mount Sinjar, which overlooks the town of Sinjar, located about 250



miles northwest of Baghdad, and an expansive desert plain below.

Since last summer, thousands of Yazidis had been trapped on Mount Sinjar, lacking proper food, water, and medical care while the mountain was under ISIS' control.

Obama mentioned the Yazidis in authorizing the U.S.-led air campaign against ISIS targets in Iraq in August.

Peshmerga fighters were able to enter Sinjar on Saturday after recapturing nearly 2,700 square kilometers (about 1,042 square miles) from ISIS, Bas News reports, citing unnamed military sources.

The town of Sinjar lies between Mosul and the border region of Syria, making it an important linking point for ISIS battalions.

Bakhil Elias, a Kurdish fighter, told The Associated Press the peshmerga battle against ISIS has been fierce.



Soldiers in the Czech Republic load ammunition for delivery to Iraq's Kurds last September. Photo: EPA.

"They were using snipers and the peshmerga were responding with machine gun fire, missiles, and anti-aircraft guns," he told AP.

The U.S. launched 45 coalition airstrikes in support of last week's peshmerga operation.

Kurdish forces are facing heavy resistance in their assault on the ISIS-held town of Sinjar.

ISIS snipers have been firing at the Kurdish forces and burning tires to create a smoke screen against U.S.-led airstrikes.

The Associated Press contributed to this report. ○



## CHINA OPENS CONSULATE IN IRAQI KURDISTAN

Ekurd.net/ December 31, 2014

**ERBIL-Hewlêr, Kurdistan region 'Iraq'**— Republic of China has opened on Tuesday, a Consulate General in Erbil, the capital city of autonomous Kurdistan region in Iraq's north, to strengthen ties with the Kurdistan Regional Government, KRG website reported.

The opening ceremony attended by the Chinese Deputy Foreign Minister, Zhang Ming, his accompanying delegation, Kurdistan prime minister Nechirvan Barzani and a number of KRG officials and representatives of foreign diplomatic missions in Erbil.

In remarks to reporters, Barzani said China's move was start of cultural, economic and political relations between the two sides.

During his speech Nechirvan Barzani considered opening the Consulate General of China in the Kurdistan Region as "the first step towards building a new phase in bilateral relations, which would provide a great opportunity to expand our relations in the political, economic, infrastructural and cultural domains."

He added "With the opening of the People's Republic of China Consulate General in Erbil, all the permanent members of the United Nations Security Council will now be officially represented in Erbil. This both honours and delights us."

He thanked the People's Republic of China for the humanitarian assistance, provided to Kurdistan region.

Ming said the opening of the consulate would "empower" relations between China and the Kurdistan region.

Since 1991, the Kurds of Iraq achieved self-rule in Kurdistan Region. Today's teenagers are the first generation to grow up under Kurdish rule. Most Kurds don't speak Arabic, Kurdistan region has all the trappings of an independent state -- its own constitution, its own parliament, its own flag, its own Peshmerga army, its own border patrol, its own national anthem, its own education system, its own International airports, even its own stamp inked into the passports of visitors. So far 26 countries have opened consulates in the autonomous Kurdistan region. ♦



Kurdistan PM Nechirvan Barzani (R) with Chinese Deputy Foreign Minister, Zhang Ming at the opening ceremony, December 30, 2014. Photo: KRG

# Syrie: les alaouites le dos au mur



**Georges Malbrunot**  
gmalbrunot@lefigaro.fr

Envoyé spécial à Boustan Bacha

**A**bou Ahmad avait pressenti le drame. Depuis trois semaines, il était sans nouvelles de son fils Rami, 26 ans, enrôlé dans l'armée régulière, avant d'être abattu par un sniper, près de la ville d'Idlib au nord-ouest de la Syrie. « Il est mort pour défendre sa terre que les terroristes de Daech veulent nous ravir », confie ce militaire à la retraite, assis sous le portrait du *chahid* (le martyr), dans son salon frigorifié, qui ouvre sur un champ d'orangers.

Trois jours avant notre passage, un obus tiré à partir de positions rebelles est tombé non loin de leur maison. « On se battra jusqu'à la mort, nous n'avons plus le choix, sinon nous allons tous mourir », insiste Abou Rami. Un sentiment largement partagé au sein de la minorité alaouite, dont est issu le président Bachar el-Assad, qui vit dans un chapelet de villages dispersés sur la colline en surplomb du littoral méditerranéen. Un bastion que les radicaux islamistes, leurs ennemis de toujours, aimeraient conquérir.

La famille est un résumé de la sociologie du pouvoir syrien. Outre le père, un autre fils est dans la garde républicaine à Damas. Protectrice du régime Assad depuis quarante ans, la minorité alaouite - 12 % de la population - est surreprésentée au sommet des forces de sécurité, ce qui alimente les critiques des opposants.

Rami est l'un des seize « martyrs » de Boustan Bacha, village alaouite de 2 000 habitants à une quinzaine de kilomètres au nord de Lattaquié. C'est le fief des Makhlof, la famille d'Anissa, la mère de Bachar el-Assad, qui y possède encore une maison en pierre ocre. En cette fin de matinée, quelques filles déambulent dans les rues quasi désertes. Les jeunes hommes, eux, sont à la guerre. Ici comme ailleurs, le prix à payer pour défendre le régime est élevé. Dans chaque village, on recense des dizaines, voire des centaines, de tués au combat. Chaque jour ou presque, des corps reviennent à l'aéroport de Lattaquié ou par la route jusqu'à la morgue de l'hôpital militaire voisin. Un peu partout dans les hameaux, les portraits des *chahid* font de l'ombre à ceux de Bachar el-Assad.

Morts pour défendre le régime ? Ou leurs maisons ? Question délicate dans une société où l'on a appris à faire ses pensées. Mais avec la guerre civile, les langues se délient. « Il y a le régime et il y a le système, c'est-à-dire les hôpitaux, les écoles, fait valoir un militaire de Qardaha, le village des Assad. À l'étranger, on veut tout détruire, mais moi, je



Des forces loyalistes syriennes, le 27 mars dernier, près de la ville côtière de Lattaquié, fief du régime el-Assad. BASSEM TELLAWI/XINHUA-RÉA



Dans leurs villages de la montagne côtière, les membres de la minorité au pouvoir défendent Bachar el-Assad. Mais avec des milliers de pertes déjà, le fardeau humain est lourd. Les hameaux se sont vidés de leurs jeunes, partis à la guerre contre les rebelles ou Daech. Tôt ou tard, ils pourraient demander des comptes.

*« Je veux protéger ma maison, ma terre, mes enfants et mon pays. »* Une hiérarchie des priorités que reprend un de ses voisins à Boustan Bacha. « Les alaouites protégeaient le régime avant Bachar et peut-être après. » Ils ont bien conscience de défendre le pouvoir tout autant, sinon plus, que ce dernier les protège de la vengeance de Daech et des autres rebelles islamistes. Mais ils savent aussi qu'après quatre ans bientôt de sacrifices, leurs sorts sont désormais intimement liés. Ils sont le dos au mur. Les alaouites ne veulent plus revivre

la domination de la bourgeoisie sunnite commerçante qui faisait travailler leurs fillettes comme quasi-esclave jusque dans les années 1960. Leur moral est en dents de scie. « Au début de la révolution, des alaouites ont même manifesté contre le régime, avant d'être emprisonnés », se souvient Mohammed Salman, un ancien ministre alaouite, aujourd'hui sous surveillance. « Mais avec l'islamisation de la rébellion et l'incapacité de sa direction à rassurer les minorités, les alaouites ont eu peur des slogans du genre : "les chrétiens à Beyrouth, les alaouites dans un cercueil" ».

### On regrette Hafez el-Assad

En août 2013, près de 200 d'entre eux furent sauvagement assassinés lors d'une infiltration nocturne d'insurgés dans plusieurs de leurs villages. La plupart des victimes étaient des vieux, sans défense. Un électrochoc dans ces localités reculées, protégées par les Forces de défense nationale, des supplétifs locaux, avec en appui sur les routes l'armée régulière. Après le drame, une autre milice est née, les Faucons du désert (Sokour al-Sahara), financée par un homme d'affaires de Lattaquié, Ayman Jaber. Reconnaissables à leur tenue bleue, ses hommes seraient davantage appréciés que les Forces de défense nationale, régulièrement accusées de vols dans les villes mixtes, comme Lattaquié.

Rassurer la minorité alaouite est l'un des principaux objectifs du pouvoir. À Boustan Bacha, c'est Rami Makhoul, le cousin germain de Bachar el-Assad, la pompe à finances du régime, qui paie les salaires des miliciens, indemnise les familles des martyrs et livre de la nourriture aux pauvres. « Rami nous a donné 2 000 livres syriennes pour les funérailles de mon fils, et tous les mois, il nous verse 15 000 livres », se félicite Abou Ahmad. D'aucuns prétendent que le cousin de Bachar cherche à se racheter une conduite. « Les gens commencent à l'apprécier, lâche un homme d'affaires qui préfère rester anonyme. Quand vous payez, vous gagnez les cœurs. Mais de grâce, ne pensez pas que tous les alaouites sont comme Rami Makhoul, nous sommes pauvres ! Regardez nos villages. »

La société traditionnelle alaouite est tiraillée par les divisions ancestrales entre clans. Le pouvoir y tolère encore moins qu'ailleurs les oppositions internes. Il y a un mois, Louaï Hussein, un opposant, a été arrêté à Damas. Et depuis plus de deux ans, un autre, Abdel Aziz al-Ghayyer, originaire de Qardaha, a disparu. Derrière l'unanimité de façade, des critiques se font discrètement entendre. « Quand les vieux vont se recueillir sur la tombe de Hafez al-Assad, ils pleurent parfois, raconte un habitant de Qardaha. Avec toi, prient-ils, les choses auraient été différentes. Ils se rendent compte que Bachar a mal géré la crise ». Récemment, des alaouites de Homs ont protesté contre le gouverneur, incapable, selon eux, de les protéger. Les enterrements sont souvent le lieu des récriminations feutrées. Y compris de la part d'anciens du régime,

comme le général Ali Haïdar, patron des forces spéciales dans les années 1980, qui s'en prit à Bachar el-Assad pendant les funérailles d'un jeune soldat dans son village de Beit Yashoud, un parmi les 200 tombés depuis 2011.

« Pour la mort de mon frère, renchérit l'homme d'affaires précité, un de nos cousins engagé dans l'armée à Idlib à 70 km de chez nous est revenu. Il n'avait pas vu sa femme et ses enfants depuis trois mois. Pour échapper aux terroristes, il a dû changer à trois reprises de voitures et utiliser des leurres. Il nous a donné des nouvelles du front. L'armée tient mais elle manque d'hommes, elle ne peut pas garder les positions reconquises. Un autre cousin, lui, est arrivé d'Alep, où il tient une position de la garde républicaine près de l'aéroport. Ça va, dit-il, mais autour à l'est et au nord, c'est très dur. Et il se plaint que son chef est un Iranien. Mais tous assurent qu'ils ne laisseront jamais le pays aux terroristes, même si certains demanderont des comptes à Bachar. » Un enseignant sunnite en lien avec ses voisins alaouites ajoute : « Si un jour, la situation se calme, Bachar devra se méfier des alaouites, ils exigent des changements, notamment contre ceux qui s'en mettent plein les poches autour de lui, car ce sont les alaouites qui auront payé pour sa survie. »

### Rassurés par la résistance de l'armée

Malgré les difficultés, la minorité serre les dents, et contrairement aux prévisions récurrentes des témoins de l'opposition, la perspective d'un coup d'État interne aux alaouites paraît exclue. Peu de familles ont quitté la région pour le Liban voisin. Dans le djebel, on a plutôt le sentiment de vivre aujourd'hui un certain répit. Les gains enregistrés par l'armée en 2014 – notamment pour verrouiller l'accès au nord du pays alaouite – ont rassuré. « Ils se sont également rendu compte que les États-Unis ne voulaient pas attaquer le régime, constate l'enseignant. Et quand ils voient le chaos en Libye et en Égypte, ils se disent que parmi leurs voisins sunnites modérés, l'attrait de la révolution a reculé. »

La région alaouite a accueilli des dizaines de milliers de réfugiés d'Alep, de Homs ou de Hama, des sunnites pour la plupart qui ont bousculé les équilibres démographiques. « On n'avait pas l'habitude de voir des femmes en hidjab », souffle un journaliste de Tartous. Grâce à l'aéroport de Lattaquié, les hommes d'affaires peuvent encore se rendre en Arabie saoudite ou à Moscou, et la route jusqu'à Damas est sûre, se réjouit un jeune banquier qui rentre voir sa famille tous les quinze jours dans la capitale.

Beaucoup pourtant sont convaincus qu'avec les sunnites, du moins les islamistes, « le fossé ne pourra être comblé avant des décennies ». Dès le début de la révolte, les alaouites ont reçu des armes, tandis que la surveillance des sunnites s'est encore durcie. « Si un jour on a un pouvoir sunnite radical à Damas, les alaouites continueront la guerre depuis leurs montagnes », jure un membre des Forces de défense nationale, qui évoque des installations militaires stratégiques installées à l'abri des regards indiscrets dans certains villages de la montagne. Et ne lui parlez pas d'un État pour les seuls alaouites, au cas où les choses tourneraient mal pour Bachar el-Assad. « Nous sommes contre la division du pays. La Syrie, ce n'est pas uniquement Lattaquié ou Damas, c'est aussi Alep, Homs et Deraa. » ■

Si un jour on a un pouvoir sunnite radical à Damas, les alaouites continueront la guerre depuis leurs montagnes

UN MEMBRE DES FORCES DE DÉFENSE NATIONALE

# Le régime syrien subit un revers dans le Nord

## Après la prise d'une base militaire stratégique, le Front Al-Nosra gagne du terrain dans la région d'Idlib

BEYROUTH - correspondant

**L**undi 15 décembre, après plus de deux années de siège acharné, les rebelles syriens se sont emparés de la base militaire de Wadi Al-Deif, l'un des principaux verrous du régime Assad dans le nord du pays. L'assaut final a été mené par une coalition de groupes armés, au premier rang desquels figure le Front Al-Nosra, la branche locale d'Al-Qaïda, concurrente de l'Etat islamique (EI). Cent soldats et 80 assaillants ont péri dans l'ultime journée de combats et 120 autres militaires ont été faits prisonniers, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Cette victoire longtemps attendue, qui s'ajoute aux progrès réalisés par leurs forces autour de Deraa, dans le sud, vient consoler les anti-Assad des revers qu'ils ont encaissés durant l'année, notamment à Homs qu'ils ont dû évacuer et à Alep, que l'armée syrienne est en passe d'encercler. « C'est un coup très dur pour le régime », estime Mohamed Aboud, un commandant de l'Armée syrienne libre (ASL), la branche modérée de l'insurrection, joint par Skype dans le sud de la Turquie. La nouvelle devrait accroître le désarroi dans les milieux loyalistes, de plus en plus conscients de payer un prix exorbitant à un conflit dont ils ne voient pas la fin.

**Cent soldats et 80 assaillants ont péri lors de l'ultime journée de combats et 120 autres militaires ont été faits prisonniers**

Côté rebelle, l'opération profite au Front Al-Nosra, la force montante dans le gouvernorat d'Idlib (nord-ouest), avec laquelle les autres brigades sont forcées de composer même si elles craignent son credo djihadiste. Au mois de novembre, à la faveur du discrédit touchant une brigade de l'ASL, le Front des révolutionnaires syriens (FRS), Al-Nosra s'était emparé de toutes ses positions autour d'Idlib.

Le fait d'avoir été touché à au moins deux reprises par des frappes américaines lui a attiré la sympathie d'une bonne partie de la population de cette région, furieuse que la campagne de bombardements anti-EI n'ait pas été étendue à des cibles du régime. « Avec la chute de Wadi Al-Deif, la popularité d'Al-Nosra va encore progresser alors que la nôtre ne cesse de décliner », déplore Mohamed Aboud. De nombreux com-

battants du Front des révolutionnaires ont déjà rejoint ses rangs. Ses hommes ont beaucoup d'armes et de munitions alors que le soutien que nous recevons des pays occidentaux est très limité. »

C'est en octobre 2012, à l'époque où la rébellion avait le vent en poupe, que l'encercllement de Wadi Al-Deif a commencé. Après avoir conquis les quartiers orientaux d'Alep au mois de juillet, puis les environs d'Idlib et plusieurs postes-frontières avec la Turquie, les insurgés espéraient parachèver la « libération » du nord en s'emparant de cette base et de sa jumelle, Hamidiyé. La prise de ces deux camps militaires, situés en périphérie de la ville de Maarat Al-Nouamane, de part et d'autre de l'axe Alep-Hama-Homs-Damas, la colonne vertébrale de la Syrie, devait permettre aux rebelles d'asphyxier les forces loyalistes retranchées dans les quartiers ouest d'Alep et dans le centre d'Idlib.

### Acharnement des rebelles

Mais très vite, par manque de munitions et de coordination, les combats se sont enlisés. Ravitaillée par les airs, sanctuarisée par un cordon de tanks et de batteries d'artillerie, Wadi Al-Deif est devenue l'un des points d'appui de la contre-offensive du régime lancée au printemps 2013. Après avoir repris au mois d'octobre la

ville de Morek, située une quarantaine de kilomètres plus au sud, le régime pouvait même envisager de marcher en direction de Maarat Al-Nouamane. C'était sans compter l'acharnement des rebelles qui, depuis plusieurs mois, creusaient des tunnels sous les barrages militaires ceinturant Hamidiyé et Wadi Al-Deif. La mise à feu de ces galeries souterraines, bourrées d'explosifs, a ouvert à la mi-octobre une brèche dans les défenses des deux casernes. Le Front Al-Nosra s'est aussi vanté, photo à l'appui, d'avoir fait usage dans les combats de plusieurs missiles antichars Tow, parmi ceux que les Etats-Unis avaient livrés au Front des révolutionnaires syriens. Des allégations invérifiables.

Il est avéré, en revanche, que de nombreux chars déployés à proximité des bases ont été détruits ces derniers mois au moyen de Tow, par des brigades d'inspiration nationaliste, comme la Division 13. Quelques-uns de ces groupes armés, affiliés à l'ASL, ont participé à l'attaque finale, qui a mobilisé plus de 2 000 insurgés. Mais le gros de l'opération est l'œuvre du Front Al-Nosra et de deux autres brigades islamistes, Ahrar Al-Cham et Jund Al-Aqsa. Ces forces pourraient désormais se diriger vers Idlib, le dernier carré des pro-Assad, dans le nord-ouest de la Syrie. ■

**BENJAMIN BARTHE**



Des combattants du Front Al-Nosra dans la base d'Hamidiyé, en Syrie, lundi 15 décembre. STRINGER/REUTERS

# Daech subit plusieurs revers en Irak

Un des adjoints du « calife » a été tué, tandis que les forces kurdes ont brisé le siège de Sinjar, près de la Syrie.

GEORGES MALBRUNOT  
gmalbrunot@lefigaro.fr

**MOYEN-ORIENT** Comme des milliers d'autres personnes assiégées depuis l'été par les djihadistes sur les monts Sinjar, Saïd Hassan souffle un peu. « Je suis toujours dans le camp de réfugiés sur la montagne, disait-il au Figaro vendredi matin au téléphone, mais la situation maintenant est calme. Les djihadistes sont partis et les pechmergas se sont installés dans la partie nord », se félicitait le responsable yazidi, cette minorité qui avait dû s'abriter dans ces contreforts du nord-ouest de l'Irak pour fuir l'avancée de Daech (acronyme arabe de l'État islamique, EI). Saïd Hassan attend maintenant d'être évacué vers des lieux plus sûrs. Mais il restait pour cela aux forces kurdes à sécuriser une route permettant aux réfugiés de quitter cette zone aride qui s'étend sur 60 km près de la frontière syrienne.

Les djihadistes sont partis et les pechmergas se sont installés dans la partie nord

UN RESPONSABLE YAZIDI

Depuis quatre mois, Sinjar symbolisait le martyre de cette petite communauté, dont de nombreux membres ont été enlevés ou tués par des djihadistes, qui les considèrent comme des hérétiques. En août, le dramatique exode des yazidis avait poussé les Américains à entamer une campagne de bombardements aériens contre l'EI.

Appuyés par plus de 40 frappes de la coalition internationale anti-Daech, 8 000 pechmergas ont brisé jeudi le siège des monts Sinjar. Leur offensive enclenchée la veille depuis Rabiha, près de la frontière syrienne, et Zoumar sur les rives du lac de Mossoul, a également permis de reprendre huit villages tenus jusque-là par Daech, soit plusieurs centaines de kilomètres carrés près de Sinjar. Défaits, les djihadistes ont fui en masse vers Tall Afar et Mossoul, leurs fiefs du nord de l'Irak. Une centaine d'entre eux aurait été tués. Des images diffusées par le gouvernement autonome kurde ont montré les carcasses calcinées de véhicules de Daech et le dra-



Un pechmerga dans un village du nord de l'Irak aux environs de Ninive, jeudi, au milieu des débris d'un attentat suicide commis par un djihadiste de l'État islamique. SAFIN HAMED/AFP



peau noir des djihadistes flottant sur des positions abandonnées.

## L'adjoint du calife éliminé

Il s'agit d'une victoire, et pas seulement symbolique. Le déverrouillage des monts Sinjar, couplé à la reprise des territoires voisins, permet de couper quelques-unes des principales routes d'approvisionnement de l'EI, notamment à partir de sa base arrière syrienne. Il devrait également permettre d'isoler les djihadistes à Mossoul, la deuxième ville d'Irak, conquise en juin dernier au ter-

me d'une offensive éclair à la faveur de la déroute de l'armée irakienne.

À ce revers, s'ajoute l'annonce par le Pentagone de la liquidation récente de plusieurs responsables de Daech, dont le numéro deux de l'organisation terroriste : Abou Muslim al-Turkmani, l'un des deux adjoints du « calife » Abou Bakr al-Baghdadi. Sa disparition est une perte importante pour Daech. Fadel Ahmad Abdallah al-Hiyali était en charge de l'Irak au sein de l'EI. Ancien membre du parti Baas, ce Turkmène originaire de Tall Afar était un officier des renseignements militaires sous la dictature de Saddam Hussein. Al-Turkmani supervisait le conseil provincial de Daech, qui rassemble neuf provinces d'Irak, un maillon essentiel du réseau djihadiste sur le terrain. L'autre chef éliminé est Abd al-Basset (Inad Allah Moulla Gaidh) sur lequel peu d'informations existent.

Il y a trois semaines, le gouverneur de Mossoul avait déjà trouvé la mort dans une frappe ciblée. Le Pentagone a fait de la liquidation des ténors de Daech l'une de ses priorités pour affaiblir une organisation bâtie autour du calife et d'un noyau dur d'anciens cadres de l'armée de Saddam Hussein. Malgré ces revers, Daech ne sera pas vaincu d'ici au moins trois ans a nuancé un responsable militaire américain. Les services de renseignements occidentaux s'alarment de sa capacité de recrutement, que les raids aériens ne feraient que renforcer. ■

# How Turkey sabotaged its future

**Mustafa Akyol**

Contributing Writer

**ISTANBUL** President Recep Tayyip Erdogan of Turkey keeps making global headlines. First it was for claiming that Muslims discovered the New World. Then it was for asserting that you “cannot put women and men on an equal footing.” Last week, it was for supporting the arrest, by Turkish police, of a number of journalists. But in the long run, it is his reforms of the Turkish education system that will likely be the most influential — and detrimental — to the global competitiveness of the country’s next generation.

Earlier this month, Mr. Erdogan backed a proposal by Turkey’s National Education Council to make Ottoman Turkish — an older version of the language, written in Arabic letters — mandatory in religious high schools, and available as an elective in secular high schools. Flouting earlier rulings by the European Court of Human Rights, the council also proposed that religious education be compulsory from age six. The president’s response to sharp criticism of these initiatives from Turkish politicians and civil groups was characteristic: The changes would take place “whether they like it or not,” Mr. Erdogan said.

In other words, as is often the case in Turkey, a war over ideology dominated the agenda, while the practical needs of Turkey’s future generations were overlooked. The National Education Council did not put any emphasis on foreign language instruction, for example, despite the fact that Turks generally fare poorly when it comes to speaking any language other than their own — particularly languages like English, Chinese or Arabic that could help Turkish businesses grow, both in the region and globally. Nor was there any emphasis on critical thinking or democratic values — the very qualities that could help transform Turkey’s insular, rigid and intolerant political culture.

Some might view these proposals as a sign of Turkey’s regression from an

**President Erdogan’s fixation on the Ottoman past deprives Turkish youth of the skills they need most.**

open-minded, secular past, initiated some 90 years ago by the republic’s founder, Mustafa Kemal Atatürk, to a dogmatic Islamist era spearheaded by Mr. Erdogan. But it would be more accurate to say that Turkey is merely replacing one official dogma with another.

Like Mr. Erdogan, Atatürk devalued critical thinking, preferring citizens to accept the truths he decreed as an all-knowing leader. During his single-party rule from 1923 to 1938, Atatürk tried to reshape the nation according to his Kemalist ideology, making sweeping reforms in culture, religion, education, language and science. Some facets of the Kemalist program were relatively eccentric — like Atatürk’s pseudoscientific thesis that prehistoric Turks in Central Asia were the progenitors of human civilization.

Today, after over a decade as prime minister and with plans for at least another decade in power as president, Mr. Erdogan seems to be embarking on a similar mission of nation-reshaping. He is using a language and symbolism that is increasingly similar to Atatürk’s; like Atatürk, he is attempting to teach his people the “correct” version of their history. And, like Atatürk’s, his political opponents are branded as traitors.

The big difference, however, is ideology. Atatürk was a secular nationalist who wanted to Westernize Turkey. (It was Atatürk who abolished the Ottoman language, in favor of a more modern, Latinized Turkish.) Mr. Erdogan is a conservative Muslim nationalist who sees Westernization as a historic mistake.

But wasn’t Mr. Erdogan the same leader who once put Turkey on a path toward European Union membership? That was certainly the case during the initial phase of rule by his Justice and Development Party, or A.K.P., from 2002 to 2010. At the time, Turkey was under the thumb of Kemalist generals who threatened elected politicians.

Hence, the European Union, and its liberal democracy, looked like a savior for Mr. Erdogan. Yet once the military was subdued, the incentive to Europeanize began to fade.

Now Mr. Erdogan even appears to be convinced of a great Western conspiracy to topple his rule; a “supra intellect” — none other than the United States, according to some of his supporters in the media — that manipulates the Middle East and creates trouble for the glorious “New Turkey.” The irony is that despite all this anti-West-

ern rhetoric in domestic politics, Turkey remains a member of NATO; Ankara still welcomes Western leaders; and Mr. Erdogan vowed, just last month, to “strengthen the strategic partnership between Turkey and America.”

The deeper trouble is that while Mr. Erdogan’s Muslim nationalism may boost Turkish self-confidence, it risks depriving the next generation of the skills they will need to succeed in a global economy. Sure, Turkey boasts some success stories — like Turkish Airlines, which is frequently ranked Europe’s best. But it still does not have a highly skilled, creative or innovative workforce. To raise the latter, Turkey needs a much more globalist approach to education, and stronger commitments to the rule of law and meritocratic advancement (the lack of which is rightly recognized by Prime Minister Ahmet Davutoğlu).

The masters of the “New Turkey” must curb their lust for power and control and help build an open society that rewards talent. If they don’t, they will go down in history as a poor imitation of the Kemalist “Old Turkey” they have criticized for decades — with their own official dogma, cult of personality, and endless witch hunts for enemies within. And Turkey will not move forward, but will fall into the vicious cycle once outlined by the great medieval Muslim historian Ibn Khaldun: Conquerors of a system eventually adopt the habits of that system; hope for change lies only in newcomers from the wilderness.

*MUSTAFA AKYOL is a columnist and the author of “Islam Without Extremes: A Muslim Case for Liberty.”*



AP Associated Press

## Kurdish Rebels Threaten Renewed Violence in Turkey

ANKARA, Turkey — December 24, 2014, Associated Press

**A KURDISH rebel commander has warned that fighting in Turkey's southeast could resume by June if efforts to end a 30-year insurgency make no progress by then, news reports said Wednesday.**

Murat Karayilan's comments came days after Turkish and Kurdish officials declared a "new phase" in the peace process after widespread protests by Kurds in October had threatened to derail the talks.

Karayilan told Iraq-based Roj News that imprisoned Kurdish leader Abdullah Ocalan would be freed from prison by April and would attend a congress of his Kurdistan Workers' Party, or PKK, if the talks progress according to a plan drawn up by Ocalan himself. However, Karayilan threa-

tened to resume hostilities before Turkey's June elections if the government fails to advance the peace process by then. His comments were carried by Turkish and Kurdish media on Wednesday.

"If steps are not taken, we will start the war before the elections," Karayilan was quoted as telling Roj News.

Turkish Deputy Prime Yalcin Akdogan responded on Wednesday, slamming Karayilan's comments as "unreal, untimely, inopportune and provocative."

Turkey began talking to Ocalan in 2012 with the aim of ending the conflict that has killed tens of thousands of people since 1984.

Ocalan declared a cease-fire in 2013 and ordered the PKK to withdraw fighters to bases in neighboring northern Iraq as part of the peace efforts. The cease-fire is still in place but the PKK halted the withdrawal a few months later, saying Turkey had not taken any steps to reciprocate.

Kurds accuse Turkey's government of using the lull in fighting to its advantage during elections and of not taking any concrete steps to advance the peace process in return.

Ocalan has been serving a life-term in prison on an island south of Istanbul since 1999 but retains influence over his fighters. ●



December 25, 2014

## Kurdistan: More Like Israel, Less Like Iraq

by Lawrence A. Franklin / December 25, 2014

[www.gatestoneinstitute.org](http://www.gatestoneinstitute.org)

**It is a society that rejects religious zealotry. Most Kurds are Sunni Muslim and one can hear the five-times-a-day Muslim call to prayer, but it is muted and ignored by most.**

**Like Israel, Kurdistan is more democratic than any of its neighbors. Like Israel, Kurdistan is surrounded by enemies that wish it did not exist. Like Israel, Kurdistan looks West. And like Israel, Kurdistan has maintained an internal equilibrium though all the world betrays it.**

Iraqi Kurdistan is full of surprises. Probably, the most unexpected discovery is how normal life is in its capital city, Erbil. Despite a late summer scare by Islamic State [IS] military gains north of Mosul and the threat of suicide bomber attacks, the social discipline of Kurdistan's citizens is admirable. There is a relaxed state of tension. It is "business as usual."

There is also a sense of optimism, pervasive and infectious. Entrepreneurial spirit is alive and well. While there was an exodus of foreign businessmen after the initial territorial gains by the IS, foreign investors are filtering back. The Kurdistan Regional Government [KRG] has already drawn up plans for large-scale projects to improve the infrastructure. Heavy-duty construction vehicles are everywhere. The most visible project is the beltway being built around the city.

Political pluralism has come to the Kurdish north as well. While the Kurdistan Democratic Party [KDP] and the Patriotic Union of Kurdistan [PUK] respectively remain the one-two political powerhouses, they now have plenty of company. No one party dominates the parliament. There is plenty of horse-trading on issues, fleeting coalitions, and new political personalities are being heard. Nevertheless, the most influential and respected leaders still come from the Barzani extended family, which run the KDP. The late Mustafa Barzani (1903-1979) is revered as the warrior-godfather of modern Kurdistan.

Kurds, for the most part, are a welcoming lot. The methodical and rapid settlement of tens of thousands of refugees from IS-controlled Iraq required bold leadership by the Barzani-led government and especially from the Catholic hierarchy of Kurdistan. This success also reflects the compassion of a self-confident people. The population of the Dohok region, for example has doubled due to the influx of refugees. There is no observable tension between the newcomers and the population of the host country. Despite the inveterate resentment of the excesses of past Arab regimes, Kurdistan is a multi-ethnic and multi-religious society. It has become even more so with the emigration from



*An aerial view of Erbil, in Iraqi Kurdistan, featuring the ancient Erbil Citadel in the center. (Image source: Wikimedia Commons/Jan Kurdistan)*

other parts of Iraq of Turkmen, Yezidis, and Christian Assyrians and Arabs. It is also a society that rejects religious zealotry. Most Kurds are Sunni Muslim and one can hear the five-times-a-day Muslim call to prayer, but it is muted and ignored by most.

Men, mostly, walk on the streets of Erbil, Dohok, and Zako, especially at night. Kurdistan is not, however, a society that represses women. There are many in parliament, and they are outspoken on the issue of violence to females in Kurdish society. At one conference in mid-November, at least half of the speakers were women prominent in Kurdistan. Women military volunteers are widely admired. The Kurdish media celebrates the Kurdish Peshmerga's female fighters. One woman -- a veteran of the fierce battle to save the Syrian Kurdish town of Kobane (near Turkey's border) from an IS takeover -- who recently visited Erbil, was received as a national hero. Female Yezidis who have escaped after torture by IS operatives are deeply admired too.

Zako, once the center of Kurdistan's Jewish population, still invites back descendants of those who long ago left for Zion. Zako's isolated villages are the wild west of Kurdistan. Its stark beauty against a ring of mountain chains may become a tourist magnet both for its ancient historical attractions and recreational possibilities.

For all of the above reasons, Kurdistan reminds one of Israel. Like Israel, Kurdistan is not dominated by the Arab, nor by Islam. Like Israel, Kurdistan is more democratic than any of its neighbors. Like Israel, Kurdistan is surrounded by enemies that wish it did not exist. Like Israel, Kurdistan looks West. And like Israel, Kurdistan has maintained an internal equilibrium though all the world betrays it. ♦

*Dr. Lawrence A. Franklin served on active duty with the U.S. Army and as a Colonel in the Air Force Reserve, where he served as a Military Attaché to Israel.*



December 21, 2014

## Kurdish official: ISIS executed own militants to stop more desertions

By RUDAW  
21/12/2014

**SHINGAIL, Kurdistan Region -** The Islamic State (ISIS) has executed more than 50 of its own militants as a warning to others about abandoning positions, after Peshmerga forces pushed the fighters out of vast areas of the Kurdistan Region, a Kurdish official said.

"ISIS has executed dozens of its own gunmen who fled from Shingal," Ismat Rajab, a



An ISIS file photo showing militants killing captured soldiers.

An ISIS file photo showing militants killing captured soldiers.

Kurdistan Democratic Party official, told Rudaw.

He said information had been

obtained that the mass executions took place in the city of Mosul, which is still in ISIS control.

Some 8,000 Peshmerga forces took part in a week-long battle to recapture Shingal and the surrounding areas. Rajab said more than 300 ISIS militants with foreign backgrounds had fled Mosul towards the Syrian border.

"We have reports of ordinary people in Mosul who have attacked ISIS vehicles in the city," Rajab said. "Things have begun to change even in Mosul," he added.

Meanwhile, the Iraqi government said its forces had recaptured the Tal Afar military airport on Sunday.

Iraqi media reported ongoing street clashes between Iraqi elite forces and ISIS militants in and around the airport. ■



27 décembre 2014

## Syrie : la ville de Kobané reprise à 60% par les Kurdes

Grâce aux bombardements de la coalition et à l'action des forces kurdes (YPG), la ville syrienne de Kobané tient toujours. Elle est aujourd'hui reprise à 60%

SudOuest.fr, avec AFP  
27/12/2014

Les combattants kurdes syriens ont repris "plus de 60%" de la ville de Kobané que le groupe Etat islamique (EI) tente de prendre depuis plus de trois mois, affirme-t-on ce samedi une ONG et des militants.

La petite ville dans le nord syrien frontalier de la Turquie est devenue, depuis l'offensive de l'EI le 16 septembre, un symbole de la lutte contre le groupe extrémiste qui était parvenu à s'emparer de plus de la moitié de Kobané (Aïn al-Arab en arabe). Mais, appuyées par les frappes aériennes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis depuis le 23 septembre, "les forces kurdes contrôlent désormais plus de 60% de la ville", a affirmé à Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). "L'EI s'est même retiré de zones où les Kurdes n'étaient pas entrés par peur des mines", a-t-il ajouté.



Syrie : la ville de Kobané reprise à 60% par les Kurdes "Les forces kurdes contrôlent désormais plus de 60% de la ville", a affirmé à Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). © Photo AFP BULENT KILIC

### L'EI BAT EN RETRAITE

Un militant kurde de Kobané, Mustefa Ebdî, a affirmé de son côté que les Unités de protection du peuple kurde (YPG), la milice kurde qui défend Kobané, "ont avancé sur tout la ligne de front au cours de la dernière semaine dans la direction de l'est", où se concentre la présence de l'EI. L'EI s'est ainsi retiré du QG des YPG dans le

nord de la ville, des quartiers sud ainsi que du centre culturel dans le centre-ville, selon l'ONG et les militants.

"L'avancée des Kurdes est due en grande partie aux frappes aériennes menées par la coalition", explique le militant, selon qui ces raids se concentrent sur Kobané plus que sur d'autres régions en Syrie. D'après lui, sur les 31 frappes annoncées par la coalition

Kobané est une cible prioritaire de la coalition qui concentre d'importants moyens sur la ville

au cours des dernières 48 heures, 17 ont visé l'EI à Kobané. "Les jihadistes ont recours désormais dans leurs mouvements sur les tunnels qu'ils creusent après avoir échoué dans leur tactique de voitures piégées et de ceintures explosives", souligne encore Mustefa Ebdî.

Des dizaines de membres de l'EI se sont fait exploser à Kobané depuis leur entrée dans la ville où ils ont fait face à une farouche résistance kurde. Les combats ont fait plus d'un millier de morts des deux bords. ●

Le Monde

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 DÉCEMBRE 2014

# Les yézidis du mont Sinjar libérés des djihadistes

Délivrés après quatre mois de siège, les réfugiés sont désormais pris dans la rivalité entre Kurdes irakiens et turcs

## REPORTAGE

SINJAR - envoyé spécial

**M**aintes fois annoncée et repoussée, l'offensive des peshmergas kurdes irakiens vers le mont Sinjar, déclenchée mercredi 17 décembre à l'aube, a brisé l'encerclement de cette enclave yézidie qui résiste aux djihadistes de l'Etat islamique (EI) depuis le mois d'août.

En pilonnant au préalable les positions de l'EI dans la région, les avions de la coalition internationale ont ouvert la voie aux forces armées liées au Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui ont pu mettre en place un corridor terrestre reliant la région autonome kurde au sanctuaire religieux de Charafadine, avant de reprendre les localités situées au nord du massif.

L'encerclement du mont Sinjar était complet depuis la fin septembre et l'effondrement d'un premier couloir d'approvisionnement et d'évacuation, ouvert en août par les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Depuis, seuls trois hélicoptères de l'armée irakienne ravitaillaient le mont à intervalles irréguliers. Leur rotation entre Bagdad, le Kurdistan irakien et la montagne assiégée dépendait autant des aléas météorologiques que des tensions politiques entre les différentes parties prenantes. C'est à bord de l'un d'entre eux que nous avons pu rejoindre le mont Sinjar encore assiégé le 11 décembre pour passer cinq jours aux côtés des réfugiés et de la résistance yézidie.

### « Adorateurs du diable »

Le chaos régnait sur la piste d'atterrissage perchée au point culminant du massif montagneux lorsque le premier appareil est arrivé. Après quatre jours sans approvisionnement, une foule d'hommes aux yeux fous se pressaient contre la porte avant dans un désordre de coups de coudes et de crosses de fusil. Ils étaient encore entre 5 000 et 10 000 à survivre

sur le mont depuis le mois d'août, trop nombreux pour que le passage aléatoire d'hélicoptères ne pouvant emporter qu'une vingtaine de personnes représente une échappatoire.

Les conditions de vie sur le mont sont très précaires à l'approche de l'hiver. Malgré les troupeaux de moutons qui vaquent encore entre les tentes de réfugiés, la malnutrition gagne. « Nous n'aurons bientôt plus rien. Les enfants mangent des galettes de farine cuites dans l'huile avec



un peu de concentré de tomates qui nous reste du temps du corridor », raconte Hassan en se réchauffant les mains au-dessus d'un feu de bois.

Comme la majorité de ceux qui se trouvaient piégés sur le mont, il n'a pas voulu fuir vers le Kurdistan irakien en passant par la Syrie quand il était encore temps. La tente où vit sa famille depuis le mois d'août prend l'eau. Il y a une dizaine de jours, poussé par la faim, et bravant les patrouilles nocturnes de l'EI, il s'est aventuré dans son ancien village, devenu territoire ennemi, pour y récupérer quelques sacs de riz avec quatre parents proches. « En ouvrant une porte, deux de mes cousins sont morts, tués dans l'explosion d'une bombe improvisée. » La maison avait été piégée par les djihadistes.

Le calvaire des yézidis a débuté le 3 août, lorsque les hommes de l'EI, soutenus par une partie de la



Des peshmergas autour des corps de combattants de l'Etat islamique tués dans les affrontements au mont Sinjar, le 18 décembre. DALTON BENNETT/AP

population sunnite locale, sont passés à l'attaque, rasant sur leur passage les temples de ceux que la vulgate islamiste tient pour des « adorateurs du diable », les convertissant de force, les massacrant et violant les femmes. Ceux ayant échappé à ces atrocités, souvent commises par leurs propres voisins musulmans ralliés en une nuit à la cause du califat, ont trouvé refuge au mont Sinjar, où ils durent bientôt subir, sans eau ni nourriture, les effets d'une canicule meurtrière pour les plus faibles.

La situation de ces réfugiés ne s'est guère améliorée au cours des quatre derniers mois, malgré l'émotion internationale et l'aide militaire et humanitaire apportée au gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK) par plusieurs pays occidentaux, dont la France. Une forme de résistance a pourtant pu s'organiser. Abandonnés par les forces kurdes début août, plusieurs centaines de yézidis ont pris les armes. Mais, sans expérience et sans armes, ils se sont retrouvés au cœur des luttes d'influence entre les deux principales forces kurdes régionales.

Sur les hauteurs du Sinjar, le

**Les massacres et viols ont souvent été commis par leurs voisins musulmans, ralliés en une nuit à la cause du califat**

PKK (originaire de Turquie) et le PDK irakien ont planté leurs drapeaux respectifs à quelques dizaines de mètres seulement. Leurs combattants respectifs se saluent froidement, leurs commandants ne se fréquentent pas. En août dernier, le vide laissé par le parti de Massoud Barzani avait offert au PKK, son grand rival sur la scène kurde régionale, l'occasion historique de prendre pied dans la région. Ce dernier a su tirer parti du profond ressentiment des yézidis à l'égard du PDK, accusé d'avoir laissé se produire la catastrophe du Sinjar afin d'obtenir le soutien militaire occidental.

**Vivres contre soutien politique**  
D'abord ralliés au PKK, qui a fait

fransiter par la Syrie des centaines de commissaires politiques et de combattants rompus à la guérilla par trente années de conflit avec l'Etat turc, certains groupes de résistance yézidis ont progressivement changé de camp. « Depuis que le corridor du PKK a été fermé en septembre, le PDK, qui gère les approvisionnements par hélicoptère, contrôle la seule voie d'accès à la montagne », explique un résistant yézidi appartenant au groupe de Qassim Derbo, réputé indépendant.

Avec quelques camarades, dont un vieillard sans âge coiffé d'un turban rouge et blanc, il campe dans le froid auprès d'une mitrailleuse lourde de modèle soviétique. Montée sur un pick-up, elle contrôle la principale route en lacet reliant la montagne à la ville de Sinjar, occupée par les djihadistes, quelque part sous les brumes épaisses qui recouvrent le sommet. En août dernier, un drapeau frappé du portrait d'Abdullah Öcalan, le leader historique du

### Sur les hauteurs du Sinjar, le PKK et le PDK irakien ont planté leurs drapeaux à quelques dizaines de mètres seulement

PKK, emprisonné en Turquie, flottait sur la mitrailleuse. Il a été enlevé depuis.

Coupé de ses bases, le PKK a progressivement perdu les moyens d'entretenir sa clientèle, tandis que le PDK a pu reprendre pied dans le Sinjar en approvisionnant en vivres et en armes les groupes de résistance locaux en échange de leur soutien politique, avant d'ouvrir son propre corridor, qui contourne les zones sous contrôle PKK. Le système rentier, pratiqué partout ailleurs en Irak, s'est révélé d'une impla-

cable efficacité. « Notre retour au Sinjar n'a pas été bien accueilli au début, se souvient Ahmet Shengali, responsable local du PDK, mais les yézidis ont vite compris qu'ils avaient intérêt à travailler avec nous. »

Avec l'ouverture de ce nouveau corridor et la libération des localités au nord du mont Sinjar, le PDK a repris l'avantage sur son rival. Le PKK conserve cependant de solides atouts dans le Sinjar. Il jouit encore de la sympathie des yézidis. Et il peut compter sur son propre groupe de combat yézidi, les Unités de résistance du Sinjar (YBS). Quelle que soit la manière dont elle devra se manifester maintenant que le siège est levé, la confrontation entre PKK et PDK pour le contrôle du mont Sinjar paraît inévitable. Tandis que le PKK entend s'appuyer sur la résistance yézidie pour adjoindre le massif montagneux à sa zone d'influence dans la Syrie voisine, le PDK aspire à profiter de la fuite des populations arabes pour

agrandir son territoire.

Que l'un ou l'autre projet aboutisse, les yézidis du Sinjar, déjà en majorité dispersés dans les camps de réfugiés au Kurdistan irakien, en Syrie et en Turquie, ne veulent plus vivre sous domination kurde irakienne et ne croient plus à la coexistence avec leurs voisins musulmans. « Les uns nous ont abandonnés une fois, ils nous abandonneront encore. Les autres nous ont massacrés une fois, ils nous massacreront encore », répètent les yézidis. Libérés ou non de l'emprise djihadiste, ils savent que leur terre ne leur appartient plus depuis longtemps. ■

ALLAN KAVAL



MERCREDI 24 ET JEUDI 25 DÉCEMBRE 2014

## Amnesty International dénonce les crimes contre l'humanité de l'EI en Irak. Des Yézidies se suicident pour éviter les viols

Aux viols et aux violences, elles ont préféré la mort. Selon un rapport publié lundi par Amnesty International, des jeunes filles et des femmes yézidies du nord de l'Irak kidnappées par les djihadistes de l'Etat islamique (EI) se sont suicidées, ou ont tenté de le faire, pour échapper à leur sort d'esclaves sexuelles. Jilan, 19 ans, avait été enlevée en août dans la région de Sinjar, que les peshmergas ont en partie repris ces derniers jours. Elle s'est retrouvée enfermée dans une pièce, avec 20 autres femmes, d'une maison de Mossoul.

A la fin août, toutes se voient ordonner de se laver et d'enfiler des vêtements ressemblant à des costumes de danse. « Jilan s'est tuée dans la salle de bains. Elle s'est entaillée les poignets et s'est pendue. Je pense qu'elle savait qu'elle allait être emportée par un homme », a expliqué à Amnesty une jeune femme détenue avec elle et qui a réussi à s'échapper. Deux autres captives, âgées de 17 et 10 ans, ont elles aussi tenté de se suicider mais en ont été empêchées au dernier moment.

Durant ce mois d'août, les djihadistes ont enlevé des centaines,

voire des milliers de Yézidis, une minorité kurdophone haïe par l'EI. Des centaines d'hommes ont été abattus tandis que les femmes, y compris des enfants, étaient enlevées pour être vendues, ou données à des membres ou des sympathisants de l'organisation. Les tortures et viols qu'elles ont subis relèvent du crime contre l'humanité, affirme Amnesty. Le 3 décembre, une enquête de Celia Mercier, notre envoyée spéciale, racontait de telles exactions. Les femmes qui ont réussi à s'échapper restent toutefois très vulnérables. « L'EI a ruiné ma vie

et celle de ma famille », a témoigné Randa, 16 ans, violée par un homme deux fois plus âgé qu'elle. Certaines victimes n'osent pas dire à leur famille qu'elles ont été violées, de peur d'être rejetées. Et elles n'ont que rarement accès à des hôpitaux ou des centres de soins. Loin de se défendre d'avoir rétabli l'esclavage, l'EI le revendique, considérant que les femmes yézidies, qui ne sont pas monothéistes, ne peuvent éviter d'être offertes comme « butin de guerre » qu'en payant une taxe ou en se convertissant.

LUC MATHIEU

### REPÈRES



« L'EI [est] une organisation terroriste de dimensions autrefois inimaginables [...] qui frappe de façon brutale les chrétiens présents depuis les temps apostoliques. »

Le pape François mercredi



21 décembre 2014

# Irak: après le mont Sinjar, les peshmergas visent Mossoul

www.rfi.fr  
21-12-2014

Le chef des Kurdes d'Irak célèbre la levée du siège du Mont Sinjar

Le chef des Kurdes d'Irak, Massoud Barzani, a célébré ce dimanche 21 décembre «les victoires» remportées ces derniers jours sur le groupe Etat islamique en effectuant une visite au mont Sinjar, assiégé durant des mois par les jihadistes.

L'offensive lancée ces derniers jours par 8 000 combattants kurdes a permis, selon le président de la région autonome du Kurdistan, d'ouvrir les principales routes menant au mont Sinjar. Soutenus par des frappes de la coalition internationale, les peshmergas auraient réussi à briser le siège imposé depuis septembre par les jihadistes. Un revers significatif pour l'organisation Etat islamique dans cette région frontalière de la Syrie. Une grande partie du centre-ville de Sinjar aurait également été libérée.

Le président Barzani a ajouté que les peshmergas pourraient participer à une future opération pour reprendre Mossoul, la deuxième ville d'Irak, aux mains des jha-



Des combattants kurdes patrouillent à Zumar près de la ville de Sinjar, le 18 décembre.



Massoud Barzani lors de son arrivée au sommet du Mont Sinjar © Keystone

distes depuis le mois de juin. « Nous y participerons si le gouvernement irakien nous le demande et à nos conditions », a-t-il déclaré.

Cette offensive du mont Sinjar, la plus importante menée par les forces kurdes,

devrait permettre de libérer des centaines de civils appartenant à la minorité yézidie. Grâce à cette offensive, les Kurdes affirment avoir repris 700 km2 de territoire, renforçant ainsi leur emprise sur le nord du pays face à l'Etat fédéral irakien. ♦

THE TIMES OF ISRAEL

21 décembre 2014

# L'Etat islamique traite les Kurdes de « chiens israéliens »

Les forces peshmergas brisent le siège du mont Sinjar, repoussant l'offensive des djihadistes



Une famille irakienne Yazidi qui a fui la violence dans la ville irakienne du nord de Sinjar, dans une école où elle a trouvé refuge dans la ville kurde de Dohouk dans la région autonome du Kurdistan irakien, le 5 août 2014. (AFP / SAFIN HAMED)



Traquée par les djihadistes de l'Etat islamique qui ont conquis des pans entiers de l'Irak, la minorité yézidie a pris la route de l'exil afin d'échapper à une mort certaine. Ici, une fillette réfugiée à Dohouk, au Kurdistan autonome irakien, le 13 août 2014. (Youssef Boudlal/REUTERS)

Lazar Berman / 21 décembre 2014  
fr.timesofisrael.com

Les combattants de l'Etat islamique ont laissé sur le terrain des graffitis traitant les Kurdes de « chiens israéliens », suite à l'offensive majeure des peshmergas, brisant un siège djihadiste de plusieurs mois dans des zones du nord-ouest l'Irak samedi.

Une photo montrant un drapeau kurde avec l'inscription « Le drapeau des chiens israéliens » a été prise samedi et postée sur le site de presse kurde Rudaw, a déclaré au Times of Israel le chercheur Ceng Sagnic du centre Moshe Dayan de Tel Aviv.

Les liens entre Israël et les Kurdes sont profonds. Un agent du Mossad, Sagi Chori, a été envoyé pour aider son ami proche, feu le dirigeant emblématique kurde Mollah Moustafa Barzani, gérer les batailles kurdes contre l'armée irakienne dans les années 1960.

Il existe également des rapports d'entraînement de commandos kurdes par Israël. Les nationalistes kurdes ont tendance à considérer l'Etat juif comme un modèle à suivre pour un Kurdistan indépendant : une petite nation entourée d'ennemis et soutenue par un partenariat stratégique avec les Etats-Unis.

Les combattants de l'EI se sont repliés devant l'arrivée des peshmergas dans la ville de Sinjar, au sud de la montagne qui porte le

même nom, et à Tal Afar, à l'est. Une victoire des peshmergas modifierait sensiblement la carte transfrontalière du califat autoproclamé du groupe Etat islamique.

Les troupes irako-kurdes autonomes de la région ont gagné le mont Sinjar avec de la nourriture et des secours, trois jours après le lancement d'une vaste opération dans la région, soutenues par des frappes aériennes de la coalition sous commandement américain. ●

# La Turquie lance un mandat d'arrêt contre Gülen

L'ex-allié du président Erdogan, réfugié aux Etats-Unis, est accusé de diriger une « organisation terroriste »

ISTANBUL - *correspondante*

**L**e parquet turc a demandé à un tribunal, vendredi 19 décembre, de lancer un mandat d'arrêt contre l'imam Fethullah Gülen, l'ancien allié du président Recep Tayyip Erdogan, devenu sa bête noire. Selon la presse, le prédicateur musulman âgé de 73 ans, réfugié aux Etats-Unis, est accusé d'avoir créé et de diriger « une organisation terroriste armée » dont le but est de renverser les islamo-conservateurs, au pouvoir depuis 2002.

Le « combat des chefs » entre l'homme fort de Turquie et le chef de la confrérie des « Fethullahci » (les disciples de Fethullah) est à son paroxysme. Voici un an jour pour jour que les purges se succèdent dans la police, le système judiciaire, la finance et les médias afin de museler les disciples du prédicateur, accusés d'avoir infiltré les rouages de l'Etat. Officialisée par le Conseil de sécurité le 30 octobre, la lutte contre la confrérie, appelée désormais « la structure parallèle », est devenue la priorité numéro un du président.

Dimanche 14 décembre, 27 journalistes appartenant à sa mouvance ont été arrêtés et les bureaux de la rédaction du quotidien *Zaman*, à Istanbul, ont été envahis par les forces spéciales. Vendredi 19 décembre, huit prévenus ont été relâchés, dont Ekrem Dumanli, le rédacteur en chef de *Zaman*, tandis que Hidayet Karaca, le président de la chaîne Samanyolu Television, a été maintenu en détention, accusé d'appartenir à un groupe terroriste.

Cette dernière vague d'arrestations a suscité les critiques de l'Union européenne, lesquelles ont ulcéré M. Erdogan, prompt à fustiger la « leçon de démocratie » venue de Bruxelles. Les raids sur les médias ont fait chuter la Bourse d'Istanbul de 4 % lundi, tandis que la livre turque tombait à son plus bas niveau.

**Pendant onze ans, les deux chefs ont combattu main dans la main pour venir à bout du système kémaliste et des militaires**

Le mandat d'arrêt lancé contre M. Gülen est l'ultime coup de poignard. Il peut être interprété comme un premier pas en vue de son extradition. Toutefois, il y a peu de chances que les Etats-Unis, où l'imam est réfugié depuis 1999, y répondent favorablement. Aucune chance non plus que l'homme se livre aux autorités turques. En revanche, le mandat pourrait mener à la confiscation de ses biens et à la paralysie de son mouvement, riche, puissant et bien implanté au sein des institutions étatiques et de la société civile.

Selon les nouvelles lois sécuritaires en voie d'être adoptées par le Parlement, les individus impliqués dans des crimes contre l'Etat verront leurs biens et leurs avoirs saisis par la justice. Pour le maître

**AUJOURD'HUI, LES FETHULLAHCI SONT DÉPEINTS COMME UN « ÉTAT DANS L'ÉTAT », DONT LE BUT ULTIME EST DE RENVERSER LE GOUVERNEMENT**

de la Turquie, le but ultime est de briser la manne économique de son ancien compagnon de lutte.

C'est le plus gros « tsunami » politique de l'ère Erdogan. Pendant onze ans, les deux chefs ont combattu main dans la main pour venir à bout du système kémaliste et de ses gardiens, les militaires. L'entente alors était parfaite, les Fethullahci constituant une solide réserve de voix aux élections remportées par le Parti de la justice et du développement (AKP), la formation de M. Erdogan, qui comptait sur le soutien financier de la confrérie la plus puissante de Turquie.

## Purge dans l'appareil judiciaire

Tout a basculé le 17 décembre 2013, quand éclata le scandale des « écoutes téléphoniques ». La presse divulguait alors les écoutes des conversations privées et fort compromettantes de plusieurs hauts responsables, dont M. Erdogan, à l'époque premier ministre. Pots-de-vin, cadeaux somptueux à des ministres et à des banquiers, trafic d'or avec l'Iran sous la houlette de l'homme d'affaires iranien Reza Zarrab, le grand débailage n'en finissait plus. Une enquête et des perquisitions furent bientôt lancées par le parquet d'Istanbul pour corruption et blanchiment d'argent.

En réalité, les conversations avaient été dévoilées avec la complicité de policiers membres de la confrérie. Pour M. Erdogan et son équipe, il s'agissait d'une trahison. Une purge eut lieu dans l'appareil judiciaire et dans la police. La justice se dépêcha de clore le dossier. Un non-lieu fut prononcé et la presse reçut l'interdiction formelle d'évoquer l'affaire.

Depuis, la guerre contre la nébuleuse Gülen fait rage. L'ensemble de ses intérêts sont visés : écoles, foyers d'étudiants, fondations, ONG, médias, finances. Le président suit le dossier de près. C'est à son initiative que l'Azerbaïdjan et la Russie ont fermé les établissements d'enseignement de la confrérie.

En Turquie, les cours de perfectionnement (« *dershane* ») mis en place avec succès par « Fethullah Hoca » (« maître Fethullah ») jouissaient d'une réputation hors du commun. Car les Fethullahci mettaient un point d'honneur à dispenser un enseignement universel, dénué de dogme religieux. Ils privilégient l'éducation et l'ouverture sur le reste du monde et ne sont pas hostiles à la république. Fermés en 2013, les *dershane* ont été récupérés par la Fondation Turgev, dirigée par Bilal Erdogan, le fils du président turc. ■

MARIE JÉGO

## Une sociologue turque acquittée

La sociologue turque Pinar Selek a été acquittée, vendredi 19 décembre, par la Cour de cassation d'Ankara, qui l'a mise hors de cause dans une explosion qui avait fait sept morts et une centaine de blessés en 1998 au bazar d'Istanbul. C'est la quatrième fois que cette militante féministe âgée de 43 ans est lavée de tout soupçon. Arrêtée peu après l'attentat, Pinar Selek, spécialiste de la question kurde, avait été libérée deux ans et demi plus tard, des experts ayant conclu que l'explosion était accidentelle. Trois verdicts d'acquiescement avaient suivi entre 2006 et 2011, mais le tribunal d'Istanbul avait rouvert le dossier et condamné l'an dernier Pinar Selek, installée en France, à la prison à vie. L'affaire devrait être renvoyée à une nouvelle cour d'assises.



## KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

### KURDISH PESHMERGA, SUNNI ARAB TRIBES IN MAKHMUR COOPERATING IN FIGHT AGAINST IS

December 18, 2014

**Erbil:** There is close coordination and cooperation between Peshmerga forces and Sunni tribes in Makhmur, in the fight against the Islamic State (IS), Nineveh Governor Atheel Nujaifi said. "There is joint coordination and understanding between the Peshmerga forces and Arab tribes in the Makhmur and surrounding areas," he said. Over the past two months, some Arab tribes in Makhmur have sided with Kurdish forces against IS. Reports say that some 100 Arab refugees also serve with the Peshmerga in the Mosul area. "Despite the lack of supplies for the Peshmerga, the Arab tribes are dependent on supplies and support from them (the Peshmerga)," said Nujaifi, referring to the Iraqi government's failure to arm and equip the Sunni tribes in the fight against IS. He added that his administration would do its best to use its existing budget to support the Makhmur military camp. [rudaw.net](http://rudaw.net)

### 22 KURDISH ACTIVISTS IN URMIYÊ WERE TRIED

December 22, 2014

**Urmîyê:** The trial of 22 Uremia inhabitants who were arrested for protesting against the situation of Urmîyê (Orumîye) Lake in Iranian Kurdistan (Rojahelat), was held in the revolutionary court of Urmîyê. According to Human Rights Activists News Agency (HRANA), the trial of protestors against the situation of Uremia Lake was held in branch number one of the revolutionary court with chief judge Chabok, on Tuesday, December 16. Their allegation is announced as collusion against the national security and propaganda against the regime. Need to be mentioned, these people were arrested in a protest to lack of effective action from the government to prevent Uremia Lake from drying out. The name of the arrestees are: Nima Hasani, Mohammad Mohammadi, Ata Karimi, Milad Mokhtari, Rouhollah Mazaheripoor, Amir Ibrahimloo, Yasin Hajizadeh, Ehsan Badr Milad, Yaser Akbari, Mostafa Hashemi, Mohammad Imam Alipoor (student of Azad university of Uremia), Sohail Daeiri, Reza Shahnazi Gol Javan, Younes Arshad, Ali Halavan Negar, Homayoon Rahimi (student of Azad university of Uremia), Ami Khodaparast, Salar Khalilpoor, Reza Haidari, Reza Chamak, Ramin Khalili, Mohammad Tamaddon. [hra-news.org](http://hra-news.org) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### IRAQI CABINET APPROVES NEXT YEAR'S BUDGET

December 23, 2014

**Baghdad:** A government spokesman says Iraq's Cabinet has approved next year's budget, sending it to parliament for final approval. Spokesman Rafid Jabouri said Tuesday that the 2015 budget of 123 trillion Iraqi dinars (\$105.48 billion) will run with a deficit of 23 trillion dinars (\$19.72 billion). The approval is considered an achievement for Haider al-Abadi's government as the previous administration never managed to approve the 2014 budget due to political wrangling. Jabouri added that the budget calculations are based on an assumed oil price of \$60 a barrel. Iraq holds the world's fourth largest oil reserves, some 143.1 billion barrels, and oil revenues make up nearly 95 percent of its budget. The price of oil has fallen by about half since June to around \$55 per barrel. AP

### RACIST ATTACK ON KOBANI REFUGEES IN TURKEY'S ANTALYA

December 24, 2014

**Antalya:** 80 Kurds from Kobani of Syrian Kurdistan, who went to Kaymak village in the Manavgat district of Antalya province to work as seasonal

workers, were attacked by a Turkish racist group of over a hundred people Tuesday night. It has been reported that the tents and the sheds of the refugees were set on fire by the racists, while people just managed to save themselves. The refugees from Kobani said they escaped by fleeing into the gardens, adding that some were also wounded in the attack. The refugees said they had to take care of the wounded themselves and added that they had started to load their belongings onto trucks in order to return to Suruç. Refugees from Kobani stressed that the attack on them was of a racist nature, adding that they have been exposed to such attacks several times before, and that they have no choice other than to leave the town | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### AMERICA ANNOUNCES LAUNCHING MORE THAN 85 AIR STRIKES IN SUPPORTING PESHMERGA IN THE LIBERATION OF SHINGAL

December 24, 2014

**Baghdad:** The US embassy in Baghdad said that the US military and coalition forces have launched during the past week, more than 85 air strikes to open the way for Kurdish Peshmerga forces to go to Mount Shingal (Sinjar in Arabic) and liberate the people held up there. According to a statement the air raids have contributed to open land route of 75 kilometers to get to Mount Sinjar and also cut the main supply line, used by Islamic State group IS. The statement said that as a result of that, Peshmerga forces managed to deliver 495 tons of food and 40 000 liters of heating oil to residents of Yazidi Kurds who were around Mount Sinjar and were trapped there since last August. [shafaaq.com](http://shafaaq.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### BAGHDAD CONCERN ABOUT WORLD LEADERS VISITING KURDISTAN REGION

December 24, 2014

**Baghdad:** The Iraqi federal government has expressed concern of the continued visits of European Union and United States senior officials to the autonomous Kurdistan Region. A Kurdish MP in Baghdad states that in spite of the security situation in the country, Erbil is more important than Baghdad for western countries, especially for members of the US-led coalition against Islamic State (IS). The source said that the large number of western ministers and officials visiting Kurdistan Region in the past few months has concerned Baghdad officials. "Iraqi federal government officials believe that Baghdad is the center of Iraq and legally western officials must come to Baghdad first then fly to Erbil. However they go straight to the Kurdistan Region and return to their countries without even visiting Baghdad and this has doubled their concerns," said the source. According to the Kurdistan Regional Government (KRG) Foreign Relations Department, since the war against IS started in Iraq, most of the globally vital foreign and defense ministers have visited the Kurdistan Region. [basnews.com](http://basnews.com)

### ITALY TO SEND 280 MILITARY INSTRUCTORS TO TRAIN KURDISH PESHMERGA FORCES: ITALIAN FM IN KURDISTAN

December 24, 2014

**Erbil:** Italy's Foreign Minister Paolo Gentiloni, arrived in Kurdistan capital city of Erbil on Tuesday. The Italian Minister was received by Kurdistan FM Falah Mustafa at the airport and met with Kurdistan PM, Nechirvan Barzani and Kurdistan president, Massoud Barzani. Gentiloni said Tuesday that his country would send 280 military experts to train the Kurdish Peshmerga on the Italian arms, congratulating the victories of the Peshmerga forces in Sinjar area against the Islamic State group IS. The Italian FM Gentiloni said in a joint press conference with the Kurdistan PM Barzani and that "Italy will send 280 military instructors to train the Peshmerga forces on the Italian arms to face IS," Gentiloni, during a 24-hour visit to Iraq, said in a joint press conference in Baghdad with his Iraqi counterpart, Ibrahim al-Jaafari, that Italy hoped to strengthen its relations with Iraq. Gentiloni announced that Italy would be sending military instructors to train the Iraqi army, and would continue to support Baghdad's fight against the Islamic State. [Agencies](http://Agencies) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### FIVE PESHMERGA KILLED IN FIGHTING NEAR GWER

December 25, 2014

**Erbil:** Kurdish Peshmerga forces repulsed an Islamic State IS assault →

⇒ targeting Gwer on the outskirts of Erbil, with one Kurdish soldier killed and 25 wounded in the fighting, sources said. Peshmerga forces the village of Goshafi repulsed the attack, which included heavy artillery, tanks and armored vehicles. Peshmerga officials called Wednesday's attack the biggest IS offensive against their forces in recent days. Sirwan Barzani, commander of the Peshmerga forces in Gwer told Rudaw that "the militants launched a massive assault to retake control of Gwer and its outskirts." He said that the attacks opened with a suicide bomber in a Hummer vehicle detonating his payload. "I can say, it was the largest attack they have launched recently," said Sirwan Barzani. "23 emirs of the terrorists took part and supervised the operation who had been brought from Mosul." Meanwhile, coalition airstrikes killed the Islamic State (IS) governor of the town of Badosh west of Mosul along with his two brothers, an Arab tribal Sheikh told Rudaw. Sheikh Ahmed Mahmoud al-Jubouri said the militants were killed when coalition fighter jets carried out air strikes against IS strongholds in Badosh...[rudaw.net](#)

## IRAQI PARLIAMENT FINISHES THE FIRST READING OF THE BUDGET BY ALLOCATE 17% SHARE TO KURDISTAN

December 25, 2014

**Baghdad:** Iraqi parliament has ratified at its extraordinary meeting on Thursday, the share paragraph of Kurdistan Region, amounting to 17% of the total budget of 2015. The Parliament has ended the first reading of the budget after it held its exceptional reading for the financial budget law for 2015 in the presence of 208 MPs. The Parliament also decided to allocate a budget for the Ministry of Peshmerga deducted from the Iraqi Defense budget. The Presidency of the Parliament decided to delay the session until 7th of next January. The Federal Cabinet has approved last Tuesday approved, the draft federal budget for 2015 Act, and referred it to the parliament. [shafaq.com](#) | [Ekurd.net](#)

## KURDISH SHABAK MASS GRAVE FOUND IN MOSUL

December 25, 2014

**Mosul:** Citizens from Hawiyya Town in the western of Mosul, a city in northern Iraq found a mass grave of Kurdish Shabaks that contained close to 40 bodies who were killed by the Islamic State (IS) militants. On Wednesday, a security source confirmed the news said "A mass grave was found by locals in Hawiyya area in western of Mosul which contained 40 bodies of Kurdish Shabaks." "The killing was carried out by the IS militants in the area," said the source. The source also mentioned that many other Kurdish Shabaks have been killed by IS insurgents in some other areas of Mosul and they have been buried in a mass group. "Now, we can't reach those other mass graves because they are under control of IS militants," added the source. [basnews.com](#)

## IS STEALING VEHICLES FROM UNDER THE NOSES OF TURKISH SOLDIERS

December 27, 2014

**Urfa:** Islamic State group IS militants are stealing vehicles that belong to people from Kobani from an area next to the Mert İsmail military post. The IS militants claim they have bought the vehicles from the soldiers. When the people are forced away from the vehicles the IS militants are stealing them one by one. In recent days IS militants have claimed: "We bought these vehicles from the soldiers" as they steal them from an area opposite the village of Mercedesimbel. After a 4-day period when Turkish troops prevented the people from Kobani waiting next to their vehicles being given food and water, IS militants attacked and Turkish troops lifted the border wire to allow people through. While the people were held at the military post for hours the militants began to steal the vehicles. The stealing of vehicles by the IS jihadists that are preparing to flee is the best example of their looting and pillaging. This theft has taken place in the military area opposite the villages of Alişar, Eynbet, Koreli and Sêlîm. The people from Kobani interpret this theft as a joint enterprise of the IS militants and Turkish soldiers. Hundreds of vehicles have been taken by the militants to the villages of Mercedesimbel and Alişar. Vehicles taken to the villages near Kobani are put on trucks and transported towards Girê Spî (Tel Abyad). [firatnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

## TENSION BETWEEN IRAQI ARMY AND

## PESHMERGA IN QARETEPE

December 27, 2014

**Kirkuk:** A unit of the Iraqi army has entered Qaratepe town in Kirkuk province, leading to tension between the Kurdish Peshmerga forces and the Iraqi army forces. It has been reported that the Peshmerga forces have encircled the Iraqi army forces in the district. Wahab Ahmed, an official in Qeretepe district, said the Iraqi army authorities had come to the town several days ago and told him that they wanted to stay in the town, but that he refused. "The army force wanted to set up a base in the fire station. I did not allow it. Thursday evening as the Iraqi forces entered the town without permission, the Peshmerga forces encircled the army force. It is said that the Peshmerga forces will remove the army force from the town today", said Ahmed. Qaratepe town is affiliated to Khanaqin district. The inclusion or otherwise of the district and the settlements around it in the Kurdistan region are according to article 140 of the Iraqi constitution to be decided by a referendum and a population census. Wahab Ahmed, who spoke to RojNews, said the Iraqi army, by entering the town without permission, is aiming to annex the town to the central government. [firatnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

## PESHMERGA FORCES AND YAZIDI FIGHTERS DETAIN 40 IS MILITANTS, KILL 15 OTHERS

December 28, 2014

**Shingal:** Iraqi Kurdish Peshmerga forces and Yazidi fighters managed to capture 40 Islamic State group IS militants and kill another 15 in the northern governorate of Ninawa on Saturday, an Yazidi commander has said. "Peshmerga forces supported Yazidi fighters who detained 40 IS members around Sinjar town," Yazidi commander Nawaf Khadida al-Sinjari told an Anadolu Agency correspondent. The captured IS members are Iraqi nationals from the Shingal (Sinjar) area and have been locked in a security base, al-Sinjari said. Peshmerga forces also repelled an IS attack and killed 15 IS militants in the Hamash area located 15km northeast of Sinjar, a Peshmerga source said. "15 IS militants were killed and others have escaped," he said. According to the source, most of the killed IS militants were involved in the kidnapping of Yazidi women in Sinjar five months ago. IS had previously been in control of Sinjar, located 77 miles west of Mosul. The group began its large-scale campaign that tore through Iraq there, an area that is home to many Yazidis. Yazidi women and girls were the target of sexual violence and slavery in IS captivity. Kurdish Peshmerga forces were able to defeat IS after three days of clashes and took control of Sinjar on Dec. 20...[aa.com.tr](#) | [Ekurd.net](#)

## ISLAMIC STATE ROCKET ATTACK KILLS 7 YPG FIGHTERS AND WOUNDS 17 OTHERS AT AFRIN CHECKPOINT IN SYRIAN KURDISTAN

December 28, 2014

**Afrin:** A rocket attack on a checkpoint guarded by the Kurdish People's Protection Units (YPG) in the Afrin Canton in Syrian Kurdistan, left seven dead and 17 others wounded, sources told Rudaw. Three YPG fighters were among the dead in the attack on the village of Qatma in the Afrin Canton of Syrian Kurdistan, or Rojava. It was not immediately clear who had fired the rocket, which left a crater seven-meters deep. The YPG has been the main fighting force in Syria that has kept the Islamic State (IS) from advancing its military campaign into Rojava. [rudaw.net](#) | [Ekurd.net](#)

## MUQTADA SADR IS AGAINST ESTABLISHING REGIONS IN IRAQ: OFFICIAL

December 29, 2014

**Baghdad:** A member of al-Ahrar Faction has stated that Muqtada al-Sadr, the leader of Sadr Movement, is against establishing Basra region and other region in Iraq. Lemi al-Halfi told al-Maeluma news agency that the Sadr leader is seriously against establishing Basra Region and other regions and believes the attempts are completely wrong at the situation. The official added: "I myself am against the efforts as we, Iraqis, do not want our state to be divided based on the U.S. will and Joe Biden's plan." He further asked all Iraqis to back a united country and the present government under Prime Minister Haider al-Abadi, wondering what would remain in Iraq if regions secede from the state. A member of the ruling State of Law Coalition, Awatef Naama, has recently stated that Basra region would be soon ⇒



⇒ established after legal and constitutional steps are finalized.  
[kurdpress.ir](http://kurdpress.ir)

## ARAB RELIGIOUS LEADER, SHEIKH HAMID AL-JABOURI, WARNS ABOUT BLOODY CLASHES BETWEEN KURDS AND SUNNIS

December 29, 2014

**Baghdad:** One of the most important religious leaders and sheikhs in Iraq warned annexing some parts of southern Iraq to Kurdistan autonomous region in the north will ignite clashes between Sunnis and Kurds. Sheikh Hamid al-Jabouri told al-Arabi Jadid news base that remarks by Kurds and Kurdistan Region president as well as the region's government proves they are to annex some parts of Iraq to the Kurdish region and establish an independent Kurdish state. He further warned carving out such a state and Sunnis forming their own region will bring disastrous outcomes to Iraq, "as the region's Kurds want to annex to Kurdistan are Kurdish demographically but are in Sunni region and therefore the situation would lead into bloody wars between Kurds and Sunnis." He reiterated Sunnis would not allow the regions to be annexed to Kurdistan even if there would be "a bath blood" because of was. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## IRANIAN SENIOR COMMANDER KILLED IN IRAQ

December 29, 2014

**Tehran:** A senior commander in Iran's powerful Revolutionary Guard has been killed during a battle against the Islamic State extremist group in Iraq, the Guard said Sunday. Brig. Gen. Hamid Taqavi was "martyred while performing his advisory mission to confront ISIS terrorists in Samarra," said a statement posted on the Guard's website. Shiite Iran says it has sent military advisers to assist Syria and Iraq in battling Sunni-led rebels and extremist groups, but has denied sending any combat forces to either country. Taqavi is the highest ranking officer known to have been killed outside Iran since the devastating 1980-88 war with Iraq, in which he fought and in which he lost his father and a brother. The Guard said Taqavi was assisting Iraqi troops and Shiite volunteers defending Samarra, a city north of Baghdad which is home to a major Shiite shrine. It did not provide any details on how he was killed but said a funeral procession will be held in Tehran on Monday. [AP](http://AP)

## CHINA, KUWAIT TO OPEN CONSULATES IN KURDISTAN

December 29, 2014

**Erbil:** China plans to open a consulate in Kurdistan Region's capital, Erbil, to take advantage of the Kurdistan economic boom, the Chinese consul general in Iraq said in a meeting with Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani. The diplomat said his country wanted to boost economic and cultural ties with Kurdistan. By opening a consulate China joins the other four members of the UN Security Council, which all have operating consulates in Erbil. Barzani said that Erbil values its relations with China and its position in the world, and is therefore keen to boost relations. Meanwhile, Kuwait's foreign minister told a news conference in Baghdad that his country will soon open a consulate in Erbil, as well as one in the city of Basra in southern Iraq. Subah Khalid Hamad Subah said that the consulates will facilitate visits and travel between Iraq and Kuwait, which enjoys good ties with Kurdistan and has a sizeable Kurdish population that has lived there for decades...[rudaw.net](http://rudaw.net) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## IRAQI OIL MINISTER CONCERNED FROM A "SETBACK" IN THE OIL AGREEMENT WITH KURDISTAN

December 29, 2014

**Baghdad:** The Minister of Oil, Adel Abdul Mahdi held a consultative meeting with the ministers, deputies and former oil ministry to "take advantage" of their expertise in the development of the oil sector. Abdul-Mahdi said that the ministry will be based on the principle of communication, integration and continuity, indicating its eagerness to cooperate and rely on former ministers and deputies who worked in the ministry, to take advantage of their expertise. He pointed out that "the ministry had the idea of collecting experiences of previous leaders of ministers and former deputies in the oil ministry, in order to consult with them and take advantage of their expertise in

the development of the oil sector." He added that "there is a major effort made in order to maximize exports, where we believe that this is under control if a setback did not happen in the agreement signed on Kirkuk province and Kurdistan's exports," he said. "If we kept these contexts, we can meet the 3.3 million barrels requirements per day, and even more than that." The Oil Ministry announced on Sunday, it could produce 3.3 million barrels of oil per day, in case Kurdistan region committed to the export agreement signed with Baghdad, as pointed out that a Kuwaiti company will begin oil production from newly discovered fields"...[shafaaq.com](http://shafaaq.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## YPG: WE CONTINUE TO ADVANCE IN KOBANI

December 31, 2014

**Kobani:** The YPG Press Office has issued a statement regarding the ongoing clashes in Kobani of Syrian Kurdistan in its 107th day, reporting that the Kurdish YPG/YPJ fighters continue to advance in the town centre. YPG said that YPG/YPJ forces launched an attack last night on the points occupied by Islamic State group IS militants in the Mekteba Reş area in the town centre, reporting that the areas to east and south of Mekteba Reş have been cleansed of the militants following fierce clashes. YPG said 6 IS militants were killed in the attack as far as ascertained. The statement said that YPG forces carrying out search and clearing facilities in the areas liberated from the militants seized various arms and munition belonging to the militants. The statement added that YPG/YPJ forces also launched an attack on the IS groups in the Kaniya Kurda area at the north-eastern front, killing 1 IS member as far as ascertained in a short-lasting clash. [firatnews.com](http://firatnews.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## KURDISTAN RECORDS 470 MARTYRS DURING 2014

December 31, 2014

**Erbil:** The Ministry of Martyrs and Anfal Affairs in Kurdistan region announced on Wednesday, the registration of 470 martyrs during 2014. The Chairman of the Committee for the registration of the martyrs in the ministry, Aram Adnan said that "the committee has opened in the past month files for registration of 470 martyrs after the completion of the official transactions and the issuance of an order that considered them as martyrs on three categories either Martyrs of fronts, genocide or civilians, adding that 179 martyrs were recorded in Erbil, 39 in Duhok and 252 in Sulaimaniyah. Adnan said that the Committee and the existence of deficiencies in 206 files provided to them, pointing out that the papers have been returned to their departments to complete them and forwarded to the Ministry again. The Ministry of Peshmerga announced recently its special figures of sacrifices made by it and said that more than 700 of its troops were killed while more than three thousand others were injured after the start of clashes with Islamic State group IS since last June. [shafaaq.com](http://shafaaq.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## IRAQI MP: THERE IS KURDISH RESERVATION TO INTEGRATE PESHMERGA WITH NATIONAL GUARD

December 31, 2014

**Baghdad:** A member of the Parliament and the former National Security Advisor, Mufaqa al-Rubaie revealed on Wednesday, that some in Kurdistan region expressed reservation on integrating Kurdish Peshmerga forces within the National Guard Law, noting that the first task for the government is to integrate the popular crowd and Awakening forces (Sahwa) with formations of the National Guard. Rubaie said that "there are reservation by some in Kurdistan Region to integrate Peshmerga forces (Regional Guard) within the formations of the National Guard, noting that the Iraqi government will begin the first phase which is the integration of the popular crowd forces and the Awakening to the National Guard. Rubaie said that integration of Peshmerga forces will take place later with the National Guard troops, pointing out that Peshmerga forces in the Iraqi constitution is not an army, but Regional Guard forces. United States of America announced its support for the orientations of the Iraqi government to organize the work of the popular crowd and tribal militants with a legal framework that ensures their rights and legal commitment to the security institution on the other hand. The National Security Adviser, Faleh al-Fayad is undertaking the presidency of the popular crowd body formed by the Federal Government, which represent the official government body that oversees the popular crowd from the "Sunni" tribes and fighters of the factions of "the Shiite resistance forces." [shafaaq.com](http://shafaaq.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net) ♦

# Iraq : Les Peshmergas dominant le front

**L'EI a subi un important revers en Iraq suite à la plus vaste offensive lancée dans la guerre anti-Daech. Une attaque menée par les Peshmergas pour reprendre le Mont Sinjar.**

Maha Salem / 24 decembre 2014  
hebdo.ahram.org.eg

Avec l'appui de plusieurs raids aériens de la coalition internationale contre l'Etat islamique, les forces kurdes peshmergas ont libéré environ 70% de la zone du mont Sinjar et des milliers de personnes bloquées depuis l'été sur ce lieu. Les 8000 combattants kurdes impliqués ont repris quelque 700 km<sup>2</sup> dans les régions de Zumar et Sinjar en deux jours, selon les dirigeants kurdes. Ce terrain avait été perdu après le lancement en juin de la vaste offensive ayant permis à l'EI de s'emparer de vastes territoires à la faveur de la déroute de l'armée iraquienne. La victoire kurde a été amplifiée par l'annonce concomitante par des responsables américains de la mort récente de plusieurs dirigeants (djihadistes) importants et intermédiaires en Iraq, notamment Abou Muslim Al-Tourkmani, considéré comme l'adjoint pour l'Iraq du chef de l'EI, Abou-Bakr Al-Baghdadi. La coalition menée par les Etats-Unis a intensifié sa campagne de frappes cette semaine pour soutenir l'offensive terrestre des forces anti-djihadistes.

Située au sud du Mont éponyme à proximité de la frontière syrienne, Sinjar est le symbole de la tragédie des Yazidis. Contraints de fuir cet été devant l'avancée des djihadistes, qui considèrent cette minorité kurdophone comme hérétique, des dizaines de milliers de Yazidis avaient trouvé refuge sur la montagne dans des conditions dramatiques pendant des semaines avant d'être évacués. Mais certains y sont bloqués depuis quatre mois. Il s'agit donc d'une importante défaite de l'EI, mais qui ne signifie pas pour autant une perte de puissance de Daech en Iraq. Car mettre fin à Daech nécessite un certain nom-



bre de conditions qui ne sont toujours pas remplies. « Pour combattre les djihadistes de Daech, deux critères doivent être suivis. Tout d'abord, une certaine coordination doit avoir lieu entre la coalition et les pays de la région concernés. Certaines parties doivent présenter des aides et des soutiens logistiques et des informations dont la Turquie, les rebelles syriens, les Kurdes et même le régime de Damas même si la coordination avec ce dernier n'est pas officiellement annoncée », explique Dr Sameh Rachad, analyste au Centre des études arabes au Caire. « Au cours des dernières semaines, il y a eu un recul dans les relations entre les Américains et les rebelles syriens. Ainsi la stratégie de la coalition a changé. Elle s'est dirigée vers une autre zone pour la sauver. Ce qui détermine les raids de la coalition anti-EI est les intérêts communs », affirme Dr Rachad. Et d'ajouter : « La situation dramatique des civils assiégés par les djihadistes dans ce mont, surtout avec l'hiver, a poussé la coalition à bouger. Cela dit, ce mont n'est pas aussi important sur le plan stratégique que la ville de Kobane ».

## COALITION INTERNATIONALE

C'est en effet après le drame de Sinjar que les Etats-Unis s'étaient lancés dans la lutte contre l'EI, via

une campagne aérienne qui s'est élargie à la Syrie après la mise en place d'une coalition internationale. Selon Masrouf Barzani, fils du président de la région autonome du Kurdistan en charge de la sécurité, la fin du siège de Sinjar représente « l'offensive militaire contre l'EI la plus importante et la plus réussie » pour les forces kurdes. Pour les djihadistes, il s'agit d'un nouveau revers après leurs échecs devant la raffinerie de pétrole Baiji, la plus importante d'Iraq, et Jourf Al-Sakhr, dont la libération a permis aux forces armées iraqiennes de sécuriser les routes de Bagdad. Mais l'EI tient toujours fermement la deuxième ville d'Iraq, Mossoul, où il a d'ailleurs creusé des tranchées et des fortifications, et contrôle la quasi-totalité de la vaste province occidentale d'Al-Anbar, frontalière de la Syrie.

Dans ce pays, l'impact de la lutte anti-djihadiste semble bien plus minime, même si elle a permis d'éviter la chute de la ville kurde de Kobané, à la frontière turque. La nature intriquée de la guerre civile, qui oppose les forces gouvernementales à des rebelles dont le spectre va des modérés soutenus par l'Occident aux ultraradicaux de l'EI ou de la branche locale d'Al-Qaëda, rend plus difficile la coordination des frappes aériennes de la coalition avec des forces sur le terrain. D'autant que

le régime de Bachar Al-Assad, que l'Occident juge infréquentable, a profité de la montée en puissance de l'EI en Syrie pour se présenter comme le seul rempart face aux djihadistes. « A cet égard, un accord non annoncé est appliqué, il y a une sorte de coopération pour fournir les aides et les équipements aux Peshmergas », explique Dr Rachad.

Pour soutenir les Peshmergas sur le plan diplomatique, la ministre européenne des Affaires étrangères, Federica Mogherini, est en visite depuis lundi en Iraq, où elle doit rencontrer les autorités de Bagdad, mais aussi de la région autonome du Kurdistan. « Je crois que cette visite est centrée sur les aides économiques, militaires et humanitaires, pour soutenir les forces peshmergas et leur apporter une nouvelle stratégie de défense », affirme Dr Rachad. Et de conclure : « On exagère beaucoup en parlant de la force et de la puissance de l'Etat islamique. Les forces de la coalition peuvent facilement les détruire, mais elles refusent de mener des attaques terrestres et laissent cette mission aux Peshmergas. Ces derniers ne sont pas bien équipés, ils ont besoin d'aides et d'armes. C'est pour cela qu'ils mènent leurs combats dans une seule zone selon la stratégie voulue ».

## UNE FORCE NON NÉGLIGEABLE

Depuis que la guerre anti-EI a été déclenchée, c'est à eux qu'est revenu le rôle de combattre Daech sur le terrain, les grandes puissances occidentales écartant l'idée de toute intervention au sol pour contrer l'avancée des djihadistes de l'EI. Les Peshmergas, dont le nom signifie « aller au devant la mort », existent depuis la chute de l'Empire ottoman. Au cours des années 1980, ils se sont alliés aux Iraniens dans leur guerre contre Saddam Hussein. Ils voulaient contrôler les régions du Kurdistan en Iraq pour fonder la base de leur pays. Mais Saddam, pour les punir, a bombardé plusieurs villes du nord, utilisant des armes chimiques. Ce qui avait causé la mort de 5000 personnes. Un massacre qui les a poussés à poursuivre leur lutte. Après la guerre ➔

➔ du Golfe et la chute du régime de Saddam, le Kurdistan a acquis un statut autonome et les Peshmargas sont devenus son armée. A l'époque, plusieurs généraux et officiers kurdes ont quitté l'armée iraquienne pour rejoindre l'armée de Kurdistan. Mais les Kurdes ont, eux aussi,

leurs propres rivalités. Après quelques années, des tensions internes ont éclaté et se sont transformées en une guerre entre deux factions kurdes rivales: le Parti démocratique du Kurdistan dirigé par Massoud Barzani, et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) dirigé par Jalal Talabani.

Depuis la réconciliation entre les deux factions kurdes opposées, en vertu de l'Accord de Washington en 1998, les deux factions kurdes travaillent ensemble. Ce fut le début de leur coopération avec les Etats-Unis qui ont aidé les combattants peshmargas dans les domaines de formation et de con-

duite d'opérations conjointes dans la région. Aujourd'hui, ils sont 200000 hommes et femmes prêts à défendre leur cause. Une force à ne pas négliger.

\*\*\*

## Les factions kurdes se déchirent à nouveau en Turquie, où va le processus de paix ?

Sami Kiliç / Paris / 29 décembre 2014  
www.zamanfrance.fr

**D**es heurts entre des jeunes proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des militants islamistes du Hûda-Par ont fait trois morts et cinq blessés à Cizre, dans le sud-est de la Turquie. La vieille rivalité a repris entre les deux factions alors que le gouvernement turc essaie de faire avancer le processus de paix.

A Cizre, ville de la province de Sirnak dans le sud-est de la Turquie, les activistes du Mouvement patriotique de la jeunesse révolutionnaire (YDGH), proche du PKK (organisation classée terroriste), et les partisans de Hûda-Par, le Parti de la cause libre, proche du Hezbollah kurde (= parti d'Allah, à ne pas confondre avec le Hezbollah libanais), se sont affrontés dans des combats de rue. Trois personnes ont perdu la vie, deux militants du YDGH et un soutien du Hûda-Par. Silopi, à 30 km au sud-est de Cizre, a également connu de violents affrontements qui ont fait deux blessés.

### Les Kurdes du PKK y voient la main de l'Etat

Dans un communiqué, le YDGH a dénoncé un appui en sous-main de l'Etat turc. «Le Hûda-Par ne dispose que de 20 maisons à Cizre. Ce gang n'a ni les moyens ni le courage d'attaquer le peuple. Le Hûda-Par peut en être la tête d'affiche mais la véritable attaque est un sale plan de l'Etat».

De son côté, le co-président du Parti démocratique des régions (DBP, parti pro-kurde, petit frère du HDP, le Parti démocratique des peuples), Kamuran Yûksek, a estimé qu'il s'agissait d'une provocation de Hûda-Par qui serait influencé par «certains gangs du Moyen-Orient» afin de provoquer un «conflit inter-kurde».

Il a également évoqué l'hypothèse d'un encouragement de l'Etat afin de faire émerger dans la zone une force politique rivale au DBP. Yûksek a toutefois appelé à ne pas «tomber dans le piège» et à éviter d'utiliser les armes.

### Les Kurdes du Hezbollah crient au sabotage



### du processus de paix

Hüseyin Yılmaz, vice-président du Hûda-Par, a rejeté la responsabilité sur le PKK. «A chaque fois que le processus de paix connaît un pas positif, les cercles proches du PKK et du YDGH mènent des actions provocatrices contre notre parti. Ils veulent saboter le processus de résolution», a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

«Le Hûda-Par est une réalité de la région, il va continuer à faire de la politique, tout le monde doit l'accepter», a-t-il averti.

Bülent Arınç, vice-Premier ministre, n'a pas dit autre chose lorsqu'il a indiqué que «le Hûda-Par est opprimé et victime. Le PKK ne veut pas d'une autre autorité que la sienne dans la région». Le Premier ministre, Ahmet Davutoğlu, s'est contenté de dénoncer une «provocation».

### Un antagonisme idéologique et politique persistant

Kemal Kiliçdaroğlu, président du principal parti d'opposition CHP (Parti républicain du peuple, gauche kémaliste), a dit craindre une «guerre civile». «Lorsqu'on parle des forces de sécurité au sud-est, on pense immédiatement au PKK. Et maintenant, on a le Hezbollah. Il y a un conflit de souveraineté entre les deux.

L'organisation terroriste fait faire tout ce qu'elle

veut au Premier ministre», a-t-il signalé.

En effet, les rumeurs sur le retrait de l'Etat dans le sud-est se font de plus en plus persistantes. Les dernières escarmouches ont lieu dans une zone où le PKK, qui y a déjà établi un embryon d'administration (des tribunaux, des forces de défense et un système de prélèvement d'impôt), souhaite étendre son emprise. Or les Kurdes du Hûda-Par, également implantés, n'ont aucune proximité idéologique avec les Kurdes du PKK, plutôt sécularisés et de tendance gauchiste.

Les tensions restent vives depuis les émeutes des 6-7 octobre 2014. Une quarantaine de personnes avaient trouvé la mort au cours de manifestations organisées pour dénoncer le refus d'Ankara d'intervenir à Kobané, ville kurde du nord de la Syrie assiégée par Daesh.

Reste à savoir si le processus de résolution du problème kurde, lancé par le gouvernement en 2012, ne sera pas fragilisé par les récents désordres d'autant plus que Davutoğlu a maintes fois affirmé que le processus ne se fera pas au détriment du maintien de l'ordre public. Selahattin Demirtaş, co-président du HDP, avait annoncé la semaine dernière que les deux parties étaient désormais prêtes à passer du «dialogue» à la «négociation». ♦

## Confessions de djihadistes

# DAESH PASSE AUX AVEUX

26 décembre 2014

François de Labarre — Enquête E. Berivan Vigoureux  
parismatch.com

**Dans leur contre-offensive, les combattants kurdes syriens ont fait des prisonniers djihadistes. Nous les avons rencontrés à Til Koçer, une agglomération du nord-est de la Syrie, à la frontière avec l'Irak.**

Si je sors d'ici, je retourne à Daech. Là-bas, quand un chrétien comme toi refuse de se convertir à l'islam, je lui coupe la tête.» Mohamed Hussein Al-Hassan mime la décapitation d'un geste sec et contrôlé. « Nous les faisons se mettre à genoux et leur coupons la tête comme ça. » La voix est monocorde; le regard, inexpressif. Un lourd silence plane dans le sous-sol sordide où la rencontre a lieu. « Qu'ont fait les chrétiens pour mériter ça ? – Les autres religions sont contraires à l'islam. Tous les hommes doivent se convertir. Un jour, Daech réunira les musulmans du monde entier et régnera sur terre. » Derrière nous, une voix grave murmure : « Demandez-lui ce qu'ils font aux combattants kurdes. – On leur coupe la tête », répond le djihadiste. « Parfois, ils préfèrent nous couper les membres, les bras, les jambes, et nous laisser pourrir », précise un membre des forces spéciales des Unités de protection du peuple (YPG). Nous demandons à Mohamed Hussein pourquoi il exécute les Kurdes. « Des infidèles. C'est le cheikh qui le dit. Je fais ce qu'il me dit. »

Des gouttes d'eau tombent à intervalles réguliers du plafond craquelé. Le néon capricieux clignote, nous laissant parfois dans le noir, face à face. Les gardes ne se séparent pas de leur kalachnikov. Même désarmés, ces quatre djihadistes font peur. « Ils veulent tous aller au paradis », nous ont expliqué les hommes des YPG, les combattants kurdes syriens. L'un d'eux nous a décrit un assaut de Daech : « Des centaines de types qui te foncent dessus en hurlant de joie. Ils sont tellement drogués aux médicaments qu'ils ne meurent pas... Ils tombent à la sixième balle ! » Nous sommes à Til Koçer, à la frontière irakienne. Cette bourgade délabrée ouvre l'accès aux champs pétroliers, à 40 kilomètres au nord. Elle a été occupée pendant deux ans par les islamistes. De la peinture bleue a effacé leurs inscriptions. « Quand ils sont arrivés devant nous au croisement, je les ai vus décapiter deux personnes, raconte un commerçant. On ne sait pas où sont passés leurs anciens chefs, ils cachaient leur visage. » Des passants nostalgiques nous lancent des regards hostiles. « Je me fous de ce qu'ils pensent, dit le chef de la base locale. Ce qui compte, c'est qu'ils ne nous fassent pas la guerre. »

**MÊME DÉTENUS ET EN DANGER, LES GUERRIERS DE L'ÉTAT ISLAMIQUE REVENDIQUENT VIOLS, CRIMES ET DÉCAPITATIONS**

Début août, les djihadistes ont échoué à reprendre durablement la ville. Alors, à 80 kilomètres au sud-ouest, ils ont attaqué le bourg de Djezaa, point de passage vers le massif du Sinjar où se sont réfugiés des milliers de fugitifs. Beaucoup seront massacrés. A Djezaa, où l'assaut est donné le 19 août, une dizaine de femmes combattantes kurdes tombent dès le premier jour. Bientôt, la ville est coupée en deux. Un membre des forces spéciales kurdes nous raconte ses incursions nocturnes dans le camp adverse, avec son fusil M16 acheté 4 000 dollars au marché noir. La bataille de Djezaa va durer quatorze jours et faire 85 victimes côté kurde, dont 35 femmes; côté Daech, on comptera 200 morts et quatre prisonniers. Ceux que nous découvrons dans ce sous-sol. Face à ces prisonniers qu'on nous exhibe, nous ne sommes ni flic ni juge. Nous voulons comprendre où se cache l'homme derrière la machine à



Dans le sous-sol d'un ex-commissariat de Til Koçer, lundi 15 décembre, quatre islamistes surveillés par des Kurdes qui restent masqués, pour éviter d'être identifiés par Daech.



La répartition des troupes combattantes en présence dans la région à cheval entre la Turquie, la Syrie et l'Irak.

tuer.

Le premier prisonnier s'appelle Abdullah Ahmed. Il a 22 ans. Le regard vide, il raconte, à peine audible, la bataille de Sinjar. « Nous avons pris les Yézidis pour les emmener à Mossoul. En chemin, nous avons tué les hommes et nous avons violé leurs femmes. C'est normal, c'est un cadeau pour les guerriers ! Une fois arrivés à Mossoul, nous les avons converties pour les offrir comme épouses aux hommes de Daech. » Abdullah Ahmed est un peu honteux. Il sent qu'il devrait s'arrêter là, mais c'est plus fort que lui, il faut qu'il le dise : « De toute façon, ces gens n'ont pas de religion. » Surpris en train de miner les abords de la ville de Djezaa, il n'a pas eu le temps de se faire exploser. Et le regrette.

Mohamed Hussein, lui, ne regrette rien. Il se tient droit, le menton relevé, et se vante d'avoir exécuté 35 personnes. Il précise : 25 par balles et 10 par décapitation. Il nous dit aussi qu'il a violé, mais n'entre pas dans les détails. « Si on violait ta sœur ? – Je n'en ai pas. – Ta mère ? – Elle est morte. – Si on te violait toi ? – Si c'est la règle, je l'accepte. » Le bourreau de 25 ans ignore que, avant de faire partie du projet planétaire de son cheikh, il est un pion sur l'échiquier régional. Au début de la guerre, les milices islamistes en Syrie ont même servi les intérêts de Bachar El-Assad. Pour donner à ses crimes l'apparence d'une lutte contre

► le terrorisme, le Syrien libère les islamistes les plus dangereux et les laisse s'implanter dans les zones rurales où les populations les moins éduquées sont réceptives à leur discours. Le plan marche si bien que, rapidement, Bachar El-Assad est la victime de sa propre créature. Ses soldats se font décapiter. Mohamed Hussein Al-Hassan a d'abord appartenu à l'armée de Bachar. Pour sauver sa peau, nous dit-il, il a déserté et rejoint l'Armée syrienne libre (ASL). Une myriade de groupes évolue sous cette bannière. Des notes des services secrets américains ont, depuis, révélé l'existence d'un accord entre l'opposition syrienne, alors basée en Turquie, et les leaders des Frères musulmans pour recruter des étrangers. Une solde mensuelle de 2000 dollars leur est offerte, une prime de 10 000 dollars ira aux familles des martyrs, et des camps d'entraînement seront implantés en Libye. L'afflux de ces combattants va renforcer l'implantation du futur Etat islamique. Le but ultime est la prise du pouvoir par les Frères musulmans. Mais rien ne se passe comme prévu. Le président égyptien, Mohamed Morsi, entraîne bientôt les siens dans sa chute. Ils échouent aussi en Tunisie et en Libye. Au Qatar, l'émir choisit de se démettre de ses fonctions pour forcer à la démission les éléments les plus radicaux.

**« LES TURCS NOUS AIDENT, CONFIE RACHED, DE MOSSOUL, ILS NOUS FINANCENT... »**

Mohamed Hussein est passé par une brigade proche des Frères musulmans, Liwa al-Tawhid Wal-Jihad, avant de rejoindre Daech. Près de lui, Rached Abdullah Khattab, 23 ans, en tenue traditionnelle, tunique et turban. Les yeux exorbités, il récite comme une sourate son discours de repentance. J'ignore s'il a subi des pressions, si on lui a fait préparer son témoignage. Rien ne montre qu'il aurait été victime de mauvais traitements. Mais, d'instinct, je ne crois pas en ce qu'il me dit : le lavage de cerveau opéré à son encontre par Daech. Son discours se veut apaisant, son aspect, inoffensif, mais son regard reste effrayant. « Même si je suis enfermé entre quatre murs, je me sens plus libre », affirme-t-il désormais. Pourtant, quand il nous racontera sa participation à la bataille de Mossoul, conquise par les islamistes, le soi-disant repenté ne parlera pas de chute mais de « libération ».

Rached Abdullah Khattab, originaire de Mossoul, était lycéen avant la guerre. Un bon élève, nous affirme-t-il avec orgueil. Son tableau de chasse de soldat en première ligne le rend aussi fier que ses bonnes notes à l'école : 11 personnes exécutées. Il a servi la brigade Salil As-Sawarim et côtoyé des combattants venus de Chine, d'Egypte, d'Afghanistan, des pays du Golfe et de Turquie. « Les Turcs nous aident beaucoup, insiste-t-il. Ils font tout ce qu'ils peuvent, ils nous financent. »

Derrière leur foulard, les hommes des YPG acquiescent. Depuis que nous sommes montés sur cette barge pour traverser le fleuve qui sépare le Kurdistan irakien du Kurdistan syrien, c'est partout le même refrain. Chants de guerre en l'honneur des martyrs de Kobané, diatribes contre les Turcs, accusés d'avoir une frontière aussi hermétique côté kurde que poreuse côté Daech, qui peut ainsi importer ses combattants et exporter son pétrole. En témoignent les tampons sur les passeports confisqués aux djihadistes et que le porte-parole des YPG, Redur Xelil, nous a montrés.

Rached Abdullah Khattab, notre « repenté », nous assure qu'il a vu de nombreux combattants étrangers à Mossoul. Ses yeux s'agrandissent sous le flot ininterrompu des paroles. Il raconte que, dans la capitale de Daech, toutes les infrastructures fonctionnent. « Il y a de bons hôpitaux, des restaurants. » On le croirait sous l'emprise d'une drogue. Impossible, après ces deux mois de captivité. « Ce n'est pas la drogue ni la peur qui nous donnent cette force au combat, c'est la préparation. » Un entraîneur sportif dirait « le mental ».

Au bout d'une trentaine de minutes, des signes de lassitude se font ressentir dans le sous-sol glauque. Le troisième prisonnier ne veut rien nous dire. Leith Ahmed Mohamed a participé lui aussi à la bataille de Sinjar, puis à celle de Djezaa. Il aurait préféré mourir en martyr comme son frère, mais le sort ne l'a pas voulu. Le voilà prisonnier. La pire issue pour ces soldats qui craignent de subir le même traitement qu'eux-mêmes infligent à leurs otages.

Les gouttes d'eau continuent de tomber comme les réponses de Mohamed Hussein Al-Hassan, dernier de la file. Voilà devant nous l'illus-



*Le coupeur de têtes Mohamed Hussein Al-Hassan, 25 ans, syrien, trouve normal de massacrer tous ceux qui refusent de se convertir à l'islam. © Alfred Yaghobzadeh*

tration du fanatique tel que le définissait Winston Churchill : « Quelqu'un qui ne veut pas changer d'avis et qui ne veut pas changer de sujet. » Le mot « islam » ponctue chacune de ses phrases, quelle que soit la question. Mohamed Hussein Al-Hassan est fier de sa guerre. Il a tué et violé. « C'est normal. » Il joue le dur, mais lorsqu'il regagne la cellule collective, il prend peur, clame « Allah Akbar ! », persuadé que les YPG vont le décapiter. Un garde le saisit et lui enfouit simplement la tête dans ses couvertures, juste pour qu'il se taise.

Un cinquième prisonnier a rejoint la cellule. Il s'appelle Thaer Mohammed, c'est un ancien professeur. Habitant de la ville voisine de Hassaké, il renseignait l'ennemi sur les positions des Kurdes. Lui aussi voudrait nous faire croire qu'il a changé d'avis, que tout est la faute des chaînes satellites islamistes. Lorsqu'on lui demande de nous détailler son rôle dans l'organisation, il botte en touche. Connait-il des hommes de Daech ? « Au téléphone seulement ! » Il admet ensuite avoir été en contact avec certaines personnes à la frontière. L'ancien professeur veut nous réciter un poème sur le Kurdistan. Il sait flatter le patriotisme de ses geôliers.

Dehors, sous le soleil, une sensation d'impuissance et de gueule de bois. Les vainqueurs d'hier sont les prisonniers d'aujourd'hui. Soldats ou criminels, selon les points de vue, mais tous fanatisés. Bourreaux sans états d'âme. De ce côté du monde, les rôles se renversent si vite !

Au moment où nous arpentons les rues de Til Koçer, deux journalistes de la télévision kurde se rendent sans escorte à Til Khamis, à une centaine de kilomètres. Ils répondent à l'invitation des hommes de Daech. Ils seront pris en otages. La nouvelle doit rester confidentielle, mais elle fuit vite via des réseaux sociaux. Pour Mohamed Hussein et ses codétenus, c'est une bonne nouvelle. Ils se transforment en monnaie d'échange. « Nous avons encore tellement de civils entre leurs mains... Comprenez que je dois protéger mon peuple ! Nous échangeons les prisonniers », nous confie Redur Xelil avec un long soupir de dépit. Le rapt des journalistes va lui coûter quelques prisonniers. Dans cette guerre implacable, les hommes les plus cruels échappent ainsi à une justice expéditive. Mohamed Hussein Al-Hassan et les autres pourront sans doute recommencer à tuer, décapiter, violer. Ils retrouveront le paradis sur terre de Daech. En attendant l'autre, celui des 72 vierges réservées aux « martyrs ». ■



December 24, 2014

## KDP official: Yezidis will be in charge of Shingal administration

By HEVIDAR AHMED  
rudaw.net / 24 dec. 2014

**MOUNT SHINGAL, Kurdistan Region** – The recent Peshmerga fight against the Islamic State (ISIS), including the recapture of Shingal, has enhanced the position of the Kurdistan Democratic Party, a senior KDP leader said.

But Fazil Mirani, secretary of the KDP leadership, said that would not mean that the party would become arrogant.

After nearly four months, the Peshmerga forces were able to control most of the areas that had been occupied by ISIS in the beginning of August. The Peshmerga also succeeded in lifting the siege on Mount Shingal and control the vast majority of the district.

Mirani, who has spent most of the last four months on the frontlines of the Western Tigris, told Rudaw: "President (Massoud) Barzani had promised the people



Shingal after liberation by Peshmerga forces.

of Shingal that he would not rest until he could talk to them from Mount Shingal. The president delivered his promise and talked to them from the mountain."

The operation to retake Shingal began on the December 17 under the supervision of President Barzani. After controlling 2,700 square kilometers, Peshmerga

forces were able to enter Shingal on December 20.

The fall of Shingal had been blamed on the KDP, but Mirani said the party had remained patient before those accusations:

"We were very patient against the critics of those who were seeking political gains with the fall of Shingal. But our goal is to promote

Kurdish unity, even with those who acted against us," Mirani commented.

"The stronger the KDP becomes the more lenient it gets," he said. "Our policies will be more open with regards to our relations towards other Kurdish political parties. Negotiation is the strategic point of politics. Whoever believes in himself will not run away from negotiation. It is the same case with innocent people: they are not afraid to appear before a court."

Most Shingal Yezidis believe that the main reason for the fall of the town was that its officials were not Yezidi, and therefore were not desperate to defend the city.

"The (future) administration and security of Shingal will be handed over to Yezidis," Mirani vowed.

"Thousands of Yezidis have joined the Peshmerga forces as volunteers. We have formed a brigade for Yezidis, its members are fighting in the frontlines right now. They are all trained and they can protect the security of Yezidi areas," Mirani said.

"We currently have a thousand trained police officers that can be used for the protection of recently freed areas," he concluded. ■



December 24, 2014

## Iraqi premier visiting oil-rich Basra for crucial talks

By Aso Fishagi / 29 Dec. 2014  
rudaw.net

**ERBIL, Kurdistan Region** - Iraqi Prime Minister Haidar Abadi is visiting the oil-rich province of Basra Monday amid increased pressure by the provincial officials for more self rule.

Abadi will be accompanied by a large delegation of seven ministers to the city, where he will be in crucial negotiations with a number of Iraqi governors, aides said.

"I predict that the meeting will result in giving the provincial authorities more powers," said Ahmad Jabouri, Iraq's minister for provincial affairs, who gave no further details.



Residents of Basra show the regional flag that has been circulating on social media websites. Photo: Facebook

Basra, Iraq's second-largest city, is also seen as the country's financial capital, which by some estimates provides Iraq with 90 percent of its budget. City officials have complained of lack of services and high unemployment despite enormous oil resources in

the predominantly Shiite province.

The prime minister's spokesperson said Monday that Abadi will be discussing the petrodollar act with city officials, according to which the oil-exporting province will directly receive a portion of

every extracted barrel of oil.

"Some of the powers of the ministries of education, health and municipality will also be moved from Baghdad to the provinces," spokesperson Saad Hadisi said.

But officials in Basra will likely reach for more than ministerial powers, as influential voices in the province have pushed for a referendum to decide the future of the province.

Provincial council officials have also requested the formation of a "Basra Oil Body" which, if formed, would manage the oil issues with the central government in Baghdad.

Basra's former governor Wael Abdul Latif, who is campaigning for a referendum on autonomy, told the Iraqi media they have now sufficient signatures to hold the vote.

Legally, 10 percent of the population in the province must sign up for the Iraqi electoral commissioner to allow a referendum. ■

# Kurds seek to fast-track peace process

To prevent things from getting out of hand in Turkey's peace process, both the government and the Kurds need to be acutely aware that they have much to lose from a total collapse of the talks.



Author Cengiz Çandar  
December 26, 2014  
www.al-monitor.com

As day before Christmas Eve 2014, Turkey's mass circulation daily *Hurriyet* ran the headline: "İmrâli Masası," meaning "İmrâli table." İmrâli is the prison island where Abdullah Ocalan, leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), is serving a life sentence; the "table" is the negotiation table.

Another headline reading "The New Period in the Process" was placed atop a picture of a table ringed with empty chairs.

*Hurriyet's* cover story heralded a new stage in Turkey's resolution process of the Kurdish issue. The newspaper reported that the Turkish government and the Kurdish side would gather at the negotiating table to launch a series of overdue talks to rapidly resolve the long deadly conflict.

The government's negotiating team will be led by a security official, Undersecretary of Public Security Muhammed Dervisoglu — a name being heard by the Turkish public for the first time. Dervisoglu previously served as deputy to National Intelligence Director Hakan Fidan, who had been conducting talks with Ocalan in his prison cell for several years.

On the Kurdish side of the negotiating table, Ocalan will be chief negotiator alongside a team of members of parliament from the pro-Kurdish People's Democracy Party (HDP) and some prominent Kurdish personalities designated by Ocalan.

While Turkish officials and Kurdish politicians were struggling to salvage the stalled peace talks, news broke that Ocalan had drafted a road map to finalize the process within 4-5 months prior to the June 2015 parliamentary elections, but the government had not responded. The resolution process was on the brink of collapse.

The Kurdish side incessantly raised the issue of moving from the stage of dialogue (talks conducted by an intelligence official with Ocalan at İmrâli) to the stage of negotiations, meaning talks between two parties at the negotiating table.

No wonder optimistic statements by members of parliament from the HDP — who regularly visited Ocalan in prison and also met with Deputy Prime Minister Yalcin Akdogan, who heads the government's Kurdish file — were seen as the salvation of the otherwise doomed process.

The resolution process was announced about two years ago by then-Prime Minister Recep Tayyip Erdogan. In a live TV interview, Erdogan disclosed that he entrusted the head of National Intelligence to start talks with Ocalan in his prison cell. Until that moment, since the resumption of fighting in July 2011, Ocalan was totally isolated from the outside world. Nobody was allowed to see or contact him. The bloody toll from the resumption of fighting between government forces and PKK fighters was very high for both sides and reminiscent of the bloodiest period of the conflict in the 1990s.

Erdogan had announced a daring, unprecedented move. For the first time ever, the prime minister of Turkey had committed himself to a peace process with the PKK.

In turn, on March 21, the Kurdish New Year, Ocalan reciprocated by issuing a statement: To achieve Kurdish national rights, armed struggle was no longer required. To underline his goodwill, he instructed the PKK's armed elements to leave Turkey. Scores of PKK fighters left Turkey for Iraqi Kurdistan's Qandil Mountains, where the organization's political and military headquarters is located.

However, the peace process — or, as it is alternately called in Turkish, "the resolution process" — has had too many ups and downs since then. It mostly stalled and did not advance. It was a train with a known destination that remained immobile at the station.

The process has been more of a matter of crisis management than a real movement for the ultimate resolution of the Kurdish question.

For the government, as long as the "process" preserved a cease-fire and the cessation of hostilities, it was a most valuable asset. The country passed through a chain of elections starting with local elections on March 30, 2014, then the presidential elections of Aug. 10, 2014, ending with the general elections of June 14, 2015.

However, the Kurdish side, particularly the PKK leadership in the Qandil Mountains, was distrustful of Erdogan and his government. They said that the Turkish side was not genuinely interested in the resolution of the conflict and was just trying to gain time until the end of the election period, that is, summer 2015.



Demonstrators hold Kurdish flags and portraits of jailed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan during a gathering to celebrate Nowruz in the southeastern Turkish city of Diyarbakir, March 21, 2013. (photo by REUTERS/Umit Bektas)

This is why they are pressing for accelerated negotiations to reach concrete results, such as amending laws to acknowledge Kurdish national rights, improvement of prison conditions for Ocalan and, ultimately, Ocalan's release.

This distrust is reflected in the language used by PKK leaders. The effective No. 2 after Ocalan, Cemil Bayik, spoke to Turkey's pro-Kurdish TV channel, İMC. In an hourlong interview that aired Dec. 22, İMC viewers could not believe that there were bright prospects for reconciliation in 2015.

Bayik accused the government of foot-dragging and trying to gain time without seriously considering a negotiated end to the conflict. He made harsh accusations and employed belligerent language against the ruling Justice and Development Party (AKP).

However, he also proposed that the United States act as a mediator or intermediary during the peace negotiations. He said that Turkey should not reject US mediation since they are NATO allies. This suggestion was clearly a move to embarrass Turkey since the Erdogan government, which is seemingly allergic to internationalizing the issue, wants to keep the process a solely national affair.

Nonetheless, Bayik's statements were in stark contradiction to the happy notes coming from HDP members of parliament and government circles.

Last but not the least, Murat Karayilan gave another confusing statement. Karayilan is the PKK's No. 3 and a top military commander of Kurdish forces — not just those in Turkey but also those in Syria and Iraqi Kurdistan fighting the Islamic State.

As Karayilan spoke of how hopeful and impatient the Kurds are for a resolution prior to Turkey's election, Karayilan spoke about the possibility of Ocalan gaining his freedom before April 2015. He told *Rojnews*, a Kurdish media outlet in Iraqi Kurdistan: "If the solution process reaches its goal, Abdullah Ocalan will participate in the April 2015 Congress. Most recently, Ocalan sent a draft to the government and us. We discussed it. We are ready for a solution of the Kurdish issue in that framework."

He used a belligerent tone, adding: "If they [AKP] are sincere they must take steps. If they delay this approach, that will mean war. It will mean they will fight us after the election. They again want to eradicate us and solve the issue with war."

Akdogan rejected Karayilan's statement outright, saying such statements do not help the process.

With such conflicting statements, the public is even more confused. What can safely be said for 2015 is that the peace process will remain as fragile as ever. To prevent things from getting out of hand, our only hope is that both sides are acutely aware that they have much to lose from a total collapse of the talks.

Kurds are at the forefront of the battle against the Islamic State in Syria and even in Iraq. While there is a debate on removing the PKK from terrorist lists in the European Union and the United States, the PKK has no interest in reviving the armed struggle within Turkey and challenging the Turkish Armed Forces. For its part, the Turkish government — already suffering from myriad problems domestically and internationally — has no interest in further endangering the stability of the country in an election year. There is no point in pouring oil on the Kurdish fire.

There is mutual interest in not letting the talks totally collapse. But the question is how to preserve a volatile and fragile situation without doing anything. ♦

*Cengiz Candar is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues, including the best-seller Mesopotamia Express: A Journey in History.*

# Has the Kurdish Victory at Sinjar Turned the Tide of ISIS War?

In Mosul, foreign fighters have left, the city is flooded with refugees and supply routes are cut off. Locals are afraid of what comes next.

*Niqash by Khaled Jumah  
www.thedailybeast.com*

**M**OSUL—Extremist fighters from the group known as the Islamic State have left the Sinjar area the same way they came in during August this year: without any real combat or pitched battles.

“I feel as if I’m watching the same thing I saw five months ago,” says Maizar al-Shammari, standing in front of his house, which is on the road into Sinjar, watching Iraqi Kurdish troops move forward. “At that time the Peshmerga [Iraqi Kurdish forces] withdrew without a fight. Today the Islamic State group is doing the same thing. It’s as if they just decided to swap roles,” he says.

Ever since the Iraqi Kurdish military began to fight with the self-proclaimed Islamic State, widely known as ISIS or ISIL, Sinjar has been an important piece of terrain for all comers in the conflict.

For ISIS it involves a major supply route. For the Iraqi Kurds the Sinjar region holds a lot of what is described as disputed territory—that is, land that is supposedly part of Iraq proper but which the Iraqi Kurds believe should belong to their semi-autonomous zone. They also believe that the Yazidi, an ethno-religious group, that live in Sinjar and have been particularly targeted by ISIS, are Kurds directly related to them.

Meanwhile the international coalition that is fighting against ISIS, mostly by airstrikes, sees the Sinjar area as having strategic importance; if blocked, the potential is there to separate ISIS in Iraq from ISIS in Syria.

**A**dditionally liberating this area from ISIS fighters would allow safe passage to the many Yazidis who were still trapped in the area. The plight of the Yazidis has made major headlines around the world, involved many humanitarian agencies, and was cited by U.S. President Barack Obama as one of the reasons he initiated the air campaign against ISIS last summer.

Perhaps the best local descriptions of the relationship between Sinjar and Mosul is this one: when Sinjar’s nose is hit, tears run from Mosul’s eyes. Although events are still comparatively distant from Mosul, it’s one of the first times since the start of this security crisis that the city has been this influenced by attacks on ISIS.

Last week Iraqi Kurdish military moved swiftly through the Sinjar area, covering a lot of distance within 24 hours, supported by some of the deadliest air strikes the region has yet seen.

Following ISIS’s defeat, the western entrance to Mosul became crowded with displaced people coming from the areas of Tal Afar and Ayadiya where Iraqis of Turkmen ethnicity dominate the population. It has been



reported previously that many of the Turkmen who are also Sunni Muslim may well support ISIS, who are Sunni Muslim extremists. The Turkmen making their way into Mosul were afraid of reprisals from anyone who thought they had sided with ISIS and they were also afraid of being targeted by heavy aerial bombardment, no matter whose side they might be on. Anyone who remained in those areas under ISIS’s control has often been accused of being an ally.

**B**ut the newly displaced people entering Mosul are an additional burden that the city is unlikely to be able to bear for very long—especially if the roads down which supplies usually come are now closed.

The irony did not escape one local, Laith Hathim, as he stood and watched the newly minted refugees make their way into Mosul. “A few months ago we wanted to escape to their towns. Now they’re seeking shelter in ours,” he remarked.

The potential roadblock for supplies had an almost immediate effect with a huge number of locals heading to markets to stock up on basic food items. There’s already a fuel crisis in Mosul and now it seems it will only get worse, if there is no other fuel coming in from the Syrian side.

“I’m bored of getting ready for the next crisis,” Hathim told NIQASH. “I wish this was the last time I had to worry about hunger and bombs.” Which is why at first Hathim said he didn’t want to go shopping with all the other people. But when he saw that all his neighbours were also heading to the stores for stocks, he changed his mind.

What the people of Mosul now fear most is aerial bombardment of their own city. The memory of the haphazard bombing carried out by the Iraqi military is still fresh in their minds and they worry the same thing might happen again. Some of them are trying to find places where they might be able to shelter if it comes to this.

While it is true that at the beginning locals

in Mosul welcomed ISIS as liberators, now they cannot leave even if they want to. All the roads into Iraqi Kurdistan and toward Baghdad are closed and now the road toward Syria is also blocked. Additionally ISIS is not allowing locals to leave for any length of time and many locals suspect that they will take human shields if they get any deeper into trouble.

**I**n fact there were many locals in Mosul who had been planning pay people smugglers to pass them into Turkey illegally through Syria. But now even this dangerous adventure cannot be undertaken.

In the city of Mosul itself it seems as though ISIS is at a loss. Members of ISIS are still on the city’s streets but most of the foreign fighters appear to have gone. The ones left on the streets tend to be younger, local fighters some of whom don’t even seem to be 25 yet.

Some of the fighters on the streets admit that they’ve been forced to withdraw from Sinjar but only very quietly.

“For the first time you can sense the feelings of fear and frustration in ISIS’s fighters,” one Mosul doctor, who had been seeing ISIS casualties come in, told NIQASH; he had to remain anonymous for security reasons. “As the number of dead and wounded from among their ranks increases, they look more and more like they’ve lost confidence in their leadership.”

After the defeat of ISIS in Sinjar, most other locals have been left wondering who might rule the city in the near future. Some say they believe that ISIS will simply withdraw from the city without fighting any heated battles. But others dismiss them, saying this is nothing but the daydream of people who long for some peace. ■

**This article is adapted from one written for Niqash by Khaled Jumah and published December 24.**



# Kurdes : relance du processus de paix avec Ankara

## Malgré le contentieux de Kobané, le pouvoir turc et le PKK veulent trouver un accord rapidement

### ANALYSE

MARDIN (TURQUIE) –  
envoyée spéciale

Les pourparlers de paix entre le gouvernement turc et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit en Turquie) sont peut-être entrés dans leur dernière ligne droite. Un accord pourrait être trouvé d'ici « quatre à cinq mois », à condition que « toutes les parties conduisent le processus avec sérieux et détermination », a déclaré le 30 novembre le chef kurde Abdullah Öcalan aux représentants du parti HDP (Parti pour la démocratie des peuples, une plate-forme formée par les prokurdes, la gauche et les écologistes) venus lui rendre visite à la prison d'Imrali, un îlot en mer de Marmara, dont il est l'unique occupant.

Le premier ministre turc Ahmet Davutoglu est sur la même ligne, évoquant « la détermination absolue » du gouvernement. Trente années d'insurrection kurde au sud-est de l'Anatolie, au prix de 45 000 morts, 4 000 villages détruits et de

millions de déplacés, pourraient être réglées en quelques mois. Mais, pour cela, il faudra compter avec la revendication identitaire des Kurdes, renforcée par les bouleversements géostratégiques en cours au Moyen-Orient.

Le temps presse pour faire la paix. Les islamo-conservateurs de l'AKP comptent sur l'apport de voix kurdes aux législatives de juin 2015, où ils espèrent rafler 60 % des sièges au Parlement, afin de mettre sur les rails la réforme constitutionnelle voulue par le président Recep Tayyip Erdogan et qui ferait entrer la Turquie dans un véritable régime présidentiel.

### Autonomie

Le même empressement vaut pour le PKK. Voyant son blason redoré par la résistance de ses combattants à Kobané, la ville kurde syrienne assiégée par les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) depuis le 16 septembre, l'organisation clandestine se sent forte, allant jusqu'à réclamer l'intervention d'une tierce partie, l'administration américaine, dans ses négociations avec l'Etat turc.

La crise de Kobané a bien failli tout faire dérailler. En octobre, l'indifférence d'Ankara au sort de la ville kurde de Syrie a provoqué de violentes manifestations kurdes dans toute la Turquie, causant la mort de 48 personnes. La confiance est alors retombée à son plus bas niveau. Passant outre les protestations des militaires, le gouvernement a désamorcé la crise en autorisant les peshmergas kurdes irakiens du PDK à traverser les régions du sud-est de la Turquie pour se porter au secours des combattants de Kobané, inféodés au PKK. Abdullah Öcalan a appelé au calme, les manifestations ont cessé, le processus a pu reprendre.

Si la détermination est grande, les écueils le sont aussi. D'accord sur le fait que seule une solution politique est possible, les deux parties divergent sur bien des points. Pour M. Erdogan, le problème kurde n'est pas tant identitaire que socio-économique. L'AKP, parti religieux, est prêt à troquer le vieux concept kémaliste d'Etat-nation contre celui d'Etat « oumma » (communauté des croyants), où Kurdes et Turcs seraient ensemble sous la ban-

nier rapport du think tank International Crisis Group, publié le 6 novembre 2014.

Un pas de géant a été franchi dans la mesure où personne, aujourd'hui en Turquie, ne peut plus nier l'existence du « problème kurde ». Une révolution copernicienne pour l'homme de la rue, longtemps enclin à croire la fable répétée par les cercles kémalistes pendant plus de soixante-dix ans, à savoir que les Kurdes étaient des « Turcs des montagnes » dont le bruit des pas dans la neige, caractérisé par l'onomatopée « kart, kurt », avait fini par donner le mot « kurde ».

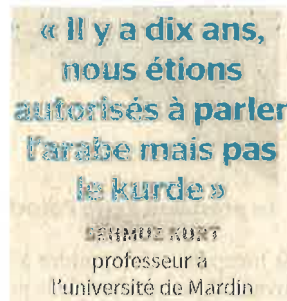
### Vieux tabous

Les vieux tabous ont été levés. Désormais, les Kurdes (environ 15 % des 75 millions d'habitants de la République turque) peuvent parler leur langue. « Il y a dix ans, nous étions autorisés à parler l'arabe mais pas le kurde [qui compte trois dialectes différents]. Combien d'entre nous se sont fait embarquer par la police juste pour avoir chanté une chanson, sans compter les purges et les assassinats de nos intellectuels ? », rappelle Sehmuz Kurt, chargé de cours à la chaire de kurdologie de l'université de Mardin, ville arabo-kurde de 85 000 habitants, à 50 kilomètres de la frontière syrienne.

Convaincu qu'un « retour en arrière » est impossible, le jeune professeur déplore les tracasseries subies par son établissement de la part des autorités. Ainsi, le Conseil supérieur de l'éducation (YOK) écarte chaque année des centaines de candidatures d'étudiants au motif qu'il s'agirait de membres du PKK. « Il n'y a pas assez de confiance entre eux et nous », regrette l'enseignant.

Il aura tout de même fallu un certain courage au président Erdogan et à son premier ministre Ahmet Davutoglu pour revenir, comme ils l'ont fait récemment, sur un épisode douloureux de l'histoire, celui de la révolte des Kurdes de Dersim (1937-1938), écrasée dans le sang sur ordre de Mustafa Kemal Atatürk, ce qu'aucun responsable politique ne s'était risqué à faire avant eux. Il est vrai que la résolution du problème kurde n'était pas un argument électoralement payant. Il l'est peut-être devenu. ■

MARIE JÉGO



nière de l'islam sunnite.

Le PKK réclame pour sa part un certain degré d'autonomie pour les régions kurdophones du Sud-Est, dont il assure qu'elles sont vouées à rester au sein de la République unie. Mais la méfiance subsiste du côté turc, convaincu que le mouvement n'a pas coupé les ponts avec le vieux rêve d'un Kurdistan indépendant.

L'autre faille du processus de paix est le manque de transparence. Qu'y a-t-il précisément dans la « feuille de route » ? Nul ne le sait. « Les participants semblent n'avoir aucune stratégie précise sur le long terme, réagissant aux besoins et aux considérations d'ordre pratique au fur et à mesure qu'ils surgissent », souligne le der-



# Cemil Bayik : « L'AKP, parti du président turc, reste notre ennemi »

Le fondateur du PKK demande une accélération des pourparlers avec Ankara et écarte l'option de l'indépendance du Kurdistan

## ENTRETIEN

MONT QANDIL (IRAK) –  
envoyé spécial

**F**ondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en 1978 avec son chef historique Abdullah Ocalan (emprisonné dans l'île-prison d'Imrali depuis 1999), Cemil Bayik est le coprésident du Groupe des communautés du Kurdistan, dont le PKK est la matrice et les instances dirigeantes sont établies dans le massif du Qandil, aux confins montagneux de l'Irak et de l'Irak.

**Lancé il y a près de deux ans, le processus de paix n'a pas encore abouti à des résultats significatifs. Quels sont les obstacles ?**

Sans les efforts du président Ocalan pour maintenir un environnement propice au dialogue, le processus de paix aurait pris fin depuis longtemps. Mais nous devons maintenant entrer dans une phase de négociations qui ne peut commencer en l'absence de gestes favorables de la part d'Ankara sur l'amélioration des conditions de détention de M. Ocalan, la mise en place d'un comité élu chargé des

négociations pour la partie kurde et la désignation d'une partie tierce chargée de la médiation entre le PKK et l'Etat turc. Le processus ne pourra aboutir sans l'implication d'un acteur extérieur ou d'une organisation internationale du fait de la nature régionale de la question kurde.

Ces conditions ne sont pas réunies, car le gouvernement turc n'a pas la volonté de parvenir à la paix. Il maintient le dialogue pour gagner du temps au moyen de petites mesures tactiques en vue des législatives de 2015 et veut profiter du cessez-le-feu toujours en vigueur afin d'éliminer en sous-main le mouvement kurde. Il persiste à nier la dimension politique du problème en présentant le PKK comme une organisation terroriste instrumentalisée par des puissances extérieures hostiles, et refuse de considérer la dimension internationale de la question kurde, prétendant qu'ils s'agit d'une affaire intérieure. L'AKP, parti du président Erdogan, reste l'ennemi

des Kurdes, à l'intérieur des frontières de la Turquie comme à l'extérieur. Nous le voyons quotidiennement à Kobané.

**« Ankara maintient le dialogue pour gagner du temps au moyen de petites mesures tactiques en vue des législatives de 2015 »**

**Quel serait l'objectif final de ces négociations, si elles venaient à s'ouvrir, après trois décennies de guerre qui ont causé la mort de près 40 000 personnes ?**

Le PKK n'est pas un mouvement indépendantiste. Nous sommes hostiles à la division de la Turquie et plus généralement opposés aux concepts d'Etat-nation et de frontière. L'indépendance d'un peuple n'est jamais une garantie de démocratie. Nous défendons la démocratisation de la Turquie tout entière et la reconnaissance pour les régions kurdes du système de « l'autonomie démocratique » sur le modèle en cours de

construction au Rojava (le Kurdistan syrien). De fait, le mouvement kurde est au pouvoir dans la plupart des municipalités majoritairement kurdes de Turquie où ce cadre est progressivement mis en place. Nous souhaiterions que l'Etat turc le reconnaisse formellement, mais nous y arriverons avec ou sans lui. En revanche, s'il s'y oppose par la force, nous sommes prêts à nous défendre.

**Cela signifierait une reprise des affrontements en Turquie ?**

Nos forces armées ont une vocation exclusivement défensive. Lorsque l'expérience d'autonomie démocratique menée au Rojava s'est trouvée menacée par l'Etat islamique (EI) à Kobané, nous nous sommes défendus. Il pourra en être de même en Turquie.

**La Turquie a autorisé des combattants kurdes irakiens à venir en renfort des forces affiliées au**



Un portrait du chef kurde Abdullah Öcalan, dans le massif du Qandil (Irak), base arrière du PKK. RAWSH TAWANA/METROGRAPHY

POUR « LE MONDE »

**PKK qui combattent à Kobané. Votre jugement sur l'attitude de la Turquie n'a pas changé ?**

Nous considérons la Turquie comme le principal soutien de l'EI. Elle s'en sert comme d'un instrument au service de ses ambitions hégémoniques au Moyen-Orient. Le président turc se voit à la tête d'un front sunnite dont l'EI constitue l'avant-garde. La Turquie n'apportera jamais tout son soutien à la coalition contre l'EI du fait de la proximité idéologique qui existe entre l'AKP et cette organisation, et des risques qu'encourrait la Turquie si elle abandonnait son allié, alors libre de révéler au monde la vraie nature de leurs relations. La Turquie veut éliminer l'expérience d'autonomie menée au Rojava, qu'elle perçoit comme particulièrement dangereuse, dans la mesure où elle constitue un modèle.

**Dans leur lutte contre l'EI, les forces du PKK combattent au Kurdistan irakien. Le PKK a-t-il la vocation à s'y implanter durablement ?**

Le PKK a vocation à défendre les Kurdes où qu'ils se trouvent. Si le PKK n'était pas intervenu en Irak lorsque l'EI a commencé à avancer sur les régions kurdes, les yézidis du Sinjar auraient été massacrés. Notre présence dans la région d'Er-

bil ainsi qu'à Kirkouk a redonné confiance au peuple du Kurdistan irakien et aux peshmergas. Nous resterons sur ces positions tant qu'elles seront menacées.

**La scène politique et militaire kurde dans la région est cependant loin d'être unifiée...**

Le danger commun auquel font face toutes les forces kurdes permet la mise en place de facto d'une force militaire commune au-delà des différends partisans.

**Le siège de Kobané a permis l'ouverture de canaux de coopération directe avec les Etats-Unis, qui vous considéraient pourtant comme une organisation terroriste. N'est-ce pas paradoxal ?**

Il est absolument naturel que le PKK coopère avec la coalition internationale menée par les Etats-Unis. Nous sommes disposés à coopérer avec toutes les forces désireuses d'établir des relations stables avec nous et qui combattent l'EI, même avec la Turquie si sa politique venait à changer. Cela étant, Kobané a bien montré qui, de la Turquie ou du PKK, était plus proche des positions occidentales. ■

ALLAN KAVAL

# For children in Turkey's camps, school's out

SURUC, TURKEY

## Thousands of youths among Syrian refugees get no formal education

BY AYSEGUL SERT

Ahmet Basa, a quiet, wide-eyed 11-year-old refugee from Damascus, Syria, speaks Turkish fluently and has big plans for the future. "I want to be a doctor," he said, sitting with a teacher after school in the province of Sanliurfa in Turkey's southeast.

Two years ago, Ahmet crossed over from Syria by car with his six siblings and his parents. Three of his uncles came later. The family was relatively fortunate, they already had relatives in Turkey and Ahmet had begun learning Turkish on previous trips.

"They told me we'd stay six months, and that when the war ended we'd go back. It has been two years," he said. Ahmet attends a public school that is walking distance from his new home. His father works at a pastry shop, and his mother stays at home, because she speaks only Arabic. Ahmet's sister attends a religious vocational school, known as imam-hatip.

Turkey is host to 1.5 million Syrian refugees, but the number is expected to rise to 1.7 million in 2015, according to the United Nations Agency for Refugees.

"Turkey at the beginning of the crisis in 2011 didn't want much international assistance, it was confident it could handle it, but then the numbers grew," said Metin Corabatir, the director of the Research Center on Asylum and Migration, a think tank based in Ankara, Turkey, referring to the influx of refugees.

In a statement last month, Numan Kurtulmus, a deputy prime minister, said Turkey had misjudged the extent of the Syrian crisis. "Unfortunately, we thought the Syrian refugees were here temporarily, that they would arrive and leave in a few months," the statement said. "But after three and a half years of this civil war it looks like they will remain here."

Mr. Corabatir agreed. "Nobody expected it would last this long," he said. "The reality now is that the Turks have to learn how to live" side by side with the refugees, he said.

The boy, Ahmet, has reunited with several of his old friends in these new



Above, Syrian Kurds and their children who had crossed the border to Suruc in Sanliurfa Province, Turkey. At left, Rooden Mehdi, a refugee from Kobani who was working as a volunteer teacher at the Rojava Tent Camp, which shelters more than 1,100 people. Before the war, she was at a university, studying psychology.

neighborhoods. Since they do not speak Turkish as well as he does, he teaches them new words he learns at school.

His teacher, Halil Baliokcioglu, has been teaching music for 35 years. In his classes at the Sanliurfa Cultural and Artistic Education and Research Foundation he teaches traditional Turkish tunes. Ahmet joined a year ago.

"From birth to death, through joy and suffering, music accompanies us," he said. "We don't like war, but war has brought us Ahmet."

"Because of the conflict, the children are behind in their education, they miss out on their childhood," he added.

But more recent arrivals have it even harder. Some 192,417 Syrian Kurds came to Turkey from Kobani in mid-September fleeing the Islamic State, also known as ISIS, according to Turkey's Disaster and Emergency Management Authority, known by its Turkish acronym AFAD. About 70,000 of them shelter at this predominantly Kurdish border town of Suruc, 28 miles from Sanliurfa. Five tent camps occupy the side roads of Suruc.

"These camps were created by local

municipalities," Mr. Corabatir said. "AFAD is constructing a new camp with larger capacity," he said.

Other refugees have taken shelter in nearby villages and around the city center, in spaces made available by locals; apartments shared with other families; or empty stores and buildings still under construction.

In the camps, the narrow alleys have become the children's playground; within each camp, sealed off by a wire fence, they can run freely, their shoes packed with mud. As the cold settles in, the drizzling rain seeps into their tents.

In the camps, there are about 40 teachers for more than 1,000 students ages 6 to 10, inhabitants estimate. All the teachers are volunteers, and refugees themselves. Classes focus on drawing and music to help ease the trauma; writing and mathematics are taught when books are available.

Language is a barrier. These refugees speak Kurdish so cannot attend public schools where only Turkish is spoken.

"The impact of war and the tragedy

they have witnessed is terrible," Mr. Corabatir said. He said there was an urgent need for an education system that could absorb these children and bring some normalcy to their lives.

The Arin Mirkan Tent Camp shelters more than 3,000 refugees in 450 tents. It is named for a Kurdish female suicide bomber who detonated herself at an Islamic State checkpoint in Kobani, killing many jihadists. Six-year-old Ahmed Osman, whose father is fighting on the other side of the border, lives there, but does not yet go to school. When asked about his father's whereabouts, he replied proudly, "at war in Kobani."

"He is there to kill Daesh, so we can return home," he said, using the Arabic name of Islamic State. Ahmed said he dreamed of becoming a fighter with Y.P.G., a Kurdish militant group.

On a dark night this month, shoes were piled up at the entrance of a tent music hall. A dozen children sang and played the tambourine in a circle. The electricity was out — again — and beams from flashlights danced left and right in

**"Nobody expected it would last this long."**

the air. The instructor Mehmed, a volunteer, is himself a refugee from Kobani.

Another tent camp, Kader Ortakaya, is named for a 28-year-old Kurdish female activist from Turkey who was reported to have been shot in the head by a Turkish soldier during protests at the border last month. Some of the tents carried banners that read, "Kurdistan Parliament — Iraq."

S.E.S., a health and social services union, has recently published a report on its website calling for health and hygiene regulations to be established quickly for these new camps to ensure that water is purified and heating is provided to avoid the spread of disease. An education tent has been erected, but because of a lack of desks and seats, classes have not begun.

Roodeen Mehedin, a petite 20-year-old, is a refugee and a volunteer teacher at the Rojava tent camp, which shelters more than 1,100 people. Before the war, she studied psychology at a university, but was forced to abandon her studies because of the conflict.

"These children need some sense of normalcy," she said. "When they look back, they shouldn't say 'I never got to be a child.'" Tucking her straight black hair behind her ear, she added, "With-

out access to education, these children could stray, and we want to prevent that. I want them to know that they can attain a bright future, despite everything."

There are 25 students in her tent classroom, varying in age. On a gray morning this month, they were drawing in small notebooks on wooden tables, the floor covered with colorful tapestry and a few balloons tied to the steel frame that holds up the tent.

When she returns to Kobani, Ms. Mehedin wants to continue teaching. "I've taught here under these circumstances, why would I not do it back home?"

One of her students, 8-year-old Bashir, said he enjoyed coming to school. "My favorite lesson is writing," he said with a shy smile. "I want to be a teacher."

On a recent visit to Suruc, Ayla Akat, a member of the Turkish Parliament from the Kurdish Peace and Democracy Party said, "Building a strong future takes time. It might take generations, but it has to start now. Education is key."

**TODAYS ZAMAN** DECEMBER 27, 2014

## Three dead as PKK, Huda-Par members clash in Cizre

todayzaman.com

Tensions ran high in the southeastern town of Cizre early on Saturday as armed clashes between members of the Patriotic Revolutionist Youth Movement (YDG-H) — an affiliate of Kurdistan Workers' Party (PKK) — and Huda-Par, a Kurdish Sunni Islamist party, left three people dead.

A dispute that erupted between the two groups in the Nur neighborhood early on Saturday turned into an armed clash within a very short period of time after more joined the two groups.

Reports say that members of the YDG-H encircled and then attacked houses of Huda-Par members with long barrel guns. The Şırnak Governor's Office announced on Saturday that three people were killed and two others were injured in the incidents.

Authorities dispatched police panzers to the area but they had difficulty in reaching the streets where clashes broke out due to ditches dug by members of the YDG-H beforehand.



Armed clashes erupted between members of the Patriotic Revolutionist Youth Movement and Huda-Par in the Nur neighborhood of Cizre early on Saturday. (Photo: DHA)

Tensions were still high in the town bordering Syria after the clashes, which the Turkish police had difficulty in containing, the security sources said.

The office of the governor of Şırnak province said in a statement: "Necessary work is still being carried out in the region with the help of our security forces, armoured vehicles and helicopters."

The clashes between the PKK members and supporters of the Huda-Par, also known as Turkish Hezbollah (which has no affiliation with Lebanon's Hezbollah) have raised fears of further conflict, while recalling bitter memories of the early 1990s during which the conflict between the PKK and Hezbollah claimed the lives of hundreds of people.

Street fights had taken place between Huda-Par members and pro-PKK Kurds in

some southeastern provinces early in October as part of protests over the defense of Kobani that left 42 people dead.

Out of 10 people who were killed in Diyarbakır in the recent protests, six of them were members of the Huda-Par. Four members were killed during attacks on Köy-Der, an association affiliated with Huda-Par.

The YDG-H earlier declared autonomy in the Cizre district of the southeastern province of Şırnak.

Hundreds of masked YDG-H members holding PKK flags marched in military-like order to the same spot where they had announced their establishment in June 2013. The group declared the Sur and Nur neighborhoods to be "territories ruling themselves" in October.



26 décembre 2014

# La Turquie et l'Irak décidés à renforcer leur coopération militaire contre l'EI

france24.com/  
26/12/2014

Ankara s'est engagé, jeudi, à renforcer sa coopération militaire avec l'Irak face à l'organisation de l'État islamique, tout en qualifiant de nouveau les Kurdes du PKK "d'organisation terroriste", au même titre que les jihadistes.

La Turquie a promis, jeudi 25 décembre, à l'Irak de joindre ses forces dans la lutte contre l'organisation de l'État islamique (EI).

"L'EI menace non seulement la sécurité de l'Irak et de la Turquie mais aussi celle de la région toute entière", a déclaré le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi en visite à Ankara. "Nous pouvons vaincre cette organisation en unissant toutes nos forces, avec le soutien des pays dans la région", a ajouté Haïdar al-Abadi.

Ce dernier a ensuite demandé à son hôte turc son soutien dans le partage des renseignements, l'entraînement militaire et l'armement pour combattre l'EI. Les jihadistes contrôlent une partie des territoires de l'Irak et de la Syrie jusqu'à la frontière turque ainsi que la ville-symbole de Kobané.

Le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, qui s'était lui-même rendu en visite en Irak en novembre, a répondu que la Turquie entraînant déjà des combattants kurdes peshmerga



© Adem Altan, AFP | Le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi et son homologue turc Ahmet Davutoglu à Ankara, le 25 décembre 2014.

engagés dans la lutte contre l'EI. "Nous sommes ouverts à toutes les idées" pour accroître le soutien d'Ankara à Bagdad, a-t-il ajouté. L'aide de la Turquie à la formation des peshmerga kurdes pourrait en outre être étendue à la garde nationale irakienne, a expliqué Ahmet Davutoglu.

## La Turquie qualifie le PKK de "d'organisation terroriste"

La Turquie et l'Irak partagent "une conception commune pour combattre toutes les organisations terroristes dans la région", a estimé le chef du gouvernement turc, mentionnant l'EI mais aussi le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 une guérilla sur le sol turc.

Ahmet Davutoglu a accusé les rebelles du PKK de lancer "des attaques contre la Turquie en utilisant le territoire irakien". Sur ce point, la politique turque s'oppose frontalement à celle des États-Unis et des Occidentaux, qui ont fait des jihadistes du groupe EI leur principal ennemi, alors qu'Ankara semble principalement s'inquiéter de l'activité des mouvements kurdes, aussi bien turcs que syriens.

En novembre, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait ainsi qualifié de "terroriste" le principal parti kurde de Syrie (PYD), à la pointe du combat contre l'EI dans la ville de Kobané, au même titre que le mouvement du PKK.

Les relations entre Ankara et Bagdad se sont améliorées depuis l'arrivée du nouveau Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi en septembre. Son prédécesseur Nouri al-Maliki, reçu en 2010 en Turquie, reprochait à Ankara ses liens avec le Kurdistan irakien autonome. Les gisements pétroliers de la région étaient alors au centre d'un âpre contentieux avec Bagdad. Un accord sur la répartition des revenus qu'ils produisent a depuis été conclu.

○○○



28 décembre 2014

# Un haut gradé iranien tué en Irak

Le brigadier général Hamid Taghavi participait à une mission de conseil dans la lutte contre les jihadistes de l'État islamique en Irak quand il a été tué.

www.20min.ch  
28 décembre 2014

«LE BRIGADIER général est tombé en martyr lors d'une mission pour conseiller l'armée et les volontaires irakiens pour lutter contre les terroristes de Daech (acronyme en arabe de l'EI, ndlr) dans la ville de Samarra», à 110 km au nord de Bagdad, selon un communiqué des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime de Téhéran, publié sur leur site officiel.

Les obsèques de M. Taghavi seront organisées lundi à



Téhéran dans une mosquée située à l'intérieur du siège du commandement général des Gardiens de la révolution, a précisé cette source.

Téhéran a longtemps nié

avoir une présence militaire en Irak, avant d'admettre avoir envoyé des armes et des conseillers militaires. Mais l'Iran ne participe pas à la coalition internationale anti-djihadistes menée par les États-Unis.

Les médias iraniens ont publié à plusieurs reprises des photos du général Ghassem Souleimani, chef de la Force Qods, une unité d'élite des Gardiens de la révolution, aux côtés de combattants kurdes irakiens mais aussi de militaires de l'armée irakienne et des groupes de miliciens.

Selon la presse iranienne, plusieurs militaires ont déjà trouvé la mort en Irak, mais aussi en Syrie, lors de missions pour aider les armées de ces deux pays contre les djihadistes.

Le gouvernement iranien, chiite, entretient des liens étroits avec les autorités, majoritairement chiites, de Bagdad. Le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi, s'était rendu à Téhéran fin octobre, et le président du parlement iranien, Ali Larijani, vient de se rendre en Irak.

# LA DERNIÈRE PRINCESSE KURDE

Irak, ERBIL, Salim YASSINE |  
30/12/2014  
www.lorientlejour.com

Nevine Badrakhan est la dernière descendante des princes kurdes Badrakhan en ligne directe. Elle habite une maison à deux étages dans le quartier chrétien d'Erbil, la capitale du Kurdistan, qui ressemble plus à un musée qu'à un domicile. Y sont entassés une multitude de photos, d'objets, de textes, qui racontent l'histoire du Kurdistan qui se confond avec celle de sa famille qui a longtemps régné sur la presqu'île de Botan, à proximité de l'extrême nord-est du Kurdistan irakien, avant d'en être dépossédée par les Turcs. Elle montre fièrement le « château » familial, qui ressemble à une forteresse de grandes pierres.

L'accueil de la princesse n'est au départ pas très courtois. Elle refuse absolument de s'exprimer en arabe, qu'elle parle pourtant couramment, ayant fait ses études de droit à Damas. « Vous comprenez, dit-elle, tirant sur sa cigarette. Vous, les Arabes, nous avez tellement opprimés, massacrés, bombardés au napalm, aux armes chimiques, déplacés, détruit nos villages, que le seul fait d'entendre votre langue me crispe. Vous êtes ici au Kurdistan, alors soit vous parlez notre langue, soit nous parlons en anglais. » J'ai beau lui affirmer que je n'ai rien contre les Kurdes, que, bien au contraire, j'ai de la famille kurde par alliance chez précisément les Badrakhan,



*Cigarette en main, la princesse affirme que le soutien que manifeste l'Occident aux Kurdes sera éphémère comme en 1919.*



*La princesse Nevine Badrakhan habite une maison à deux étages dans le quartier chrétien d'Erbil, la capitale du Kurdistan.*

elle n'en a cure et poursuit son monologue. « Nous en avons assez de vous les Arabes, qui constituez aujourd'hui le principal soutien aux daechistes. Vous nous avez opprimés année après année. Voici venu le temps de nous rendre justice », dit-elle.

La soixantaine, se dressant sur son 1,62 en tirant sur sa cigarette, la princesse croit que le soutien que manifeste l'Occident aux Kurdes sera éphémère, comme cela s'est passé en 1919, et que la promesse de l'établissement d'un État kurde est partie en fumée. « Nous sommes aujourd'hui le dernier rempart contre les forces obscures venues du fond des âges. Nous sommes plus de 25 millions répartis sur l'Irak, la Turquie, la Syrie, l'Iran, l'Occident. Nous sommes le plus grand peuple apatride », dit-elle.

Entre un homme fin, d'une grande

distinction, qui s'incline et se penche sur la main de la princesse pour l'effleurer d'un baiser. C'est le Dr Jalabet, professeur d'histoire, qu'elle a convoqué pour participer à l'entretien. D'emblée, le Dr Jalabet entre dans le vif du sujet, la création du Grand Kurdistan. Il estime qu'il est très possible aujourd'hui de créer de nouveaux États en modifiant les frontières établies au sortir de la Première Guerre mondiale par les accords Sykes-Picot. Il en veut pour preuve que lors de leurs créations, les Nations unies comptaient 60 à 70 États, alors qu'ils sont 185 aujourd'hui. Il reconnaît que, par une malice de l'histoire, les objectifs des daechistes et des Kurdes sont semblables à ce sujet. « Mais nous, nous voulons changer le statu quo au nom du progrès et de la justice », précise-t-il. Le Dr Jalabet affirme qu'il n'a pas de haine pour les Arabes. « J'ai même manifesté quand j'étais étudiant

pour la cause palestinienne. Mais aujourd'hui, je le regrette car les Arabes ne nous ont pas payé en retour. Ils ont appuyé Saddam Hussein et ont même participé à l'opération Anfal, au cours de laquelle la ville kurde de Halabjah a été bombardée à l'arme chimique », explique-t-il. « Mais j'estime toujours que la cause palestinienne est juste, mais en même temps nous n'avons aucun problème à avoir des relations cordiales avec Israël », ajoute-t-il. Il affirme que, personnellement, il serait pour la reconnaissance d'un État palestinien, car cela va dans le sens de l'histoire. Mais il ajoute : « Ce sera une décision très impopulaire pour le peuple kurde. »

\*\*\*



## Syrie: 30 jihadistes tués dans des combats avec les forces kurdes

Beyrouth, 25 déc 2014 (AFP)

**Au moins 30 jihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) ont été tués jeudi dans des combats contre les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).**

Les combats ont opposé les jihadistes de l'EI aux combattants des Unités de protection du peuple (YPG, principale milice kurde syrienne) à Qassiab, dans la province d'Hasakeh, selon cette ONG.

Les YPG ont réussi jeudi à reprendre la localité, conquise deux jours aupara-

vant par l'EI, ajoute l'OSDH, en précisant que la milice kurde avait perdu trois combattants.

Ailleurs, l'armée de l'air syrienne a mené des raids sur Al-Bab et Qbassine, deux localités contrôlées par l'EI dans la province d'Alep (nord), faisant au moins 12 morts et plusieurs dizaines de blessés.

Le conflit en Syrie a fait plus de 200.000 morts depuis qu'il a été déclenché en mars 2011 par la répression sanglante de manifestations anti-gouvernementales. Plus de trois millions de personnes ont fui le pays, tandis que plus de sept millions ont été déplacées à l'intérieur du pays ●

Fin dal Medioevo quelle del Kurdistan furono valli di musiche e parole. Viaggiavano grazie ai «Dengbêj», più simili agli aedi greci che ai trovatori francesi. Mentre un appello scritto all'unità nazionale risale a un secolo prima della Rivoluzione francese



Kendal Nezan (nella foto sotto), fisico nucleare, è presidente dell'Istituto curdo di Parigi e membro del consiglio del Washington Kurdish Institute; suoi interventi su storia e questione curda sono apparsi su riviste e quotidiani francesi; ha anche curato la traduzione di *Écrits de prison* di Leyla Zana (*Des Femmes*, pp. 114, € 12,25). Come scienziato appare nella raccolta *Articles on French Physicists* (Hephaestus Books, pp. 410, € 39,47)

# Ogni curdo è un poeta



di KENDAL NEZAN

## Cantori di amori, epopee e ninnananne Un inno alla resistenza che dura ancora

**S**econdo il celebre scrittore armeno Hovhannès Toumanian (1869-1923) «ogni curdo è un poeta». Al termine del XIX secolo, quando questo fine conoscitore di usi e costumi dei suoi vicini curdi formulava tale osservazione, la società curda era ancora ampiamente rurale e tribale. Allevatori nomadi e contadini vivevano in simbiosi con la natura, continuavano a cantare, come facevano i loro antenati fin dalla notte dei tempi, le loro gioie e le loro pene, a immortalare con il canto i momenti significativi della loro vita personale e collettiva. Le frequenti gare poetiche, le feste di matrimonio, che talvolta duravano una settimana, offrivano l'occasione a questi poeti compositori anonimi, generalmente analfabeti, di far conoscere le proprie creazioni e di improvvisarne per rispondere ai loro concorrenti. I canti più apprezzati circolavano da una vallata all'altra attraverso tutto il territorio curdo grazie agli straordinari trasmettitori di memoria collettiva che per secoli furono i *dengbêj*, cantori professionisti più vicini agli aedi greci che ai trovatori o ai trovieri del Medioevo francese.

Provenienti dal popolo, talvolta dalle comunità cristiane o gitane, spesso al servizio di signori locali che provvedevano alla loro sussistenza, essi animavano, grazie a un ricco repertorio che andava dal canto d'amore alle epopee e alle melopee, le lunghe serate invernali e le festività tradizionali in un'epoca in cui non esistevano né televisione né cinema.

Accanto a questa poesia orale cantata nelle serate e nelle feste, c'era anche — e c'è ancora —

una poesia più intima, quella di amori infelici, di ninnananne e di elegie cantate dalle donne, nella cerchia familiare, fra amiche, al lavatoio del villaggio o nei campi. In effetti, nella letteratura orale, così ricca e varia, che alcuni orientalisti definiscono ipertrofica, l'essenziale della poesia lirica è opera delle donne.

E, accanto a questa tradizione orale dove la poesia anonima, generalmente di creazione femminile, viene cantata per essere meglio memorizzata e trasmessa, c'è anche una tradizione scritta coltivata da poeti che fin dal Medioevo frequentano le corti principesche del Kurdistan. Il suo più illustre rappresentante è Melayê Djezîrî (1570-1640), contemporaneo di Shakespeare, seguito, nel XVII secolo, da Ahmedê Khanî (1650-1706), autore dell'epopea nazionale curda *Mem û Zîn*, dove la storia degli amori contrastati dei suoi eroi è il pretesto per deplorare la divisione del Paese curdo in tanti principati e per invocare la creazione di un Kurdistan unito e indipendente. Un appello all'unità nazionale curda lanciato un secolo prima della Rivoluzione francese e quasi due secoli prima della comparsa di artisti e scrittori nazionalisti italiani del Risorgimento.

Cantore della passione amorosa e dell'amore mistico, Djezîrî, la cui opera si può paragonare a quella del grande poeta persiano Hafez, che Goethe reputava «insuperabile», o a quella di Dante Alighieri, si presentava così:

*Sono la rosa dell'eden di  
(del principato di) Botan  
sono la fiaccola delle notti del Kurdistan*

Per quanto fosse un mollah, egli giustificava l'eresia del grande mistico curdo Sheikh San'ân, il quale, spinto dall'amore per una principessa armena, se ne andò in Armenia, dove accettò di diventare guardiano di maiali, supremo peccato agli occhi dei devoti musulmani, poiché l'amore è di essenza divina e trascende razza e religione. Cinque secoli più tardi, quella fiaccola continua a illuminare il cuore degli innamorati curdi che ancora oggi recitano e cantano i suoi poemi esaltando l'amore che non conosce né legge, sia pure religiosa, né frontiere.

Gli amori di Mem û Zîn, che in Kurdistan sono celebri quanto Romeo e Giulietta in Occidente, sono ancor oggi cantati e, nei momenti di disgrazia, i curdi meditano sui seguenti versi, sempre attuali, di Khanî, padre del patriottismo curdo:

*Mi affido alla saggezza di Dio  
nello Stato del mondo  
perché i curdi sono condannati  
perché sono privati dei loro diritti?*

Questa corrente, che lega la poesia e più generalmente l'arte alla lotta per la libertà del Kurdistan, dal XIX secolo si afferma con forza nella vita culturale. Khanî e i suoi numerosi epigoni dei secoli successivi non possono certo essere ridotti soltanto alla loro dimensione politica, così come Verdi o Chopin non possono essere apprezzati sulla base del loro impegno patriottico, e Majakovskij, Nazim Hikmet o Neruda esclusivamente per la loro passione rivoluzionaria.

Il XX fu il secolo della iniqua spartizione del

Kurdistan, da parte delle potenze coloniali, fra Turchia, Iran, Iraq e Siria: un secolo di ingiustizie e di sventure per il popolo curdo, minacciato nella sua esistenza e nella sua identità da questi nuovi Stati che, nel tentativo di costituire Stati nazionali culturalmente omogenei, vollero sradicare la lingua, il patrimonio culturale e storico di un popolo che da sempre viveva sulle terre dell'Alta Mesopotamia.

Oltre che di oppressione, il XX secolo fu per i curdi anche un'epoca di rivolte e di resistenza. «Resistere è vivere»: frase che per la maggioranza di loro è diventata una parola d'ordine. Resistenza armata durante la trentina di sommosse contro gli eserciti di occupazione; resistenza spirituale per salvaguardare la lingua e la cultura curde e trasmetterle alle nuove generazioni. Dai cantori che glorificano nei loro canti epici le gesta e gli eroi della resistenza, ai poeti e agli scrittori messi al bando che inculcano e coltivano lo spirito di resistenza, una grandissima parte della letteratura curda orale e scritta è, nel XX secolo, una letteratura di lotta.

I suoi più illustri rappresentanti furono Cergexwîn (1903-1984) e Hejar Mukriyani (1920-1990), i cui poemi patriottici, cantati in particolare da Shivan Perwer, sono popolari in tutto il Kurdistan. Il loro impatto era talmente temuto dai regimi oppressori del popolo curdo che negli anni 80 il semplice fatto di possedere delle cassette di Shivan poteva costare parecchi anni di carcere in Turchia e in Iran, la pena di morte nell'Iraq di Saddam Hussein. Addirittura, alcuni poeti, per esempio Shêrko Bêkes, si arruolarono nella resistenza armata come l'idolo di Shivan, Lord Byron, che ai suoi tempi combatté per l'emancipazione della Grecia dal giogo turco.

La nuova generazione di poeti curdi, pur rimanendo attaccata alla terra degli antenati e alla sorte del proprio popolo, si esprime anche sui temi più svariati. Oltre a Rimbaud, René Char e a Keats, ha altri riferimenti, altre fonti di ispirazione. Per le vicissitudini della Storia, è stata spesso costretta all'esilio, fonte di tormenti e di sradicamento ma anche di nuove, feconde avventure culturali e artistiche. Alcuni autori di questa nuova generazione, tradotti in francese o in inglese, cominciano ad essere conosciuti anche in Europa. Fra questi, Nazand Begikhani (1964), una militante del femminismo nel Kurdistan iracheno, ha ricevuto l'Emma Humphreys Memorial Prize (2000) e il Premio della poesia femminile Simone Landrey (2012). Ferhad Pirbal (1961), professore di lettere all'Università Saladino a Erbil, scrittore, poeta e pittore, è anche un personaggio significativo della disobbedienza civile, impegnato a denunciare le tare della società e del mondo politico curdi. Seyhmus Dagtekin (1964) che, dopo i primi testi in curdo, scrive ormai in francese, «la lingua della sua patria di adozione», ha già ricevuto numerosi riconoscimenti: il Premio internazionale della poesia francofona Yvan-Goll, il Premio Théophile Gautier e il Premio Stéphane Mallarmé. Altri talenti meriterebbero d'essere tradotti nelle lingue europee. A questo si dedica con perseveranza il poeta curdo-spagnolo Ahmedê Mela.

Le donne continuano a occupare uno spazio preminente nella creazione poetica, letteraria e artistica contemporanea. Come ha dimostrato la battaglia di Kobane contro i jihadisti dello Stato islamico, esse occupano un ruolo di primo piano nella resistenza curda, compresa la resistenza armata. Si tratta, anche qui, di una antica tradizione curda che oltre un millennio di conservatorismo islamico misogino non è riuscito a far vacillare e che gli occidentali riscoprono grazie alle immagini televisive della resistenza curda di Kobane, guidata da una donna, Narîn Afrîni, e costituita per quasi la metà da donne.

(traduzione di Daniela Maggioni)



A sinistra: i martiri del popolo Ciavar Quarna nel Kurdistan iracheno. Sopra: Margaret George (1941-1969), la Giovanna d'Arco del Kurdistan. Sotto, dall'alto verso il basso: Shivan Perwer (1955), Seyhmus Dagtekin (1964) e Pirbal Farhad (1961). Servizio fotografico di DANILLO DE MARCO



## Storia e attualità

# Un baluardo laico ma diviso in fazioni

dal nostro inviato a Gerusalemme  
LORENZO CREMONESI

Storicamente divisi dai vicini in Medio Oriente e dai giochi della politica internazionale, ma anche dalle loro antiche lotte e gelosie interne, i curdi si stanno guadagnando l'attenzione mondiale. Dalla Siria all'Iraq, le milizie curde sono state le uniche in grado di combattere con efficacia i jihadisti del «Califfato». L'Occidente guarda a loro con rispetto: sono un esempio di convivenza democratica e laica contro l'integralismo islamico, difendono i diritti delle donne, hanno accolto i profughi cristiani e le altre minoranze perseguitate. Uno Stato curdo parrebbe la soluzione ragionevole, addirittura la mossa riparatrice di quello che molti considerano il «tradimento» seguito alla Prima guerra mondiale, quando le potenze vittoriose promisero l'indipendenza salvo poi rinnegarla. Eppure, sono proprio i 30 milioni di curdi dispersi tra Iraq, Siria, Turchia e Iran i primi incapaci di elaborare un movimento unitario. Le antiche divisioni tribali, tra cui lo scontro tra i clan Talabani e Barzani, l'inettiludine del «popolo delle montagne» nel superare le faide li resero vittime di scelte altrui. Oggi gli interessi contraddittori dei curdi dell'enclave autonoma in Iraq, cresciuti grazie alla cooperazione economica con la Turchia, e del Pkk in Turchia, che vede proprio nel governo di Ankara un nemico mortale (oltre 40 mila morti dal 1984), sembrano impossibili da comporre. Le formazioni militari curde in Siria sono filiazioni del Pkk e ciò spiega le tensioni con Ankara ed Erbil, nonostante 200 peshmerga combattano a Kobane. Le comunità in Iran sono messe a tacere dalla repressione degli Ayatollah. Ci vorrà tempo prima che tutto questo possa trovare un comune denominatore politico.